VEILLÉE D'ARMES A LONDRES

22 JUIN-4 AOUT 1914

Dans l'après-midi du 29 juin 1914, les éclats de voix des crieurs de journaux signalèrent aux passants des rues de Londres que les acheteurs des éditions mises en vente en auraient pour leur argent. La nouvelle lancée à si grand fracas était celle d'un événement destiné à faire encore plus de bruit dans le monde : le meurtre à Serajevo de l'archiduc François-Ferdinand, héritier des couronnes d'Autriche et de Hongrie.

Ce crime politique ne fut, pour le grand public, guère plus qu'un fait divers impérial et royal. C'est seulement parmi les diplomates, les parlementaires et les journalistes qu'il suscita une émotion de caractère moins banal. Dans ce cercle restreint, où les affaires extérieures obtiennent une attention obligatoire, il fut suivi de quelques journées d'inquiétude. Bien qu'on fût loin d'en prévoir les effroyables conséquences, on se demanda s'il ne s'ensuivrait pas des complications entre Vienne et Belgrade, soit que l'Autriche-Hongrie exerçât des représailles contre les Slaves de ses États, soit qu'elle élevât une protestation auprès de la Serbie. Dans l'une et l'autre hypothèse, le gouvernement et le peuple britanniques étaient aussi peu disposés que possible à s'émouvoir en faveur des Serbes; ils étaient prêts à faire aux Autrichiens un large crédit de bonne volonté et de patience. Nul doute que si l'Autriche, à ce moment ou ultérieurement, avait exigé de la Serbie des réparations et des garanties même rigoureuses, elle aurait eu pour elle l'opinion du monde entier, spécialement l'approbation des

Anglais. Leurs sympathies étaient nettement en sa faveur. Les relations entre Londres et Vienne étaient excellentes. Par les malheurs réitérés qui s'étaient abattus sur lui et sur sa maison, le vieil empereur François-Joseph inspirait pitié et respect. L'horreur suscitée par l'attentat où l'héritier de ses trônes avait trouvé la mort était unanime. La fin tragique de la malheureuse femme que l'archiduc avait épousée et que n'avaient pas épargnée les balles des assassins, avait ému tous les cœurs. Il n'était pas jusqu'à ce sanglant dénouement d'un roman princier qui ne concourût à rendre les bonnes âmes plus sensibles au sort des victimes. Pas une voix ne se fût élevée en Angleterre pour reprocher au gouvernement austro-hongrois de demander justice. L'ambassadeur d'Autriche à Londres, le comte de Mensdorff-Pouilly, cousin éloigné du roi d'Angleterre, très recherché de la société où il occupait une grande place, avait l'oreille des gens de cour et des gens du monde. Au Foreign Office il n'était pas tenu pour un aigle, non plus qu'à Downing-Street : mais fonctionnaires et hommes politiques le connaissaient de longue date et appréciaient ses qualités de galant homme.

Au début de juillet fut célébré, à la cathédrale catholique de Westminster, un service funèbre à la mémoire de l'archiduc. Le cardinal Bourne officiait. Le Roi était représenté par le prince Arthur de Connaught, son cousin germain. Le premier ministre, le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, plusieurs autres membres du gouvernement étaient présents. Un grand nombre de personnalités du monde politique et de la société assistaient à la cérémonie. Dans le chœur avaient pris place la reine Amélie de Portugal, dont le mari et le fils aîné avaient péri victimes d'un semblable attentat, et celui de ses enfants qui y avait échappé avec elle, le roi Manoël. Ce fut la dernière occasion où le corps diplomatique accrédité à Londres, tel qu'il était composé avant la guerre, se trouva réuni au complet, en uniforme. Les diplomates allemands avaient, à leur habitude, revêtu la tenue militaire des régiments de cavalerie, où ils étaient inscrits comme officiers de réserve. Les plus jeunes d'entre eux venaient d'accomplir en Allemagne une période d'instruction, dans les corps de troupes auxquels ils appartenaient. Peut-être se doutaient-ils que leurs récentes manœuvres avaient été pour eux le prélude d'une guerre prochaine. Mais aucun des Anglais qui les admirèrent ce jour-là

ne soupçonna, certes, que leur aspect martial anticipait d'aussi peu sur leur entrée en campagne.

Les trois quarts de juillet s'étant écoulés sans incident, la minorité qui avait craint quelque complication se remit de ses alarmes. Chacun prit ses dispositions d'été. Comme chaque année à pareille époque, il ne fut plus question que de villégiature à la campagne, à la mer ou aux eaux. La saison de Londres tirant à sa fin, la société commença de se disperser. Le temps étant propice à la vie en plein air, les fervents du sport désertèrent salons et bureaux ou, du moins, s'en évadèrent de plus en plus souvent. Dans les administrations de l'État, les ambassades étrangères, les banques, s'organisa le roulement des congés. Les membres du Parlement se mirent à soupirer après le décret de clôture, devancé par les moins assidus. Le temps passé depuis l'attentat de Serajevo paraissait exclure l'éventualité d'une résolution extrême, d'un acte violent de la part de l'Autriche. Une colère contenue pendant trois semaines ne semblait pas pouvoir éclater sans que la réflexion en tempérât l'explosion. Les Anglais, comme les Français au même moment, s'imaginaient encore que les violences ne se commettent pas de sang-froid.

* * *

Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, sir Edward Grey, fut tiré de la quiétude où tout le monde était plus ou moins retombé après la première alerte, par une conversation qu'il eut avec l'ambassadeur d'Allemagne le 22 juillet. Cet ambassadeur, le prince Lichnowsky, lui laissa prévoir alors une démarche autrichienne à Belgrade, assez rogue, assez comminatoire, sans exclure qu'il pût en découler des conséquences graves. Il ne lui communiqua pas, toutefois, la note que l'Autriche allait remettre à la Serbie le lendemain et dont l'Allemagne connaissait le texte. Sans doute avait-il reçu de Berlin l'instruction de tenir à Londres un langage permettant de prétendre ensuite que l'Allemagne n'avait pas laissé l'Angleterre dans l'ignorance de ce qui allait se passer, sans cependant l'en mettre au courant. Sir Edward Grey n'en fut pas moins alarmé de cette annonce, des réticences qu'elle comportait et de l'air sombre du prince Lichnowsky. Du reste, le secrétaire d'État, ses collaborateurs les plus immédiats et les collègues de l'ambassa-

deur d'Allemagne avaient déjà remarqué l'air préoccupé de ce diplomate, rentré depuis peu d'un séjour à Berlin : le prince Lichnowsky paraissait porter, dans sa tête trop grosse pour son corps et sur ses épaules trop hautes, le faix de secrets et de responsabilités qui lui pesaient. L'ambassadeur de Russie, le comte Benckendorff, qui était son cousin et le tutoyait, l'avait trouvé, au retour de Berlin, étrangement pessimiste sur les rapports russo-allemands et en avait été frappé. Aussi, ce grand seigneur russe, doué de plus de sagacité et de réflexion que ses dehors n'en annonçaient, était-il sur le qui-vive et fut-il, quand la crise internationale se dessina, des premiers à penser que l'Allemagne était d'accord avec l'Autriche, ne la retenait pas le moins du monde, acceptait l'éventualité d'une guerre avec la Russie et tâchait de donner le change au reste de l'Europe. Il contribua à faire partager son impression, qui n'était que trop justifiée, par l'ambassadeur de France, M. Paul Cambon, et le sous-secrétaire d'État permanent du Foreign Office, sir Arthur Nicolson.

Sir Edward Grey fit aussitôt part à M. Paul Cambon de sa conversation avec le prince Lichnowsky. Même son de cloche revint, d'un côté différent, aux oreilles de notre ambassadeur. Celui-ci reçut, le même jour, la visite de l'ambassadeur d'Italie, le marquis Imperiali, que plusieurs années de commune mission à Londres avaient lié avec lui. Ayant probablement appris de Rome qu'une démarche autrichienne à Belgrade était prochaine, le marquis Imperiali lui en manifesta son inquiétude et lui confia ses alarmes de ce qui pouvait s'ensuivre. Les pressentiments d'un diplomate qui représentait la troisième puissance de la Triple-Alliance avaient chance d'être fondés. Ils parurent mériter d'autant plus de crédit que nul ne soupçonnait alors les Autrichiens d'avoir observé envers l'Italie un complet silence sur leurs intentions. Enfin, dans cette même journée du 22 juillet, le ministre de Serbie, nouvellement arrivé à Londres, vint aussi à l'ambassade de France exprimer ses craintes et faire prévoir l'orage. Aux renseignements recueillis sur place se joignaient, bien entendu, pour éveiller l'appréhension, ceux que s'étaient procurés nos ambassadeurs dans d'autres capitales, et que Paris transmettait à Londres.

Ces bruits précurseurs d'une tempête n'en précédèrent que de vingt-quatre heures le déchaînement. Le lendemain même

fut consignée à Belgrade la note dont l'Autriche avait mis près d'un mois à arrêter les termes. La teneur de ce document, quand elle fut connue à Londres, c'est-à-dire le 24 juillet, y fut une surprise pour tous ceux, sans exception, qui avaient été avertis de s'attendre à une action diplomatique du gouvernement de Vienne. Ni les paroles, ni la mine assombrie du prince Lichnowsky n'en avaient fait prévoir autant. Jamais vengeance mangée froide n'avait témoigné d'un aussi formidable appétit.

Le long délai qui s'était écoulé depuis l'attentat du 28 juin ne pouvait désormais que rendre plus suspects le caractère d'ultimatum donné à la note autrichienne et l'excès des prétentions qu'elle élevait. Non moins troublante était une autre circonstance : la coïncidence de cette provocation à la Serbie avec l'absence de France du président de la République, M. Poincaré, en visite officielle à Saint-Pétersbourg. Les conditions dans lesquelles se produisait l'initiative de l'Autriche parurent donc à Londres de déplorables symptômes, l'indice d'un coup monté et de mauvaises intentions. L'alarme se réveilla, bien plus vive qu'après le crime de Serajevo et, cette fois, moins localisée. Pourtant, malgré l'énormité des exigences autrichiennes, l'espoir de prévenir un conflit armé, soit par la soumission du gouvernement serbe, soit par la médiation de grandes puissances, ne disparut pas immédiatement du monde politique anglais. Au contraire, il y subsista longtemps. Et enfin, si le coup de massue asséné à la Serbie et la mortelle menace suspendue sur elle purent lui ramener quelques sympathies, elle continua à n'obtenir que peu d'intérêt du public comme du gouvernement britannique. En tout cas, disait-on, l'Angleterre ne fera pas la guerre pour la Serbie.

Le cabinet au pouvoir était incontestablement très peu belliqueux. C'était un cabinet libéral, donc pacifique par tradition, et, qui plus est, composé de personnalités portées, par nature et orientation d'idées, à avoir la guerre en horreur. Membre prépondérant de ce gouvernement, Sir Edward Grey avait été surnommé le pacificateur, *the peacemaker*, à cause du rôle qu'il avait joué en 1913, dans le conflit balkanique. Il n'était pas insensible à ce surnom ou à ce renom et, pour lui-même, pour le prestige aussi que son pays tirait du rôle de médiateur, d'arbitre, où il avait remporté de réels succès, il ambitionnait de justifier une fois de plus son beau titre. Le

premier ministre, M. Asquith, était le type achevé du libéral foncièrement attaché à la paix; en outre, il était en termes très cordiaux avec l'ambassadeur d'Allemagne : les Lichnowsky, mari et femme, étaient très avant dans l'intimité du ménage Asquith. Le chancelier de l'Échiquier, M. Lloyd George, était le radical avancé, encore tenu par beaucoup pour démagogue, ennemi du militarisme et, par principe, opposé à la guerre. Le lord chancelier, lord Haldane, était l'ami de l'empereur Guillaume et l'homme des voyages à Berlin. Le secrétaire d'État à la Guerre, le colonel Seely, était un personnage plutôt effacé. Celui des Colonies, M. Harcourt, passait pour avoir des sympathies allemandes. Un autre ministre, M. John Burns, président du *Board of trade*, provenait des rangs avancés de la démocratie, où le recours aux armes n'est pas en faveur. Le seul membre du gouvernement qui eût la réputation de ne craindre ni plaies, ni bosses, était le premier lord de l'Amirauté, M. Winston Churchill.

L'Angleterre était toute au *Home Rule*, alors en discussion devant le Parlement. Elle sortait à peine d'une période critique des affaires d'Irlande, qui avaient dégénéré en désordres graves, quand les gens de l'Ulster s'étaient soulevés à l'appel de Sir Edward Carson, et avaient mis en ligne une milice volontaire, qui était encore sur pied. Une sorte de *pronunciamiento* venait d'être accompli par un général de cavalerie, dans le principal camp militaire d'Irlande. Le gouvernement avait dû discuter, composer avec l'armée, lui faire des concessions et prendre des engagements. Cet extraordinaire incident, encore tout récent, avait fait sensation dans la diplomatie étrangère, spécialement à l'ambassade d'Allemagne. Plus que de raison peut-être; car le mobile du refus d'obéissance, dont le général, ses officiers et sa troupe s'étaient rendus coupables, ayant consisté dans un sentiment patriotique et nationaliste, il n'y avait aucune conclusion péjorative à en tirer, quant à l'attitude probable et à la discipline de l'armée, en cas de guerre extérieure. Mais, sans pousser les choses au noir, il va de soi que le réveil de la question d'Irlande et des passions qu'elle mettait en jeu, ne prédisposait pas le pays à tourner le dos au canal Saint-George pour faire front du côté de la Manche et, peut-être, la franchir.

C'est donc de loin que l'Angleterre avait à venir pour participer à une guerre continentale : de si loin qu'on pouvait se

demander si elle y viendrait jamais, ou si elle n'y viendrait pas trop tard. Cette question se posa dès lors à l'ambassadeur de France, ainsi qu'à ses collaborateurs, et, la réponse étant douteuse, ils vécurent désormais dans une inquiétude qui se transforma en anxiété, au fur et à mesure que diminuèrent les chances d'accommodement ou de localisation du conflit européen.

***

Le meilleur atout qu'un ambassadeur puisse mettre dans son jeu est et sera toujours la confiance : confiance dans son caractère, ses lumières, ses ressources, son expérience. On voit qu'il s'agit ici d'une confiance moins banale et moins facile à obtenir que celle dont peut bénéficier le premier venu, pourvu qu'il soit honnête homme. M. Paul Cambon en jouissait pleinement, parce qu'il la justifiait au plus haut point et sous tous les rapports. C'était un grand ambassadeur, dans toute l'acception du terme : grand par l'éclat des services qu'il avait rendus à son pays pendant tout le cours d'une carrière exceptionnellement brillante, à Tunis, à Madrid, à Constantinople, à Londres; grand par les solides et belles qualités qui lui avaient permis d'être à la hauteur des circonstances les plus difficiles, partout où il avait passé. Un commerce tant soit peu suivi avec lui ne pouvait pas ne pas faire constater la droiture de son caractère, sa scrupuleuse loyauté, l'élévation de son esprit, la sûreté de son jugement et la richesse de son expérience. Sa situation à Londres était incomparable. Il y avait alors seize ans qu'il représentait la France en Angleterre auprès de trois souverains successifs, la reine Victoria, Édouard VII et George V. Son nom demeurait justement attaché à l'Entente cordiale, dont il avait été le bon ouvrier, aux accords franco-anglais de 1904, qu'il avait négociés et signés, et à la collaboration diplomatique de dix années qui s'en était suivie. C'est en majeure partie par ses soins vigilants et patients qu'avait été formé ce sentiment de solidarité entre les deux pays et les deux gouvernements, d'où il avait ensuite réussi à faire sortir des accords secrets entre les états-majors des deux armées et des deux flottes. Le public, ignorant les conditions de la vie internationale, se demande souvent à quel motif est dû un événement soudain, comme l'intervention d'un État dans une guerre aux côtés d'un autre, et croit parfois le trouver dans un effort ou une

tractation de la dernière heure. Neuf fois sur dix, l'événement s'explique par des rapports créés très longtemps d'avance et soigneusement entretenus pendant de longues années. C'est à un travail diplomatique de cette espèce que M. Paul Cambon avait consacré sa féconde mission, et en cela consiste son principal titre de gloire. Ses talents, dont faisait foi son œuvre, ses succès, tous du meilleur aloi, lui faisaient une sorte d'auréole, dont il avait le bon goût de n'être nullement ébloui lui-même. Il possédait autorité, crédit et influence. Il était entouré du respect et de l'admiration de tous ceux qui l'avaient approché et, si l'on peut dire, pratiqué. Ses collègues mêmes lui témoignaient une déférence qui s'adressait moins à son âge, — il avait soixante-dix ans, — et à son ancienneté, — il était doyen du corps diplomatique, — qu'à sa valeur morale, intellectuelle et professionnelle. Pour le bien de la France, la République, en ce temps déjà lointain, avait su mettre et maintenir en place quelques grands ambassadeurs et les laisser s'affirmer, ce qui suppose un homme ayant l'étoffe du personnage et un gouvernement qui en comprenne l'utilité. Dans ces tragiques conjonctures, ce fut une bonne fortune pour notre pays d'être représenté à Londres par l'un d'eux.

Bien que M. Paul Cambon ne dît jamais un mot d'anglais et sir Edward Grey jamais un mot de français, ces deux hommes d'élite se comprenaient parfaitement, chacun parlant dans sa langue maternelle, dont l'autre avait une bonne connaissance littéraire, et s'entendaient généralement. Ils avaient de la sympathie l'un pour l'autre et leurs idées se rencontraient souvent. Tout pacifique qu'il était, et prudent, circonspect, attentif à ne pas prendre de résolution prématurée ; craignant par-dessus tout de précipiter les événements vers le dénouement qu'il désirait conjurer ; répugnant à heurter de front l'opinion publique, parce que membre d'un gouvernement d'opinion ; convaincu de la nécessité des transitions, sir Edward Grey était tout de même de tous les ministres le plus conscient de la gravité de la situation et des devoirs qu'elle pouvait, à bref délai, imposer à l'Angleterre. Son sens politique, son expérience l'éclairaient, et aussi ses collaborateurs. Parmi ces derniers, au premier plan, sir Arthur Nicolson, sous-secrétaire d'État permanent au Foreign Office, exerça une heureuse influence et joua un rôle actif pendant ces journées

décisives. Cet Anglais de petite taille, chétif, courbé par un rhumatisme, était un caractère, une intelligence et une expérience. Ambassadeur à Saint-Pétersbourg, il avait fait le rapprochement anglo-russe, corollaire de l'Entente cordiale anglo-française, et parachevé ainsi la triple Entente. Il avait ensuite, comme sous-secrétaire permanent, secondé de tout son pouvoir les négociations d'état-major à état-major, qui avaient abouti d'abord aux accords militaires franco-anglais, en vue d'une coopération sur terre, ensuite à une convention navale, en vue d'une coopération maritime; poussé à l'échange de lettres confidentielles, entre sir Edward Grey et M. Paul Cambon, stipulant que les deux gouvernements se concerteraient à la première difficulté internationale ; favorisé enfin la conclusion d'une convention navale anglo-russe. Il était très lié avec M. Paul Cambon et leur confiance mutuelle était absolue. Tous deux étaient en relations étroites et amicales avec l'ambassadeur de Russie, le comte Benckendorff. Dans la crise qui précéda la guerre, la diplomatie française trouva sir Arthur Nicolson lucide, ferme, résolu et agissant. Derrière lui, le Foreign Office dans son ensemble, les deux sous-secrétaires d'État (dont l'un, sir Eyre Crowe, de mère allemande, s'exprimait vertement sur le compte de l'Allemagne avec une pointe d'accent allemand), les bureaux enfin étaient animés de l'esprit qui avait inspiré l'Entente cordiale et surtout, — ce qui était encore plus important, — voyaient la situation européenne telle qu'elle était. C'était aussi le cas d'un homme qui pouvait avoir quelque influence sur sir Edward Grey, M. William Tyrrell, un Irlandais très intelligent, alors son secrétaire particulier.

Le 24 juillet, M. Paul Cambon vit sir Edward Grey, qu'il trouva désireux de faire tout ce qui était humainement possible pour prévenir un conflit armé et n'abandonnant pas l'espoir d'y réussir. Ce fut notre ambassadeur qui lui suggéra de prendre l'initiative d'une tentative d'intervention. Ils en discutèrent ensemble les modalités. L'Allemagne leur parut être la puissance, qui, si ses dispositions n'étaient pas irrévocablement belliqueuses, pouvait encore maintenir le conflit sur le terrain diplomatique. D'où germa l'idée du plan suivant : Sir Edward Grey demanderait à Berlin de proposer à Vienne une médiation, entre l'Autriche et la Serbie, des quatre grandes puissances non directement intéressées au litige. Il fut convenu que le secré-

taire d'État prierait immédiatement le prince Lichnowsky de soumettre cette suggestion au gouvernement allemand. Même en cas de refus de l'Allemagne, M. Paul Cambon et Sir Edward Grey voyaient à cette tentative l'avantage de pouvoir s'assurer des dispositions du Reich : un refus ou un accueil dilatoire équivaudrait évidemment à l'aveu d'intentions belliqueuses. L'espoir dans le consentement de l'Allemagne à offrir aux Autrichiens une médiation collective était extrêmement limité, au moins chez M. Paul Cambon et chez Sir Arthur Nicolson, et encore plus chez le comte Benckendorff. M. Paul Cambon écrivit ce jour-là à Paris qu'il ne voyait « aucun moyen d'arrêter la marche des événements ». Ces mots en disent long sur son degré de confiance dans le moyen de conciliation que Sir Edward Grey, à son instigation, allait tenter le jour même.

M. Paul Cambon se rendait parfaitement compte du point jusqu'où la marche des événements pouvoir conduire l'Europe. Le vieux continent sortait de la crise balkanique, à la suite de laquelle la conférence d'ambassadeurs réunie à Londres avait eu pour but réel d'éviter la guerre européenne, c'est-à-dire l'extension de la guerre aux grandes puissances. Ç'avait été la préoccupation dominante des diplomates qui avaient pris part à cette conférence, et qui savaient combien il s'en était fallu de peu qu'une conflagration générale éclatât alors. Aussi M. Paul Cambon comprenait-il sans peine que d'une agression de l'Autriche contre la Serbie, faisant entrer la Russie en ligne contre l'Autriche, pouvaient et même devaient fatalement sortir une guerre russo-allemande et une guerre franco-allemande. Or le ministre de Serbie lui avait dit que la note autrichienne était un ultimatum à échéance extrêmement brève ; les exigences de l'Autriche paraissaient inadmissibles, voire conçues de manière à ne pas pouvoir être acceptées. D'autre part, le comte Benckendorff faisait prévoir que la Russie, déjà mise à rude épreuve en 1908, ne pourrait, cette fois-ci, faire moins que de soutenir la Serbie, si celle-ci était envahie. Dès lors menaçait de s'en suivre, — à moins que l'Allemagne retînt l'Autriche ou s'abstînt elle-même de prendre les armes, hypothèses également peu plausibles, — toute la cascade des contrecoups prévus par des alliances positives. Et nous n'avions pas d'alliance positive avec l'Angleterre ; elle n'avait pas d'engagement ferme contracté à notre égard. L'application de nos

accords militaire et naval avec elle, — les lettres confidentielles échangées entre Sir Edward Grey et M. Paul Cambon le spécifiaient explicitement, — restait subordonnée à la décision que prendraient, dans chaque cas d'espèce, les deux gouvernements, dont la liberté d'action demeurait entière. Pour que, la France engagée dans la guerre, l'Angleterre l'y suivît, il fallait donc qu'elle le voulût bien et, pour qu'elle le voulût à temps, qu'elle y vît son intérêt et son devoir envers elle-même. A les lui montrer, à les lui faire sentir, consistait et se bornait la tâche de notre ambassadeur. Il s'y employa ce même jour (24 juillet) auprès de ses deux interlocuteurs officiels, Sir Edward Grey et Sir Arthur Nicolson.

D'instant en instant s'accrut l'anxiété avec laquelle lui-même et, autour de lui, ses collaborateurs attendaient le résultat, et de son action, et de l'impression que les événements produiraient sur l'esprit des Anglais. L'éventualité d'une guerre générale, de « la guerre » tout court, épouvantail agité devant les yeux des Français depuis quarante ans et toujours, jusqu'alors, écarté au dernier moment par quelque accommodement, était devenue une menace concrète, imminente, grossissant à vue d'œil. Seules l'énormité de la catastrophe et la précision quasi mathématique avec laquelle elle s'annonçait pouvaient faire croire à la possibilité d'un effort diplomatique pour préserver la paix chancelante, et faire admettre qu'il eût une faible chance de réussir.

Cependant la relative tranquillité de l'opinion publique anglaise n'était pas encore troublée par une situation internationale qui n'avait pas porté l'émotion au delà des sphères diplomatiques et, jusqu'à un certain point, politiques et financières. Le peuple anglais ne se sentait pas encore atteint ni menacé par un conflit auquel il était, en général, assez indifférent. Dans le monde, la saison de Londres, l'une des plus brillantes qu'on eût vues depuis longtemps, s'achevait. Les ballets russes donnaient leurs dernières représentations. La crise européenne évoluait déjà vers son fatal dénouement quand eut lieu, à Covent-Garden, le dernier de ces spectacles chorégraphiques, auquel les ambassadeurs trouvèrent le temps et le courage d'assister, dans les loges des ladies du *set* à la mode, et qui prit l'apparence d'une manifestation russophile de la société : ovation mondaine à la Russie dans la personne de son

corps de ballet. La petite bourgeoisie s'adonnait consciencieusement aux sports d'été.

Les Anglais n'étaient pas les seuls dont la quiétude contrastât avec les préoccupations des initiés. Il y avait à Londres quelques Français, qui s'y étaient attardés à la fin de la saison ou qui y avaient été amenés par une raison quelconque. Sa journée finie, l'un ou l'autre d'entre eux passait à Albert Gate House, siège de l'Ambassade de France, pour demander un service ou un renseignement. Aucun ne « réalisait » encore, pour employer une expression anglaise, la gravité de la situation. Un soir se présente ainsi M. Denys Cochin, de l'Académie française, député de Paris, venu en Angleterre pour consulter chez le duc de Vendôme des documents qu'il entendait utiliser pour un livre sur Louis-Philippe. C'est le lendemain du jour où la note autrichienne a été remise à Belgrade. Il veut un billet pour la prochaine séance des Communes, où l'on doit discuter du Home Rule. Le secrétaire qui le reçoit lui promet un billet, mais ajoute que peut-être la Chambre ne discutera pas du Home Rule. « Et pourquoi donc? — Mais à cause de ce qui se passe. — Et que se passe-t-il donc? » Le diplomate d'expliquer alors la note autrichienne et tout ce qui peut s'ensuivre. Tombant d'abord des nues, M. Denys Cochin écoute ensuite d'un air sceptique, objecte que tout cela lui paraît se réduire à une crise diplomatique comme il y en a déjà eu tant, et s'en va convaincu qu'il a eu affaire à un affolé. Il devait revenir trois ou quatre jours après, s'enquérir du point où les choses en étaient, demander si le moment n'était pas arrivé de rentrer en France et, sur la réponse affirmative de son interlocuteur avec arguments à l'appui, sentir l'émotion le gagner, observer que cinq de ses proches étaient mobilisables et essuyer une larme. Au cours de ces angoissantes journées se présenta aussi le général gouverneur du Havre : il n'avait pas lu un journal depuis une semaine et, une feuille lui étant tombée sous les yeux le matin, il venait s'informer s'il n'y avait pas lieu pour lui de regagner son poste. Le conseil lui en fut donné, en y joignant le vœu qu'il eût bientôt à préparer les quartiers de l'armée anglaise.

Le 25 juillet, M. Paul Cambon partit pour Paris, sur l'appel de M. Bienvenu-Martin, qui assurait l'intérim de M. Viviani, en voyage dans les pays du Nord, Russie et États scandinaves,

avec M. Poincaré, président de la République, et M. de Margerie, directeur des Affaires politiques. Le quai d'Orsay reposait donc sur M. Philippe Berthelot, le ministre intérimaire se trouvant jeté *ex abrupto* dans la plus épineuse des complications, et le sous-secrétaire d'État, M. Abel Ferry, ayant des attributions plutôt administratives. A l'étranger, on savait M. Berthelot de force à tenir la situation où le hasard le plaçait inopinément. De fait, il la tint très bien et joua supérieurement contre M. de Schoen une périlleuse partie où le moindre tort mis de notre côté pouvait tourner contre nous. Du cuirassé *France*, en cours de route, M. Viviani envoyait de temps à autre aux ambassadeurs des instructions, sans doute rédigées par M. de Margerie et inspirées soit de ce qu'il avait appris de M. Sazonoff à Saint-Pétersbourg, soit de ce que M. Bienvenu-Martin lui avait télégraphié de Paris : instructions judicieuses au moment où elles partaient, ne correspondant plus à l'état des choses au moment où elles arrivaient. La présence en mer, sur le plus récent et le plus beau cuirassé de notre armée navale, dans les eaux de la Baltique et de la mer du Nord, du président de la République, du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, et du directeur politique, était pour le petit groupe des Français de Londres une préoccupation de plus, à mesure que les choses se gâtaient. Ils se demandaient si le premier acte d'une guerre brusquée ne serait pas la capture de ces illustres voyageurs. Certains rêvaient d'une rencontre en mer entre le président de la République et l'empereur d'Allemagne, arrangeant tout en cinq minutes de conversation. Preuve frappante de leur répugnance à admettre que tout se déroulât selon un plan concerté entre l'Autriche et l'Allemagne.

Pendant l'absence de M. Paul Cambon, son conseiller, M. de Fleuriau, apprit que le prince Lichnowsky n'avait laissé à sir Edward Grey aucune illusion, quant au refus qu'opposerait le Gouvernement allemand à la proposition d'intervenir entre l'Autriche et la Serbie. Dès lors, si l'Allemagne refusait d'agir sur Vienne pour faire accepter une médiation, sir Edward Grey se déclarait impuissant à agir sur Saint-Pétersbourg. Le prince Lichnowsky savait certainement que Berlin voulait l'exécution de la Serbie par l'Autriche et, à tout le moins, l'humiliation de la Russie. Sir Edward Grey lui avait ensuite demandé : « Si l'Autriche et la Russie mobilisaient l'une contre l'autre, l'Alle-

magne au moins accepterait-elle de se joindre aux autres puissances pour s'interposer ? » Le prince Lichnowsky avait répondu qu'il le pensait. En réalité, il ne devait pas le penser, mais ne voulait pas dire son opinion vraie, d'autant plus qu'il désapprouvait, comme on le sut ensuite, les projets belliqueux de son gouvernement. C'était d'ailleurs la tactique des représentants des Empires centraux d'écarter les interventions, mais de détourner de leurs pays, autant que possible, le soupçon de parti pris. Ainsi l'ambassadeur d'Autriche, le comte Mensdorff, assurait-il au même moment que le refus d'adhésion de la Serbie à l'ultimatum autrichien n'entraînerait qu'une rupture diplomatique avec elle, non des opérations militaires immédiates. M. de Fleuriau eut connaissance, le 25 juillet, de ce propos tant soit peu rassurant, s'il n'eût été fallacieux. Il apprit le même jour que M. Sazonoff demandait à l'Autriche une prolongation du délai de réponse imparti à la Serbie et que sir Edward Grey appuyait à Vienne cette requête de la Russie. Donc, rien à attendre de l'Allemagne pour le moment et pas grand chose pour l'avenir; seulement un léger espoir de gagner un peu de temps avec l'Autriche.

Le lendemain, 26 juillet, on connut à Londres la réponse donnée la veille à l'Autriche par la Serbie : elle équivalait à une complète acceptation. Triomphe, parmi nos Français, des rares sceptiques et esprits forts dont les émotions des derniers jours n'avaient entamé que superficiellement les doutes sur la réalité du danger de guerre. « Vous voyez bien, s'exclament-ils. La Triple-Entente veut la paix à tout prix et la Russie a dû conseiller à la Serbie de céder. » Là-dessus arrive de Paris un télégramme disant que M. Sazonoff engage le gouvernement serbe à solliciter la médiation britannique, pour achever la liquidation du différend. M. Bienvenu-Martin, d'accord avec M. Paul Cambon avec qui il vient de causer, prescrit à M. de Fleuriau d'engager sir Ed. Grey à accepter cette mission. Ce jour-là donc, l'espoir se précise.

Il commença à se dissiper dès le lendemain. Le 27, on apprit que l'Autriche ne considérait pas la réponse serbe comme une acceptation. Le comte Mensdorff, évidemment contre sa conscience, dut soutenir à sir Edward Grey que cette réponse était inacceptable. Évidemment aussi contre sa conscience, le prince Lichnowsky dut présenter à sir Edward Grey, au nom de l'Allemagne, l'hypocrite demande que des conseils de modération fussent donnés à la Russie : il se fit, du reste,

répondre que la Russie faisait preuve de toute la modération désirable. On sut encore que le comte Berchtold, à Vienne, avait catégoriquement repoussé la demande russe d'une prolongation de délai en faveur de la Serbie. D'autre part, le ministre de Serbie à Londres n'avait pas été chargé par M. Pachitch de solliciter la médiation britannique : il était d'ailleurs coupé, dès ce moment, de ses communications télégraphiques avec Belgrade. Toute l'affaire donc se présentait de nouveau très mal, d'autant plus mal que l'aggravation avait été précédée d'une lueur d'espoir. La disparition des faibles chances d'accommodement qui étaient apparues le 26, rendait le danger plus pressant et plus malaisé encore à conjurer.

***

Dans les deux camps, austro-allemand et franco-russe, les regards se fixaient de plus en plus sur l'Angleterre, dont la neutralité ou l'intervention donnèrent lieu aux plus savants calculs de probabilité ou aux anticipations les plus arbitraires. Le prince Lichnowsky et le comte Mensdorff disaient et faisaient dire qu'ils étaient sûrs de sa neutralité. Même en faisant, dans leur prétendue certitude, la part de l'affectation, tout Français ne pouvait en être que désagréablement impressionné. On savait toutefois, à l'ambassade de France, que, dès le 22 juillet, sir Edward Grey avait averti le prince Lichnowsky que, si la guerre éclatait en Europe, l'Angleterre pourrait être amenée à s'en mêler. Le 27, M. de Fleuriau prit prétexte des propos tenus par les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche pour interroger sir Arthur Nicolson. Celui-ci lui répondit qu'après une nouvelle conversation avec sir Edward Grey, le prince Lichnowsky ne pouvait sincèrement conserver aucun doute sur la liberté que l'Angleterre se réservait de participer à la guerre. Au comte Mensdorff aussi, le ministre anglais avait déclaré que « d'autres puissances » seraient conduites à prendre part à une guerre européenne provoquée par une agression de l'Autriche contre la Serbie, après la réponse conciliante de ce petit pays à l'ultimatum autrichien. Tout discrets qu'ils étaient, ces avertissements britanniques aux représentants des Empires centraux étaient plutôt rassurants pour nous. Une mesure publique le fut encore plus. Ce jour-là fut annoncé l'arrêt de la démobilisation de la flotte anglaise, mobilisée pour une revue

navale que le Roi venait de passer. M. Winston Churchill avait décidé depuis deux ou trois jours de suspendre cette démobilisation, suspension que le gouvernement annonçait maintenant avec un certain éclat.

Mais malgré ces bons symptômes, subsistait parmi les Français de Londres le sentiment que l'attitude du gouvernement britannique, telle qu'elle résultait des déclarations de sir Edward Grey au prince Lichnowsky et au comte Mensdorff et du maintien de la flotte sur le pied de guerre, suffisait peut-être à faire naître des doutes à Berlin et à Genève, mais sûrement pas à arrêter l'Allemagne et l'Autriche par la certitude de trouver l'Angleterre contre elles. Soit qu'ils ne comprissent pas que seule cette certitude pouvait arrêter les Empires centraux, soit qu'ils ne pussent pas devancer de trop loin l'évolution de l'opinion publique, sir Edward Grey et M. Asquith persistèrent à n'accuser leur attitude que peu à peu, par degrés. On a, depuis lors, émis la supposition qu'ils s'étaient abstenus de prendre plus tôt une attitude plus résolue pour laisser l'Allemagne s'enferrer et assumer pour elle-même la responsabilité d'une guerre qu'ils jugeaient inévitable un jour ou l'autre. Cette hypothèse est à exclure totalement. Elle est démentie par tout ce qui a percé de leurs dispositions sur le moment et par les efforts diplomatiques qu'ils ont continués jusqu'à la dernière heure pour apaiser le conflit. La vérité est que sans doute ils n'ont pas mesuré leur pouvoir d'arrêter l'Allemagne; qu'en outre le cabinet était divisé sur le parti à prendre; qu'enfin même les membres les plus résolus du cabinet n'étaient pas d'avis d'anticiper par trop sur une émotion publique qui fut très lente à se manifester.

Inlassable, sir Edward Grey s'ingéniait toujours à barrer la route au destin. S'autorisant d'un propos de M. Sazonoff, d'après lequel la Serbie faisait appel aux grandes puissances, il fit la proposition ferme d'une médiation de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, exercée par lui-même et par les ambassadeurs des trois derniers pays à Londres : c'était en somme l'offre de faire revivre la conférence de 1913. Le 28 juillet, on sut que M. de Jagow, à Berlin, avait refusé. La seule chance d'accommodement qui subsista dès lors fut une conversation directe dont M. Sazonoff avait pris l'initiative avec l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg. Cette

chance s'étant, à son tour, évanouie le 29, M. Viviani, rentré à Paris, pria sir Edward Grey de reprendre sa proposition de médiation à quatre, ce que le ministre anglais fit aussitôt, en laissant à l'Allemagne le soin d'en déterminer les modalités. A cette suprême proposition il ne fut pas même répondu. Du reste, le même jour, on connut à Londres la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. A partir de ce moment, les ultimes agitations pacificatrices se perdirent dans le bruit des armes.

M. Paul Cambon était rentré à Londres le 28 au soir. Le 29, sir Edward Grey, au moment même où il renouvelait sa proposition de médiation à quatre, ne lui avait pas caché qu'il n'avait presque plus d'espoir dans une solution pacifique. Le 30 parvinrent de Paris les premiers renseignements militaires transmis par M. Viviani : mouvements de troupes allemandes vers la frontière française; au contraire, ordre aux nôtres de se replier à 10 kilomètres en deçà. M. Paul Cambon les communiqua le jour même à sir Edward Grey et, conformément aux termes des lettres confidentielles échangées entre eux, lui déclara que le moment était venu de « se concerter ». Sir Edward Grey en convint et s'y déclara prêt. Il rapporta à M. Paul Cambon que le prince Lichnowsky l'avait interrogé sur les mesures militaires et navales prises par l'Angleterre : il avait répondu à l'ambassadeur d'Allemagne qu'elles avaient un caractère défensif et appuyé avec insistance sur la similitude d'intention des précautions prises en Angleterre et en France.

La matérialité des faits commençait à produire de l'effet sur l'opinion publique. La disproportion des forces entre l'Autriche et la Serbie était tenue pour choquante. Les conséquences d'un conflit austro-serbe causaient du souci et, par suite, donnaient de l'humeur contre Vienne et Berlin. Le Foreign Office, dans son ensemble, était acquis au principe de la solidarité franco-anglaise; le War Office aussi. Là, autour de chefs comme le maréchal French et le général Wilson, on jugeait nécessaire l'application pratique des accords militaires conclus sous condition suspensive. Il en était de même à l'Amirauté. L'émotion allait croissant dans les milieux parlementaires anglais. Le parti où la participation de l'Angleterre à la guerre comptait le plus de partisans était le parti unioniste, donc l'opposition au cabinet libéral. Dans ce parti, héritier des *Tories*, des conser-

vateurs, marchant derrière lord Lansdowne, M. Balfour, M. Austen Chamberlain, on ne mettait pas en doute que l'Angleterre dût se ranger aux côtés de la France.

Le premier député unioniste qui, le 30 juillet, vint à l'ambassade de France fut M. George Lloyd. A peine âgé de 35 ans, il n'avait pas encore eu le temps de devenir un des membres les plus marquants de son parti, ce qu'il est devenu depuis. Mais il était actif, estimé et apprécié pour son intelligence et son caractère : il fut ensuite gouverneur de Bombay et il est aujourd'hui lord Lloyd, haut commissaire de S. M. Britannique en Égypte. Attaché à l'ambassade d'Angleterre à Constantinople en 1906, il y avait connu un diplomate français qui se trouvait, en juillet 1914, à l'ambassade de France à Londres. Il le demanda, se fit mettre au courant de tout ce qui pouvait être utile à la cause dont il s'était institué le champion dans son propre groupe, et instruisit son interlocuteur des efforts que lui-même et quelques-uns de ses collègues faisaient pour secouer la torpeur des indifférents ou des endormis. Le 31 juillet le revit à Albert Gate House où, malgré l'heure tardive à laquelle il se présenta, il fut, cette fois, reçu par M. Paul Cambon. Le 1er août, son confident français le retrouva chez lui, après dîner, et apprit de lui ce qu'il avait fait : tous les chefs unionistes partis pour la campagne, quelques-uns fort loin de Londres, notamment M. Balfour et M. Austen Chamberlain, avaient reçu des télégrammes qui les priaient de revenir d'urgence; le parti tout entier s'était alors mis à la disposition du cabinet au pouvoir, renonçant à toute opposition en raison de la crise extérieure. Cette renonciation des unionistes à créer le moindre embarras au gouvernement lui facilitait la résolution virile qu'ils attendaient de sa clairvoyance et de son patriotisme. Le Français qui reçut M. George Lloyd à Albert Gate House pendant ces journées tragiques de la fin de juillet 1914 n'oubliera jamais qu'il fut le premier Anglais à mettre sa main dans la nôtre.

Dans la soirée du 31 juillet vinrent aussi à l'ambassade de France le député Amery, depuis premier lord de l'Amirauté, et M. Maxse, directeur de la *National Review*, tous deux unionistes. Leur visite eut le même but que celle de M. George Lloyd; la conversation avec eux roula sur le même sujet, à cette différence près que la situation était déjà plus grave que la veille et l'émotion, de part et d'autre, plus

poignante. Rentrant du Foreign Office sur ces entrefaites, M. Paul Cambon les reçut à son tour. Le lendemain, se présenta chez lui l'amiral lord Charles Beresford, également député unioniste. Je n'ai pas souvenir qu'un seul député libéral soit venu frapper à notre porte; mais je le dis « sauf erreur ou omission ». Visiteur de ces temps fatidiques fut aussi M. Stead, alors *foreign editor* du *Times*, qui eut accès direct auprès de l'ambassadeur : « Que faites-vous, M. Cambon? — J'attends de savoir si le mot honneur doit être rayé du vocabulaire anglais. »

La conduite de M. Paul Cambon, pendant toute cette agonie de la paix, fut remarquable, non seulement d'activité, mais, ce qui était beaucoup plus difficile, de tact et de mesure. Avec le caractère des Anglais, vouloir leur forcer la main, faire dire à nos accords plus qu'ils ne disaient, réclamer comme dû ce qui ne nous l'était pas, pouvait être très dangereux. M. Paul Cambon eut garde de tomber dans cette erreur. Il fit jouer le seul engagement que comportât l'accord diplomatique : celui de se concerter. Le droit qui en résultait pour lui d'interroger, de renseigner, de discuter, suffit à lui fournir l'occasion d'être pressant sans être indiscret. Son attitude fut encore mise en relief par les efforts maladroits qu'en vertu de ses instructions le prince Lichnowsky faisait pour extorquer à l'Angleterre la promesse de sa neutralité. Le 31 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne, à brûle-pourpoint, demanda à sir Edward Grey si l'Angleterre resterait neutre. Sir Edward Grey rapporta le jour même à M. Paul Cambon sa réponse : en cas de conflit général, l'Angleterre ne pourrait rester neutre; notamment si la France y était impliquée, elle y serait entraînée.

* * *

Le matin du 31 juillet eut lieu la première réunion du cabinet où fut examinée la question de la participation anglaise à la guerre. La délibération aboutit, en somme, à écarter pour le moment la résolution d'une intervention armée, à s'abstenir d'en donner la garantie au gouvernement français, mais à demander simultanément à la France et à l'Allemagne l'engagement formel de respecter la neutralité belge. En mettant M. Paul Cambon au courant de cette décision, sir Edward Grey ajouta que, pour envisager une intervention armée, il fallait laisser la situation se développer. L'ambassadeur lui demanda

si, pour intervenir, l'Angleterre attendrait l'envahissement du territoire français; il lui montra le danger de renouveler la faute de 1870, et lui déclara qu'à son avis le gouvernement anglais devait maintenant examiner les conditions dans lesquelles il nous prêterait le concours sur lequel la France comptait. Sir Edward Grey se borna à lui répondre que, la situation venant à se modifier, l'opinion du cabinet, qui serait aussitôt appelé à en délibérer, pourrait se modifier aussi. Par sir Arthur Nicolson, qui poussait fortement à la roue, M. Paul Cambon sut que le Conseil des ministres se réunirait de nouveau le lendemain et que sir Ed. Grey, personnellement favorable à hâter le mouvement, se proposait de revenir à la charge.

En somme, le cabinet britannique appliquait la méthode chère aux libéraux anglais et plus tard définie par M. Asquith : *wait and see*, voir venir. Les observateurs français de son évolution le trouvaient dur à la détente. Et si l'on songe que sa décision de ne rien décider encore coïncidait avec les ultimatums allemands à la Russie et à la France, et avec la proclamation en Allemagne du *Kriegsgefahrzustand*, on conviendra qu'il y avait lieu d'être perplexe.

Annoncé par un télégramme de Paris, M. William Martin, chef du protocole, arriva à Londres porteur d'une lettre autographe du président Poincaré au roi d'Angleterre. M. Paul Cambon avait pris audience pour lui dans la soirée, avant dîner, et le conduisit à Buckingham Palace. Tout en convenant que la lettre du président de la République venait à propos, il fondait peu d'espoir sur l'effet pratique dont elle était susceptible, étant donné le rôle effacé que la constitution britannique assigne au Roi et dans lequel le souverain se confine, à moins d'avoir l'influence et l'autorité personnelle d'Édouard VII, ce qui n'était pas le cas de son fils. Pendant que M. Paul Cambon et M. William Martin, de retour de Buckingham Palace, se mettaient à table pour dîner avec M. de Fleuriau, les secrétaires de l'ambassade achevaient le déchiffrement de télégrammes de M. Viviani, l'un rendant compte d'instructions à notre ambassadeur en Russie, afin d'appuyer auprès de M. Sazonoff une ultime suggestion pacifique de sir Edward Grey; l'autre constatant que l'Allemagne cherchait manifestement la guerre. M. William Martin attendit à Londres jusqu'au lendemain la réponse du Roi, qui, tout amicale et cordiale qu'elle fût, justifia

cependant les prévisions de M. Paul Cambon. Le chef du protocole repartit pour Paris le 1er août, emportant l'autographe royal.

Tandis que M. Paul Cambon s'était rendu chez le Roi, le ministre de Serbie s'était présenté à l'ambassade de France et avait été reçu par un secrétaire. Représentant d'un pays déjà attaqué, il trouvait, comme de juste, que les autres tardaient à l'être ou à prendre les devants. Très ému, et avec les meilleures raisons de ne pas s'en cacher, il s'enquérait si la France ferait honneur à ses engagements envers la Russie et, comme on lui répondait que l'ultimatum allemand à la France rendait la question superflue, il se mettait à prophétiser l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, la révolte des Slaves de la double monarchie, l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine, toutes choses qui mirent un peu plus de temps à se produire qu'il ne lui en fallut à les énoncer. Il avait été si éloquent qu'il était arrivé à en faire croire quelque chose à son interlocuteur, — pas tout cependant.

Dans la nuit du 31 juillet au 1er août fut appris à Londres la nouvelle de l'assassinat de Jaurès. La nouvelle rendit un son assez lugubre aux oreilles mêmes des moins socialistes, personne ne sachant encore s'il s'agissait d'un crime isolé ou de troubles dans Paris.

Le 1er août fut affiché l'ordre de mobilisation générale aux deux portes de l'ambassade de France, sur Albert Gate et sur Knightsbridge. Quelques passants s'arrêtaient, regardaient et continuaient leur chemin. C'était un samedi et, qui plus est, une de ces vacances de trois jours que les Anglais appellent *bank holy day*. Les Londoniens eurent garde de n'en pas profiter et décampèrent, armés de raquettes de tennis, clubs de golf, crosses de hockey et battes de cricket, pour le sacramentel *week end*, mordant cette fois sur le commencement de la semaine suivante. On ne pouvait pas ne pas être frappé de l'ensemble avec lequel le rite s'accomplissait, sans que le trouble de l'heure sur le continent amenât la moindre défection. Ce jour-là cependant et le suivant, les placards des marchands de journaux annonçaient des événements assez sensationnels : déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, ultimatum allemand à la France, mobilisation générale en France, Allemagne et Russie, invasion du Luxembourg, violation de la frontière française, etc. Les passants y jetaient un

coup d'œil distrait et se ruaient vers les gares. L'opinion publique était décidément lente à se monter et à vibrer.

Les ministres tinrent conseil le matin du 1er août et leur délibération, concluant à l'entière liberté d'action de l'Angleterre, n'aboutit encore à aucune décision immédiate. Toutefois, ils venaient d'apprendre que le gouvernement français, à première réquisition, avait aussitôt renouvelé au gouvernement britannique l'engagement solennel de respecter la neutralité belge, tandis que le gouvernement allemand avait refusé de répondre. Ce contraste avait produit sur eux l'effet le plus favorable à notre cause. Sir Edward Grey avertit M. Paul Cambon qu'il proposerait sous peu au Cabinet de déclarer officiellement que l'Angleterre ne permettrait pas la violation de la neutralité de la Belgique. Son intention à cet égard présentait le plus haut intérêt, parce qu'elle avait toute chance de mettre l'Angleterre aux prises avec l'Allemagne. Il annonça aussi à notre ambassadeur qu'il proposerait également au Cabinet de déclarer que la flotte anglaise s'opposerait au passage du Pas de Calais par les escadres allemandes ou, si elles venaient à le passer, à toute démonstration sur les côtes de France. M. Paul Cambon ne manqua pas de lui faire observer que cela ne suffisait pas, même du point de vue maritime, les côtes d'Algérie, Tunisie et Maroc n'étant pas couvertes de ce fait. Ce n'en était pas moins, en attendant mieux, un pas considérable dans la voie de la coopération avec nous.

Le 2 août, dès huit heures du matin, arriva à l'ambassade de France un secrétaire que l'impatience de savoir où les choses en étaient avait tiré de son lit à l'aube, ou plutôt à ce qui est l'aube pour les diplomates. Il y trouva un court télégramme qu'il déchiffra aussitôt : le texte annonçait la violation de la frontière française à Cirey, près de Longwy, à Delle, et celle de la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg. Le secrétaire monta ce télégramme à M. Paul Cambon, qui était à sa toilette. L'ambassadeur lui dit de demander par le téléphone un rendez-vous à sir Edward Grey. Ce fut M. William Tyrrell, secrétaire particulier du ministre, qui vint à l'appareil. Mis au courant de ce dont il s'agissait, M. Tyrrell, après en avoir référé à sir Edward Grey, répondit que celui-ci recevrait M. Paul Cambon à trois heures de l'après-midi. Ajourner de huit heures du matin à trois heures de l'après-

midi l'ambassadeur d'un pays dont le territoire était envahi sans déclaration de guerre, alors que la neutralité d'un petit État voisin était violée, parut tenir trop peu de compte du proverbe anglais *time is money*, le temps est de l'argent, qui pouvait se traduire en l'occurrence : le temps est du sang. Finalement, rendez-vous fut pris pour tout de suite. Pendant que M. Paul Cambon achevait de se vêtir, le secrétaire qui l'avait alerté se mit en quête du traité de 1867 instituant la neutralité du Luxembourg, le trouva dans un recueil d'actes internationaux, constata qu'il avait été conclu à Londres et signé par un plénipotentiaire anglais et en copia les articles essentiels, que l'ambassadeur emporta chez sir Edward Grey.

On pouvait s'imaginer que la violation de la neutralité du Luxembourg, sinon l'invasion du territoire français sans déclaration de guerre, produirait un effet profond sur sir Edward Grey et ses collègues du Cabinet. Il n'en fut rien. Bien que le Grand-Duché de Luxembourg fût un État souverain, faible, désarmé, neutre, constitué sous sa forme actuelle précisément pour servir de couverture à la Belgique et à la France, la violation de sa neutralité importa peu au gouvernement britannique. Sir Edward Grey, qui avait eu, lui aussi, le temps de se reporter aux textes, répondit à M. Paul Cambon que l'Angleterre, engagée à faire respecter la neutralité de la Belgique, au besoin sans le concours des autres puissances garantes, ne l'était à faire respecter la neutralité luxembourgeoise qu'avec le concours de toutes les puissances garantes. Or comme c'était une des puissances garantes, l'Allemagne, qui violait son propre engagement, l'Angleterre n'était plus liée par le sien. De ce côté, la déception pour les Français était cruelle. Aucun changement ne fut non plus apporté par l'invasion du territoire français sans déclaration de guerre aux décisions arrêtées la veille par sir Edward Grey. Il les fit approuver le 2 août par le Conseil des ministres et, dans la journée, remit à M. Paul Cambon une déclaration écrite concernant l'action de la flotte anglaise, si l'escadre allemande pénétrait dans la Manche ou traversait la mer du Nord. En revanche, il avertit dès ce jour l'ambassadeur que la violation de la neutralité belge par l'Allemagne serait un *casus belli*.

Dans l'après-midi parvinrent à l'ambassade de France de nouveaux renseignements télégraphiés de Paris sur le passage

de la frontière française par des patrouilles allemandes, commettant des actes d'hostilité. Un secrétaire alla les porter à M. Paul Cambon au Foreign Office. L'ambassadeur attendait, dans le bureau de sir Arthur Nicolson, le résultat d'un nouveau Conseil de cabinet, qui se tenait à Downing Street, en face des fenêtres de la pièce où causaient les deux diplomates. La délibération des ministres avait pour objet de définir l'attitude de leur gouvernement en présence d'une menace que chacun sentait suspendue sur la tête des Belges, bien que l'Allemagne ne l'eût pas encore démasquée. Au point où les choses en étaient, il était préférable pour nous que l'action imminente des Allemands contre la Belgique prévînt toute nouvelle intimation de l'Angleterre à Berlin. C'est ce qui devait se produire.

Sur le parcours d'Albert Gate au Foreign Office, de nombreux groupes de badauds, stationnant surtout dans Whitehall et dans Downing Street, attestaient un changement dans l'état d'esprit des Londoniens. Les journaux s'enlevaient. Le flegme des jours précédents disparaissait petit à petit.

Le 3 août continua l'exode, commencé le 2, des Français atteints par la mobilisation. Les colonies françaises des principales villes d'Angleterre étant importantes, il y avait affluence de nos compatriotes dans les gares de Charing Cross et de Victoria, d'où les trains les emportaient vers Douvres et Folkestone. Ces braves gens, se reconnaissant ou se devinant les uns les autres, se rapprochaient déjà dans la camaraderie du rang et, fiers d'aller défendre leur patrie, l'acclamaient au moment où démarrait la locomotive. Les Anglais, voyageurs, employés du chemin de fer ou reporters, les voyaient avec sympathie et leur criaient parfois : « A bientôt! » Les vapeurs du Pas de Calais, les derniers du service régulier, chargeaient chacun leur contingent plus ou moins abondant de mobilisés français, qui, à l'entrée dans les ports de Calais et de Boulogne, groupés à l'avant du pont, le cœur battant fort et la paupière humide, entonnaient *la Marseillaise*. L'ambassade se vidait de ses collaborateurs d'âge mobilisable. Les partants étaient anxieux de savoir si la France aurait l'appui du pays qu'ils quittaient. Ceux qui restaient leur promettaient de les tenir au courant. « Emportez au moins en partant la satisfaction de savoir que l'Angleterre marche » : ainsi parlait un message reçu par un mobilisé d'un collègue resté à Londres.

C'est dans la journée du 3 août que la balance, en Angleterre, pencha définitivement de notre côté. Ce jour-là, le prince Lichnowsky, agissant sur instructions de son gouvernement, commit la maladresse de demander à sir Edward Grey la garantie de la neutralité britannique, dans l'hypothèse où l'Allemagne violerait le territoire belge. Cette garantie lui fut naturellement refusée. L'hypothèse à laquelle s'était référé l'ambassadeur d'Allemagne était un vain euphémisme, qui exprimait en réalité une résolution bien arrêtée à Berlin et déjà en voie d'exécution. Peu après fut connu à Londres l'ultimatum allemand à la Belgique. Le Conseil des ministres, aussitôt convoqué, décida à la majorité des voix de considérer le fait comme un *casus belli* et de sommer l'Allemagne de renoncer au passage de ses troupes par le territoire belge. Malgré l'énormité de l'attentat international qui justifiait cette décision, trois ministres, lord Haldane, lord Morley et M. John Burns, donnèrent leur démission à la suite du Conseil de cabinet où elle fut prise et où, assure-t-on, deux autres membres du gouvernement, M. Lloyd George et M. Harcourt, votèrent contre. Le même jour, lord Kitchener, qui se préparait à regagner son poste de haut-commissaire au Caire et dont le départ était fixé au lendemain, fut invité à demeurer à Londres : il allait être nommé ministre de la Guerre.

Le 4 août, sir Edward Grey avertit M. Paul Cambon de l'ultimatum signifié par l'Angleterre à l'Allemagne, d'avoir à retirer, avant le même jour à minuit, son ultimatum à la Belgique : faute de quoi, c'était la guerre. Ce soir-là, après une journée laborieuse, M. Paul Cambon était rentré à l'ambassade vers onze heures et demie et, avant de regagner ses appartements, s'était arrêté un instant dans la Chancellerie, entamant une causerie avec les secrétaires qui lui restaient. A minuit, la pendule de la cheminée commença à sonner. Les douze coups en furent écoutés dans un religieux silence et, quand le douzième eut résonné sur le timbre, le vieil ambassadeur, se levant pour monter à sa chambre, dit, au milieu du recueillement général, sur un ton un peu solennel : « Messieurs, l'Angleterre a déclaré la guerre. »

FRANÇOIS CHARLES-ROUX.

SUR LES PAS
DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

II[1]

D'ASSISE A VÉZELAY

I. — CHANSONS DE GESTE.

Que nos amis d'Italie me comprennent! Loin de moi l'idée de leur disputer saint François, de le revendiquer pour la France! Pas une goutte de sang français dans ses veines. Rien ne prouve, comme on l'a écrit, que sa mère fût française (une Bourlemont, issue de Provence et de Lorraine). Ce qu'on rapporte de son nom, que lui aurait donné son père (sa mère l'avait baptisé Jean), est une légende tardive. On ne sait rien des voyages qu'il aurait pu faire en France avec le bonhomme, qui y faisait le commerce des draps aux foires de Montpellier, de Beaucaire et de Provins.

Mais saint François aimait la France. Il en parlait la langue, qui était pour ce poète la langue des poètes. Toute sa vie, aux heures d'allégresse, ou bien aux minutes d'abattement et de mélancolie, il eut coutume d'épancher le trop plein de son cœur en paroles mesurées et en rimes françaises, *gallice*, dit son biographe Celano. Il chantait en français, *lingua francigena decantabat*, le jour où les brigands le trouvent tout nu dans la forêt et le roulent dans la neige. A Rieti, dans ses derniers jours, c'est en français qu'il soupire encore. La France était l'école du

Copyright by Louis Gillet, 1926.
(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

monde : au XIIe siècle, nulle poésie que la nôtre. C'était la langue des vers, la langue de l'amour. Tout poète se fait un univers à part, une patrie imaginaire. Ce qu'est pour Shakspeare l'Italie de Roméo, de Jessica, de Desdémone, de Juliette, la France le fut de bonne heure pour le fils de Pierre Bernadone. C'était son roman, sa marotte, son château en Espagne : là seulement toute politesse, culture, modes raffinées, fleur des belles-manières, esprit, douceur et art de vivre. De là le sobriquet que lui donnèrent ses compagnons de plaisir, la bande d'étourdis qui l'avait pris pour capitaine, lorsqu'il était le coq de la jeunesse d'Assise, le roi des élégances et des vives délices : ils l'appelèrent *Francesco*, le petit Français. La France n'est pour rien dans son tempérament : il lui doit la couleur de son imagination.

A quoi bon le voyage? La France était sur toutes les routes. Ses poètes, Peire Vidal, Rambaud de Vaqueyras promenaient en Italie de château en château le bien dire, la musique, l'idée délicate de la femme, le gai sçavoir des troubadours. Ces oiseaux chanteurs, race légère, sans souci, sans attache, sans autre bien que leurs chansons, devaient plaire à François, et peut-être lui faire envie : partout ces vagabonds, en échange d'un refrain, trouvaient chez les seigneurs le vivre et le couvert; on fêtait, on choyait partout

... uns gentis menestrés
Qui ne vivoit sans plus que de chanter.

Il y a toujours à Assise (près de Saint-Apollinaire, justement dans le vieux quartier de Moiano, *Mons Jani*, le quartier même des Bernadone) une *via francesa*, qui gagne à travers champs la route de Pérouse. Qui a pu faire croire au savant P. Bracaloni que ce nom est le souvenir du passage d'une armée française? Ce sont les Allemands, c'est l'archevêque de Mayence qui a pris et pillé Assise, et on ne parle point dans le pays d'une *via teutonica*.

Route de France! Chemin des Français! Tout le monde a lu dans les livres de M. Émile Mâle et de M. Joseph Bédier, — ces maîtres qui se complètent si bien, — ce que c'était au moyen-âge que le pèlerinage, les grandes routes de Rome et de Saint-Jacques de Compostelle. On sait à présent que chacune de nos chansons de geste se rattache à une abbaye, qui est elle-même une station sur une route de pèlerins. Chemins de poésie, vrais

fleuves d'épopée! Jusqu'au fond de la Pouille, l'Italie en est arrosée. Il y a trente ans, quand je m'enchantais du beau livre de Gaston Paris, l'*Histoire poétique de Charlemagne*, je ne cessais de m'étonner d'y voir tant d'épisodes qui se passent, Dieu sait pourquoi? dans des trous de l'Apennin, à Nepi, à Sutri. On trouve encore par là des grottes et des bois qui s'appellent la grotte ou le bois de Roland. Tout s'explique aujourd'hui par cette simple remarque, que Sutri et Nepi sont sur une route de pèlerins.

Les monuments parlent de même. Merveille, dans ce pays qui ignore le portail à figures, d'en rencontrer soudain à Vérone, à Ferrare, et quelles figures? Chose qui émeut, Roland et Olivier! C'est que Vérone et Ferrare étaient des relais de pèlerins (ceux d'Allemagne, cette fois, par la route de Tannhaüser). A Modène, à Bari, même surprise : les portes de ces cathédrales racontent la légende d'Arthur et les combats de ses chevaliers, et c'est peut-être le même sujet qui se joue dans les rinceaux qui décorent (on l'a vu) l'archivolte d'Assise. Ah! ce n'est pas alors qu'on eût fait à Barrès la méchante querelle qu'on lui fit, en certains quartiers, au sujet de son beau poème de *l'Oronte*! L'Église, en ce temps-là, n'écartait point un conte d'amour. Elle ne plaçait point Iseut et Guenièvre sur l'autel, mais elle sculptait leur histoire sur le seuil. Elle savait reconnaître en ces amantes ses filles. Elle faisait grâce à leur beauté. Elle sentait que tout ce qui raffine un instinct bestial est au fond une victoire pour elle; elle y trouvait son compte. Dans cette grande époque conquérante, elle savait se faire une alliée de la poésie; elle s'associait les cœurs, les imaginations, toutes les puissances qui mènent les hommes : rien d'humain ne lui était étranger.

Magnifique route monumentale, Voie lactée de poètes qui ruisselle du nord au sud, au ciel de l'Italie! Pendant des siècles, tout le roman de ce pays, du *Roland* de l'Arioste jusqu'au *Renaud* du Tasse, coule d'une source française. Qui dit roman là-bas veut dire chose française. Et cela n'est pas vrai seulement de ces grands poètes lettrés : le peuple s'y amuse encore. Aux bibliothèques des gares, dans les villes de province, on voit toujours à l'étalage, entre les *magazines* modernes et les faits divers en couleurs des gazettes illustrées, des éditions populaires des *Reali di Francia*, telles qu'étaient jadis dans la hotte du colpor-

teur les *Huon de Bordeaux* de la *Bibliothèque bleue*, toutes pleines d'histoires de Berthe et de Pépin, de Floovant et de Macabrun et de Beuve d'Hanstone et du Soudan de Babylone et de l'oriflamme de Saint-Denis. L'Italie s'en souvient quand la France les oublie. Sur la place Navone, aux fêtes de la *Befana*, les petits Romains admirent encore aux boutiques en plein vent de drôles de marionnettes enfilées comme une brochette de grives à une ficelle, des guerriers de fer-blanc empanachés d'une plume de coq, agitant des petites jambes de zinc pareilles à une paire de flûtes de deux sous : ce sont les derniers descendants des pairs de Charlemagne.

Je le dis, parce que ces histoires, ce sont les « enfances » de saint François. On touche là ses origines et le point vif de sa formation. On a voulu trouver dans les mouvements contemporains, dans l'inquiétude confuse de la foi au XIIe siècle, dans la fièvre cathare, vaudoise ou albigeoise, les sources de sa pensée : peine perdue! Pas un indice que François ait été effleuré de cette contagion. Arrière, s'il s'agit d'une telle âme, ces vagues malarias! Quant à l'influence des idées de Joachim de Flore,

Il calavrese abate Gioacchino,
Di spirito profetico dotato (1),

tout ce qui s'est écrit sur ce sujet vient d'un malentendu. Rien de plus curieux que l'état d'esprit qui a régné quelques années, vers le milieu du XIIIe siècle, dans un petit cercle de franciscains exaltés, à propos des rêveries du visionnaire de Calabre sur le règne de l'Antéchrist et l'Évangile Éternel : on vit renaître alors, dans quelques couvents de l'Italie, cette attente de la fin du monde, ces pensées apocalyptiques si particulières aux premières communautés chrétiennes. Mais ces imaginations livresques sont le produit de la seconde génération franciscaine, celle de Jean de Parme, d'Ubertin de Casal : ce sont des pensées de clercs, qui ne pouvaient naître qu'après coup, lorsque l'idée d'un parallèle entre François et Jésus se fut développée. On se mit alors à lui chercher des précurseurs, chose tout à fait étrangère au sentiment original de la première génération, bien plus encore, il va sans dire, à la

(1) L'abbé Joachim, le solitaire de Calabre, qui fut doué de l'esprit des prophètes. (Dante, *Paradis*, XII, 140.)

personne du fondateur et au caractère tout spontané de sa création.

Et comment veut-on qu'un mondain, un viveur qui ne pensait qu'aux fêtes et à la gloriole, à qui sa jeunesse, comme on dit, tintait à la cervelle, comment veut-on que ce garçon, occupé à faire danser les écus de son père, se souciât des idées sociales d'un tas de puritains et de quakers, qui ne pouvaient lui inspirer que le plus profond dégoût, ou s'avisât de ce que pouvait élucubrer, dans son petit Paraclet du fin fond des Abruzzes, le pieux solitaire de Flore? Que lui importaient les idées de ce rêveur sur l'Antéchrist? Comment les aurait-il connues? Comment, lui qui ne lisait rien, aurait-il lu ses livres? On ne conçoit pas un rapport entre le jeune homme qu'était François et les pensées d'un moine quelconque : elles n'avaient point de prise sur lui. Il est même à peu près impossible, quand on y songe, que des pensées de ce genre opèrent une conversion ; si un jeune fou revient à Dieu, gagez que ce ne sera pas pour des raisons de théologiens. Parlez-lui au contraire d'exploits et de coups d'estoc, parlez-lui d'entreprises, de batailles, de conquêtes, de belles captives à délivrer, d'ennemis à pourfendre, d'enchanteurs à braver, voilà le langage qu'il comprendra, voilà de quoi toucher son cœur. Ici, vous tenez le naturel. Jamais je ne me figurerai François en train de pâlir sur le fatras du *Psalterion à dix cordes*. Au contraire, on le voit très bien parmi la foule des badauds, béant devant le tréteau des jongleurs de carrefour, boire de toutes ses oreilles leurs longues rhapsodies ou bien, faisant au ménestrel ambulant un pont d'or, le ramener à ces banquets dont il régalait sa bande et s'étourdir de prouesses jusqu'à demain matin, en écoutant, au son de la vielle, se dérouler les *laisses* épiques, coupées de farouches « *AOÏ!* »

On a écrit un livre célèbre, *François le troubadour*. Quel livre à faire sur *François le paladin* ! J'avoue que je ne suis pas le premier à y penser. Je n'ai point lu, il est vrai, ce père Benoît de Canfeld qui publiait en 1607 une vie de François sous le nom du *Chevalier chrétien*, ni ce mineur espagnol, Gabriel de Mata, auteur d'un poème intitulé *le Chevalier d'Assise*. J'ai peur que ces bons pères ne fussent de méchants poètes. Mais j'imagine que ces capucins du vieux temps se faisaient une idée plus juste de leur patron, que tous les modernes esthètes prodigues de phrases élégantes sur le *Poverello*. Je m'en rapporte au Castillan

pour savoir ce que c'est qu'un vrai *caballero*. On n'entend rien à saint François, ni peut-être à aucun saint, si l'on ne s'est bien mis en tête que leur affaire est d'abord une affaire héroïque. On n'a que trop roucoulé depuis un siècle sur saint François. On nous écœure de sa tendresse et l'on nous blase de son lyrisme. On abuse à son sujet de l'idylle et de la berquinade. Replaçons-le dans son climat, qui est celui de l'épopée.

Que l'air de la chevalerie ait enivré sa jeunesse, c'est tellement évident qu'il ne vaut pas la peine d'insister. Le fait frappe même un biographe aussi peu subtil que Celano. Cet étrange fils de drapier, qui ne rêve qu'aventures, qui monte à l'assaut des bastilles, se lance à l'avant-garde avec une telle *furia* qu'il se fait prendre comme un « bleu » à sa première affaire, qui, à peine sorti de prison, ne songe qu'à prendre sa revanche, remonte à cheval, part pour les Pouilles, disant à qui voulait l'entendre qu'il serait un grand prince, n'était pas un marchand de l'étoffe ordinaire. Il ne voyait que chevauchées, campagnes, gloire militaire (la seule, au bout du compte, pour les âmes comme la sienne, le seul jeu où l'on ne triche pas). Il est vrai que c'était quand il vivait dans le péché. Ce qui est singulier, c'est que pour l'en retirer, sa vocation elle-même prend la forme guerrière. Le bon Dieu, si je puis dire, est obligé de déguiser : pour le faire mordre à l'hameçon, il faut qu'il entre dans sa chimère, bref, il lui dore la pilule. Il lui montre des panoplies, des armes, des harnais de guerre et une voix lui dit : « Voilà pour toi et pour tes hommes ! » Pour en faire un moine, le Seigneur est forcé de lui promettre un arsenal. Il ne lui parle point de froc, mais d'un adoubement.

Et je ne jurerais pas que sa conversion l'ait fait changer d'avis. François n'abjure rien. Il y a des conversions qui sont des volte-faces : on brûle ce qu'on adorait, on piétine son passé. D'autres ne font que l'accomplir et le transfigurer. Il me semble que François est plutôt de ceux-ci : il entre dans sa nouvelle vie, sinon avec armes et bagages, du moins avec le drapeau, et plus preux que jamais. Jamais, au fond du cœur, il n'a renié sa chevalerie. Naturellement, c'est une chose que ses biographes n'avouent guère. On est réduit à deviner, à lire entre les lignes. L'image de sainteté un peu conventionnelle a bientôt recouvert la figure originale. Il faut *dérouler* le tableau, comme on dit en termes d'atelier, lever avec précaution la couche de vernis

ecclésiastique. On retrouve alors, çà et là, quelques traits de l'homme du monde, quelques saillies de caractère qui ont échappé, par bonheur, aux retouches des hagiographes. Quelques-uns de ces traits, trop rares, ont été conservés en dehors de la tradition officielle, dans le cercle intime de François, la famille primitive, le petit cénacle de Claire, de frère Gilles et de frère Léon. Écoutez ce beau texte du *Miroir de perfection*, mis en lumière par Paul Sabatier :

« Regarde, disait un jour le Bienheureux à un novice, qui venait lui demander la faveur d'une dérogation à la sainte Pauvreté, regarde l'empereur Charles, Roland et Olivier, et tous les paladins et ces grands hommes de cœur puissants dans les batailles : leurs fameuses victoires, c'est en combattant l'Infidèle, en peinant et en besognant sans relâche jusqu'à la mort, qu'ils les ont remportées... Les saints martyrs aussi sont morts pour la foi en pleine bataille. Mais à présent, beaucoup de gens prétendent, en se croisant les bras et en se bornant à raconter les prouesses d'autrui, gagner gloire et honneur... »

Texte révélateur ! Comme on sent là le son du vrai et l'accent de la vie ! Comme on reconnaît le François des jeunes équipées ! Quand il était content, ajoute le même auteur, le saint appelait ses frères « ses chevaliers de la Table-Ronde ». Comme au temps où le ciel lui envoyait des visions d'armures, toujours il se figura son ordre sur le modèle d'une chevalerie. Il en conserve le langage. Et il en a si peu oublié les façons, qu'il lui arrive dans les châteaux, pour se faire entendre des gentilshommes, de prêcher sur des vers de madrigaux et de chansons et sur des thèmes chevaleresques : nous avons le « texte » d'un de ces sermons où, au lieu d'un verset des saintes Écritures, il parla sur ce distique de *canzone* amoureux :

Tanto è il bene che io aspetto,
Che ogni pena m'è diletto (1).

Non, non, ce petit moine ne s'est pas défroqué de sa chevalerie : il ne la jette pas aux orties. Il y a des moments, ma parole ! où l'on dirait qu'un brave, fût-il un peu brigand et eût-il quelques âmes de chrétiens sur la conscience, lui semble

(1) Si grand est le bien où j'aspire, que toute peine m'est plaisir. (*Considérations sur les stigmates*, à la suite des *Fioretti*, édit. Amoni, Rome, 1889, p. 192.)

préférable à un bon marguillier. Tant il est dur, même à un saint, de dépouiller le vieil homme!

Ou plutôt non, qu'a-t-il à dépouiller vraiment? Dans cette petite ville d'Assise où je vais cherchant sa trace et recueillant son souvenir, demandant aux vieilles pierres qu'elles me parlent de lui, enchanté si je trouve un détail, une porte, une gracieuse fenêtre à colonnette médiane, comme celles des maisons romanes de Saint-Junien et de Cluny, quelque chose en un mot d'authentiquement contemporain, comme est ce bijou de petite place de Bevagna, où je voyais l'autre jour débiter des cochons rôtis dans leur peau d'or, sur une perche passée dans la gueule, je passe souvent, dans cette petite ville vieillotte, devant une maison modeste à chambranles Renaissance, dont le rez-de-chaussée est loué par un matelassier (le métier de frère Élie!). La maison est moderne et, sous son rhabillage florentin à la Brunellesco, fait plutôt un effet singulier dans tout ce moyen-âge. Pour achever, le propriétaire a fait graver sur le linteau classique une inscription en vieux français, deux lignes en capitales romaines, qui sont deux vers sonores, deux vers cornéliens de la *Chanson de Roland* :

Mult ad apris ki bien conuist ahan...
Mult bien espleitet qui Damnesdeus aiuet... (1)

Surprise de trouver ici, parmi ce pastiche de la Renaissance, ce grave écho du XIIe siècle! La première fois que je découvris cette maison éloquente, je ne pus me tenir d'en écrire à M. Joseph Bédier, pour lui apprendre qu'il avait un lecteur dans Assise. Je venais d'entendre brusquement la profonde voix des âges : dans la petite ville assoupie, c'était le son de l'olifant; comme au temps de l'adolescence du jeune Bernadone et des grandes foules en mouvement sur la *via francigena*, je percevais tout à coup l'accent des vieux trouvères. Soudain je crus voir devant moi le ménestrel errant, ambassadeur de France et qui l'était du Ciel, charmeur qui ensorcelait un jeune extravagant. François suivait la cantilène qui lui parlait des Preux et qui à son insu l'entraînait vers la gloire des saints. Derrière le ménestrel un ange invisible battait la mesure et conduisait l'archet.

(1) On en sait long, quand on a bien souffert (L'homme est un apprenti, la douleur est son maître). — Il fait de grandes choses, celui qu'aide le Tout-Puissant. *Chanson de Roland*, v. 2524 et 3657.

Je devinais le mot de la comédie divine, et l'enfant, dupe ravie des ruses de la Providence... Magie de la poésie! Je n'ai pas l'honneur de connaître le maître du logis, cet amateur de vieux français; mais je puis dire qu'en un clin d'œil il m'en apprend plus long que tous les historiens et tous les livres les plus célèbres. Ces deux vers, c'est le secret d'Assise et le secret de saint François.

Au fait, pourquoi s'en étonner? On s'émerveille que des romans aient exercé une telle action sur une âme religieuse. Quoi de plus naturel? M. Joseph Bédier l'a démontré, ces épopées guerrières sont des œuvres édifiantes. Toute cette littérature est née à l'ombre du cloître. La chevalerie elle-même est une création de l'Église. Ces poèmes chevaleresques, c'étaient déjà des vies de saints, de l'hagiographie à peine déguisée : c'était une forme de la religion, comme le vieux théâtre grec tient au culte de la cité, des héros et des dieux Les vieux tragiques sont des prêtres et des théologiens; leurs drames sont des espèces de grand-messes nationales et des *autos-da-fé*, de véritables liturgies. L'épopée française, dans ces vieux âges, a presque la même fonction.

Il saute aux yeux que Roland, Olivier, Turpin sont des *martyrs*. Ogier le Danois, Guillaume d'Orange, Renaud de Montauban sont tous des personnages occupés, dans des conditions pathétiques, à faire leur salut. On peut dire de tous ce que le poète écrit de l'un d'eux :

Tant fist en terre qu'es ciels est coronez.

Héroïsme, sainteté, c'est ici la même chose : les deux expressions se confondent; on saisit à peine la nuance qui sépare les deux états, et le monde proprement humain du monde de la Grâce. Ces deux mondes se pénètrent tout le temps, ils baignent l'un dans l'autre, en poésie comme dans la vie : et c'est ce qui fait la grandeur de ces vieilles épopées et leur profonde beauté morale. Profane, sacré, cette distinction est illusoire au moyen âge (je parle de la grande époque); la contradiction n'existe pas. Et alors, tout s'explique. Ce qui vient de la flûte, comme on dit, retourne au tambour. Si les moines ont fait l'épopée, les épopées ont fait les moines : voilà le mystère en deux mots.

Le XIXe siècle s'est donné une peine infinie pour trouver

à nos chansons de geste un fondement historique et découvrir à quels modèles ressemblent leurs héros. On a saccagé les archives et fouillé les bibliothèques, disséqué les histoires, désossé les chroniques, dépensé des vies d'érudits et des trésors d'ingéniosité dans l'espoir de reconnaître le véritable Guillaume d'Orange et le Girard de Roussillon authentique du passé. Des générations de savants ont consumé dans cette recherche leurs forces et leurs lunettes. Des bibliothèques se sont remplies de ces paperasses inutiles et de ces dérisoires dossiers. Vaine besogne que cette enquête de philologues de Gœttingue ou de Greifswald pour saisir cette chose ailée, la poésie! Ne serait-il pas beaucoup plus juste de se poser la question inverse : quels personnages de l'histoire se sont formés sur la fiction? Quelle réalité a créée la poésie? On juge l'arbre à son fruit. Dans ces conditions, les épopées étant à peu près des vies de saints, quoi d'étonnant qu'elles aient enfanté à leur tour des générations de saints, au moins tous ceux d'une certaine race, saint Louis, Jeanne d'Arc, saint Ignace, sainte Thérèse, et, le premier de tous, saint François d'Assise?

Entrons dans le détail, et faisons un peu sur le vif la psychologie de saint François. « Il y a, dit Pascal, des mots déterminants », de ces mots qui expriment une âme, en gardent la frappe comme une médaille. *Cortese, cortesia,* pour François, sont un de ces mots-là : il l'avait toujours à la bouche, comme saint Louis celui de *prudhomme* (et notez que ni l'un ni l'autre ne sont du vocabulaire de la dévotion : ces saints ne parlent nullement la langue des sacristies). Le terme de courtoisie s'est beaucoup appauvri ; il ne signifie plus qu'une certaine forme supérieure de bonnes manières et de haute politesse. Pour le comprendre dans son sens plein, comme le prenait François, il faut se reporter à une page des *Fioretti.* Lorsque, pour faire entendre à frère Massée les vertus de la divinité, François dit que le bon Dieu est *courtois,* il veut dire bien autre chose que les mérites d'un homme bien élevé. Dans son esprit, c'est une vertu qui implique avant tout la noblesse, la magnificence, la générosité, le contraire de la petitesse et de la mesquinerie. L'expression est très forte, comme qui dirait à peu près : « Le Seigneur est un grand seigneur... » Il exprime par là les vertus d'un grand cœur, la libéralité, la largesse, la munificence, d'un mot, la magnanimité. Dans une autre occa-

sion, lorsqu'il s'apprête à subir le cautère, et qu'il voit de ses pauvres yeux à demi aveugles les instruments féroces, les cruels fers chauffés à blanc et que, dans le tremblement et la détresse de son corps, il s'adresse à « son frère le Feu », le suppliant d'être *courtois*, il ne veut pas lui dire seulement : « Sois gentil », mais quelque chose comme : « Sois bon prince, sois généreux ! » *Cortesia* est pour lui la vertu royale par excellence : c'est par *cortesia* qu'au début de sa carrière il donne à un pauvre chevalier ses armes et son cheval, qu'il court après le mendiant qu'il vient de chasser par humeur, par *cortesia* que le torrent coule et que le soleil brille, par *cortesia* que la nature resplendit de la gloire de Dieu. On comprend très bien que François prête ces qualités radieuses au Créateur : il serait ridicule de lui attribuer de la politesse. On croit entendre saint Louis dans son charmant langage (ah! ces hommes d'autrefois qui faisaient de la beauté une perfection divine !) s'agenouiller devant Dieu et l'appeler : « Beau Sire... »

Encore un personnage dont saint François parle tout le temps, et qui lui sert à tout bout de champ dans ses discours et ses allégories : le Roi ! Il parle de la femme et de la fille du Roi, des messagers, des gardes du Roi, de la maison du Roi, de la table du Roi. On sent que ces façons de dire sont des figures poétiques et qu'il recourt à cet artifice pour rendre concrètes les choses du ciel. Mais c'est déjà très curieux qu'il en parle si volontiers. Faut-il que la fureur anticléricale ait aveuglé ce pauvre Carducci, pour qu'il ait écrit ces vers fameux et pleins de colère, où il reproche aux chrétiens de dire à Dieu : « Soyons abjects ! »

Al crocefisso supplicarono, empi,
D'essere abietti (1).

Voilà un petit moine, au contraire, pour qui la seule chose qui compte, c'est d'être noble. Il se figure la cour céleste exactement sur le modèle d'un roi entouré de ses barons et de ses chevaliers. Quand on lit ce qu'il en dit, ou ce qu'en écrit sa grande élève Angèle de Foligno, ces descriptions de la table royale avec son estrade, son haut bout, son milieu, ses services, ses ministres, ses écuyers tranchants et le grand panetier et le

(1) Ils supplièrent le Dieu de la croix, les impies ! de les rendre abjects. *Odes Barbares, Aux sources du Clitumne.*

grand échanson, on croit lire, dans Saint-Simon, ces passages étonnants sur l'étiquette de Versailles : « Il n'y a que les princes qui mangent » (c'est-à-dire, il n'y a qu'eux qui mangent avec le roi). Mais où donc ce fils de marchand, ce petit roturier d'Assise a-t-il pris le dégoût des façons de vilain et son idée de la Cour ? Point de cour alors en Italie : celle du Pape était peu de chose, et celle du Hohenstaufen, dans ses châteaux de Naples et de Capoue, devait donner surtout à François l'idée d'un lupanar, d'un sérail dans un corps de garde. Les autres rois d'Europe, le Bohémien ou le Hongrois, étaient de bien minces monarques auprès du Capétien du Louvre. Son royaume était déjà le premier après celui du Ciel. Prestige de la France des cathédrales ! Gloire des fleurs de lys, de Reims et de Saint-Denis ! Dans ce temps-là, quand on parlait absolument du Roi, ce n'était pas le roi d'Angleterre qu'on voulait dire.

Précisons : nous allons trouver à chaque instant dans la vie de François des traces de la chanson de geste. Sa biographie est faite de *leit-motifs* épiques. Vie de poète, toute inspirée des poètes ! La poésie, François ne fait que la prendre au mot et que se régler sur elle ; il la transporte dans le réel plus radicalement que personne n'a jamais fait, et c'est ce qui prête à son existence ce caractère inouï d'enthousiaste, de charmante et d'héroïque folie.

Le premier pas qu'il fait sur le chemin de la perfection, ce fut, on le sait, sur l'ordre du crucifix de Saint-Damien : « Va, répare mon église, lui dit la Voix, tu vois bien qu'elle tombe. » François, à son ordinaire, comprend l'ordre à la lettre : il croit qu'il s'agit de restaurer une chapelle, et non (comme l'événement le prouva) la sainte Église de Dieu. Mais n'est-il pas bien singulier que le crucifix de Saint-Damien parle précisément comme il eût fait dans une vision épique ? Travailler aux églises est une chose qui se fait beaucoup dans nos vieilles chansons. C'est la plus méritoire parmi les œuvres pies, celle qui s'impose le plus souvent au héros qui a péché par démesure et qui fait pénitence. Renaud de Montauban, Girard de Roussillon finissent leur vie tragique en peinant comme simples ouvriers sur des échafaudages de moustiers ou des chantiers de cathédrales. Porter des poches de sable, gâcher du mortier dans des auges, c'est un ouvrage « qui les connaît ». Il y a là-dessus, dans nos vieux poèmes, vingt épisodes admirables. Dirai-je le

miracle de Vézelay, où l'indomptable Girard expie une vie d'orgueil en travaillant comme manœuvre avec la comtesse Berthe à l'abbaye de Sainte-Madeleine? Le comte s'imagine que sa femme lui reproche en elle-même cet excès d'humiliation; un dernier mouvement de colère agite ce vieux cœur farouche. Mais le ciel justifie Berthe par un prodige. Une nuit que le couple monte aux ouvriers un seau d'eau suspendu à une perche, la comtesse tombe, mais la perche demeure en l'air horizontale, et « Girard vist l'ange de Dieu qui retint ladite perche et la mist sur l'espaule de Berthe quand elle fust relevée et s'esvanoï erramment (subitement) des eulz (yeux) à cels qui s'en merveilloient » (1). Saint Renaud, tué à coups de marteau par ses compagnons de travail, est vénéré comme martyr dans le diocèse de Cologne. François ne manquait pas d'exemples en prenant la truelle et en liant le moellon. S'il faisait le maçon, il pouvait bien scandaliser tous les bourgeois d'Assise : il ne dérogeait pas de sa chevalerie.

Vaut-il la peine de parler des ermites? « Le saint homme qui souffre pour Dieu », on le rencontre à chaque pas dans nos vieilles épopées; et François, en effet, pendant les trois premières années de sa conversion, — le temps qu'il « travaille aux églises », — ne fait autre chose que d'adopter l'habit et le genre de vie des ermites. Il ne suit nulle règle que celle de son cœur; point d'autre discipline que celle d'un solitaire dans un roman de chevalerie. Du reste, s'il se fait moine plus tard, rien de plus conforme non plus au code chevaleresque : le cloître est l'épilogue de tant de vies héroïques! C'est l'histoire du *Moniage Ogier* ou du *Moniage Guillaume*. Les histoires de lépreux, si importantes pour François à ses débuts dans la sainteté, et qui furent son premier exercice d'héroïsme, sont exceptionnelles au contraire dans la pure épopée : j'en trouve pourtant un bel exemple dans la *Vie de saint Gilles* qui, à vrai dire, cette fois, est moins un roman qu'une « vie de saint » proprement dite; mais on a vu que c'est tout un.

Quant à la Pauvreté, ah! s'il y a au monde quelque chose de chevaleresque, pour le coup, c'est bien celle-là! On peut dire que c'est le signe, l'épreuve, la pierre de touche et l'enseigne même de la noblesse : tenir l'argent pour chose vile, inférieure,

(1) Cité par J. Bédier, *les Légendes épiques*, t. II, p. 45 (édit. de 1908).

méprisable, et sa possession même un peu déshonorante, excusable seulement à la condition de n'en parler jamais et de montrer qu'on est au-dessus d'une pareille misère, c'est ce qui, malgré nous, si bas que nous soyons tombés, fait encore partie, à nos yeux, de la définition des âmes élevées. Quand je dis la possession, je me trompe : un roi a de l'argent, mais il ne vient pas à l'esprit qu'il est roi parce qu'il en a, ou qu'il cesserait de l'être en perdant cet argent, ou de prendre enfin l'argent pour mesure de la valeur et de la dignité humaines. Quant à se donner de la peine pour se procurer ce métal, à en faire le but de l'existence, cela est bon pour la roture et les goujats de l'univers... Où avait-il pris ces idées, ce fils de boutiquier? Nulle part ailleurs que dans les romans. Croire qu'il y a des réalités du cœur, des choses qui échappent au pouvoir de l'argent, des intérêts supérieurs à ceux de la vie pratique, et que tout ne tient pas dans le Doit et Avoir et dans une balance de comptes, c'est même justement ce qu'on appelle le romanesque.

Au fond, nous autres Latins, nous sommes tous d'avis, comme François, que l'argent est quelque chose de vulgaire et de servile; nous tenons en particulière estime les métiers où on n'en gagne pas, celui de l'officier, du magistrat, du prêtre, du savant, du poète, qui, à cause de cela, nous paraissent une aristocratie; nous pensons que le travail même n'est pas une denrée comme une autre, une marchandise indifférente, que l'homme y met du sien, une part de lui-même qui en fait la valeur et qui n'est pas à vendre. La mesure de notre admiration, c'est le désintéressement. C'est une nuance de sensibilité irréductiblement chrétienne, que ne peuvent guère s'expliquer les races nouvelles de *businessmen* et qui, dans certains cas où on nous parle d'argent quand nous avions donné le cœur, n'a qu'un mot, la parole écrasante de l'apôtre : « *Pecunia tua tecum sit!* » De tels hommes peuvent être corrects, ils peuvent être loyaux : il leur manque je ne sais quoi qui est la grâce de la noblesse. Ils n'ont pas été à Roncevaux. Ils n'ont point pleuré tout petits sur la mort de Roland les plus belles larmes de leur vie. Il leur manque ce baptême humain du moyen âge, ce bain de quatre siècles d'éducation chevaleresque.

Et depuis quand a-t-on ouï dire qu'un paladin se soit battu pour de l'argent, ou qu'il se soit jamais avisé d'en gagner? La gloire, l'amitié, l'amour, à la bonne heure! Ou même tout sim-

plement se battre pour le plaisir, la bataille pour la bataille : une femme ou le ciel, — voilà l'affaire d'un chevalier ! Faire justice, redresser des torts, déconfire les félons, triompher du malheur, parlez-moi de cela encore ! Se passer de tout, marcher sans manger et sans boire, aller sans relâche et sans trève, dormir en selle ou coucher sur la dure, vivre à la belle étoile, endurer sans se plaindre le chaud, le froid, la fatigue, la misère et, pour se reposer, donner de grands coups d'épée, c'est cela qui en vaut la peine ! Pour tout dire d'un mot : la Pauvreté, quelle Aventure ! C'est même l'aventure en soi, l'aventure-type, la vie du chemineau, du vagabond, où l'on va devant soi, sans feu ni lieu, sans rien de fixe, le contraire de l'existence du rentier et du fonctionnaire ; c'est le sacrifice le plus courageux, celui de toute sécurité, celui du détachement total, et qui consiste à tout moment à rejeter le passé par-dessus son épaule, à ne rien prévoir du matin au soir, du soir pour le lendemain. C'est pousser le goût du risque jusqu'à cette limite où, à chaque seconde, on ne compte plus que sur le miracle.

La pauvreté ainsi comprise, est-ce assez « chanson de geste ! » Est-ce assez une gageure, un défi à la platitude et à la monotonie des jours ! Je n'aurais qu'à ouvrir les *Légendes épiques* pour trouver vingt passages qui offrent le style de saint François, l'accent du détachement héroïque. Écoutez le *Moniage Guillaume :*

Cele nuit n'a ne beü ne soupé,
Mais de la gloire du Ciel est saoulez.

Ne dirait-on pas, en deux lignes, le résumé de la *Joie parfaite* ? Mais il y a une chanson où le rapport avec François est si exact, si soutenu que je ne me tiens pas de la citer : c'est la chanson des *Narbonnais*. Les Narbonnais, ce sont les fils d'Aimeri de Narbonne, l'Aymerillot de Victor Hugo :

Va, fils ! — Le lendemain Aymeri prit la ville.

Le début du poème est grandiose. La scène où Aimeri déshérite ses enfants et les chasse par le monde, pour leur apprendre à être des hommes, est tout à fait dans l'esprit de François au moment décisif de sa vie : il y pensait peut-être le jour à jamais mémorable où, en présence de tous, il renonce à son père. C'est la même scène, mais retournée. Il y a plus : on voit dans le

poème Bernard et Hernaut, les fils d'Aimeri, renvoyer les présents du vieillard, exactement comme François rend l'argent au vieux Bernadone. Il pourrait dire alors, comme les jeunes héros en parlant de leur père :

Ja n'en avrom vaillant une châtaigne,
Ainz conquerrom à dolor et à paine
Ce dont vivrom à joie (1).

De cette nichée de preux, il en est un surtout qui ressemble à François, — Aymer, celui qui a fait vœu de ne jamais coucher sous un toit :

Mès en montaignes ou en bois ou en pré,
Lez les rivières ferai tandre mon tré (2).

Le plus bel endroit de la Geste, c'est pourtant, à mon gré, une histoire qui précède celles-là, l'histoire du mariage d'Aimeri, le mariage d'où devait sortir cette race de héros. On amène à Aimeri sa fiancée Hermenjart un soir de triomphe, sur le champ de bataille :

Ne faites noces dedanz sale voltie,
Ne en chastel, ne en citez garnie,
Quant vos prendroiz Hermenjart de Pavie
Mès en ces tentes, par mi la praierie
Et en ces trés a la gent paienie
Ferez vos noces par molt grant seignorie (3)...

Ces noces aux étoiles, sous la voûte du ciel, non pas dans un château ni sous un toit ni dans un lit, mais un soir de bataille et en pleine victoire, n'est-ce pas ainsi qu'on rêve le mariage de François avec la Pauvreté ? Je sais bien que ce sentiment est assez peu d'accord avec le célèbre dialogue anonyme, intitulé le *Saint Entretien avec dame Pauvreté*, qui est cependant un des tout premiers monuments franciscains, antérieur même à la première *Vie* de Celano : mais cette petite allégorie, en dépit de sa date, a déjà un ton d'homélie quintessenciée et de préciosité

(1) Nous n'aurons pas de lui la valeur d'une châtaigne; à nous de conquérir avec douleur et peine de quoi vivre dans la joie.

(2) Mais aux montagnes, dans les bois ou les prés, au bord des fleuves je ferai dresser ma tente.

(3) Vos noces, ne les faites pas dans une salle voûtée, dans un château, ni dans une ville bien pourvue de toutes choses; n'épousez pas ainsi Hermenjart de Pavie. Mais dans ces tentes, en plein champ de bataille, et au milieu du camp à la païenne gent, c'est là que vous ferez des noces dignes d'un vainqueur.

un peu mièvre, qui ne représente guère non plus le caractère de saint François, et qui en tout cas ne répond point à la carrure et à la fougue de ses écrits originaux.

Mais il y a un point capital par où François se rattache à l'idéal de la chanson de geste : c'est l'idée de croisade. Au fond, toute cette littérature épique n'a qu'un objet : c'est une propagande, une campagne de presse, comme on écrirait aujourd'hui, disons mieux, une fanfare, un appel de cor, un clairon qui mobilise les âmes, les oriente contre l'Islam. C'est la trompette de la guerre sainte : elle sonne le ralliement contre le Sarrazin. L'ennemi, dans nos vieilles chansons, ce n'est jamais le Normand, le Saxon, le Hongrois, le Lombard : c'est toujours la « païenne gent », l'Infidèle, la mahomerie. Pendant des siècles, jusqu'à Lépante et jusqu'au poème du Tasse, la croisade a été la grande idée de Rome, qui l'avait reçue de Cluny. Ce sont les moines de Cluny qui ont conçu, construit cette machine colossale, cette organisation, ces vagues successives qu'ils lançaient sans relâche contre l'empire des Califes. Sept fois en moins de deux cents ans, l'Occident revint à la charge et vint se briser devant la puissance du désert. Je n'ai pas à juger ici les résultats : il n'y en a pas de plus calomniés. Dans ce duel incessant de la Croix et du Croissant, l'Europe se connut elle-même, et apprit l'adversaire. Elle sortit de son village, prit conscience de soi et du monde. C'est aux croisades qu'est dû cet immense bienfait, aujourd'hui, hélas! bien compromis : l'unité de la chrétienté.

La croisade, ce fut l'idée fixe de François, le mobile central et le ressort de toute sa vie. J'oserais presque dire que pour lui la Pauvreté n'a été qu'un luxe, une maîtresse : il l'a embrassée par choix, parce qu'il l'a voulu ; c'est une préférence, non une nécessité; c'est une méthode d'ascétisme, non une obligation. On peut à la rigueur le concevoir sans la pauvreté : il n'y a pas moyen de l'imaginer sans l'héroïsme. L'amour, le don de soi poussé jusqu'au sacrifice, sont le premier besoin de son âme.

Il s'est croisé jusqu'à trois fois, on pourrait dire quatre, si, lorsqu'il partait pour les Pouilles, afin d'y rejoindre Gautier de Brienne, c'était pour guerroyer contre la garde sarrazine, les mamelucks de l'Empereur allemand. En 1212, il part une première fois pour la Syrie, où Jean de Brienne vient de se faire roi de Jérusalem ; les vents contraires le jettent sur la côte des

Esclavons, où il erre pendant une année avant de trouver un navire qui fait voile pour Ancône. Au retour, il apprend que les Arabes d'Espagne viennent de subir devant Tolosa un désastre écrasant; Mohammed-el-Naser est en fuite jusqu'à Fez, et une expédition des forces d'Aragon, de Navarre et de Castille prépare une descente à Tanger. A ces nouvelles, François veut courir au Maroc. Il tombe malade en route, après avoir poussé jusqu'à Saint-Jacques de Compostelle. Enfin, en 1218, après ces deux campagnes manquées, il parvient en Égypte et rejoint l'armée devant Damiette; notre Jacques de Vitry l'y a vu et parle de son courage avec admiration. Il ose franchir les lignes et tenter cette chose insensée : convertir le Sultan! Il y risquait sa vie. Le Maure, surpris de tant de bravoure, veut le combler de présents (François n'accepta qu'un petit cor d'ivoire, — toujours Roland, — que l'on conserve parmi les reliques du *Sacro Convento*); il lui laisse la liberté d'aller à sa guise en Palestine. François y passe quelques mois à errer parmi les Lieux saints, remonte jusqu'à Antioche et revient par Venise dans l'été de 1219.

On voit que ce moine avait du « cran ». « Je ne suis pas une poule mouillée (*non sum cuculus*) », disait-il au médecin qui hésitait à lui répondre à l'article de la mort. Il n'a pas pris la bure pour se dispenser du courage. Saint François n'a jamais été un embusqué. Il prêche la paix, mais il ne faudrait pas le prendre pour un pacifiste : ce qu'on ne peut pas trouver chez lui, c'est un trait de lâcheté. Quand on a fait trois fois le voyage, qu'on n'a jamais hésité, comme disait Joinville, à « mettre son corps en péril », à se mettre « en aventure de mort », on a bien gagné ses chevrons. En 1220, les frères d'Espagne, Othon, Pierre, Bérard, Accurse et Ajuto, trouvèrent au Maroc la gloire des martyrs. François, à cette nouvelle, dit seulement : « A présent, j'ai cinq frères. » Mais s'il n'avait pas fait comme eux, ce n'était vraiment pas sa faute. Le cœur y était bien. Cet homme de rien du tout, et qui ne payait pas de mine, *vilis et contemptibilis*, qui n'avait même pas la taille militaire et dont n'aurait voulu aucun conseil de revision, avait l'âme d'un héros. Voilà pourtant comme on juge les gens!

Je le répète : l'idée essentielle de François, c'est l'idée d'héroïsme. Sa vie est un tournoi, une prouesse, un exploit de paladin. Exactement, c'est une croisade. Croisade d'Outre-mer,

croisade contre l'argent, croisade contre la chair, n'est-ce pas toujours la même histoire? Il y a, dans les *Maximes* de frère Gilles, un mot prodigieux. La chair, dit ce disciple chéri de saint François, l'un des plus proches de son cœur, c'est « *Baldach Saracenorum, contra quam pugnare debemus assidue.* » Bagdad! Les sensuelles délices et les enchantements d'Armide! Le monde du haschich et des *Mille et une nuits!* Le paganisme de la nature, les voluptés de Schéhérazade, le mol Orient et ses féeries, tout cela est en nous! Toujours nous avons à délivrer une Jérusalem, à sauver le sacré tombeau où repose le Maître intérieur.

Un dernier mot : ce que François tient encore de l'épopée, c'est l'organisation elle-même de son ordre, cette conception d'une armée avec ban et arrière-ban, toujours en campagne, au bivouac, alerte, mobile, sans garnison et sans casernements, milice militante, tellement militaire que le chef (au lieu d'abbé) prend le nom de général. Qu'a de commun cette conception avec les petites colonies sédentaires, les ruches ouvrières, les phalanstères dévots des Béguins, des Vaudois? Cette mobilisation des masses, ces cadres et ces corps d'armée, ces légions chrétiennes groupées en territoires et en provinces militaires, sont une formation de croisade. Voilà en quoi l'on peut dire de saint François qu'il est le chef-d'œuvre de nos trouvères. Comme les preux de nos chansons, il n'a eu qu'une pensée, qui est le refrain de ces vieux poèmes, leur « En avant! », leur cri de Montjoie-Saint-Denis : exalter la gloire du Christ ou, comme ils disent en leur rude langage : « *Exaussier crestienté* ».

On connaît le tableau de Giorgione, sa merveille de Castelfranco. Rien de plus simple par la donnée, et rien de plus beau en Italie : la Vierge sur un autel au milieu d'une campagne, devant un rideau vert; au pied du trône, deux personnages, un jeune homme en harnais de guerre, saint Maurice ou saint Georges, l'autre pieds nus, en robe grise, et qui est saint François d'Assise. Toute la beauté de cette composition si calme repose sur la simplicité des rapports entre ces trois figures, la paix de l'atmosphère, le charme profond du paysage, le contraste de l'armure brillante et de la bure monastique. C'est l'Église, c'est la Vierge, la grâce éternelle de la Mère, ayant à ses pieds ses enfants, les deux grandes races de saints qu'elle

produit toujours, le moine et le soldat, la vie contemplative et l'action héroïque. Et l'on ne peut s'empêcher de voir qu'elles sont sœurs et que les héros et les saints sont en somme de la même famille.

A eux deux, le saint et le héros, ils forment toute la noblesse du monde : ce sont les enfants de la poésie. Dans le monologue de *Faust*, Gœthe prétend corriger saint Jean et remplacer, à la première ligne de l'Évangile, dans le *Fiat* créateur, le Verbe par le Fait. Cet Allemand donne le pas sur l'Idée à la Réalité. Mais que venons-nous de voir? Que les idées mènent le monde. La vie copie les poètes au moins aussi souvent que les poètes copient la vie. C'est ainsi que la vieille chanson, la chanson des trouvères, a gouverné longtemps l'imagination humaine et que nous lui devons la plus belle histoire du monde, des croisades à la vie de saint François d'Assise et aux pantins de la *Befana*.

II. — LA CORDELLE

Puisque me voici songeant de France, pourquoi ne pas suivre le fil du rêve? Pourquoi ne pas prendre la voie des airs, au lieu de ramper terre à terre, et parcourir par le chemin de l'oiseau la piste que me trace la *via francesa*? Une des plus belles légendes franciscaines est celle du chapitre XXXIV des *Fioretti : Comment saint Louis, roi de France, se rendit en personne à Pérouse en habit de pèlerin pour faire visite à frère Gilles*. Tout le monde connaît cette scène admirable : cette reconnaissance, cet agenouillement mutuel, ce long embrassement et cette communion sans paroles, où les âmes se fondent, échangent l'ineffable. Histoire qui m'enchante. Il ne m'en faut pas plus pour me faire chérir Pérouse. Toujours je vois le baiser des saints, le baiser de la France et de l'Italie.

J'ai beau savoir que ce n'est qu'une fable : saint Louis n'est jamais allé en Italie; il ne l'a parcourue que mort, dans cet interminable voyage qu'on fit accomplir à ses os, au retour de la plage funeste de Carthage. On dit que le cortège s'arrêta à Assise, à Pérouse : de là sans doute la légende. C'est le pèlerinage d'une ombre qu'elle exprime avec cet accent d'outre-tombe. Mais ce qui est vrai, cette fois, d'une vérité historique, c'est la singulière affection du saint roi pour l'ordre de saint

François; c'est son amitié déférente pour saint Bonaventure; c'est la sollicitude constante dont il ne cessa d'entourer les deux « religions » nouvelles, l'habit de saint François et celui de saint Dominique. Le « roi des Prêcheurs, des Mineurs », disaient de lui ceux qui le trouvaient trop dévot. Il n'avait pas douze ans quand le Pape lui fit tenir une précieuse relique : le coussin sur lequel le saint d'Assise appuya sa tête pour mourir, fut envoyé au prince et à sa mère Blanche de Castille, tiède encore du dernier soupir.

Le R. P. Callebaut rassemble une poignée de faits qui permettent d'entrevoir les débuts de l'ordre de saint François en France. Faisons avec lui le voyage. Au chapitre de 1217, le grand chapitre de la Pentecôte où l'ordre naissant organisa les missions, François, dans le partage du monde, se réserva la France : c'était sa vieille amie, la vieille passion de sa jeunesse; il lui souriait d'y mourir. Il l'aimait pour beaucoup de raisons, dont il ne disait qu'une : c'est que nul pays ne montrait tant de respect pour le saint Sacrement. Il partit sur-le-champ, comme il faisait toujours : une fois résolu, il n'hésitait jamais. (Encore un trait bien héroïque, cette manière d'agir subite, sans débats et sans marchandages, cette obéissance immédiate à l'ordre intérieur.) Son ami le cardinal d'Ostie l'arrêta en route à Florence et lui représenta qu'il avait mieux à faire : un général d'armée ne va pas se mettre à la tête d'une brigade. François laissa partir la petite troupe des missionnaires, et revint à Assise. L'année suivante, il s'embarquait pour la Terre Sainte.

Ils étaient sept apôtres pour conquérir la France. Mais, n'ayant pas eu le bonheur de commander la mission lui-même, François, par une attention spéciale, lui donna pour chef un de ses frères qu'il aimait entre tous, parce qu'il était, lui aussi, un nourrisson des troubadours. C'était un jongleur, un poète, un de ces enfants de la lyre pour lesquels le saint homme cachait mal sa tendresse :

Les jongleors devroit-on molt amer :
Joie désirent et aiment le chanter (1).

Ce mauvais garçon menait chez les grands une vie dissolue, applaudie, prostituée aux vanités du monde, sans souci de Dieu

(1) Quoi de plus aimable que le jongleur? Il est épris de joie et aime les chansons.

et de son âme, inventeur de chansons subtiles et de refrains de guerre et d'amour. C'était le « Roi des vers » : l'Empereur l'avait couronné en grande pompe au Capitole. Un jour qu'il était venu en brillant équipage voir une de ses cousines, Dieu sait dans quelle intention! dans une maison des Pauvres Dames de la marche d'Ancône, il y trouva le Père Séraphique en train de visiter ses filles. L'homme de Dieu lui apparut sur le seuil, armé de deux glaives flamboyants qui se croisaient sur sa poitrine. Le séducteur crut voir l'archange qui défendait le Paradis. Déjà troublé par cette vision, il entendit le soir le sermon de François; la grâce le toucha. Il fut trouver le saint : « Donne-moi au grand Empereur! » lui dit-il. Il reçut l'habit le lendemain avec le nom de frère Pacifique. C'est ce poète que François chargea de conduire la mission de France. Quel dommage que nous n'ayons pas conservé une ligne de ce chanteur et de ce don Juan!

Les sept parvinrent à Saint-Denis dans l'été ou l'automne de 1217. On les y accueillit assez mal. Les moines des anciens ordres regardaient du haut de leurs siècles et de leurs biens immenses ces pauvres va-nu-pieds qui arrivaient, avec la simplicité de l'Évangile, sans lettres de créance ni aucune protection humaine, n'ayant pour tout bien que leur corps et une mauvaise tunique. Ces inconnus étaient naturellement suspects. Des mesures sévères venaient d'être prises justement pour empêcher le pullulement des sectes. Défense était faite de créer des ordres nouveaux dans l'Église. Avec une imprudence toute franciscaine, les frères s'étaient mis en route sans même savoir un mot de la langue du pays. Est-ce que ces bagatelles avaient arrêté les Apôtres? Intrigués de leur manière de vivre, les moines leur demandèrent s'ils n'étaient pas des Albigeois, et eux de dire oui, sans savoir ce que c'était. C'est grand hasard s'ils ne furent pas brûlés pour commencer.

Bientôt Pacifique transporta ses quartiers à Paris, chez quelques bonnes gens de la montagne Sainte-Geneviève qui voulurent bien les recevoir; cependant les frères s'accroissaient; ils étaient déjà une trentaine, et on leur bâtissait une belle maison, *domum longam et altam*, sur un terrain que l'abbé de Saint-Germain des Prés leur cédait d'assez mauvaise grâce, avec toutes sortes de restrictions (défense de sonner les cloches, d'avoir un cimetière etc.). C'était du côté de Vaugirard, à

l'endroit où est aujourd'hui l'École de médecine, au vallon de Vauvert. Cette belle maison contristait fort François; dans ses derniers moments, il suppliait de la démolir. A peine terminée, elle s'écroula d'elle-même, ce qui fit croire à un tour du diable. Villon, deux siècles plus tard, parle encore du diable de Vauvert :

Viel est : s'il ne se rend aux armes,
C'est bien le diable de Vauvert.

Saint Louis fit reconstruire la maison et y ajouta une belle église (jusqu'alors, les frères n'en avaient d'autre que celle de la paroisse voisine, qui était l'église de Saint-Pierre). Entre une foule de tombeaux qu'on y voyait au temps de Corrozet, se trouvait l'épitaphe d'un certain Jean de Saint-Cyr, décédé en 1338, *die dominica duobus Jovis*. Un jeudi d'août de cette année-là, le pape Benoît XII, dit-on, devait faire son entrée à Paris; la pluie fit ajourner la fête au lendemain. Le pape déclara que Paris ferait gras ce jour-là. Ce fut la semaine des *deux jeudis*, si célèbre dans la tradition parisienne (par un redoublement populaire) sous le nom des *quatre jeudis*, comme il y a les quatre saisons, les quatre mendiants, etc. Il me plaît que la mémoire de cette liesse légendaire ait été recueillie dans une église franciscaine.

Pacifique était à Assise au lit de mort de saint François. Mais il revint en France, ou du moins dans les Flandres, puisque son tombeau se voyait au grand couvent de Lens. Les guerres qui désolèrent ces malheureuses provinces de Charles-Quint à Louis XIV (sans parler de la dernière), n'en ont laissé que le souvenir. Molanus nous a conservé l'épitaphe du premier Provincial de France. Mais les P.P. Martenne et Durand nous rapportent une tradition différente. Les savants religieux, dans leur célèbre *Voyage*, étant venus à Vézelay, y trouvent un couvent fort petit qui est, disent-ils, « le premier couvent des Cordeliers en France. » Devant l'autel gisait une tombe qui était celle de Pacifique. Frère Pacifique avait-il reçu deux sépultures? Deux des maisons qu'il avait fondées s'étaient-elles partagé ses reliques? La chose est fort possible et n'a rien qui doive surprendre, selon les idées du moyen-âge. Mais le premier couvent des franciscains de France! Voilà qui vaut la peine d'être vérifié sur place. Je veux voir de mes yeux la tombe du Roi des vers.

Au printemps dernier, par un magnifique ciel d'orage, je suis retourné à Vézelay. Au sommet de la vieille colline du Scorpion, qui domine la vallée de la Cure, devant ces horizons immenses du Morvan, ces successions de longues houles, cette fuite de plateaux granitiques qui ont des airs de dolmens et de tables sacrées, voilà bien la noble silhouette qui bénit le paysage, avec son air de ville sainte, de Monsalvat céleste. Voici la basilique colossale, digne de cette abbaye qui contint jusqu'à huit cents moines, le prodigieux narthex avec sa Pentecôte de pierre, ses mystérieuses Panathénées, son fabuleux Zodiaque déployant l'éventail des nations étranges, les Cynocéphales à têtes de chiens, comme des Anubis, les Monopodes qui font la roue sur les mains et leur pied unique et dépassent à la course les chevaux les plus vites, le peuple ridicule des Pygmées, et les Cimmériens nébuleux et les noirs fils de Cham aux oreilles larges comme des vans. Assemblée merveilleuse de toute la famille d'Adam promise à la parole des apôtres de l'Évangile ! La porte s'ouvre, et la nef immortelle apparaît, spacieuse et un peu magique, inondée de lumière, ses souples arceaux semblables à une voûte de palmes, avec ses claveaux blancs et roses, et cette couleur d'Orient, son enchantement d'Alcazar, son charme de là-bas où flotte quelque chose comme un air des croisades et le parfum d'un coffret de santal, sentant les épices, la rose de Jéricho, la myrrhe que la Juive de Magdala répandit sur les pieds de Jésus et essuya de ses longs cheveux.

La croisade et la Madeleine, quel poème en deux mots ! Je ne vais pas rapporter ici l'étrange roman de ce moine de Vézelay qui, voyageant en Provence vers le milieu du XIe siècle, découvrit un sarcophage dans le cloître de Saint-Maximin et se persuada, sur la foi d'un bas-relief qui montre Pilate se lavant les mains, qu'il s'agissait de sainte Madeleine et de son aiguière, et que le sarcophage contenait ses ossements. Ces restes de la pécheresse, transportés à Vézelay, attirèrent les foules dans ce coin de Bourgogne, passage de la grande route qui rejoint les bassins de la Seine et du Rhône, étape nécessaire du chemin de Paris à Rome. L'humble prieuré clunisien, entouré d'une famille de sanctuaires voisins (les saints Lazare d'Autun, d'Avallon) connut en peu de temps une fortune immense. Trois fois l'an, dans la belle saison, d'éphémères villes

de pèlerins campaient sur la colline. C'était le temps où le monde chrétien ne rêvait que Terre Sainte, où on ne pensait qu'à rapprocher, à toucher l'Évangile, où cette Palestine, livrée aux mécréants, ne semblait qu'une grande relique, où les plus humbles des fidèles ne soupiraient qu'après le Sauveur, à baiser la poussière qui avait conservé l'empreinte de ses pas. Pise rapportait cinquante vaisseaux de la terre du Calvaire pour dormir heureuse dans le suaire de son *Campo-Santo*. Bientôt par-dessus les mers allait prendre son vol la petite maison de Nazareth, la *santa casa* de Lorette. Tout était Véronique, reliques de la Croix, de la sainte Lance et de la sainte Épine. Quelle relique plus touchante que le corps de la courtisane qui avait effleuré de ses lèvres et baigné de ses larmes les pieds divins du Sauveur? Cette sainte, modèle de tendresse, qui pécha par amour et se purifia par amour, était chère au cœur de François. Il n'y a guère d'église franciscaine où l'on ne rencontre son histoire. Toujours elle apparaît pleurant comme une fontaine, aux pieds du Crucifix. L'église des Cordeliers de Paris portait le nom de sainte Madeleine. Que de raisons pour Pacifique et les premiers apôtres franciscains de s'établir à Vézelay, sur la colline de sainte Madeleine, où ils étaient sûrs de trouver le plus vaste auditoire, des pèlerins de tous pays qui essaimeraient à leur tour ! C'était là pour leur propagande une plaque de résonnance inouïe : Pacifique eût suivi une tactique habile en laissant là un petit poste sur la route de Paris.

Le doyen de Vézelay, M. l'abbé Despiney, nous conduit aux ruines du couvent, qui se trouve à mi-côte, sur la route d'Asquins, à cinq minutes des remparts. Par une vieille porte écroulée. dite la porte Sainte-Croix (c'était le nom de la petite église où nous allons), on débuche par un chemin creux dans la concavité d'un pré qui ressemble à la coquille qu'on ferait avec les deux mains pour recueillir un peu d'eau. Une de ces croix de Jérusalem auxquelles on fait, le Vendredi saint, toucher le saint-Sépulcre, se dresse au milieu de la prairie : c'est là que saint Bernard prêcha, dit-on, à cent mille hommes. Ce cirque est en effet un porte-voix, une espèce de haut-parleur qui semble porter les ondes sonores jusqu'au fond de l'amphithéâtre des collines, sorte de Colisée naturel fait pour les assises de la chrétienté. Une parole prononcée là devait retentir dans toute l'Europe. Ce lieu était un point de sensibilité,

un des centres nerveux du monde. Aujourd'hui nulle voix n'éveille les échos de cette solitude. Quels cris sordides, quels coassements de coulissiers et de publicains ont remplacé dans nos âmes la grande voix de sainteté qui ne soulève plus ce silence?

Une étable en pleins champs, quelques murs de hangar en guenilles, au milieu d'un enclos croulant, d'un bouquet de noisetiers, d'orties, de troënes, de guimauves, d'herbes folles, voilà tout ce qui reste aujourd'hui de l'*ex-voto* de la croisade de saint Bernard et du couvent de frère Pacifique. On entre dans un vestibule qui ressemble à une remise à outils de paysan; un joli bas-relief du xve siècle, représentant saint Louis de Toulouse et saint Antoine de Padoue, vous adresse dans l'ombre le sourire de ses figures mutilées; on distingue, dans un tronçon qui subsiste de la chapelle, des arcatures murées de fenêtres romanes; à côté, un obscur réduit montre dans une encoignure l'amorce d'un délicat faisceau de colonnettes. Tout cela dépérit lentement, pêle-mêle, à l'abandon, jouet des saisons et de la plante sauvage. Au xvie siècle, les huguenots décapitèrent les statues, enterrèrent les moines jusqu'au cou et jouèrent aux boules en leur lançant à la tête d'autres têtes coupées. La Révolution consomma la ruine. L'épitaphe du Roi des vers sert de banc de jardin chez le notaire d'Asquins. M. Despiney cherche cependant à ranimer ce lieu profané. Tous les ans, le dimanche des Rogations, une procession descend de la ville à Sainte-Croix de la Cordelle. Seule piété qui convienne ici, avec le voile des ronces qui tissent leur suaire sur les injures des hommes!

Je ne veux pas quitter la Cordelle (c'est le nom que l'on donne à ce couvent dans le pays) sans y évoquer une autre image. En 1247, un franciscain de Parme, qui se trouvait au couvent d'Auxerre, le bon Frà Salimbene, vit saint Louis qui allait à petites journées, à travers la Bourgogne, rejoindre son armée à Aigues-Mortes. Il nous peint le bon roi « mince, délicat, avec sa longue taille élégante, le visage gracieux et son sourire d'ange », portant l'habit de pèlerin, « la bourse et le bourdon au col, digne ornement de ses épaules royales ». Le roi fit servir au couvent de Sens un « maigre » dont l'Italien se souvient trente ans après avec attendrissement, surtout un riz au lait d'amandes et une certaine matelote accompagnée d'une sauce divine, le tout royalement arrosé de chablis.

De Sens, le Roi et ses frères se rendent à Vézelay : le lende-

main matin, qui était un dimanche, le roi se leva dès l'aube et descendit à la Cordelle; il ne garda que ses trois frères et quelques écuyers pour tenir les chevaux, et renvoya le reste de l'escorte au village. Quand il eut achevé ses oraisons, les moines s'apprêtaient à regagner leurs stalles : mais le voilà qui s'assied à terre dans la poussière (l'église n'était pas dallée), disant : « Ça, mes petits frères bien-aimés, approchez et oyez ce que j'ai à vous dire. » Alors, poursuit Salimbene, nous voici tous assis en rond autour de lui, les princes en font autant; et il se met doucement à nous recommander son âme et à nous demander nos prières. Il allait se remettre en route, quand on lui dit que son frère d'Anjou priait toujours dans la chapelle; et le roi patienta humblement à la porte, attendant que son frère eût achevé ses prières. Le bon roi assis à terre au milieu d'un cercle de moinillons, n'est-ce pas une image digne des *Fioretti?* La page de la Cordelle vaut celle de Pérouse.

La Cordelle! le cordon de saint François! les parfums de Madeleine et l'ombre de la croix de Jérusalem! La colline de saint Bernard et de Girard de Roussillon, de frère Pacifique et de saint Louis! Quelle gerbe de souvenirs dans ce lieu ignoré! J'ai tenté de lier cette gerbe française à la gloire de saint François. Que d'autres fassent de même, chacun dans son pays. Où fut-il aimé comme chez nous? Aux grands Jugements derniers de Bourges et d'Amiens, c'est une robe franciscaine qui marche en tête des élus : saint François a jeté sa corde autour du monde et ramène sa foule bienheureuse de prisonniers à la porte du Paradis...

L'orage qui menaçait a éclaté, tandis que nous furetions dans l'église. Au moment où je quitte Vézelay, toute blanche sur un ciel noir, un arc-en-ciel inouï, presque fixe comme une chose solide, jaillit du pied de la colline et développe son arche immense au-dessus de la vallée. Ses couleurs déploient dans l'air trouble leurs teintes d'oriflamme. Pourquoi nous émeut-il, ce grand pont dans la nue? Pourquoi le beau météore éveille-t-il, malgré nous, de vagues pensées de signes et de présences célestes? Dans ce paysage désormais vide, où a battu jadis la conscience chrétienne, que veut dire cet inutile présage? Qui retrouvera le secret des moines, le geste de croisade, le miracle d'enthousiasme et de fraternité qui liait si aisément les cœurs par la cordelle de saint François?

III. — LE TOMBEAU DE SAINT FRANÇOIS

J'ai voulu revoir à Sainte-Marie des Anges les deux humbles édicules enveloppés sous l'immense coupole de Vignole et de Galeazzo Alessi : la chambrette où François est mort et la vénérable chapelle de la Portiuncule, si petite, toujours ténébreuse, avec ses cordons de lampes qui allument vaguement l'or du tableau d'autel, ses deux portes toujours ouvertes, par où une vieille pauvresse entre et ressort incessamment en égrenant son rosaire pour gagner l'Indulgence, et ces murs extérieurs usés par tant de baisers, de suppliantes caresses que leurs vieilles pierres rugueuses ont fini par prendre le poli et comme une apparente moiteur de peau humaine.

J'ai revu le reste du couvent, les belles sacristies aux boiseries somptueuses du XVIIe siècle, les trésors du vestiaire et des chapes brodées, les antiphonaires, les monstrances et les orfèvreries, ce luxe ecclésiastique toujours si émouvant, parce qu'il immobilise des richesses pour les consacrer à Dieu, et qu'il prend une forme visible de ciselures et de prières, des prières d'or et d'argent ; j'ai revu ce faste de la terre jeté aux pieds du Petit Pauvre, et le trésor de tous ces trésors, l'étroit jardin du miracle des roses, le petit plant de rosiers où François se jeta une nuit pour déchirer sa chair et qui, depuis ce temps, poussent des fleurs sans épines, dont les feuilles sont tachées d'une légère rouille de sang. Quand je ressors dans l'immense et pompeux édifice, un peu glacial toujours, et qui ne doit prendre sa vraie figure qu'aux jours de grandes foules et de pèlerinages, la petite vieille est toujours là, passant et repassant par les deux portes de la Portiuncule, avec une régularité d'automate d'horloge, pour gagner l'Indulgence *toties quoties*... Combien d'âmes du Purgatoire aura-t-elle sauvées dans sa matinée ? Qu'elle se dépêche, la pauvre femme : qui ira plus vite, des pécheurs qui se damnent par le monde, ou de cette mendiante qui défait leur ouvrage à mesure, humble Pénelope qui dénoue les filets du péché ?

Avant de quitter Assise, dernière visite à la basilique en compagnie du P. Fosco et de mon nouvel ami M. l'ingénieur Sagui. Oserai-je dire qu'aujourd'hui ce monument célèbre, ce vaste écrin ruisselant de peintures, enluminé comme un missel,

avec son monde de fresques qui font les délices des *misses* éprises de Ruskin, et où se trouve caché sans doute le secret des origines de la peinture en Italie, me touche cependant beaucoup moins qu'autrefois? Les fameuses scènes de la vie de saint François par Giotto m'ennuient, sauf quelques-unes qui ne sont pas de lui. Tout cela m'est gâté par des générations de snobs, par l'avenue de Villiers et tous les Verdurin et les Swann de la terre. Je conviens que Giotto est un homme de génie, et qu'il a brisé puissamment une foule de formules et de conventions. Reste à savoir si ces formules n'étaient pas supérieures : elles étaient le suprême héritage de la Grèce. Ce grand homme est le premier qui ait tenté de faire concurrence à la vie ; il n'y réussit que trop bien. Il est le premier des modernes. Il a fait à l'art le cadeau du naturalisme ; il n'est pas sûr que ce cadeau soit un présent des dieux.

En vérité, dans cette grande église *di soprà*, je n'aime plus guère que la lumière, la forme calme et spacieuse, l'aspect tranquille de nef demi-bourguignonne et demi-angevine, ce gothique simplifié, adouci, décanté, comme une phrase du Nord dans une bouche du Midi, et quelques fresques presque invisibles d'un ton fané de feuille morte, qui déploient vaguement autour du chœur des scènes de la vie de la Vierge, des apôtres et de saint Michel.

Au contraire, comme je me sens à l'aise dans l'église inférieure ! Par ces jours pluvieux et avares de lumière, comme ces ténèbres sont riches de songes et de vagues peintures qu'on ne distingue pas : dans ce long cylindre écrasé, voûté des larges croisées d'ogives du Languedoc, où le jour n'entre que de côté par la porte située sur un axe transversal, et se perd bientôt, hésite, circule à tâtons dans la nuit des chapelles qui ont poussé un peu partout sur les flancs de cet édifice vingt fois remanié, qu'il est doux de se recueillir, d'attendre le moment où la vision se forme dans l'ombre devenue familière ! Combien on sait de gré aux œuvres qui ne se révèlent pas d'un seul coup et qui laissent quelque chose à faire à l'imagination !

Les grandes allégories des Vertus franciscaines, ces machines compliquées avec leur symbolisme de *Roman de la Rose*, m'ont toujours paru assez froides ; je n'aime pas beaucoup cette idée de triomphe appliquée à un personnage comme saint François d'Assise. Tout cela sent son docteur et son pédant d'une lieue.

Passe pour un saint Thomas d'Aquin ! Mais il me paraît difficile de méconnaître le caractère d'un saint plus complètement qu'on ne l'a fait dans cet ouvrage sous prétexte de le glorifier. Du reste, il est si aisé de ne point s'occuper de ce savant rébus ! Je sais dans l'ombre de ces voûtes des formes et des choses qui ne veulent rien dire et se contentent d'être touchantes : c'est une demi-figure de sainte aux yeux mi-clos, avec un air lointain de nonne et de princesse, d'un raffinement presque japonais, dans son gris de violette de Parme presque blanche, comme certaines figures de femmes d'Outamaro, avec sa bouche de myosotis dans ses longues joues de nacre, une perle, une péri du Ciel, et dont on ne sait même pas le nom, Claire ou Élisabeth ou peut-être sainte Delphine de Sabran ; — c'est une Vierge sur un fond de vieille laque d'or, un profil penché, incroyable de tendresse et de mélancolie, collant son grand œil fixe sur le bel enfant joyeux condamné à mourir ; — ce sont des tribunes de chanteurs, avec leurs riches tapis de marbres des Cosmates et qui, même muettes, débordent de concerts et de voix imaginaires ; — c'est enfin, sous une de ces tribunes, cachée dans le coin le plus secret et le plus sombre de l'église, une dalle de marbre rose avec deux lignes discrètes tracées d'une belle onciale et que termine une fleur : la tombe de l'amie romaine de François, celle qui le reçut si souvent, non loin de Sainte-Cécile, dans sa demeure de San Francesco a Ripa, et qui accourut aux moments suprêmes pour recueillir le dernier soupir du Petit Pauvre, Jacoba de Settesoli, Jacqueline, — « frère Jacqueline »...

Ici, je retrouve mon saint François, je suis au centre de son cœur. De nouveau je rassemble les éléments de son univers. Voici le magnifique tombeau de la reine de Chypre, tombeau superbe à deux étages où l'on voit la morte qui sommeille en bas dans l'ombre entre les anges, sur un lit de parade, et au-dessus la même Dame reçue en souveraine par la Dame du ciel, ressuscitée cette fois, couronne en tête, trônant sur le lion du désert. Grandiose image des croisades ! Cette amazone assise sur sa farouche monture, sur l'énorme animal rugissant, et traitant de plain-pied, entrant de plein droit au ciel comme dans une ville conquise, rien ne me peint mieux le roman de cet âge, ces hommes de Tyr, de Rhodes et de Ptolémaïs, et l'orgueil héroïque de ces grands barons de Jérusalem, la noblesse des

Lusignan et des Cantacuzène. J'ajoute que cette reine, saint François la connaissait bien : il avait dû l'apercevoir dans son voyage de Syrie. C'était Yolande, fille de ce prodigieux Jean de Brienne qui, à quatre-vingts ans, gagnait encore des batailles, et de Marie de Montferrat, née à Saint-Jean d'Acre, héritière de la couronne de Jérusalem, mariée à l'Empereur et morte à dix-huit ans, deux ans après François, et c'est bien de la même façon que tous deux comprenaient la vie.

Voici encore les blanches fresques de la chapelle de Sainte-Madeleine, et toute la légende de la sainte populaire depuis le repas chez Lévi et la résurrection de Lazare jusqu'au *Noli me tangere* et au débarquement des saintes à Marseille, avec ce joli miracle que conte Jacques de Voragine, de la naufragée qui, par la vertu de Madeleine, accoucha au milieu des flots comme Latone sur la flottante Délos. Thèmes miséricordieux, si chers à saint François! Mais de toute la basilique, l'endroit où je le retrouve le mieux, c'est la chapelle peinte par l'ami de Pétrarque et de Laure, le siennois Simone de Martino, la chapelle de Saint-Martin. Je laisse de côté les charmantes figures franciscaines qui décorent l'arc au-dessus de l'entrée, les deux saints Louis (le roi et l'évêque), et les aimables saintes, Madeleine (toujours), Catherine, Claire, Élisabeth. Je ne veux voir aujourd'hui que l'histoire du saint évêque de Tours, telle que la déploie en fresques d'un ton soyeux le plus délicieux des maîtres du moyen-âge : encore, comme on sait, une histoire de saint militaire, de soldat généreux (et du reste, de soldat français : la scène est à Amiens), histoire mêlée de pauvres et d'apparitions célestes, où Jésus se montre drapé dans le manteau du païen charitable, en disant à ses anges : « Voyez ce que m'a donné Martin! » Histoire à laquelle, soyons-en sûrs, François Bernardone a dû rêver plus d'une fois. Mon cher maître, Émile Mâle, pourquoi avez-vous écrit un jour cette jolie phrase, qui ravit Marcel Proust : « La charité qui donne son manteau est du pays de saint Vincent de Paul; la charité qui tend à Dieu son cœur enflammé, est du pays de saint François d'Assise. » Son manteau! Saint François l'a donné toute sa vie; pas moyen de lui faire conserver une tunique, la tunique volait d'elle-même sur les épaules du loqueteux. Il eût donné sa chemise, s'il avait eu une chemise. Il n'y a pas deux charités. Celle que l'on fait au pauvre est la même que

l'on fait à Dieu. Jésus lui-même l'a dit : « J'avais soif et vous m'avez donné à boire, j'étais nu et vous m'avez vêtu... Tout ce que vous ferez à l'un de ces petits, c'est à moi que vous l'aurez fait. » Personne moins que saint François d'Assise n'eût songé à dire trop humaine la charité de saint Martin.

Mais le charme de ces fresques, c'est leur allure juvénile et leur air raffiné de roman de chevalerie : la scène du songe, le jeune homme endormi sous sa courtepointe à damier blanc et rose, le Christ, prince du ciel, au milieu de ses anges ravissants comme des pages, tout cela respire la *cortesia* dont raffolait François; c'est une scène de Lancelot, du jeune Perceval. A côté, le héros est armé chevalier : dans la tente de l'Empereur, un page lui chausse les éperons ; il reçoit ce baptême, ce sacrement des preux, cette ordination militaire dont le jeune Bernardone a dû rêver sans cesse tout en aunant du drap dans la boutique de son père. Et voyez, dans un coin de la scène, ces jongleurs, ces joueurs de viole, de tambourin et de double flûte, cette musique galante qui accompagne la fête, n'est-ce pas la jeunesse elle-même de François que l'artiste nous peint toute vive, au temps de ses folies, lorsqu'il ne pensait qu'aux aubades et aux caroles des troubadours?

Plus loin, le chevalier quitte l'armée et part tout seul, à l'aventure : il quitte l'armée, parce qu'il se croise; il prend congé de l'Empereur, pour être le paladin, le chevalier de Dieu... Est-ce la vie de saint Martin? est-ce celle de saint François? On pourrait en douter : et si les faits n'y répondent pas, si ce n'est pas une biographie réaliste comme celle de Giotto dans l'église d'en haut, du moins c'est tout l'esprit de François, la vraie nuance de son cœur, l'atmosphère de roman et de songe chevaleresque. Ici seulement dans Assise je trouve le portrait de son âme, l'image de son héroïque jeunesse, cet élan de grâce et d'amour qui le poussa sur les routes du monde, pour *exhaussier crestienté*, comme Amis, comme Vivien, comme Ivon et Ivoire et le comte Roland et tant de merveilleux héros de nos chansons de geste.

LOUIS GILLET.

(*A suivre.*)

LA FLÈCHE D'OR

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Mills fut ponctuel. Exactement, à midi moins un quart, il apparut sous le porche de l'Hôtel du Louvre, le visage frais, le vêtement mal ajusté, dans toute sa sympathique atmosphère. Une victoria s'arrêtait devant la porte de l'hôtel. Il m'y fit monter avec lui. Nous roulions déjà depuis un moment quand je ne pus me tenir de lui dire avec un enjouement quelque peu emprunté :

— Savez-vous que ça me semble très drôle de m'en aller avec vous ainsi vers cette maison ?

Il se tourna vers moi et, du ton le plus aimable :

— Tout se passera le plus simplement du monde, me dit-il. Si simplement même que vous vous sentirez tout à fait à votre aise. Je n'ai pas vu doña Rita depuis des années : à côté de ce qu'elle était alors, elle doit être à présent un très grand personnage. S'il faut en croire M. Blunt, les expériences ont dû la mûrir plus qu'elles ne l'auront instruite. Il y a des gens que rien ne saurait instruire : je croirais volontiers qu'elle est du nombre. Pour ce qui est de la maturité, c'est une autre affaire : tout être humain digne de ce nom possède la capacité de souffrir.

— Le capitaine Blunt n'a pas l'air d'un homme très heureux. On dirait qu'il en veut à tout le monde. Il fronce le sourcil à tout propos. Celui-là doit être terriblement mûr...

Copyright by Joseph Conrad, 1926.

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

Nos regards se rencontrèrent : nous nous étions compris à demi-mot. A l'extrémité de la rue de Rome, le souffle violent et assez froid du mistral enveloppa la victoria qui suivait la grande traînée d'un soleil brillant, mais sans chaleur. Nous prîmes à droite, en contournant à une allure imposante le mesquin obélisque qui se dresse à l'entrée du Prado.

— Pour ce qui est de vous, me dit Mills en souriant, je ne sais si vous êtes mûr ou non, mais je pense que vous ferez l'affaire. Vous...

— Dites-moi, interrompis-je, quelle est réellement la position du capitaine Blunt, là-bas ?

Et je fis un signe de tête vers l'allée du Prado qui s'ouvrait devant nous entre des rangées d'arbres complètement dépourvus de feuilles.

— Parfaitement fausse, à mon avis. Elle n'est en rapport ni avec ses illusions ou ses prétentions, ni même avec la position réelle qu'il occupe dans le monde. Entre sa mère, le Quartier général et l'état de ses propres sentiments, il y a...

— Il est amoureux d'elle, interrompis-je de nouveau.

— Peut-être... Ce n'est en tout cas que d'un amour tout idéal... Rappelez-vous sa profession de foi sur un certain *Américain, catholique et gentilhomme*... En même temps, il a une vue très nette des conditions matérielles qui l'entourent. Doña Rita est riche : elle a la fortune d'Allègre. Lui, Blunt, vit de son épée. Quant à sa mère, qui, je vous l'assure, est une vieille dame tout à fait charmante, intelligente et très aristocratique, avec les relations les plus distinguées... elle ne vit pas de son épée... je dirais plutôt qu'elle vit d'expédients. J'ai dans l'idée que ces deux-là se détestent par moments... Mais, nous voici arrivés.

La victoria s'arrêta dans la contre-allée que bordaient les murs bas de jardins privés. Nous descendîmes devant une grille de fer forgé restée entr'ouverte et nous suivîmes une allée circulaire qui menait à la porte d'une grande villa d'apparence abandonnée. Le mistral hurlait dans le soleil, secouant furieusement les bosquets dénudés.

Au coup de sonnette de Mills, une femme de chambre vint ouvrir : c'était une brune, légèrement marquée de petite vérole. Visiblement, fort affairée, elle nous jeta :

— Madame vient de rentrer de sa promenade à cheval.

Et elle monta l'escalier en coup de vent.

Dans le vestibule, surgissant on ne sait d'où, nous aperçûmes M. Blunt en culotte de cheval et jaquette noire à longues basques.

— Quel ennui! nous dit-il. Nous descendons de cheval. Il va falloir que je déjeune comme je suis. Une habitude qu'elle a de commencer sa journée à cheval! Elle prétend qu'elle ne se porte pas bien sans cela.

Puis, s'adressant à moi et esquissant un sourie :

— Nous avons parlé de vous, ce matin. On vous attend avec impatience.

C'est alors que m'apparut celle dont j'avais entendu tant parler et en des termes qui m'avaient si vivement impressionné. Je l'aperçus comme elle descendait l'escalier : mon premier sentiment fut une sorte d'étonnement à voir qu'elle existait en réalité. Elle était vêtue d'une robe de chambre de soie bleu pâle brodée, sur le devant et autour du cou, de dessins noir et or, étroitement serrée à la taille et retenue par une large ceinture de la même étoffe. Des pantoufles de même couleur avec des nœuds noirs au cou de pied. L'escalier blanc, le tapis rouge et le bleu pâle de la robe formaient une combinaison de couleurs où ressortait la délicate carnation de son visage. Ce visage avait un charme indéfinissable, un charme qui défiait toute analyse et vous faisait rêver de races disparues, d'époques fabuleuses, de ces visages de femmes qu'on voit sculptées sur des monuments d'âges millénaires. Pendant qu'elle descendait les marches, les yeux légèrement baissés, je me rappelai les paroles entendues pendant la nuit, ce qu'Allègre avait dit à son sujet, qu'il y avait en elle « quelque chose des femmes de tous les temps ».

A la dernière marche, elle leva les yeux.

— Excusez-moi, nous dit-elle, de vous avoir fait attendre.

Sa voix était d'une douceur grave, de la plus pénétrante séduction. Elle échangea avec Mills une franche poignée de main, comme avec un vieil ami. Par la large échancrure de la manche doublée de soie noire, je pus voir le bras très blanc qui prenait un reflet de perle dans l'ombre. Quant à moi, elle me tendit la main avec une légère raideur, comme dans une soudaine réserve de toute sa personne et en me regardant bien en face. C'était une main jolie et *sensible*. Je m'inclinai. Mes doigts effleurèrent les siens; mais je n'osai pas la regarder en

face. A cet instant, elle aperçut des enveloppes sur le guéridon de marbre qui occupait le milieu du vestibule. Elle en saisit une d'un mouvement preste, presque félin et l'ouvrit, en nous disant :

— Vous permettez... Entrez dans la salle à manger... Montrez le chemin, capitaine.

Ses yeux agrandis fixaient le papier. Mais à peine étions-nous entrés, nous entendîmes une pétulante exclamation accompagnée d'un trépignement enfantin et qui s'acheva dans un rire où vibrait un accent de mépris. La porte se referma derrière nous : M. Blunt nous avait abandonnés. La pièce où nous nous trouvions était une sorte de galerie se terminant par une rotonde à plusieurs fenêtres. Elle était assez longue pour avoir deux cheminées de granit rouge. Une table de quatre couverts y était disposée. Nous y prîmes place quand doña Rita et Blunt nous eurent rejoints. Presque aussitôt, un coup de sonnette, dramatiquement imprévu, retentit à la porte d'entrée. On remit une carte à doña Rita. « Comment a-t-il su que j'étais ici ? » murmura-t-elle en nous jetant à la ronde un regard de surprise, pour ne pas dire de méfiance ! Elle passa la carte à Blunt, qui la repassa à Mills, lequel fit une légère grimace, la laissa tomber sur la table et chuchota à mon oreille : « Un journaliste de Paris. »

— Il a fini par me dénicher, dit doña Rita. La vie serait à peu près tolérable, s'il n'y avait pas ces gens-là...

— Mieux vaut ne pas l'avoir contre soi, opina M. Blunt.

Le visage de doña Rita se colora légèrement.

— Ma foi, ordonna-t-elle, faites-le entrer. Il pourrait être dangereux...

Celui qui avait provoqué ces réflexions dénuées d'aménité, me surprit d'abord quand on le fit entrer, par la beauté de ses cheveux blancs, puis par son air paterne et l'innocente simplicité de son allure. On lui mit un couvert entre Mills et doña Rita. Celle-ci, fort ouvertement, fit passer de l'autre côté de son assiette les lettres qu'elle avait apportées avec elle. Tout aussi ouvertement, le visiteur les suivit de ses yeux ronds, des yeux d'un bleu de porcelaine, en essayant de distinguer l'écriture des adresses. Il semblait connaître un peu Mills et Blunt : ma présence dut l'étonner. S'adressant à notre hôtesse, il confessa qu'il pensait la trouver seule. Puis il se mit à parler de

choses et d'autres. Je tendis l'oreille quand il fit cette déclaration :

— Moi, je suis républicain, vraiment républicain. Je suis un « rouge ». En ce qui concerne nos maîtres et nos gouvernants actuels, tous ces gens que vous essayez de mener par le bout du nez, ce sont d'abominables royalistes déguisés. Ils complotent la ruine de toutes les institutions auxquelles je suis attaché. Mais je n'ai jamais voulu gêner votre jeu, Rita. Après tout, ce n'est qu'un petit jeu. Vous savez très bien que deux ou trois articles résolus, de mon style, tel que vous le connaissez, auraient bientôt fait crouler l'appui donné en sous-main à votre Roi. Si, je l'appelle un roi, c'est par politesse pour vous. Un aventurier, un aventurier criminel, assoiffé de sang, voilà ce qu'il est, et pas autre chose. Alors, ma chère enfant, pour qui diable vous démenez-vous ainsi? Pour ce bandit? Allons donc! Une élève d'Henry Allègre ne peut pas avoir de semblables illusions sur un homme. Et une élève, comme vous, encore!

Il fit une pause, puis, d'une voix émue :

— Ah! le pavillon! le bon vieux temps au pavillon! A la mort de notre pauvre ami, j'ai pensé que je pouvais être utile et je suis venu. Mais que vous, Rita, vous gaspilliez votre vie pour un aventurier royal, vraiment cela me renverse. Car vous ne l'aimez pas. Vous ne l'avez jamais aimé, voyons!

Il lui avait saisi la main, la prenait entre les siennes, se livrait à un tapotement paternel des plus impudents. Elle, comme absente, le laissait faire. Pendant ce temps il jetait autour de la table un regard circulaire.

— Je ne sais pas ce que vous complotez tous. Cela me dépasse. Mais si nous étions une République, — moi, je vous le répète, je suis un vieux jacobin, sans-culotte et terroriste, — si c'était une vraie république avec la Convention en séance et un Comité de salut public pour s'occuper des affaires nationales, on vous couperait le cou à tous. Ha! ha!... Je plaisante... Mais vous ne l'auriez pas volé... Une plaisanterie, vous dis-je... Ha! ah! Ne faites pas attention.

Et toujours riant, il se décida à laisser la main de Rita.

Pendant le silence qui suivit, il tira de sa poche un énorme étui à cigares, l'ouvrit et en considéra le contenu avec attention. La femme de chambre venait de poser sur la table un plateau chargé de tasses à café : chacun de nous, — heureux,

je suppose, d'avoir quelque chose à faire, — en prit une. Cependant, le personnage aux cheveux d'argent s'appuyait au dossier de sa chaise, et, tirant une bouffée du cigare qu'il avait si soigneusement choisi, recommençait à parler.

Il expliqua à sa « chère Rita » qu'il se rendait à Monte-Carlo. Une habitude de toujours, qu'il avait à cette époque de l'année. Mais il était prêt à faire un saut à Paris, s'il pouvait rendre service à sa « chère enfant »; il rentrerait pour un jour, pour deux, trois jours, pour tout le temps qu'elle voudrait; il manquerait même Monte-Carlo cette année, s'il pouvait lui être de la moindre utilité et lui épargner un voyage. Il pourrait, par exemple, assurer la garde du pavillon bourré de trésors artistiques. Qu'allait-on faire de toutes ces richesses? Doña Rita s'empressa d'assurer qu'elle avait fait un arrangement avec la police pour que le pavillon fût bien gardé. Mais l'individu n'avait pas confiance. Il fit observer qu'on avait bien volé des choses même au Louvre qui était, osait-il dire, plutôt mieux surveillé. Il y avait, sur le palier, ce merveilleux cabinet, en laque noir avec des hérons d'argent, qui à lui seul paierait largement deux voleurs. Une brouette, quelque vieille toile, et ils vous le déménageraient sous le nez des gens.

Maintenant, il tournait sa tête blanche si bien peignée vers M. Blunt.

— J'ai eu dernièrement le plaisir de rencontrer votre mère.

M. Blunt prit tout son temps pour lever les sourcils et fit étinceler ses dents vers lui avant de laisser tomber négligemment :

— Je me demande où vous avez bien pu rencontrer ma mère.

— Chez Bing, l'antiquaire. Bing la reconduisait à sa sortie du magasin ; même il n'avait pas l'air content. Cela ne me paraît pas très bon que madame votre mère soit en désaccord avec Bing. Bing est une personnalité parisienne. Tout à fait une puissance dans sa sphère. Les nerfs de tous ces gens-là sont très surexcités à propos de la collection Allègre. Et comment s'étonner qu'ils soient nerveux? Un gros événement artistique est suspendu à vos lèvres, ma chère et grande Rita... A ce propos, rappelez-vous qu'il n'est pas sage de se quereller avec les gens dont on peut avoir besoin. Qu'avez-vous donc fait à ce pauvre Azzolati? L'avez-vous réellement prié de sortir et de ne

pas remettre les pieds chez vous, ou quelque chose de ce genre? Un homme qui peut vous être si utile, à vous ou à votre roi! Un homme qui est invité à chasser chez le Président de la République à Rambouillet! Je l'ai vu l'autre soir : on prétend qu'il avait gagné des sommes folles au jeu : et pourtant il avait l'air parfaitement misérale, le pauvre diable. Il se plaignait de votre attitude à son égard, — oh! énormément! Il paraît que vous aviez été parfaitement brutale avec lui... La diplomatie, ma chère Rita, n'est pas votre affaire. Vous vous y conduisez comme une enfant. Quand vous avez besoin qu'un monsieur entre deux âges vous rende service, ne commencez donc pas par le rudoyer. Toute femme sait cela : une religieuse vous le dirait... Alors, que décidez-vous? Voulez-vous que je rentre à Paris pour vous raccommoder avec Azzolati ?

Il attendit une réponse. Mais doña Rita se contenta de serrer ses lèvres minces de la façon la plus significative en même temps qu'elle secouait négativement la tête.

— Eh bien! il faut que je parte, dit-il. L'express pour Nice passe à quatre heures. Je serai absent trois semaines : au retour, je viendrai vous revoir. A moins que je n'aie une mauvaise passe et que je ne sois « nettoyé », auquel cas vous me reverrez plus tôt.

Il se retourna tout à coup vers Mills.

— Votre cousin vient-il, cette année, dans sa belle villa de Cannes?

Mills daigna à peine répondre qu'il ignorait tout des intentions de son cousin.

— Un grand seigneur doublé d'un grand connaisseur, affirma l'autre avec componction.

Puis il s'en prit de nouveau à Blunt.

— Est-ce que vous allez aussi tenter la chance?... Il me semble qu'on ne vous a pas vu depuis longtemps à Paris.

Enfin, il se décida à se lever de table.

— Réfléchissez à ce que je vous ai dit, ma chère Rita.

— J'y réfléchis, répondit doña Rita, avec une gravité qu'elle n'avait pas eue jusque-là.

Alors, se levant à son tour, elle fit signe à l'individu de la suivre. Ce fut une conférence dans l'embrasure d'une fenêtre. Nous étions restés tous trois autour de la table, d'où la brune servante enlevait les tasses et les assiettes avec son habituelle

brusquerie. Je contemplais avec délices le profil de Rita, d'un charme que son irrégularité rendait plus piquante, et d'une indéfinissable fascination, la belle forme de sa tête que surmontait un chignon haut, maintenu par une flèche d'or dont la tige était ornée de pierreries. Nous n'entendions pas ses paroles, mais nous voyions le mouvement de ses lèvres et le jeu de ses traits : toute sa personne respirait un mélange d'audace et de séduction. Elle parlait avec animation sans cependant élever la voix. L'homme écoutait, le dos rond. Je voyais, de temps à autre, qu'il parlait, mais trop bas pour que nous pussions l'entendre. A un moment, doña Rita retourna la tête vers la pièce et appela la femme de chambre :

— Donnez-moi donc mon sac qui est là sur le sofa.

A quoi on entendit l'autre dire nettement :

— Non, non ; décidément vous n'avez aucun tact, Rita...

Elle répliqua :

— Pourquoi pas? Entre vieux amis...

Toutefois, elle renvoya la femme de chambre avec le sac. Il s'apaisa, et leurs voix tombèrent de nouveau. Je le vis bientôt porter la main de doña Rita à ses lèvres, tandis que, tournant le dos à la pièce, elle continuait à regarder par la fenêtre le jardin dénudé et mal entretenu. Il sortit enfin, en faisant de la main vers la table un léger : au revoir, auquel aucun d'entre nous ne répondit.

II

A mon extrême surprise, M. Blunt, après un moment d'hésitation visiblement pénible, s'élança hors de la pièce à la suite de l'homme aux cheveux blancs. Cependant doña Rita disait :

— Je n'ai de comptes à rendre à personne ; mais je ne tiens pas à être traînée dans tous les ruisseaux où cet individu va pêcher de quoi vivre.

— Étant ce que vous êtes, repartit Mills, avec une gravité bienveillante, vous n'avez rien à craindre.

— Et peut-être rien à perdre, poursuivit-elle avec amertume... Il faut vous rappeler qu'une nonne n'aurait pas pu avoir une vie mieux protégée que la mienne. Tout en faisant face au monde, Henry Allègre me le masquait. Il emplissait tout mon horizon. Il était l'ombre et la lumière, la forme et la voix. Le

matin où il est mort, on est venu m'appeler. J'ai couru à sa chambre pieds nus. Il m'a reconnue et a murmuré : « Vous êtes sans défaut. » Un long silence. Puis il a encore dit : « Tel est mon caractère. Je suis comme cela. » Ce furent ses dernières paroles. A peine si j'y ai pris garde alors. Je restai penchée sur lui et puis, — et puis, peu s'en est fallu que je me jetasse hors de la maison, en chemise comme j'étais. Je crois que si j'avais été habillée, je me serais élancée à travers le jardin jusque dans la rue, je me serais enfuie pour toujours.

« Ce furent alors dans la maison des allées et venues de gens qu'Henry Allègre connaissait, — ou avait refusé de connaître. J'avais la sensation de complots et d'intrigues autour de moi. Je me sentais meurtrie moralement, tout endolorie, quand, un jour, don Rafaël de Villarel fit passer sa carte. Un grand d'Espagne. Je le connaissais pour avoir entendu parler de lui comme d'un homme austère et pieux, passant son temps à l'église. Je vis un petit homme frêle avec un visage long et jaune et des yeux fanatiques, un inquisiteur, un moine défroqué. On s'étonnait de ne pas lui voir un rosaire entre ses doigts maigres. Il fixa sur moi un regard d'une terrible fixité : je ne pouvais imaginer ce qu'il pouvait bien vouloir. Je m'attendais à le voir tirer un crucifix et me condamner au bûcher séance tenante. Mais non : il baissa les yeux et d'une voix froide et compassée m'informa qu'il me rendait visite de la part du Prince, — il disait : de Sa Majesté. Il m'expliqua que le Prince demandait la permission de venir en personne m'apporter ses condoléances. Nous l'avions vu très souvent durant nos deux derniers mois à Paris cette année-là, Henry Allègre ayant eu la fantaisie de faire son portrait : il avait pris l'habitude de monter à cheval avec nous tous les matins. Sans presque réfléchir, je répondis que j'en serais heureuse. Don Rafaël fut choqué de mon manque de formes, mais il me salua en silence, comme font les moines, en inclinant tout le haut du corps. S'il avait seulement croisé les mains à plat sur sa poitrine, c'eût été parfait. Et puis, je ne sais pourquoi, quelque chose me poussa à lui faire une profonde révérence, tandis qu'il quittait la pièce à reculons en me laissant soudain impressionnée. Je fis condamner ma porte cet après-midi-là, et le Prince vint, le visage très convenablement attristé. Cinq minutes après son

entrée dans la pièce, il riait d'un rire bruyant qui secouait toute la petite maison, de ce gros rire que vous lui connaissez...

— Je ne l'ai jamais vu, se hâta de répondre Mills.

— Mais alors, si vous ne le connaissez même pas...

— Je comprends ce que vous voulez dire, interrompit Mills. Tout cela est pur hasard. Vous devez savoir que je suis un homme d'études, solitaire, mais avec un goût secret pour les aventures, qui, je ne sais comment, se fait jour et me surprend moi-même.

Elle écoutait, en laissant filtrer sous ses cils son regard énigmatique, et penchant la tête avec une grâce amicale :

— Je vous tiens pour un franc et loyal gentilhomme... Des aventures et des livres ? Ah ! les livres ! Combien n'en ai-je pas tourné et retourné !

Elle avança la main et la posa doucement sur le bras de Mills.

— Écoutez-moi. Je ne cherche pas à me justifier, mais si j'avais connu une seule femme au monde, je me serais peut-être tenue sur mes gardes. La seule femme à qui j'aie jamais eu affaire, c'est moi-même, et il est dit qu'on ne peut jamais se connaître soi-même. Il ne m'est jamais venu à l'esprit d'être sur mes gardes. Vous et lui, vous étiez les deux seules personnes pour qui j'eusse conscience de ne pas être uniquement un objet précieux dans une collection, un ivoire sculpté ou une figurine de porcelaine chinoise. C'est pourquoi j'ai conservé si fidèlement votre souvenir. Quant à lui, j'appris bientôt à regretter de n'être pas quelque objet, quelque bel objet ciselé d'ivoire ou de bronze : ou une pièce de porcelaine rare, en *pâte dure*, ou en *pâte tendre*; une jolie curiosité...

— Rare, oui, unique même, dit Mills d'une voix profonde. Mais, jolie, Rita, vous n'êtes pas jolie : vous êtes pire.

Elle eut dans les yeux une lueur malicieuse.

— Trouvez-vous ces belles choses dans vos livres?

— Vous ne vous trompez pas. C'est une femme célèbre qui disait cela d'elle-même, une actrice fameuse, une grande artiste (1).

— Une grande artiste!... Heureuse personne! Elle avait ce refuge, ce vêtement, tandis que je suis là sans rien qui puisse

(1) Marie Dorval (note du traducteur).

me protéger d'une maligne destinée, un être nu, offert à tous les vents qui soufflent. Pas une âme à qui parler ou de qui obtenir un conseil. La seule femme qui se soit jamais adressée à moi avec franchise...

A ce moment, elle aperçut M. Blunt qui revenait du hall : elle ajouta rapidement à voix basse, en le désignant :

— Eh ! tenez, justement c'est la mère de celui-ci !

Le sourire éclatant et mécanique de M. Blunt étincela vers nous à travers la pièce, mais il ne le fit pas suivre de son corps. Il se détourna vers la plus proche des deux cheminées et, ayant trouvé des cigarettes, il resta appuyé sur son coude à la chaleur d'un brillant feu de bois. Je remarquai alors un petit jeu de scène muet. Il me sembla que l'héritière d'Henry Allègre voulait parler de loin à Blunt. Et je me pris à me demander quelle sorte d'affaire M. Blunt pouvait bien avoir eu à régler avec notre singulier visiteur, affaire assez urgente pour l'avoir fait courir après lui dans le hall. A moins que ce ne fût pour le rouer de coups avec une des cannes qui s'y trouvaient?... Quel pouvait bien être le rôle de cet homme?... Je ne devais jamais le revoir. Son passage à travers le champ de ma vision fut semblable à celui de beaucoup d'autres images de cette même époque, vagues et même fantastiques, obscurcies dans ma mémoire qui lutte encore avec les vives lumières et les ombres mauvaises de ces jours étranges.

III

Il était plus de quatre heures quand je quittai la maison, en compagnie de Mills. M. Blunt, toujours en costume de cheval, nous accompagna jusqu'à la porte. Il nous pria de lui envoyer le premier fiacre que nous rencontrerions en rentrant en ville.

— Il est impossible de marcher par les rues dans ce costume, remarqua-t-il, avec son étincelant sourire.

Ici je me propose de transcrire quelques-unes des notes qu'à cette époque je rédigeai sur de petits carnets noirs, de vulgaires petits carnets bon marché qui, avec le temps, ont pris l'aspect touchant et terni, la dignité usée, fatiguée, de documents. Je désirais tenir un compte fragmentaire de l'emploi de mes journées. Je griffonne ces notes, tantôt à terre, tantôt en mer, moins pour conserver le souvenir des événements que pour

m'aider à mieux saisir ces événements eux-mêmes. Je commence par celles que j'écrivis à la fin de ce même jour.

« Quitté Mills sur le quai. Nous avions marché côte à côte dans le plus complet silence. Le fait est qu'il est trop âgé pour que je puisse lui parler en toute franchise. Malgré toute sa sympathie et sa gravité, je ne sais comment m'y prendre et j'ignore ce qu'il pense de tout ceci. En nous serrant la main au moment de nous séparer, je lui ai demandé combien de temps il pensait rester. Il m'a répondu que cela dépendait de Rita. C'est elle qui doit lui faciliter le passage de la frontière. Il veut se rendre compte du terrain sur lequel le principe de la Légitimité revendique ses droits les armes à la main... Moi, avec mon esprit positif, cela me paraît absurde. Ainsi il ne s'agit pas de Blunt, il ne s'agit pas du prétendant avec son gros rire contagieux, non plus que de tous ces politiciens, ces archevêques, ces généraux, ces moines, ces guerilleros, ces contrebandiers de terre et de mer, ces agents louches et ces spéculateurs douteux, et ces indubitables escrocs qui risquent leur peau pour essayer de faire fortune; non : il s'agit du principe légitimiste et de la revendication de ses droits! Eh bien! que tous les autres s'abîment dans cette idée! Moi, la dernière recrue, je ne saurais m'abîmer dans le principe légitimiste. En toute cette aventure, je ne vois qu'une manifestation d'activité personnelle. Je n'avais jamais eu si intensément conscience de mon être. Mais de cela je n'ai rien dit à Mills. Je lui ai seulement fait observer qu'il vaudrait mieux qu'on ne nous vît pas souvent ensemble dans les rues. Ce qu'il a approuvé. Chaleureuse poignée de main. Contemplé affectueusement son large dos. Il ne lui est pas venu à l'esprit de se retourner. Que suis-je au prix du principe de la légitimité?

« Tard dans la nuit, je me suis mis en quête de Dominique. Ce marin de Méditerranée est justement l'homme qu'il me faut. Il a une grande expérience de tout ce qui peut se faire d'illégal sur mer : il sait être à la fois prudent et audacieux. Ne pas savoir où il habitait n'avait aucune importance, du moment que je savais où il aimait. La patronne d'un tranquille petit café sur le quai, une certaine Mme Léonore, une femme de trente-cinq ans au visage romain et aux yeux noirs pleins de vivacité, était, depuis des années, en possession de son cœur. Dans ce café, nos têtes réunies au-dessus d'une table de

marbre, Dominique et moi, nous avons eu un sérieux et interminable conciliabule, tandis que Mme Léonore, dans le frou-frou d'une jupe de soie noire, les oreilles ornées de boucles d'or, ses cheveux d'un noir de corbeau laborieusement coiffés, saisissait toutes les occasions, en allant et venant, de poser sa main sur l'épaule de Dominique. Plus tard, quand le petit café se fut vidé de ses consommateurs habituels, presque tous gens de mer, elle est venue s'asseoir tranquillement à notre table et me fixant de ses étincelants yeux noirs, elle a demandé à Dominique ce qu'il manigançait avec son *Signorino*. C'est moi qu'elle désigne de ce nom : elle ne m'en connaît pas d'autre. Je suis pour elle le Signorino de Dominique, et nos relations ont toujours été pour elle une sorte d'énigme. Le mépris général que Dominique professe à l'égard des croyances, des entreprises, des capacités des gens du monde s'étendait, on le devine, au principe de la légitimité : mais il n'a pu résister à l'occasion qui s'offrait à lui d'exercer ses facultés spéciales dans un champ d'action qui lui est depuis longtemps familier : il a été, en son jeune temps, un fin contrebandier. Nous avons décidé l'achat d'un petit bâtiment bon marcheur. Il en connaît un qui ferait très bien l'affaire, mais qui est en Corse. Il propose de partir dès demain pour Bastia par le paquebot du matin... Tout ce temps, la belle et opulente Mme Léonore est restée assise près de nous, souriant vaguement, amusée de voir son grand homme se mêler ainsi à une équipée de jeunes fous. « Vous autres hommes vous ne grandissez jamais, » dit-elle en caressant légèrement les cheveux blancs sur la tempe de Dominique... »

Quinze jours plus tard.

« L'après-midi au Prado. Journée magnifique. Au moment de sonner à la porte, vive sensation d'angoisse. Pourquoi? Au fond de la salle à manger, dans la partie en rotonde qu'inonde la lumière de l'après-midi, doña Rita, assise les jambes croisées sur le divan dans l'attitude d'une très ancienne idole ou d'un très jeune enfant, et entourée d'une quantité de coussins, agite la main de loin, comme agréablement surprise, en s'écriant : « Déjà de retour! » Je lui donne tous les détails et nous causons deux heures durant au-dessus d'un grand bol de cuivre qui contient un peu d'eau, où nous jetons des cigarettes que nous fumons sans en sentir le goût, tant est vif l'intérêt de la conversation. Lui ai trouvé une vive compréhension des choses, et

beaucoup de justesse dans le raisonnement. Tout formalisme a bientôt disparu entre nous et je me suis bientôt vu moi aussi assis les jambes croisées, tout en pérorant sur les qualités des diverses sortes de navires de la Méditerranée et sur les capacités romantiques de Dominique pour ce genre d'entreprise. Je n'ai pas manqué de lui présenter Mme Léonore, dont le petit café doit devenir le quartier général de la partie maritime du complot. Elle a déclaré qu'elle désirait voir Dominique, un de ces jours, pour connaître la mine d'un homme sur lequel on pouvait absolument compter. Elle a voulu savoir quel sentiment l'avait amené à s'engager dans cette aventure : amitié pour moi, intérêt, goût du danger?

— Et vous? m'a-t-elle demandé. Vous, bientôt vous en aurez assez.

— Quand j'en aurai assez, je vous le dirai. Il se peut aussi que je prenne peur. Vous n'ignorez sans doute pas qu'il y a des risques, je veux dire sans compter celui d'y laisser sa vie.

— Par exemple?

— Par exemple, de se faire prendre, juger et condamner à ce qu'ils appellent les « galères » à Ceuta.

— Et tout cela par amour pour...

— Oh! pas pour la légitimité, ai-je interrompu.

Elle pencha vers moi sa jeune tête charmante. Elle portait la même robe de chambre d'épaisse soie bleue que je lui avais déjà vue. Aucune garniture autour du cou, les manches, largement ouvertes, laissent voir les bras nus, cette robe de chambre semble seulement posée sur le corps : comment ne pas être ému d'un si troublant voisinage? Aujourd'hui elle n'a pas dans les cheveux cette flèche barbare de l'autre jour. Ils sont séparés sur le côté, tirés en arrière et attachés avec un ruban noir. Ce front découvert ajoute à la variété de ses expressions celle d'une innocence enfantine.

Grand progrès dans notre intimité, qui vient de notre intérêt enthousiaste pour l'objet de notre entretien et, dans les moments de silence, du courant sympathique de nos pensées. Cette familiarité rapidement accrue prend toutes les nuances possibles : sérieuse, excitée, ardente, et même gaie. Elle rit d'une voix de contralto. Mais son rire ne dure jamais longtemps : et quand il a cessé, le silence de la pièce, dans la mort du jour, semble s'être réchauffé par la vibration de sa voix.

Au moment de prendre congé, je lui ai pris la main et je la portais tout naturellement à mes lèvres, quand j'ai senti soudain tout son être se raidir et cette main se retirer. Et comme je restais debout, interdit, doña Rita a levé vers moi non pas ses yeux, mais tout son visage interrogateur, — peut-être suppliant...

Je me suis rappelé la façon dont elle avait abandonné cette même main à ce vieux scélérat à cheveux blancs. Elle a lu dans mes yeux ma déception :

— Pardonnez-moi, a-t-elle repris de sa voix mystérieuse, tandis que, parmi les coussins, la forme exquise de son corps se noyait dans l'ombre du jour finissant.

— Ce sera, répondis-je d'une voix étouffée, quand de vous-même vous me tendrez et me laisserez votre main...

— Oui... peut-être... un jour... répéta-t-elle dans un murmure qu'il ne m'était pas interdit d'interpréter comme une promesse.

J'ai quitté la maison dans un singulier état d'esprit.

Et voici le dernier extrait, un mois plus tard.

« Je prends la mer demain.

« Première campagne. Je ne puis surmonter une certaine émotion, car c'est une campagne qui *doit* réussir. Dans des entreprises de ce genre il n'y a pas place pour des erreurs. Chacun des individus engagés dans cette affaire, sera-t-il assez intelligent, assez fidèle, assez hardi? A les considérer tous, d'ensemble, cela me paraît impossible : mais chacun n'ayant qu'un rôle limité à jouer, il se peut qu'il y suffise. Seront-ils tous ponctuels? Une entreprise qui dépend de la ponctualité de beaucoup de gens, si bien disposés et même si héroïques qu'ils puissent être, ne tient qu'à un fil. Je me suis aperçu que c'est là une des plus grandes préoccupations de Dominique. Alors le sourire qui se dissimule sous la courbe noire de ses moustaches n'est pas des plus rassurants.

Introduit par la brune femme de chambre, j'aperçois Mills installé dans un fauteuil qu'il avait approché du divan. Je prends un autre fauteuil et nous nous asseyons côte à côte en face de doña Rita, un peu lointaine parmi ses coussins, et si captivante avec ses longs yeux ombrés remplis d'une gravité immémoriale, et ce fugitif sourire qui voltige sans jamais se

fixer sur ses lèvres. Mills qui vient de rentrer de la frontière a dû demander à doña Rita si elle a été de nouveau importunée par son cher ami à cheveux blancs. Telle est du moins la conclusion dont je me suis avisé, en les entendant parler de l'Azzolati au cœur brisé. Doña Rita dit :

— C'était un visiteur habituel du Pavillon, un politicien et un financier international, un monsieur quelconque. Il était là, comme beaucoup d'autres, pour alimenter et divertir ce dédain où Henry Allègre se complaisait.

— Un dédain qui s'étendait à l'humanité tout entière...

— Lorsque nous étions seuls, Henry Allègre avait l'habitude de le répandre à flots devant moi. Si jamais quelqu'un a vu l'humanité dépouillée de ses vêtements comme l'enfant voit le roi dans le conte de fées allemand, c'est bien moi. Trop jeune pour mourir d'effroi, pas assez âgée pour comprendre, ni même pour croire... Mais alors son bras m'entourait. Je me mettais à rire, parfois. Rire! Je riais de cette destruction, de ces ruines! Maintenant, quand j'y pense!...

— De quoi vous plaignez-vous? N'avez-vous pas à votre service l'immortel charme de la vie? Vous êtes une part de l'indestructible.

— Vraiment?... Mais je n'ai plus un bras autour de moi. Mon rire d'autrefois? Rendez-moi mon rire...

A ces mots, elle s'est mise à rire légèrement sur une note grave, et la vibration singulière de ce rire nostalgique me causait une impression douloureuse.

— Le rire a disparu de ma vie, qui, alors, se sentait protégée, continua doña Rita. Mais revenons à Azzolati. Donc, j'avais entendu dire qu'il était invité à chasser à Rambouillet : une invitation dans l'intimité, pas une de ces grandes chasses. Je désirais obtenir certain renseignement, et aussi faire insinuer certaines idées à un personnage diplomatique qui devait s'y trouver et avec qui je n'avais jamais réussi à entrer en relations. J'eus soudain l'inspiration de me servir d'Azzolati, qui ne cessait de m'écrire de petits billets pour me rappeler qu'il était de mes vieux amis. Je n'avais jamais fait auparavant la moindre attention à ces appels pathétiques. Mais, vu l'urgence, je lui écrivis pour le prier de venir dîner avec moi à mon hôtel. Je suppose que vous savez que je n'habite pas le Pavillon. Je ne puis supporter le Pavillon maintenant. Quand il me

faut y aller, j'ai le sentiment qu'il est hanté. J'entends des bruits de pas derrière des portes fermées...

Un instant, ses yeux restent fixes, ses lèvres à demi closes.

— Vous disiez donc qu'Azzolati ?...

— Ce fut très solennel. J'eus l'idée de me mettre en grande toilette. Azzolati eut un moment l'air positivement effrayé, comme s'il s'était trompé d'appartement. Il ne m'avait jamais vue auparavant en toilette. Autrefois quand je quittais mon costume de cheval, je ne m'habillais pas. J'avais besoin de me sentir le corps libre comme au temps où je gardais les chèvres... N'importe. Cette fois, mon but était d'impressionner Azzolati. J'avais besoin de lui parler sérieusement... Et voyez ! la même idée était venue à Azzolati. Imaginez que, pour ce dîner en tête-à-tête, il s'était habillé comme pour une réception à la cour. Il avait épinglé une brochette de toutes sortes de décorations sur le revers de son frac et portait le large ruban d'un ordre en travers de son plastron. Un ruban orange. Bavarois, je crois bien. Grand catholique, Azzolati. Ç'a toujours été son ambition d'être le banquier de tous les Bourbons du monde. Ses derniers restes de cheveux étaient teints d'un noir de jais et les pointes de ses moustaches avaient l'air d'aiguilles à tricoter. Il était disposé à être souple comme cire entre mes mains... Malheureusement j'avais eu quelques entretiens irritants durant la journée. Je retenais des envies de casser un verre, de jeter une assiette sur le plancher, de faire quelque chose de violent pour me calmer les nerfs. Son attitude soumise m'exaspéra. Il était prêt à faire tout au monde pour moi, à condition que je lui promisse qu'il ne trouverait jamais ma porte fermée. Je vous fais juge de l'impudence ! Et le ton était positivement ignoble. Je lui rétorquai que je n'avais pas de portes, que j'étais une nomade. Il s'inclina ironiquement au point que son nez toucha presque son assiette. Puis il entama le chapitre des confidences, tour à tour se vantant de ses grandes affaires, gémissant de sa vie surmenée qui ne lui laissait pas de temps pour les plaisirs de l'existence, pour la beauté, le sentiment, pour les choses de cœur. Son cœur ! J'aurais dû sympathiser avec ses tristesses ! Il faut bien payer les services. Mais je n'en pouvais plus d'irritation nerveuse et de dégoût. Je lui ai dit à la fin ma surprise de voir un homme riche continuer ainsi à ramasser encore de l'argent. Savez-vous quelle fut sa réponse ? « Si vous pouviez comprendre

la satisfaction qu'on éprouve à voir tous ces miséreux, ces mendiants, ces loques d'humanité, pauvres mais honnêtes, ramper sous vos pieds! » Et il fallait entendre de quel ton cela fut dit. Il avait dû boire plus que de raison. Je me levai de table et demandai ma fourrure. Il demeura sur sa chaise à me regarder curieusement du coin de l'œil. Lorsque j'eus jeté ma fourrure sur mes épaules, j'offris à ce monsieur la plus grande surprise de sa vie. « Veuillez sortir d'ici immédiatement, lui ai-je dit. Piétinez les pauvres, si vous voulez, mais ne m'adressez plus jamais la parole. » Il demeura stupide. Je dus lui demander s'il désirait que je sonne quelqu'un pour le mettre dehors. Il poussa un énorme soupir et se dirigeant vers la porte : « Vous aussi, dit-il, vous savez comment piétiner un pauvre diable ; mais je veux bien être piétiné sous vos petits souliers, Rita. Je vous croyais libérée de toute vulgaire sentimentalité et pourvue d'un esprit libre. Je me suis trompé, voilà tout. » Là-dessus il fait mine de s'essuyer une larme au coin de l'œil, — une larme de crocodile, — et il sort, me laissant là, ma fourrure sur les épaules devant le feu qui flambe, mes dents claquant comme des castagnettes... Voilà l'histoire. Imaginez-vous rien de plus stupide?

Elle se tut un instant. Puis elle reprit, comme se parlant à elle-même :

— C'est comme si on levait un couvercle et qu'on vît d'affreux crapauds vous regarder. Voilà ce que l'on gagne à avoir affaire aux hommes pour plus qu'un : « Bonjour, — Bonsoir. » Et si vous évitez de toucher à leurs couvercles, il y en a qui l'enlèvent eux-mêmes. Ils ne savent même pas, ils ne soupçonnent même pas ce qu'ils vous montrent. Il y a de certaines confidences, — ils ne s'en rendent pas compte, — qui sont les plus amères insultes. Je suppose qu'Azzolati s'imagine être un noble oiseau de proie. Exactement comme il y en a d'autres qui se figurent être les plus délicats, les plus nobles et les plus raffinés des gentilshommes. Ah, les imbéciles!

L'absence complète de toute colère dans cette méditation à haute voix lui donnait un caractère d'émouvante simplicité. Nous fîmes semblant de n'avoir pas entendu. Mills se mit à parler de sa visite à l'armée du Roi et de ses aventures. Son admiration pour le dévouvement et la bravoure de l'armée s'alliait au plus grand dégoût pour la manière inepte dont étaient employées de si belles qualités. Dans la conduite de

cette vaste entreprise il avait constaté une déplorable légèreté de vues, un funeste manque de décision, une absence complète d'esprit de suite. Il hocha la tête :

— Je pense que vous surtout, doña Rita, vous devez connaître la vérité. Je ne sais pas exactement quel est votre enjeu en tout ceci.

Une légère teinte rose se répandit sur son visage, comme une impassible statue dans le désert, se colore de rose au lever de l'aurore.

— Ce n'est pas mon cœur, dit-elle tranquillement, vous pouvez le croire.

— Je le crois. Peut-être aurait-il mieux valu...

— Non, monsieur le philosophe, cela n'aurait pas mieux valu. Ne prenez pas cet air grave, continua-t-elle avec une sorte de tendresse dans son intonation enjouée, comme si la tendresse avait été de tout temps sa part d'héritage et l'enjouement la fibre même de son être. Je suppose que vous pensez qu'une femme qui a agi comme j'ai fait et qui n'a pas mis l'enjeu de son cœur est....

— Je me garderai bien de vous juger. Que suis-je à côté de tout le savoir que vous possédez de naissance ?... Votre naissance? Aussi vieille que le monde.

— Pour moi, dit-elle, c'est une question de point d'honneur Je pense, ajouta-t-elle, que vous avez dû entendre bien des racontars au quartier général?

— Certes, dit Mills. La brune et la blonde se succèdent comme des feuilles au gré du vent... De temps en temps une feuille semble s'attacher... Vous, vous auriez pu être le tourbillon...

— Ma foi, dit-elle, il fut un temps où ils le craignaient. En vérité, je n'étais pas fière de leurs craintes...

— Serait-ce là le mot de l'énigme vénitienne? interrogea Mills en fixant sur elle ses yeux perçants.

— Croyez-le, señor, si cela vous fait plaisir; ne vous gênez pas.

Puis on vint à parler du capitaine Blunt.

— Il vous manque, je crois, doña Rita.

— N'en doutez pas. Monter à cheval seule ne m'est guère possible. Une amazone solitaire avalant la poussière et l'embrun salé de la route de la Corniche, cela attirerait trop l'attention.

Et puis il m'est indifférent que vous sachiez tous les deux que j'ai peur de sortir seule.

— Peur? nous écriâmes-nous d'un commun accord.

— Vous autres hommes, vous êtes extraordinaires. Pourquoi voulez-vous que je sois courageuse? Pourquoi n'aurais-je pas peur? Est-ce parce qu'il n'y a personne au monde qui se soucie de ce qui peut m'arriver?

Sa voix prit pour la première fois une résonnance plus sourde. Je me hasardai à faire une proposition extravagante.

— Vous devriez venir en mer avec moi.

Elle me jeta un regard ému tout à fait inaccoutumé de sa part, et pour moi plus qu'étonnant. Et soudain, comme si elle m'avait vu pour la première fois, elle s'écria avec un accent de remords :

— Et lui aussi! Pourquoi, oh! pourquoi faut-il qu'il aille lui aussi risquer sa tête pour des choses qui tomberont en poussière avant longtemps?

Je m'écriai :

— Vous du moins, vous ne tomberez pas en poussière.

Et Mills déclara :

— Pour ce jeune enthousiaste il y aura toujours la mer.

Nous nous étions tous levés. Elle me regardait toujours et répétait sur une note étrange :

— La mer! la mer violette, — et il brûle de la retrouver!... La nuit! Sous les étoiles!... Un rendez-vous d'amour! poursuivit-elle; et ces mots dans sa bouche secouaient d'un frisson tout mon être. Elle se retourna :

— Qu'allez-vous faire, monsieur Mills? demanda-t-elle.

— Moi, je retourne à mes livres: mon aventure est terminée.

— Chacun à ses amours... Moi aussi, dans le temps, j'ai aimé les livres. Ils me semblaient contenir toute la sagesse et renfermer un pouvoir magique. Dites-moi, monsieur Mills, avez-vous trouvé, dans un de ces volumes gothiques, le pouvoir de prédire la destinée d'une pauvre mortelle, l'avenir de n'importe quel être humain?... Quoi, pas même le mien?

Mills hochait la tête :

— Non, dit-il, je n'ai pas ce pouvoir; je ne suis pas plus un grand magicien que vous n'êtes une pauvre mortelle. Vous possédez d'antiques sortilèges. De nous deux, c'est vous qui

êtes la plus capable de prédire l'avenir des pauvres humains sur qui il vous advient de jeter les yeux.

A ces mots elle abaissa son regard et, dans ce moment de silence, je remarquai le léger mouvement de sa poitrine qui s'élevait et s'abaissait. Puis Mills s'écria :

— Adieu, fatale enchanteresse !

Ils se serrèrent la main cordialement.

— Adieu, pauvre magicien ! dit-elle.

Mills fut sur le point d'ajouter quelque chose, mais il pensa qu'il valait mieux se taire. Doña Rita me rendit mon salut avec une légère inclinaison du corps, charmante et cérémonieuse.

— Bon voyage, et heureux retour, me dit-elle.

Je suivais Mills et je franchissais la porte quand j'entendis derrière nous la voix de doña Rita qui appelait :

— Un moment... j'ai oublié...

Je reviens sur mes pas. Cet appel s'adresse à moi. Je m'avance lentement, me demandant ce qu'elle avait bien pu oublier. Elle se tenait au milieu de la pièce, la tête baissée, une lueur immobile dans ses yeux d'un bleu profond. Lorsque je fus assez près, elle étendit vers moi, sans un mot, son bras nu et je sentis l'enivrant contact d'une main qui d'elle-même venait trouver mes lèvres...

IV

Ce fut au retour de ce premier voyage que j'emmenai Dominique à la villa pour le présenter à doña Rita. Si elle désirait contempler la personnification de la fidélité, de l'initiative et du courage, elle la pouvait voir complète dans cet homme. Apparemment elle ne fut pas déçue. Et Dominique pas davantage. Pendant cette entrevue d'une demi-heure, ils se montrèrent si extraordinairement en sympathie qu'on eût dit qu'ils communiaient en secret dans une même conception de l'existence. Peut-être ce qu'ils avaient en commun, était-ce leur mépris des lois, et la connaissance de choses vieilles comme le monde. La séduction de doña Rita, la témérité de Dominique étaient, l'une et l'autre, simples, impérieuses, et, à certains égards, dignes l'une de l'autre. Dominique fut conquis d'emblée et j'eus l'impression que dorénavant son dévouement ne se limiterait pas à moi seul. Quant à doña Rita, à partir de ce jour-là,

elle me demanda constamment des nouvelles de Dominique et plus d'une fois, elle me dit : « On aimerait se confier à la garde de cet homme. Voilà un homme sur qui on pourrait compter. » C'était la vérité même. Dominique était un homme incapable d'aucune sorte de défaillance. Mais, en même temps, je raillais un peu cette espèce d'inquiétude touchant sa sécurité personnelle que doña Rita laissait quelquefois paraître au cours de nos entretiens.

Sur ces entrefaites, elle me proposa de loger dans la maison qu'elle avait rue des Consuls. Il y avait à ce déménagement certains avantages. Dans l'appartement que j'occupais, mes absences pouvaient, à la longue, prêter à des commentaires. Il est vrai que la maison de la rue des Consuls était un avant-poste bien connu de la Légitimité. Mais ce qui se passait là était couvert par l'influence occulte de celle que, dans les conversations confidentielles, les communications secrètes et les murmures discrets des salons royalistes, on désignait sous le nom de « Mme de Lastaola ».

L'héritière d'Henry Allègre s'était décidée à adopter ce nom lorsque, selon sa propre expression, elle s'était trouvée précipitée tout à coup dans la mêlée humaine.

Ce nom était-il celui de quelque hameau au fond d'un ravin, adossé à une pente rocheuse, ou désignait-il une colline, un ruisseau, un bois, un morceau quelconque de la surface terrestre? Un jour que je lui demandais où cela se trouvait exactement, elle me répondit d'un petit air de défi :

— C'est un endroit où je menais mes chèvres, pendant la journée, entre le moment où mon oncle avait dit sa messe jusqu'à celui où l'on sonnait l'angélus du soir.

Je revis soudain ce paysage que peu de temps auparavant les quelques mots de M. Blunt avaient esquissé pour moi, peuplé de bêtes agiles et barbues, cependant qu'une petite forme confuse se détachait en sombre sur l'éclat du soleil avec un halo de cheveux couleur de rouille en désordre autour de la tête.

L'épithète « couleur de rouille » était d'elle. Elle continua, étant ce jour-là d'humeur à évoquer des souvenirs, avec la même pointe de malice :

— Mes chèvres étaient très gentilles. Nous grimpions ensemble à travers les pierres. J'étais moins habile qu'elles à ce jeu-

là. Généralement mes cheveux se prenaient dans les buissons.

— Vos cheveux... couleur de rouille.

— Oui, c'était bien leur couleur. Et je laissais çà et là aux ronces des morceaux de robe. Ma robe! Croyez-moi, il n'y avait pas grand chose à cette époque entre ma peau et le bleu du ciel. J'avais les jambes aussi brûlées que la figure... Il n'y avait pas de miroir au presbytère, mais mon oncle en avait un morceau pas plus grand que mes deux mains pour se faire la barbe. Un dimanche je me suis faufilée dans sa chambre et je me suis regardée. J'avais alors à peu près onze ans : j'étais aussi pointue qu'une cigale et aussi mince qu'une allumette... Mes chèvres, mes seules amies. Très intelligentes, les chèvres : elles ne vous donnent pas de mal : elles ne s'éloignent guère. Les miennes restaient bien en vue, même alors que j'avais à me cacher...

Elle s'arrêta sur ce mot. Quel besoin pouvait-elle avoir de se cacher? Elle répondit vaguement :

— Ce fut une fatalité.

Je pris la chose en plaisanterie :

— Vous parlez comme une païenne. Que pouviez-vous savoir de la fatalité dans ce temps-là? A quoi cela ressemblait-il? Est-ce que cela descendait du ciel?

— Cela venait le long d'un chemin à charrettes qui se trouvait près là et cela ressemblait à un garçon. Un cousin riche. Dans le pays, nous sommes tous cousins : c'est comme en Bretagne. Guère plus grand que moi, mais plus âgé : un gamin en pantalon bleu avec de bons souliers aux pieds. Il m'appela d'en bas, je répondis d'en haut; il monta, s'assit près de moi sur une pierre, ne dit pas un mot, et me laissa le regarder pendant une demi-heure avant de daigner me demander qui j'étais. Il m'intimidait énormément. Je me rappelle que j'essayais de cacher mes pieds nus sous le bord de ma robe pendant que j'étais assise par terre au-dessous de lui... C'est comique, hein? s'interrompit-elle d'un ton d'amertume.

Assurée de l'intérêt qu'éveillait en moi son récit, elle reprit :

— Il s'appelait José. C'était le fils unique d'une grosse ferme à une lieue environ au bas de la pente. En hiver on l'envoyait à l'école à Tolosa. Il devait peu après tenir boutique dans un bourg voisin. Avec une opinion de lui-même vraiment inimaginable, c'était l'être le plus mécontent de tout et de tous,

que j'aie jamais vu. Sa bouche était malheureuse et ses yeux malheureux. Toujours malheureux de quelque chose, il gémissait, se lamentait et menaçait tout le monde, y compris son père et sa mère. Il maudissait Dieu, oui, ce gamin assis là sur un morceau de roche comme un dérisoire petit Prométhée avec un moineau lui dévorant son misérable petit foie. Et le grand décor des montagnes tout autour, ah! ah! ah!

Elle riait de sa voix de contralto :

— Naturellement, moi, pauvre petit animal, je ne savais que faire. A cause de ses yeux misérables, j'étais triste pour lui, presque autant que s'il avait été une chèvre malade. Et, avec cela, je ne sais pas comment cela se faisait, j'avais toujours envie de me moquer de lui. Un jour il monta, s'assit, très digne, à quelque distance, et me dit qu'il avait été battu pour s'être attardé dans les collines. « Pour être resté avec moi? » lui demandai-je. Il me répondit : « Pour être resté avec toi? Non. Mes parents ignorent ce que je fais ici. » Cette réponse me choqua. Au lieu de m'apitoyer sur lui comme il s'y attendait probablement, je lui demandai si la correction lui avait fait mal. Il se leva; il avait une badine à la main. « Je vais te faire voir, » me dit-il, en grimpant vers moi. Je me raidissais de terreur : mais au lieu de me frapper il se laissa tomber près de moi et se mit à m'embrasser. Effarouchée, je me sauvai. Pas bien loin. Je ne pouvais abandonner les chèvres... Il me poursuivit à travers les rochers : comment eût-il pu m'atteindre avec ses belles bottines de citadin? Quand il en eut assez de ce jeu, il se mit à me lancer des pierres. A partir de ce jour, il tint une grande place dans ma vie. Il me fit jurer de l'épouser quand je serais grande : « Jure, mauvais petit diable », hurlait-il. Je jurai. J'avais faim, et je n'avais pas envie d'être couverte de noirs et de bleus à coups de pierre. Combien de fois ai-je juré d'être sa femme!... A qui me plaindre? Ma sœur Thérèse, lorsque je lui montrai mes meurtrissures et que j'essayai de lui parler de mes ennuis, se scandalisa, m'appela pécheresse et créature effrontée. Entre ma sœur Thérèse et ce gamin de José, je vivais dans un état de demi-idiotie. Heureusement, au bout de deux mois, on expédia José loin d'ici.

— J'ai entendu parler de votre sœur Thérèse.

— Cette sœur décida que j'étais la méchanceté même : maintenant, elle croit fermement que mon âme est tout à fait perdue.

C'est Thérèse qui s'est arrangée de façon à me tenir à distance du presbytère, quand j'ai fait un crochet pour aller les voir au retour de ma visite au *Quartel Real* l'année dernière. Elle persuada mon oncle de venir à ma rencontre au pied de la colline. Dès que je l'aperçus, je mis pied à terre et, allant à sa rencontre, je m'inclinai et lui demandai sa bénédiction. Et il me dit : « Je ne saurais, dit-il, refuser ma bénédiction à une bonne légitimiste. » Je lui remis une enveloppe avec un grand cachet de cire, qui l'effraya véritablement. J'avais demandé au marquis de Villarel de me donner un mot pour lui : le marquis avait écrit de sa main quelques lignes aimables et un questionnaire sur l'esprit de la population. Mon oncle lut la lettre, me regarda avec une expression de tristesse craintive et me pria de dire à Son Excellence que les gens tenaient corps et âme à Dieu, à leur Roi légitime et à leurs antiques privilèges. Nous passâmes une demi-heure ensemble, marchant de long en large. Comme je remontais sur ma mule, il murmura froidement : « Que Dieu vous garde, señora ! » Señora ! Quelle solennité ! Nous étions déjà à quelque distance l'un de l'autre, quand je l'entendis prononcer d'une voix terrible : « Le repentir est le chemin du Ciel. » Et puis, après un silence, de nouveau le mot « Repentir » retentit derrière moi.

« Devinez ce que je fis ensuite. Dès que j'eus franchi la frontière, j'écrivis au vieillard de m'envoyer ma sœur ici. Je lui dis que c'était pour le service du Roi. Le souvenir m'était tout à coup revenu de cette maison que je possède et dans laquelle vous avez une fois passé la nuit à causer avec M. Mills et don Juan Blunt. Je m'avisai qu'elle ferait très bien l'affaire pour des officiers carlistes venus ici en congé ou en mission. Il me fallait une femme pour s'en occuper. Où trouver une femme de confiance ? Thérèse arriva sur-le-champ : j'avais pris soin de lui envoyer de l'argent ; elle aime l'argent. Quant à mon oncle, il n'y a rien qu'il n'eût donné pour le service du Roi. Ma femme de chambre, Rose, alla la chercher à la gare. A la voir vêtue d'une robe d'étoffe brune comme un habit de religieuse, s'appuyant sur un bâton recourbé et portant ses effets noués dans un mouchoir, on eût dit qu'elle allait en pèlerinage. Quand elle vit la maison, elle demanda : « Est-ce que vraiment cette grande maison appartient à Rita ? » Rose lui répondit qu'en effet elle m'appartenait. « Et depuis quand notre

Rita y habite-t-elle ? — Madame ne l'a jamais vue, sauf, peut-être, de l'extérieur, autant que je sache. Je crois que M. Allègre y a habité quelque temps quand il était jeune homme. — Le pécheur qui est mort ? — Précisément », dit Rose. Car, vous savez, Rose ne s'étonne de rien. « Bien, ses péchés sont partis avec lui, » dit ma sœur, et elle fit comme si elle était chez elle. Quelque temps après j'allai la voir. La première chose qu'elle me dit fut : « Il faut que tu m'abandonnes cette maison, Rita, ou je rentre au pays. Je ne veux pas être mêlée à ta vie, Rita. Ta vie n'est pas un secret pour moi. » Je lui demandai : « Que sais-tu de ma vie, et par qui en sais-tu quelque chose? » Elle me dit alors que c'était par un de nos cousins, ce garçon dont je vous ai parlé. Il était entré comme employé dans je ne sais quelle maison de commerce espagnole, à Paris, et il s'était donné la tâche de colporter tout ce qu'il pouvait entendre raconter de moi. Et s'agenouillant devant moi, elle me suppliait d'abandonner le mauvais chemin, avec l'aide des saints. « Je prie pour toi nuit et jour, Rita, me dit-elle. — Oui, je sais que tu es une bonne sœur. — Mais que décides-tu pour cette maison, Rita? » Je lui dis : « Tu peux la conserver jusqu'à ce que je me réforme et que j'entre au couvent. » Thérèse ne déteste pas avoir à s'occuper des hommes. Ils ne doivent pas être de si grands pécheurs que les femmes. Vous pourriez faire plus mal que de vous installer au numéro 10. Elle se prendra sans doute d'une sainte affection pour vous...

Je ne dirai pas que la perspective de devenir un favori de la sœur campagnarde de doña Rita me fascinât. Si j'allai très volontiers habiter le numéro 10, ce fut parce que tout ce qui se rapportait à doña Rita avait pour moi un attrait particulier. Elle était une fois entrée dans cette maison : c'était assez. Elle était de ces êtres qui, partout où ils ont passé, laissent une trace ineffaçable. Ne croyez pas que je déraisonne. Elle était vraiment inoubliable. Savoir que doña Rita avait traversé les pièces où j'allais habiter entre deux rudes expéditions maritimes, suffisait à faire battre mon cœur.

V

J'avais déjà acquis la conviction qu'il n'y avait rien au monde qui fût plus digne d'être aimé que cette femme ; rien qui com-

muniquât plus de vie, d'inspiration, de lumière que l'émanation de son charme. C'était une flamme qui avait la propriété de tout révéler comme une grande lumière, de donner une nouvelle profondeur aux nuances, un nouvel éclat aux couleurs, une étonnante vivacité à toutes les sensations, une vitalité extraordinaire à toutes les pensées : si bien que tout ce que l'on avait vécu auparavant semblait ne l'avoir été que dans un monde terne, languissant, décoloré.

C'était, je crois, avant la troisième expédition. Oui, ce devait être la troisième. Minutieusement préparée, elle fut menée avec un plein succès. La période des tâtonnements était passée. Il y avait toujours une infaillible fumée sur la colline et une infaillible lanterne sur le rivage. Nos amis, pour la plupart achetés argent comptant, avaient pris confiance en nous. Nul besoin de s'inquiéter. Ils montraient à Dominique tout le respect dont ils étaient capables et manifestaient à mon égard une grande déférence.

Une nuit que nous étions étendus côte à côte sur une langue de sable sec à l'abri d'un rocher, regardant le feu de notre petit navire danser au loin en mer dans les souffles du large, Dominique me dit tout à coup :

— Je suppose qu'Alphonse et Carlos, Carlos et Alphonse, cela vous est égal, ensemble ou séparément.

— Dominique, lui dis-je, s'ils disparaissaient de cette terre, ensemble ou séparément, cela me serait parfaitement égal.

— Parbleu! dit-il. Un homme ne pleure que ses amis. Ceux-là ne sont pas plus vos amis qu'ils ne sont les miens. Ces carlistes font une grande consommation de cartouches ; c'est fort bien : mais à quoi bon toutes ces folies que vous allez nous faire faire jusqu'à ce que mes cheveux, poursuivit-il avec une grave et moqueuse exagération, jusqu'à ce que mes cheveux essayent de se dresser sur ma tête ? Et tout cela pour ce Carlos, que Dieu ou le diable garde, pour cette Majesté comme ils l'appellent, un homme comme un autre après tout!

— Oui, à quoi bon? murmurai-je, le corps niché dans le sable.

Il faisait très sombre sous ce rocher qui nous surplombait, par cette nuit couverte où le vent tombait, s'élevait et tombait de nouveau.

A cet instant, nous entendîmes une voix qui du haut du

rocher nous appelait discrètement : « Holà ! en bas. Tout va bien à terre. » C'était un gamin d'une auberge de muletiers dans une petite vallée peu profonde où nous nous étions tenus la plus grande partie de la journée avant de descendre au rivage. Nous nous mîmes sur pied tous les deux, et Dominique s'écria :

— Un bon gosse, señor. Vous ne l'aviez pas entendu aller et venir au-dessus de nos têtes... Mais ne lui donnez pas plus d'une peseta ! Pour deux que vous lui donneriez, il perdrait la tête à la vue d'une pareille fortune et lâcherait sa place à la Fonda, où il est bien utile pour faire des courses, avec sa manière de bondir sur les chemins sans déplacer une pierre.

Cependant Dominique s'occupait à mettre le feu au tas de petites branches sèches qu'il avait préparé à cet endroit, parfaitement abrité de la vue du côté de la terre. La flamme claire, en jaillissant, le fit apparaître sous son caban noir avec son capuchon de marin méditerranéen. Ses yeux épiaient la lumière dansante du côté de la mer. Et ce faisant il causait :

— Vous êtes trop généreux, señor, c'est votre seul défaut. En ce monde il ne faut pas être trop généreux. Les seules choses qu'on puisse donner sans compter, dans cette vie qui n'est qu'un peu de lutte et un peu d'amour, c'est des coups à son ennemi et des baisers à une femme... Ah ! les voici qui viennent.

Je remarquai que la lueur dansante dans l'obscurité vers l'ouest était maintenant plus près du rivage. Son mouvement avait changé. Elle se balançait lentement en venant vers nous ; et tout d'un coup apparut l'ombre d'une grande aile en pointe qui glissait dans la nuit. Au-dessous une voix d'homme cria quelque chose d'un ton assuré. « *Bueno* », murmura Dominique. D'un récipient que je n'avais pas vu, il versa de l'eau sur la flamme, ainsi qu'un magicien après une incantation qui aurait réussi à évoquer une ombre sur l'immense champ de la mer. Et sa figure encapuchonnée s'évanouit à ma vue dans un grand sifflement et dans la sensation chaude de la vapeur qui s'élevait.

Nous prîmes un sentier escarpé : Dominique, plus familiarisé que moi avec le danger, grimpait devant : j'escaladais sur ses talons, dans l'idée que, si je glissais et que mon pied vînt à manquer, je pourrais me raccrocher à son manteau.

— Il faut avouer, dit-il, que nous conduisons toute cette

folle aventure comme si nous étions tout le temps sous les yeux de la señora. Quant à courir des risques, je crois que nous mettons la bonne mesure. Ainsi, par exemple, d'ici une demi-heure, nous pouvons rencontrer trois carabiniers qui nous lâcheraient leur coup sans crier gare. Et même votre façon de jeter l'argent à la ronde ne donne aucune sécurité à des hommes en train de défier tout un grand pays par amour pour... mais pour qui et pour quoi exactement?...

Il parlait d'une voix égale et basse. C'était un endroit désert, et sauf la forme vague d'un arbre rabougri ici et là, nous n'avions que les nuages pour compagnie. Dans le lointain, une petite lumière scintillait au-dessus de la pente d'une invisible montagne. Dominique reprit :

— Vous voyez-vous étendu par terre ici dans cet endroit sauvage, la jambe brisée d'un coup de feu ou une balle dans le côté? Cela pourrait arriver. Une étoile peut bien tomber. J'ai vu des étoiles tomber en masse par de claires nuits sur l'Atlantique. Et ce n'était rien. L'éclat d'une pincée de poudre dans votre figure peut avoir plus d'importance.

Je mis la main sur son épaule.

— Cette lumière sur le flanc de la montagne clignote extrêmement, Dominique. Sommes-nous dans le chemin ?

— Prenez mon bras, monsieur, dit-il. Tenez-vous bien, ou vous allez encore glisser et tomber dans un de ces sales trous avec une bonne chance de vous casser la tête. Mais, sauf votre respect, pourquoi diable allez-vous, et vais-je avec vous, dans cet endroit solitaire, nous écorcher les jambes dans l'obscurité sur une route qui mène à une sacrée lumière clignotante, où nous ne trouverons pas d'autre souper qu'un morceau de saucisse racornie et du vin à goût de cuir qu'on tire d'une outre en peau qui sent mauvais?

Je me tenais fortement accroché à son bras.

— Pourquoi?

— Pour une paire de bras blancs, señor, et pour des yeux bleus.

JOSEPH CONRAD.

Traduction de M. G. Jean-Aubry.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

LES
FOUILLES EN TRIPOLITAINE

De toutes les parties qui constituent ce que nous appelons l'Afrique du Nord, la Tripolitaine est de beaucoup la moins connue chez nous. Notre attention a été, depuis un siècle, attirée d'abord sur l'Algérie, qu'il a fallu soumettre, organiser, transformer et où l'ardeur de nos soldats, de nos colons, de nos administrateurs s'est exercée successivement, avec quel bonheur, on le sait. Puis nos yeux se sont tournés vers le prolongement de l'Algérie, à l'est, vers la Tunisie ; le public s'est intéressé à l'œuvre que nous y accomplissions par des méthodes quelque peu différentes et qu'est venu, cette fois encore, couronner le succès. En dernier lieu, notre curiosité s'est portée vers l'ouest, vers ce Maroc, si riche, mais si jaloux de son indépendance, où nous venons encore d'éprouver de sérieuses difficultés, répétition des dures surprises qui marquèrent nos débuts algériens.

Le Français n'avait aucune raison, ni matérielle, ni morale, pour s'occuper de la Tripolitaine, voisine de la Tunisie au levant : sauf quelques explorateurs ou quelques géographes, personne n'en parlait ; il n'en était question ni dans les journaux, ni dans les revues. Il a fallu la campagne d'annexion entreprise par les Italiens et le brillant effort de colonisation qu'ils ont commencé à y développer pour modifier la situation et nous rappeler qu'il existait de ce côté une vaste contrée digne d'être signalée à l'attention publique, ne serait-ce qu'à cause du rôle historique qu'elle a joué dans le domaine de la civilisation méditerranéenne. Les nouveaux maîtres de la province l'ont si bien compris qu'ils ont créé, dès leur établisse-

ment à Tripoli, un service d'exploration archéologique et l'ont doté d'un budget plus que suffisant pour l'alimenter; sur plusieurs points, ils ont réalisé des fouilles méthodiques, fécondes en résultats. Et, pour qu'on en pût juger, le gouverneur de la Tripolitaine, le comte Volpi, aujourd'hui ministre des finances du royaume, a eu l'heureuse idée d'inviter les savants de différentes nations à un congrès. Tous ceux à qui, en mai de 1925, il a été donné de s'y rendre et de profiter de la parfaite hospitalité italienne, sont revenus chez eux émerveillés de ce qui leur a été montré. Je voudrais en donner ici un aperçu.

Pour comprendre l'histoire de la Tripolitaine, il faut en connaître la configuration. La côte orientale de la Tunisie suit jusqu'à Sfax une ligne sensiblement nord-sud; elle change alors de direction et s'incline vers l'ouest, dessinant un golfe au fond duquel débouchait le lac Triton, remplacé aujourd'hui par les chotts Djerid et Fedjej : on le nommait dans l'antiquité la Petite Syrte (golfe de Gabès). Puis le rivage prend la direction de l'est, face à la Sicile et à l'Italie. Au bout de 600 kilomètres environ, il se creuse à nouveau, profondément cette fois, en un second golfe, plus important que le premier, qui limite la Cyrénaïque ; c'est la grande Syrte, de funeste mémoire, terreur des navigateurs grecs et romains, comme elle l'est des marins modernes. Aucun parage n'est moins hospitalier aux vaisseaux ; dans ce coin du littoral, la mer et le Sahara se livrent bataille ; durant neuf mois de l'année, les vents du nord soulèvent furieusement les vagues qui viennent se briser contre le plateau de Barca, tandis que les sables du désert, poussés en sens contraire, ensevelissent lentement la côte, donnant naissance à des bas-fonds extrêmement dangereux. Les anciens le disaient : là, véritablement, le sol n'est ni terre, ni eau.

Mais entre les deux Syrtes la terre cultivable reparaît çà et là, sur le bord de la mer ; de loin en loin existent des îlots fertiles, des oasis dont la verdure tranche sur la monotonie des dunes voisines. Il ne faut cependant pas en exagérer l'importance. « Je les ai toutes visitées, a écrit un des rares explorateurs qui aient parcouru le pays, avant la conquête italienne (1). Ces

(1) Mahier de Mathuisieulx, *la Tripolitaine d'hier et de demain*, p. 168.

jardins constituent, il est vrai, de délicieux abris pour le voyageur qui chemine sous les rayons accablants de la plage. Là, les yeux, reposés par la caresse de l'ombre verte, se promènent avec volupté sur le retroussis des champs d'orge et sur la fronaison des arbres fruitiers, recouverts à leur tour par les parasols élégants des palmiers. Dans cette ombre moite s'agitent les silhouettes des femmes, drapées comme des madones en leurs longs voiles bleus ; elles se penchent sur les rigoles pour recueillir dans les urnes de grès l'eau qui monte des norias ; et rien n'est plus gracieux que de les voir emporter sur leurs épaules les récipients ternis par une buée de fraîcheur. A l'abri du soleil, les plantes et les arbrisseaux se revêtent d'une couleur si verte qu'on la croirait factice... Ce sont les plus belles oasis que j'aie jamais vues; mais leur superficie totale ne couvre pas la millième partie du littoral. »

Sur ce rivage s'élevaient trois villes dont nous trouvons la mention dans l'histoire : celles-là précisément que les Italiens exhument en ce moment et qui ont fait donner à la région le nom de Tripolitaine; au centre *Ouiat*, dont les Romains ont fait *Oea*, aujourd'hui Tripoli; vers l'ouest *Sabrata*; à l'est *Lebki*, aujourd'hui Lebda (*Leptis Magna*).

En arrière s'étend une vaste étendue de plaines arides ; les indigènes lui donnent le nom de *Djeffara*, inhabitée et inhabitable. Elle se termine au sud par une falaise à pic, haute en moyenne de 300 mètres, puis par un dos de pays (Tahar), qui va s'abaissant progressivement et disparaît dans la région des dunes désertiques. La direction générale de la falaise n'est point parallèle à la mer : elle forme à la Djeffara une ceinture qui entoure la partie orientale de la petite Syrte et le littoral d'entre les deux Syrtes : golfe terrestre qui mesure 120 kilomètres à sa partie la plus profonde, pour ne compter que 80 kilomètres au sud de Tripoli, et rejoint la mer auprès des ruines de *Leptis magna*. Ces hauts plateaux sont tailladés d'échancrures, ravins profonds et étroits, alimentés d'eau, propres à la culture, occupés par une population laborieuse, où la colonisation romaine avait acquis un fort développement. Puis vient l'immensité du désert.

Aussi loin que remontent nos renseignements, nous voyons les différents échelons de la contrée occupés par des tribus berbères que les Romains ont pu combattre et refouler, mais

qui n'ont jamais disparu et qui, jusqu'à la fin, revenaient toujours à l'assaut. Hérodote en parle déjà : il cite les Nasamons, sur le rivage de la Grande Syrte, les Psylles, habiles à guérir les morsures des serpents, les Maces, « qui se rasent les cheveux autour de la tête et ne laissent croître qu'une touffe sur le sommet », les Gindanes « dont les femmes portent chacune autour de la cheville, autant de lanières de cuir qu'elles ont eu d'amants », les Lotophages; plus bas, les Iloguas ou Loua-

RÉGION DES FOUILLES

thas, la plus belliqueuse de ces tribus, les Garamantes, habitants du Fezzan, avec leur capitale Garama, grands coupeurs de routes, grands chasseurs d'esclaves et de fauves.

A ces populations primitives les Phéniciens apportèrent les premiers les produits de la civilisation. Par les comptoirs ou, comme l'on disait, par les *emporia* de Sabrata, d'Oea et de Leptis, ils entrèrent en relations avec les indigènes du littoral et de l'intérieur, leur livrant des armes, des bijoux, des étoffes, en recevant en échange des céréales, de l'huile, de l'ivoire, de la poudre d'or, des plumes d'autruche, des esclaves;

car le rôle de ces places de commerce a toujours été de servir de débouchés aux produits de l'Afrique centrale. Quand les Carthaginois furent devenus les maîtres de la Méditerranée orientale, les *emporia* tripolitains passèrent tout naturellement en leur pouvoir et Leptis devint la capitale de leurs possessions sur les Syrtes. Puis Carthage disparut à son tour et Rome victorieuse, mais incapable encore de recueillir le trop vaste héritage de son ennemie, laissa ce coin du pays aux mains des rois de Numidie; jusqu'au jour où, pressurées par leurs nouveaux maîtres, les cités vinrent elles-mêmes se placer sous la protection romaine, sans abdiquer pourtant leur indépendance. Au cours des guerres civiles qui marquèrent la fin de l'époque républicaine, ballottées entre leurs protecteurs et les princes numides, elles embrassèrent, suivant leur intérêt du moment, tantôt un parti, tantôt l'autre; c'est ainsi qu'elles eurent l'imprudence d'assister le roi Juba contre César, ce qui leur coûta, au jour de la défaite, une amende de 3 millions de livres d'huile, exigibles tous les ans. Enfin, Auguste ayant ramené la paix dans le monde méditerranéen, la Tripolitaine fut incorporée à la province d'Afrique.

Dès lors le pays n'a plus d'histoire propre; il vit de la vie générale de l'Empire, à l'abri de la grande paix romaine; il développe son commerce et sa prospérité : activité toute locale qui ne préoccupe guère les auteurs grecs et latins et à laquelle ils ne font allusion qu'en passant. Il faut, pour les engager à rompre ce demi-silence, que l'écrivain lui-même y soit intéressé; c'est, par exemple, le cas du philosophe Apulée.

Ce personnage, contemporain d'Antonin le Pieux, au milieu du IIe siècle de notre ère, eut une existence très mouvementée. Il était né à Madauros, aujourd'hui Mdaourouch, qui est une station du chemin de fer de Souk-Ahras à Tébessa. Son père, un notable de la ville, y avait été revêtu des magistratures locales; sa notoriété se doublait d'une certaine aisance. Il songea de bonne heure à faire donner à son fils une instruction solide. Après avoir fréquenté l'école primaire de sa ville natale, le jeune homme alla successivement étudier à Carthage, dans la brillante université où les étudiants affluaient de tous les côtés de la province, et à Athènes, la patrie éternelle de la philosophie et de l'éloquence. Là il retrouva quelques Africains, en particulier, un certain Pontianus, originaire de Tripoli; les deux

exilés ne tardèrent pas à se lier, au point de partager le même logis. Apulée ne se doutait pas où cette amitié devait le conduire.

Athènes ne lui suffisant point, il se mit à voyager dans le reste du pays, l'attention toujours en éveil sur ce qui s'offrait à lui, jusqu'à se faire initier aux mystères des sectes grecques et orientales. A Corinthe il venait d'être admis parmi les adorateurs d'Isis, quand la déesse lui apparut en songe et lui donna l'ordre de retourner en Afrique ; il obéit. Mais quelques semaines ne s'étaient pas écoulées qu'il lui prenait fantaisie de se mettre en route pour Rome, où il se fit inscrire au barreau et plaida quelques causes, sans grand succès d'ailleurs. Désappointé, il revint à Carthage, dans l'espoir d'y faire meilleure figure; puis, on ne sait pourquoi, accompagné d'un seul esclave, il s'embarqua pour Alexandrie, la seule capitale des côtes méditerranéennes qu'il ne connût pas encore. Il avait compté sans la maladie; elle l'obligea à s'arrêter en route, à Tripoli, où il s'installa dans une famille alliée à la sienne. Un beau jour, il vit venir à lui son ancien ami d'Athènes, Pontianus ; ce vieux condisciple, ce compagnon de chambre ne voulait pas admettre que le voyageur descendît ailleurs que chez lui : il pressa Apulée de le suivre, insista, revenant sans cesse à la charge, n'admettant ni excuse, ni délai; finalement il l'entraîna dans la maison qu'il occupait avec sa mère Pudentilla. La dame était veuve et, détail que son nouvel hôte ne pouvait savoir, supportait impatiemment son veuvage. Ce qui devait arriver arriva : Apulée lui plut, elle plut de son côté, d'autant mieux qu'à ses qualités physiques et morales se joignait une jolie fortune.

Le mariage fut célébré à la campagne, en toute simplicité, pour éviter les insinuations malveillantes, mais aussi pour une autre raison : la chose avait été fort mal vue de la famille du premier mari de Pudentilla, — on comprend qu'elle ne se résignât pas aisément à laisser échapper un héritage qu'elle escomptait. Elle chercha donc un moyen de faire casser la nouvelle union. Comme nous sommes en pays africain, amoureux des pratiques superstitieuses, comme le marié, adepte des sectes philosophiques et religieuses de l'Orient, pouvait prêter aux soupçons, on s'avisa de l'accuser d'avoir usé de sortilèges pour gagner le cœur de la veuve et de devoir son succès à la magie, non à ses qualités personnelles. D'où un procès retentissant, qui fut porté devant le proconsul d'Afrique, alors en tournée judiciaire

dans la ville voisine de Sabrata. Apulée présenta lui-même sa défense en un long plaidoyer, que nous avons conservé sous le nom d' « Apologie ». Il fut acquitté sans peine et resta maître de la femme et de ses biens. L'affaire pourtant n'était point sans avoir causé quelque scandale et rendait délicates les relations entre le ménage et la société locale. Il revint à Carthage, où rien ne lui rappelait les mauvais jours de la Tripolitaine.

Au moment où ceci se passait à Tripoli et à Sabrata, naissait dans la cité voisine de Leptis un personnage destiné aux plus hautes destinées, celui qui fut l'empereur Septime Sévère. Son grand père était un ami du poète Stace ; il était venu se fixer à Rome et y plaidait quelquefois; à la fin de sa vie, il retourna mourir dans sa patrie. Le petit-fils, comme avait fait Apulée, commença ses études en Afrique et les termina dans la capitale. A 18 ans, il déclamait en public; en même temps il s'initiait à la science du droit avec le célèbre Scævola et se préparait ainsi au rôle de législateur que lui réservait l'avenir. Jamais il n'oublia la province d'où il était sorti; il la combla de ses faveurs; nous verrons plus loin ce qu'il fit pour sa ville natale.

La Tripolitaine connut alors une période d'éclatante prospérité, qu'elle perdit assez rapidement d'ailleurs, ainsi que toutes les autres provinces africaines; appauvri peu à peu par la désorganisation générale, divisé par les querelles religieuses, en proie aux invasions des tribus berbères voisines, en qui renaissait l'ancienne audace, le pays tomba aisément aux mains des Vandales; un instant, Justinien lui rendit un semblant de paix et de bonheur; mais l'empire n'était plus de taille à résister à un assaut sérieux. Quand les Arabes se présentèrent, arrivant de l'Égypte par la Cyrénaïque, ils vinrent facilement à bout d'un si faible ennemi. Tripoli fut prise d'assaut, Sabrata et Leptis saccagées; c'en était fait de la civilisation antique dans la contrée.

***

Alors commence la grande nuit du moyen-âge. Après la chute des dynasties arabes, la région, sauf sur quelques points de la côte, redevient un désert; les ports seuls, Tripoli surtout, où les marchandises de l'Afrique centrale continuent à déboucher, intéressent les puissances européennes. Les Espagnols s'y établissent, puis Charles Quint cède la place aux chevaliers de

Saint-Jean de Jérusalem; puis la ville passe entre les mains des Turcs; enfin elle acquiert une sorte d'indépendance. C'est le moment où apparaissent dans l'histoire les pirates barbaresques; comme ceux des régences de Tunis et d'Alger, ceux de Tripoli se livrent à la course contre les chrétiens, assaillant les vaisseaux qu'ils rencontrent et les pillant, emmenant en captivité hommes et femmes, faisant même des incursions sur les côtes européennes. On sait leur audace à l'époque de Louis XIV et que le roi dut envoyer ses flottes et ses amiraux pour les mettre à la raison. Trois fois la place de Tripoli fut bombardée, trois fois les corsaires demandèrent la paix, trois fois ils signèrent des traités, trois fois ils les violèrent; un dernier fut conclu en 1693 et renouvelé en 1720.

Alors seulement il devint possible de s'informer des curiosités du pays et de faire sa part, combien minime! à l'archéologie. L'honneur en revient surtout à nos consuls : par une initiative dont ils ont légué la tradition à leurs successeurs et aussi afin de plaire au souverain, ils profitaient de leurs voyages pour observer les antiquités qui s'offraient à leur vue, tiraient parti de leurs relations avec les indigènes pour en découvrir et notaient tout cela en des rapports qu'ils envoyaient aux ministres; ceux-ci sont conservés aujourd'hui au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Marine. Il faut reconnaître, pour ne rien exagérer, que les considérations scientifiques étaient doublées de préoccupations moins élevées et quelque peu matérielles. En encourageant ces recherches, le Roi songeait autant à remplir d'antiques ses palais et à se procurer des marbres précieux qu'à connaître l'emplacement des cités d'autrefois et à être informé de ce qui en restait. Il attachait même un tel prix à l'acquisition de ces marbres qu'il faisait insérer dans les traités signés avec les Barbaresques des articles spéciaux qui lui permettaient d'en acquérir à volonté.

En 1681, l'intendant de la marine, de Vauvré, écrit au ministre que la barque qui avait chargé à Tripoli des statues de marbre, achetées cent écus par un juif et un marchand de Marseille, a échoué à Napoule et qu'il est urgent de les repêcher, ce qui fut fait; on les amena alors à Toulon. En 1689, le même fait savoir à Seignelay : « Voici une proposition que je viens de recevoir du commandant des Maures des environs de Leptis ou Lebida, qui me paraît très avantageuse; rien n'étant égal

à la beauté de ces marbres et ces colonnes devant être encore plus entières que celles que j'ai reçues jusqu'ici... Le caïd s'oblige à faire dessabler soixante colonnes de marbre, vertes et blanches, et les faire conduire au bord de la mer, prêtes à embarquer dans le chaland, celles de 28 pieds pour 600 livres, celles de 18 pieds et de 26 et 28 pouces pour 350 livres. » En 1693, l'agent consulaire Dussault, directeur des factoreries établies dans les échelles de l'Afrique, avise Pontchartrain qu'il s'est procuré une statue antique, aujourd'hui conservée au Musée du Louvre, la soi-disant Crispine, en réalité une Faustine. « Ayant trouvé en cette ville, peu de jours après mon arrivée, une très belle statue, dont on avoit fait un présent au consul de Hollande, je crus qu'elle occuperoit mieux sa place dans Pontchartrain que dans la maison de quelque bourguemaistre. » A la même date, Louis XIV faisait expédier en France tout un lot de colonnes qu'on débarqua à Paris même dans le magasin des marbres du Roi, situé sur le quai « entre la Porte de la Conférence et le Cours [la Reine], dans une avant-court du Palais des Tuileries », c'est-à-dire à l'endroit où s'étend aujourd'hui la place de la Concorde.

La chasse continue dans les années suivantes. Les archives de la Marine contiennent un « mémoire des observations que le sieur Claude Lemaire, consul de France au royaume de Tripoly, a fait en voyageant le long de la coste de Derne et du golfe de la Side en 1705 et 1706 ». On y lit, à propos de colonnes qui gisaient à terre dans les ruines de Leptis : « J'ai tiré d'un seul temple plus de 200 colonnes ou morceaux de 18 pieds de long et de 21 poulces de diamettre. » Et, plus loin : « J'ai travaillé près de cinq mois pour faire dessabler ces trois grosses colonnes, ou je trouvai les débris des autres aux environs; je les fis conduire à la marine sur le petit port que j'avois fait pour embarquer les autres; je ne les ai peu embarquer, faute de chalan assez fort pour les porter à bord de la flutte du Roy. Je trouvé plus de trante statues toutes mutilées et hors d'estat de pouvoir embarquer, n'ayant ni testes, ni bras. » On prétend que quelques-unes de ces colonnes de Leptis servirent à l'embellissement de l'église Saint-Germain des Prés et qu'elles furent employées à orner le maître-autel.

Les rapports de cette sorte ne contiennent pas seulement des renseignements de caractère administratif; on y trouve les

premiers aperçus précis, que nous possédions sur les restes antiques de la Tripolitaine. S'agit-il de villes de la côte, le *Mercure galant* de 1694 nous donnera une description soignée des restes de l'ancienne Leptis par le chevalier Durand, avec un croquis du terrain, des plans sommaires des principaux monuments, voire même la copie de plusieurs inscriptions latines; jusqu'au milieu du XIXe siècle, il n'en existera pas d'autre. S'agit-il, au contraire, de ruines perdues dans l'intérieur des terres, que personne ne reverra avant le début du XXe siècle, il suffira de se reporter au mémoire du sieur Claude Lemaire, déjà cité : « En allant au Fesan, écrivait-il, il y a les ruines d'une grande ville que les Harabes nomment Querza. Il y a un temple qui est presque tout entier ; il y a quantité de bas-reliefs de pierre dure très beaux qui servoit de tapisserie. Il y a un autel au milieux où les Harabes font des sacrifices et y brulent des aromates. Dans le mois de mars ils y mènent tous leurs troupeaux; ils y font faire trois tours autour du temple et prétandent que cela garanty leurs troupeaux de toutes sortes de maladies; ils ont la superstition de croire que trois lieux aux environs des ruines de cette ville là, tout y est enchanté et que l'on y peut tuer aucune sorte d'animeaux quy y abittent. »

La description est naïve, mais parfaitement exacte. Nous le savons maintenant avec quelque détail : il y avait à cet endroit à l'époque romaine un très gros bourg; les bâtiments qui subsistent, hauts encore de 8 ou 10 mètres, sont bâtis de pierres carrées; ils possédaient au moins deux étages, quelques-uns flanqués de tours rondes. A quelque distance se voient douze mausolées, des plus curieux. Le plus important affecte la forme d'un grand temple; la masse en est trapue et lourde; des colonnes, surmontées de chapiteaux étranges, entourent extérieurement la chambre centrale. Au-dessus de la porte d'entrée se lit une inscription latine qui ne laisse aucun doute sur la nature des défunts : ce sont des Berbères de pure race en passe de se romaniser. « Tombeau de Marchius Nasif, dit l'épitaphe, et de Marchia Matlich, leur mère; Marchius Nimir et Marchius Fedel, leurs fils, ont fait ce monument à leurs chers parents. » Les autres mausolées sont moins massifs, les colonnes plus élancées; les bandeaux qui les surmontent sont ornés de bas-reliefs grossiers, mais instructifs; on y a retracé des scènes de la vie journalière du temps, femmes allaitant leurs enfants, ou faisant

cuire des aliments, chasseurs poursuivant des lions, des taureaux, des gazelles, laboureurs poussant une charrue attelée de bœufs et de chameaux, moissonneurs au travail. Le caractère attribué par la superstition des Arabes à cet ensemble de monuments étranges, les a préservés de la destruction. Les nomades ont même fait mieux que de les respecter, il les ont couverts d'inscriptions à la pointe; leur déchiffrement réserve sans doute aux savants italiens de curieuses révélations.

Malgré tout, on était assez mal renseigné sur l'archéologie tripolitaine au début du XIXe siècle. Peu à peu la curiosité des explorateurs s'éveilla; de hardis voyageurs, allemands, anglais, français, italiens, voulurent en savoir plus long; leurs recherches, pourtant, ne portèrent guère que sur le littoral, sur Tripoli surtout et ses environs proches. Les Turcs refusaient jalousement l'accès du vilayet aux Européens, et les indigènes de l'intérieur, soumis de nom seulement à la Sublime Porte, n'étaient pas plus accueillants. Tout au plus, pouvait-on suivre le chemin battu des caravanes qui mène au Fezzan et à Ghadamès et profiter des circonstances favorables pour observer ce qui se rencontrait sur la route. A moins d'un cas tout à fait exceptionnel, c'était folie mortelle de tenter une reconnaissance méthodique des antiquités de la province. Le premier qui ait réussi à l'entreprendre, est un officier français, M. de Mathuisieulx, chargé de mission par le ministère de l'Instruction publique de 1903 à 1907; il a pu parcourir tout le pays et se faire une idée de la prospérité qui régnait à l'époque antique dans ces contrées, récemment encore plongées dans l'obscurité et la misère.

Il a vu que les parties où l'on peut vivre ne sont pas très étendues. Dans la large plaine qui borde la Méditerranée, ce n'a jamais été, sauf dans quelques oasis dont j'ai déjà parlé, que solitude et stérilité. Au delà, sur la falaise rocheuse qui limite la Djeffara, le sol est creusé de vallées parallèles, qui se prêtent à la culture. La partie la plus fertile est le plateau de Tarouna qui vient mourir à la mer, à l'est de Leptis. Hérodote le qualifiait de « colline des Grâces » à cause de son aspect verdoyant et, aujourd'hui encore, les champs d'orge y succèdent aux plantations d'oliviers. Celles-ci étaient beaucoup plus nombreuses assurément à l'époque romaine. Nous en avons conservé, sur place, des témoins éloquents.

Le voyageur rencontre souvent, en effet, des constructions singulières à première vue, toujours les mêmes : deux grands montants de pierre plantés en terre et reliés au sommet par une longue dalle horizontale ; on dirait d'une porte étroite élevée dans le vide. Les Arabes leur donnent le nom de *Senam* (idoles). Parfois, ils sont groupés par suites de deux, trois ou même davantage. Quand le sol qui les supporte n'est pas recouvert de terre, on s'aperçoit qu'ils reposent sur des plateaux de pierre creusés de canaux d'écoulement. Les premiers qui ont remarqué ces *senam* se sont persuadés être en présence de monuments religieux et que les rigoles ménagées à leur pied étaient destinées à recueillir le sang des victimes sacrifiées; on pouvait, de la sorte, bâtir sur la religion des indigènes des théories attrayantes. La vérité est beaucoup plus prosaïque. Le sud de la Tunisie et de l'Algérie contient de nombreux monuments analogues, quelques-uns très bien conservés et, depuis longtemps, on a reconnu que ces semblants de portes n'étaient autre chose que des pressoirs à olives. Entre les deux montants, au moyen d'un bâtis approprié, on engageait une grosse poutre longue de deux ou trois mètres; la tête en était reliée par une corde à un petit cabestan placé en avant de l'appareil ; sous la poutre, vers le milieu, on disposait un panier rempli d'olives déjà décortiquées ; puis on manœuvrait le cabestan ; la poutre, faisant levier, s'abaissait, pressurait les fruits, en exprimait l'huile qui, suintant à travers le panier, se répandait sur le plateau inférieur, d'où, suivant les rigoles, elle venait se déverser dans un réservoir qui la recueillait. Dans certaines régions de la Tunisie, on se servait encore naguère de pressoirs semblables, aussi ingénieux que primitifs. L'antiquité en usait couramment : la charmante fresque des *Amours vendangeurs*, qui décorait une des chambres de la maison des Vettius à Pompéi et que tous les touristes peuvent y admirer, nous montre qu'on procédait ainsi également pour le vin.

Sur le haut plateau intérieur, le Tahar, les torrents dont il est strié, comme d'autant de couloirs, étaient seuls cultivés jadis; c'est là qu'on retrouve les ruines des villages et des fermes antiques et aussi de gracieux mausolées; à mesure qu'on se rapproche du rivage, leur nombre augmente, témoignages irrécusables de l'activité agricole qui régnait autrefois dans ces parages.

M. de Mathuisieulx écrivait, il y a quinze ans : « Du coup d'œil d'ensemble que nous venons de jeter sur les vestiges des civilisations antérieures en Tripolitaine, il résulte que sur une étendue égale à la moitié de la France, une réelle prospérité a régné au bord du haut plateau, dans les ouadis et sur les collines du Tarhouna, pendant les cinq premiers siècles de notre ère ; les établissements agricoles y étaient d'une rare richesse. Quant au littoral, il a été, grâce aux Phéniciens et aux Romains, très animé, durant dix siècles, par le trafic transsaharien. »

* * *

L'étude approfondie des restes antiques, que les savants italiens sauront mener à bien, confirmera assurément ces conclusions. Pour le moment, ils se sont attaqués surtout aux trois grandes villes du rivage, où la facilité d'accès, l'abondance de la main-d'œuvre militaire et la splendeur des ruines permettaient et promettaient un prompt succès.

La capitale du pays, Tripoli, est la moins intéressante pour l'antiquaire. Elle a subi depuis si longtemps tant de vicissitudes, de sièges, de bombardements, de constructions et de reconstructions qu'elle n'a gardé qu'un seul monument romain debout, un arc de triomphe à quatre faces, élevé par la ville d'Oea à l'empereur Marc Aurèle. Les habitants l'ont respecté, mais pour la raison qu'ils l'utilisaient, comme il est arrivé bien souvent, même à Rome : le mausolée d'Auguste n'a-t-il pas duré jusqu'à nos jours parce qu'il a servi de salle de spectacle, et le tombeau d'Hadrien parce qu'il est devenu le château Saint-Ange ? De même l'arc de Tripoli a reçu successivement toutes les affectations, depuis la boutique d'épicerie jusqu'au cinéma. Aujourd'hui le voilà dégagé jusqu'au sol ; les riches sculptures qui l'ornaient sont à l'abri des accidents ; on peut y contempler à loisir Marc Aurèle en Apollon sur son char attelé de griffons et Minerve sur un bige traîné par des sphinx.

Sabrata n'a jamais été habitée depuis les temps antiques ; les constructions écroulées ont été ensevelies au cours des siècles sous un épais linceul de sable et de terre. On les retrouvera en le soulevant ; on en a déjà retrouvé quelques-unes. Du port il ne reste presque rien ; et pourtant il devait avoir une certaine importance, car il était en rapports directs avec l'Italie ; de là partaient vers Rome des bateaux chargés de blé et d'huile,

destinés à la nourriture du peuple-roi ; les fouilles d'Ostie nous ont appris où était situé, dans ce grand entrepôt du commerce mondial, le bureau des marchands et des armateurs de Sabrata. Mais, le rivage n'offrant pas d'abri naturel, on avait dû construire des digues avancées, que les flots ont renversées. Le vestige du passé le plus imposant est un vaste amphithéâtre dont les dimensions atteignent les deux tiers de celles du Colisée : les gradins inférieurs en étaient taillés à même la colline ; les autres, faits sans doute de bois, ont disparu. Une inscription nous apprend que, pour l'inaugurer, un riche citoyen, dont le père avait amené l'eau à ses frais jusque dans la ville et l'avait gratifiée de douze fontaines ornées de statues, offrit à ses concitoyens des jeux de gladiateurs qui durèrent cinq jours entiers. En échange de cette largesse, le peuple lui fit élever une statue qui le représentait dans un char à quatre chevaux. Là, comme ailleurs, comme dans les moindres municipalités d'Afrique, il n'était pas de plaisir plus goûté des foules que ces tueries humaines dont Rome avait propagé le goût dans tout l'univers. Cette inscription a été recueillie dans les souterrains d'un grand temple, le premier édifice mis au jour ; on y a reconnu le Capitole de la cité. A côté, une chapelle, installée à ses dépens à l'époque chrétienne, a conservé son petit baptistère et sa piscine, où le baptême se donnait par immersion.

Si l'on ajoute à cette courte énumération la mention d'un établissement thermal, assez modeste, mais élégamment décoré, et un second temple, on aura dressé le bilan de tout ce que les fouilles ont révélé jusqu'ici de l'ancienne Sabrata, peu de chose encore en somme, les Italiens ayant porté tous leurs efforts sur Leptis Magna, le joyau de la province.

Ce qui a fait la fortune de la ville, ainsi que je l'ai déjà indiqué, c'est qu'elle donna le jour à l'empereur Septime Sévère. Arrivé au rang suprême, cet Africain comprit le rôle dominant que pouvait jouer son pays par le commerce d'exportation. Pour en préparer le plein succès, il fallait assurer les communications entre l'intérieur du pays et la côte, et faire de Leptis un centre de première importance. D'une part donc des postes militaires romains furent établis aux points d'eau le long des pistes du désert, très avant dans les terres, et les grandes oasis, comme Ghadamès, furent gardées par des détachements légionnaires ; les pilleurs de caravanes trouvèrent dès lors à qui

parler et durent laisser le passage libre aux voyageurs. D'autre part le port de Leptis fut agrandi en proportion des besoins nouveaux du commerce. Il existait déjà, cela ne laisse place à aucun doute ; mais il ne suffisait pas aux vastes desseins du souverain, qui en fit ce que les déblaiements ont permis de constater. Le bassin était creusé à l'embouchure d'une rivière à cours irrégulier, — c'est le propre de toutes les rivières de l'Afrique romaine, — à l'abri d'un promontoire qui le défendait des vents du nord et de l'ouest, les plus redoutables sur cette côte. Avant tout, il fallait le protéger contre l'invasion des alluvions fluviales; aussi avait-on barré le lit à deux kilomètres en amont par une digue très puissante, qui détournait le courant et le dirigeait à la mer par un bras artificiel, en dehors de la ville. Dès l'antiquité, aux bas temps, l'ouvrage se rompit et le sable entraîné par les eaux combla le port. Il a suffi pour le retrouver presque intact d'enlever les dépôts accumulés par le temps. L'entrée mesurait cent mètres de large; les quais merveilleusement conservés sont faits de très grosses pierres ; on y voit encore les anneaux destinés à attacher les bateaux, les escaliers par où l'on accédait au niveau de l'eau, les magasins qui s'y ouvraient et jusqu'aux soubassements du phare qui en indiquait l'accès aux navigateurs.

Tout autour, le long des deux rives, et sur une étendue qu'on estime à huit cents hectares, se succèdent les ruines de la cité, perdues dans les dunes éclatantes de blancheur qui ont recouvert tous les édifices jusqu'à une hauteur de dix mètres. Çà et là surgissent des pans de mur à moitié écroulés, des arcades presque enterrées ou quelques-unes de ces colonnes si recherchées au XVIIe siècle pour l'embellissement de Paris et de Versailles. C'est dans ce champ d'antiquités, aussi attrayant que confus, que les savants italiens ont dû s'orienter.

Ils se sont d'abord attaqués à un arc de triomphe dont un pilier sortait du sol : cette construction marquait l'entrée de la ville, vers le sud-ouest. Les quatre faces étaient ornées d'une frise sculptée de bas-reliefs historiques. On y avait représenté plusieurs scènes rappelant les succès de l'empereur sur ses ennemis; le siège d'une ville avec ses murs garnis de défenseurs et les assaillants précipités à la renverse ; le triomphe de Septime Sévère, debout sur un quadrige, accompagné de ses deux fils Caracalla et Géta; un sacrifice offert au Capitole romain

à la suite de la cérémonie triomphale par l'empereur, figuré en Jupiter et escorté de la déesse Rome, en Amazone ; ailleurs, plus ou moins bien conservées, des images de divinités, des victoires, des trophées : morceaux de sculpture d'un art assez médiocre, mais tout de même fort instructifs.

Sous cet arc passait une voie qui menait aux Thermes, un des monuments les plus imposants par leur masse, un de ceux qui devaient attirer tout d'abord l'attention. Des briques employées dans la construction et datées par des marques de fabrique nous prouvent que ces bains existaient déjà au milieu du IIe siècle de notre ère, cinquante années avant le règne de Septime Sévère ; mais ce fut lui qui en fit le splendide édifice que l'on a mis au jour. La voûte de la pièce centrale était soutenue par huit colonnes énormes de cipolin, hautes de plus de huit mètres ; tout autour de la salle, dans des niches séparées par des colonnes de granit noir, étaient disposées des statues de marbre grec, qui gisaient encore sur le sol, et régnaient des bancs de pierre, portant des inscriptions latines et puniques, datées par les noms des magistrats locaux.

De là on pénétrait dans les autres parties de la construction, bains froids et bains chauds, salons de conversation, lieux de divertissements, communs à tous les établissements semblables que l'antiquité nous a conservés et qui sont particulièrement nombreux sur l'étendue de l'Afrique romaine. Grâce au rideau de sable qui les recouvrait, les pavements sont encore intacts, les plaques de marbre appliquées contre les murs ont à peine souffert et, ce qui est mieux, les œuvres de statuaire ont échappé en partie à ces mutilations que les violences des hommes et les injures du temps ont infligées à tant de statues antiques : à un Mars qui dominait une des piscines, il ne manque qu'un avant-bras et une partie de sa lance; un Apollon joueur de cithare a conservé la peinture qui rehaussait d'or la chevelure divine, d'azur les prunelles et de rouge le baudrier. Il faudrait citer en détail ces quelque trente images de dieux ou de héros, Esculape, Hermès, Vénus, Diane, Isis, Marsyas, Diadumène, venues de Grèce ou de Cyrénaïque, dont la perfection, exceptionnelle en Afrique, rappelle les beaux morceaux de sculpture que le roi Juba de Maurétanie, ce fin amoureux de l'art grec, avait réunis dans sa capitale, Césarée, aujourd'hui Cherchel, en Algérie.

En ce moment les recherches sont concentrées sur un autre édifice, plus somptueux encore que les Thermes et plus considérable. On ne sait pas au juste de quel nom le désigner. Comme l'historien Procope raconte que Septime Sévère avait construit à Leptis, en mémoire de sa haute fortune, un grand palais, on lui a donné cette appellation, faute de mieux. Il y a là une suite de constructions qui pourraient appartenir aussi à un ensemble, comme était le forum de Trajan, à Rome. On n'a déblayé jusqu'ici qu'une sorte de basilique, divisée en trois nefs par des colonnades et terminée de part et d'autre par des absides. Les détails d'ornementation, étonnamment riches, font espérer les plus heureuses trouvailles.

Ces monuments étaient situés sur la rive gauche de la rivière ; sur la rive droite s'élevait, parmi bien d'autres, un cirque dont toutes les parties, chose rare, sont encore reconnaissables, aussi bien les écuries d'où sortaient les chars avant la course, que les bornes autour desquelles évoluaient les attelages, que le mur de pierre qui divisait l'arène en deux bandes dans le sens de la longueur; là encore l'avenir nous réserve sans doute des surprises.

« En présence de ces immenses ruines, on a l'impression, a écrit un de ceux qui ont eu la bonne fortune de les visiter l'été dernier, M. Frantz Cumont, que le rude soldat d'Afrique à qui la fortune des armes avait assuré la domination du monde voulut faire de sa ville natale une rivale de Carthage par la beauté et la grandeur. Quelle confiance en l'éternité de l'empire, quelle persuasion de sa force invincible ne fallut-il pas pour jeter ainsi une ville fastueuse aux confins de la Barbarie ! »

On doit remercier les savants italiens de s'être mis si ardemment à l'œuvre dans leur nouvelle possession, d'y consacrer sans compter temps et argent. L'exploration historique de l'Afrique du Nord, que nous poursuivons depuis bientôt cent ans, restait imparfaite au sud-est ; il est devenu possible de la compléter. D'ici quelques années, si l'œuvre se poursuit comme elle a débuté, elle sera bien près d'être achevée. Une fois de plus, la fraternité latine aura produit de beaux fruits.

R. Cagnat.

L'EMPIRE DE RECRUTEMENT

LA TERRE CONTRE LA MER [1]

1806-1810

I. — EYLAU-FRIEDLAND-TILSITT

1807 est la date fatidique dans le règne de Napoléon. La période d'octobre 1806 à juillet 1807 renferme la trilogie Iéna-Eylau-Friedland, avec son dénouement inattendu, Tilsitt; et c'est Tilsitt qui est le grand tournant.

Disons tout de suite que cette même époque marque un profond changement dans l'état physique de l'Empereur. Tous les contemporains ont signalé cette transformation qui, pour la plupart, se résume en une observation simple : le Consul maigre est devenu l'Empereur gras. Mais, cette notation, schématique en quelque sorte, n'exprime pas tout : le fait est que, lors de son retour à Paris, en juillet 1807, Napoléon n'est plus le même homme. Il approche seulement de la quarantaine, et déjà, selon l'expression courante, il a reçu un coup.

Le témoignage le plus frappant à ce sujet est celui de Pontécoulant qui le connaissait à fond, l'ayant suivi dès ses jeunes années :

Tous les hommes de sens et de réflexion, écrit-il, qui avaient approché Napoléon depuis son retour de Tilsitt, avaient été frappés du prodigieux changement qui s'était fait, dans sa personne comme dans ses manières, pendant les neuf mois qu'avait duré son absence de Paris. Sa figure avait pris plus d'embonpoint, ses yeux avaient toujours la même profondeur, mais ils avaient perdu de leur vivacité; des pensées graves semblaient siéger sur son front soucieux; son corps n'était plus grêle et débile comme au temps du Con-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, 15 septembre, 1er et 15 octobre 1925, 1er mai et 1er juin 1926.

sulat, un commencement d'obésité hâtive en *appesantissait les mouvements*; il régnait dans toute sa démarche une espèce de contrainte, *une sorte de raideur* qui imposaient la crainte plus encore que le respect et qui tenaient à distance ses plus intimes familiers. *Sa parole s'était alourdie comme sa personne*; ceux qui avaient tant admiré ses vives improvisations au Conseil d'État, ses épanchements rapides, où l'éloquence la plus sublime s'alliait à la plus saine raison, ne reconnaissaient plus cette voix impérieuse *qui laissait avec difficulté échapper les mots qu'elle prononçait*, ne s'animait plus qu'aux *boutades de la colère et semblait bien plus occupée d'imposer que de convaincre*... (1).

A Varsovie, Napoléon s'était plaint de maux d'estomac, de gastralgie (2). Le comte Lobau avait entendu l'Empereur s'écrier « qu'il portait en lui le principe d'une fin prématurée et qu'il périrait du même mal que son père » (3). A diverses reprises, dans les Bulletins de la Grande Armée, Napoléon insiste sur l'excellent état de sa santé, ce qui est nouveau et semble bien indiquer qu'on s'en préoccupait.

La crise physique, qui commence à attirer l'attention, vient, sans doute, de la crise morale qu'il traversait. Cette période l'a fait passer, en effet, par de brusques alternatives, ne l'ayant tiré de l'angoisse d'Eylau que par un second Marengo, Friedland. De ces émotions contrastées, il reste en lui des traces profondes.

Quand, dans les grandes vies politiques, l'heure des décisions solennelles est arrivée, quand il faut se prononcer entre la guerre et la paix, entre la sagesse modeste et la glorieuse ambition, quand il faut se résigner à n'être que peu de chose dans l'histoire ou se risquer à l'escalade des sommets, la conscience est remuée dans son fond : ne croyez pas que les conséquences même lointaines échappent : les yeux ouverts, la nuit, l'homme entend, en soi, lutter les résolutions contraires. Mais il s'est mis, par le cours même de son existence, dans une situation telle que, voulût-il se dérober, il ne le peut plus : il doit choisir.

Napoléon avait éprouvé ces tourments intimes pendant les mois de l'hiver qu'il avait passé au château de Finkenstein, et

(1) *Souvenirs historiques*, t. III, p. 105. — Cf. *Souvenirs* du duc de Broglie, t. I, p. 57; — et Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VII, p. 190

(2) *Mémoires* de Ségur, t. IV, p. 82.

(3) Dr Cabanès, *Au chevet de l'Empereur*, p. 162.

durant ces soixante-dix jours de labeur surhumain où, penché sur ses dossiers et ses cartes, il s'était efforcé de parer à la catastrophe qu'il avait, pour ainsi dire, frôlée à Eylau.

Pendant ces mêmes mois, dans ces longues nuits, l'amour s'était glissé auprès de lui : une femme, la Polonaise patriote, était venue jusqu'à son lit, et c'était autre chose que tant de liaisons passagères. Tout s'était ainsi conjuré pour en finir avec le Bonaparte consul et pour substituer au masque révolu celui de l'Empereur à la fois triomphant et surmené.

Cette double rencontre, celle de la destinée et celle d'une femme, avait fait de Napoléon un homme nouveau et qui voyait s'ouvrir sur l'avenir des perspectives imprévues.

C'est cet homme nouveau qui rentre à Paris en juillet 1807. Il y rentre avec le bagage des réalisations inespérées, des rêves illimités et des grandes fautes déjà commises.

II. — LES GRANDES RÉSOLUTIONS APRÈS IÉNA. — L'AVERTISSEMENT D'EYLAU

Jusqu'à la date de février 1807, la victoire avait toujours répondu à l'appel de son génie et de sa volonté. Il lui avait suffi de décider pour réussir. Rivoli avait payé, Marengo avait payé, Austerlitz avait payé, et cette réponse de la victoire s'était produite chaque fois avec une opportunité extraordinaire.

Non que l'inlassable vainqueur n'eût connu les échecs : une première fois sa destinée s'était heurtée aux murailles de Saint-Jean d'Acre ; mais le miracle du retour et la réussite de Brumaire avaient tout effacé. Après Trafalgar, le coup magnifique d'Ulm et Austerlitz avaient relevé si brillamment la balle du destin que l'oubli s'était fait en même temps que la mer recouvrait la dernière épave de la flotte de Villeneuve.

Et voici que Iéna et l'effondrement soudain de la Prusse lui livrent l'épée de Frédéric II. La ruine de la plus forte puissance militaire de l'Europe prouve que rien ne tient devant lui. A lui de dicter la loi au monde : le grand Empereur est mandaté par la divine Providence. C'est alors que remonte en ce cerveau sans pareil cette bouffée d'orgueil qui l'a envahi à l'époque du sacre et dont il n'a pas fait mystère à ses confidents : « Je suis venu trop tard : Alexandre, après avoir conquis l'Asie, a pu s'annoncer au peuple comme fils de Jupiter. Et tout l'Orient le crut. Si, moi, je me déclarais fils du

Père éternel, il n'y a pas de poissarde qui ne me jetât des pommes cuites. Les peuples sont trop éclairés aujourd'hui. *Il n'y a plus rien à faire.* »

Iéna, cette victoire inouïe, fut, pourtant, la trappe où son destin glissa. La série des décisions fatales commence tout de suite après l'entrée à Berlin.

Cependant la Providence, qui lui a toujours été si indulgente, voulut lui donner comme un avertissement, — avertissement sévère, Eylau.

L'effort surhumain qui, à la suite de l'armée prussienne, avait conduit la Grande Armée jusqu'à la frontière russe était quelque chose d'extraordinairement risqué. Arrivée à cette limite de l'Europe et si loin de sa base d'appui, elle ne comptait plus qu'une soixantaine de mille combattants, dont 12 000 cavaliers; après six mois de marches, de manœuvres et de combats, démunie de tout, d'armes, de capotes, de souliers, même de chevaux et d'artillerie, elle était à bout de souffle. Napoléon savait tout cela et, quand même, il continuait. Pourquoi?.. Il n'ignorait pas le danger qu'il courait. Il savait qu'au moindre échec, il était menacé dans ses communications et dans ses racines mêmes, à Paris. Et, pourtant, il marchait, il continuait. Pourquoi?

C'est que, quoi qu'il arrivât maintenant, il n'avait plus d'autre issue que la lutte à outrance et la victoire. Il s'était enfermé, en quelque sorte, dans un cercle dont il ne pouvait sortir autrement, quand, à Berlin, le 21 novembre, au comble de l'enivrement, et *sans attendre la ratification de l'armistice de Charlottenbourg*, il avait signé le décret prescrivant le *blocus continental*. Ce jour-là, jour qui fit balancer son astre, il s'était abandonné à ce grand rêve planétaire qui devait emporter le reste de sa vie et qu'il exposait à son seul confident, son aîné Joseph : « Vous avez vu, par mon message au Sénat et par mon décret, que JE VEUX CONQUÉRIR LA MER PAR LA PUISSANCE DE LA TERRE. »

En ce moment même, par le voisinage de la Russie et par le retentissement de la politique russe sur Constantinople et sur les Balkans, il est repris de cet autre rêve, connexe du premier : la conquête de l'Orient. Est-ce que toutes ces ambitions ne se justifiaient pas par Iéna se cumulant sur Austerlitz?

Cependant la Prusse ne s'était pas rendue après Iéna comme

l'Autriche après Austerlitz. Et, pour avoir la mer par la terre il fallait que la terre consentit elle-même à se déclarer vaincue. Or, Napoléon trouvait encore, devant lui, de redoutables adversaires debout.

D'abord, la Russie. Napoléon la connaissait mal. Précisément à cette date, Talleyrand demandait, un peu tardivement, à ses agents, des mémoires sur l'Empire moscovite, sur les ressources et la politique de ce pays, « qui a tellement cherché à se mêler à toutes les affaires des autres peuples ».

D'Hauterive, employé exact et un peu timoré, signalait, sur l'horizon, ce fantôme s'arrachant à ses neiges et tombant sur l'Europe, suivant exactement « la même ligne géographique qu'autrefois les Visigoths ». L'Empereur s'inspirait de ce tableau quand, dans son message au Sénat, il disait « la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire, un jour, pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'Empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance... » Il évoquait « les plaintes de la postérité et l'opprobre devant l'histoire, si, par une coupable indifférence, l'Europe venait à périr ».

L'éloquence impériale traçait ainsi, d'avance, les grandes lignes de cette politique anti-russe qui devait, après lui, imprimer son caractère à l'Europe du XIXe siècle. Mais une telle politique, ayant pour objet de rejeter les Slaves de Moscou en Asie et de protéger la Turquie soi-disant agonisante, n'imposait-elle pas, comme une condition absolue, un accord complet avec l'Angleterre ?

Napoléon ne comptait que sur ses propres forces. A cet empire « byzantin » qui le séparait de l'Orient et qui menaçait la civilisation jusqu'en Europe, il opposait, dans sa pensée, une force nouvelle et unique, l'Empire d'Occident. Colosse contre colosse ! Il suffirait de conquérir et d'unifier le continent pour tout ensemble barrer la route à la Russie et en finir avec l'Angleterre.

Puisqu'on était, maintenant, sur les frontières de la Russie, mieux valait donc asséner à celle-ci, d'abord, le coup final. C'était l'affaire d'une de ces victoires dont le grand chef militaire avait le secret.

Il est vrai, le problème russe se doublait d'un autre non moins complexe : le problème allemand. Napoléon pesait de tout son poids sur l'Allemagne. Il la piétinait sans merci. Ne pourrait-elle pas se retourner et le mordre au talon?

Ce qui avait pu le tromper, de prime abord, sur la force de résistance de cet énorme corps abattu, c'est que le peuple prussien, ou plutôt l'organisation prussienne, les fonctionnaires et l'armée, avaient pris la catastrophe d'Iéna avec une sorte d'indifférence, de détachement à l'égard de la royauté. Partout, les clefs des villes s'étaient présentées d'elles-mêmes au vainqueur. La dynastie qui allait perdre, avec Dantzig, sa dernière ville, n'intéressait plus personne, pas même l'Angleterre. On en voulait au Roi et à ses ministres de leurs longues tergiversations et de leur double jeu. Pour le plus grand nombre, c'était un fait accompli : *finis Borussiæ* (1).

Mais la Prusse n'était pas toute l'Allemagne. Le Roi lui-même refusait de ratifier l'armistice et se replaçait, par ce refus, au milieu de son parti patriote, nous dirions nationaliste. Il confirmait la convention de Bartenstein avec la Russie ; d'autre part, il se sentait soutenu, malgré tout, par le sentiment secret mais violemment hostile à Bonaparte qui était celui de l'empereur Alexandre.

En même temps, l'Autriche se reconstituait lentement et attendait les événements, l'arme au pied.

Enfin, l'Allemagne de l'Empire, l'ancienne Allemagne, tout en s'inclinant devant la force, commençait à prendre conscience d'elle-même. Elle sentait confusément qu'elle avait barre sur Napoléon : la Grande armée, en effet, avec la difficulté des approvisionnements, la rigueur du climat, ayant devant elle la force inconnue de l'Empire russe, la Grande armée était en l'air. En Prusse, en Allemagne, des hommes énergiques souriaient *in petto* à la vengeance que pouvait leur apporter un lendemain plein de mystère.

Une rencontre brutale et, en somme, douteuse, Pultusk, avait fait comprendre au lucide, au grand chef que le jeu se serrait, que le temps était passé de ces brillants lendemains de victoires en Italie et qu'il fallait, toute affaire cessante, conquérir la sécurité.

(1) V. Grand-duc Nicolas Michaïlovitch, *L'empereur Alexandre Ier*, t. I, p. 46.

Il eut le sentiment anxieux que la position de la Grande armée ne pouvait se raffermir que par une victoire immédiate. Et, en plein hiver, dans la nuit, il avait attaqué brusquement à Eylau. S'il n'avait pas gagné la bataille, il avait, du moins, obtenu ce qu'il voulait, c'est-à-dire son campement sur la frontière russe. Mais ce résultat lui avait coûté la moitié de son armée : il avait laissé près de 30 000 hommes sur la neige. Première image de la retraite de 1812.

Tel fut l'avertissement!

Le soir d'Eylau, Bennigsen avait reculé et s'était replié sur le territoire russe, inaugurant cette tactique de retraite qui servirait un jour de leçon et de système. Napoléon avait pu se proclamer vainqueur. Cachant ou atténuant ses pertes, il s'était finalement décidé à rester encore, puisque la victoire décisive qu'il cherchait, il ne l'avait pas obtenue. Mais, en parcourant le champ de bataille, il ne s'était pas dissimulé à lui-même qu'il se heurtait à quelque chose de plus fort que les murailles de Saint-Jean d'Acre. De ce jour, l'inquiétude était entrée dans son âme et avait troublé ses nuits (1).

Tout calculé, un retour par étapes jusqu'au Rhin était un risque encore plus grand, avec, au bout, peut-être, la fin de la légende, l'évanouissement du prestige, le ricanement de ces « cafés » de Paris dont sont hantées ses lettres à Fouché.

Napoléon se décida donc à lutter sur place et, plutôt que de reculer, à aller de l'avant dès que la saison le lui permettrait. Le Corse frileux s'installa dans le château de Finkenstein « où il y avait partout de bonnes cheminées ». (2) Enfermé dans son *poêle*, il réfléchit, travaille, s'approfondit lui-même, comme il n'avait jamais fait jusque là (3).

(1) C'est, sans doute, l'émotion persistante de Napoléon au souvenir du champ de bataille d'Eylau qui, plus tard, lui arrache ce cri, en réponse à Stanislas Zamoyski qui le supplie de rétablir la Pologne : « Vous êtes des fous ! Vous voulez me brouiller avec la Russie. *Mais on ne voit pas deux fois le visage des morts.* » Cité par Walizewski, *Le règne d'Alexandre Ier*, t. II, p. 38.

(2) Pour cette période de la vie de Napoléon au château de Finkenstein, V. général von Dohna, *Napoléon au printemps de 1807*, traduit de l'allemand par Georges Drouare; Nice, 1908, in-8°.

(3) Bignon, qu'il est bon de consulter, quand il s'agit des choses de la région de Pologne et qui a pris à tâche de remplir la confiance que lui a faite l'Empereur en le désignant, à Sainte-Hélène, pour écrire son histoire, Bignon est le reflet du sentiment de Napoléon, de la France et de l'Europe dans ce passage relatif

Il se détermine à poursuivre coûte que coûte la campagne engagée contre la Russie. Mais, auparavant, et au cours de cet hiver qui lui est un répit haletant, il avait deux questions instantes à examiner à fond : d'abord celle de la Grande armée, et ensuite celle de l'Allemagne.

III. — SITUATION DE LA GRANDE ARMÉE. — LE PROBLÈME DU RECRUTEMENT

La Grande Armée n'était déjà plus elle-même ; telle fut l'angoisse précise de ces jours sombres. Fait d'une gravité insigne : elle manquait d'hommes. La France ne fournissait plus que des contingents réduits et elle ne pourrait en fournir indéfiniment. La conscription avait râclé les fonds de tiroir. Or, la conscription commençait à désaffectionner le pays d'un régime qui tournait à la guerre à outrance (1). Napoléon venait d'appeler la classe 1808. (Voir ses lettres désespérées à Cambacérès). La France, après quinze ans de lutte, était exsangue. C'est en ce point que la politique intérieure rejoint fatalement la politique extérieure. L'éternel vainqueur, galopant toujours de l'avant, avait attaché à sa selle le corps de la France. Mais, maintenant, elle était à bout.

aux suites de la bataille d'Eylau : « L'époque du séjour de Napoléon aux quartiers généraux d'Osterode et de Finkenstein est peut-être celle de sa vie où il montra le plus d'emprise sur lui-même, le plus de ce courage si rare dans les hommes de son caractère, celui de la résignation et de la patience. Cette circonstance d'une impérieuse nécessité qui va, pendant quatre mois, le retenir à cinq cents lieues de sa capitale, fit sentir vivement à la nation française l'inconvénient de voir son existence politique reposer sur la tête d'un monarque guerrier et à Napoléon lui-même l'instabilité d'un état de choses où le sort de tout l'Empire était lié à celui d'un seul homme. *Il ne lui était pas permis d'être vaincu une seule fois.* Seulement équivoque, la victoire était pour lui une défaite. L'indécision de la bataille d'Eylau avait jeté dans Paris une consternation incroyable ; l'envie se vengeait des fatigues de l'admiration ; le parti ennemi de l'Empire déguisait, sous une feinte douleur, la joie que lui causait un désastre public. Une baisse sensible s'était opérée dans les fonds. L'Empereur ne s'abusait pas sur sa situation, etc. (Bignon, *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt*, t. VI, p. 146.)

(1) « En moins d'un an, Napoléon demande trois conscriptions, et, à mesure qu'il les appelle, les résistances qui s'atténuaient se ravivent. Le personnel du recrutement, très au fait de l'œuvre à accomplir en 1806, se fatigue en 1807, et la conscription de 1808 qu'il lève ne peut être saisie par lui qu'à la hâte, avec des négligences innombrables et des oublis injustifiés, mêlés à des complaisances voulues. » On appelle les jeunes gens de dix-huit ans, que Napoléon déclare « très propres à défendre l'intérieur ». Mais il ne les laisse pas s'attarder dans les dépôts : car Lacuée écrit bientôt « qu'ils ne sont pas propres à faire la guerre si loin ». (Jean Morvan, *Le soldat impérial*, I, 48-50.)

Or, malgré tout, au grand chef militaire, pour ses victoires indispensables, que faut-il? des hommes, toujours des hommes.

La France ne suffit plus à les fournir ; qu'à cela ne tienne : on les trouvera ailleurs.

Déjà, la fondation de l'Empire familial, l'Empire des Napoléonides, a été comme une esquisse de ce qui peut être tenté dans ce sens. La France n'a pas pour destinée de travailler seule et gratuitement au bien de l'univers. Elle a pris sa part du fardeau : que les autres, maintenant, lui viennent en aide! La Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, l'Allemagne, l'Europe enfin, la vaste Europe fourniront les recrues nécessaires à la réalisation définitive de l'unité européenne en échange de ce bienfait inouï que la Révolution française leur apporte et que Napoléon appelle, lui-même, « le beau idéal de la civilisation » (1).

Le grand Empire militaire avec un recrutement proportionné à sa population, n'est-ce pas la solution du problème et l'application logique de la formule impériale : « conquérir la mer par la terre »?

Dès le 26 novembre 1806, Napoléon, tourmenté de la question des recrues, sentait sourdre en lui cette conception impériale; il avait écrit à Lacuée, agent général de la conscription, une phrase où l'idée est en germe : « Le projet que j'ai embrassé (au sujet du recrutement) est plus vaste qu'aucun que j'aie jamais eu et, dès lors, il faut que je me trouve en position de répondre à tous les événements. »

Il s'agit de la grande affaire en effet, de celle qui prime toutes les autres : l'Empire napoléonien est conçu, dès lors, comme un empire à procurer des hommes, comme un EMPIRE DE RECRUTEMENT.

L'Europe continentale, mobilisée comme la France l'est depuis vingt ans, l'Europe soumise à un commandement unique et maintenue, elle aussi, en « état de siège » jusqu'à la victoire définitive, tel est le moyen radical de conclure le drame où les peuples sont engagés. Il s'agit d'ouvrir une ère nouvelle, une ère à la Mahomet. Et, pour cela, une force énorme, écrasante est indispensable. Par conséquent, le conti-

(1) F. Masson, t. IV, p. 581.

nent entier, sans qu'un seul coin échappe, doit être mobilisé. Tel est l'inéluctable destin !

Remuant en sa pensée ces ensembles aux complexités infinies, Napoléon finit par se dire, pendant ce long et court hiver de 1807, — l'hiver d'entre Eylau et Friedland, — que la solution générale dépendra, là encore, de cette victoire sur la Russie qu'il est venu chercher aux confins du monde européen. Seule, la capitulation de la Russie lui permettra d'aborder l'ensemble du problème européen avec la liberté d'esprit qui lui est nécessaire; seule, cette victoire, une fois obtenue, donnera à sa pensée le loisir de se promener, en quelque sorte, sur le vaste champ des hypothèses qui se présentent à son choix et d'arrêter, enfin, sa ligne d'action définitive.

Cette victoire préalable, Napoléon la prépare avec un soin analogue à celui avec lequel il avait préparé Marengo. C'est une des plus belles pages de cette incomparable existence. Elle est inscrite, pour l'histoire, dans le quinzième volume de la *Correspondance* et datée, en grande partie, du château de Finkenstein, et l'on y voit comment la Grande Armée est remise sur pied et renforcée de façon à ne laisser à la fortune contraire rien de ce qu'un chef digne de ce nom peut lui enlever. Nous n'avons pas à donner, ici, fût-ce un simple aperçu de cet effort surhumain. Disons seulement que cette phase de l'activité impériale se présente à nous comme une première esquisse de ce que sera la campagne de 1812. C'est déjà l'Europe sur pied contre la Russie.

IV. — NAPOLÉON APRÈS TILSITT. — LA POLITIQUE DE SUSPENS. LA TERRE CONTRE LA MER

Et le résultat a répondu, en somme, à l'attente impériale : Friedland est une grande victoire. Seulement, c'est une victoire interrompue et qui n'emporte pas une sanction définitive. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse sont venus sur le radeau de Tilsitt demander, avec une habile spontanéité, les conditions nouvelles de l'ordre européen. Napoléon peut se croire le maître du destin. Il traite en bon jeune homme égaré ce tenace Alexandre dont la psychologie réelle lui échappe et il lui impose cette alliance franco-russe qui attire la Russie en

Europe au lieu de la refouler vers l'Asie et qui accable la dynastie prussienne sans, toutefois, lui asséner le coup final.

Caractérisons, de son vrai nom, la politique de Tilsitt; c'est, de part et d'autre, une politique de suspens. Napoléon se donne le temps nécessaire pour arriver à la réalisation de ce grand dessein qui doit le mener fatalement, il le pressent, à une rupture décisive et à une guerre à mort avec la Russie. Quant à l'empereur Alexandre, il n'a pas davantage renoncé à ses ambitions orientales et polonaises; il n'a pas renoncé au sentiment, que Friedland après Austerlitz a doublé en lui, celui d'une humiliation profonde et d'une haine sourde, — une haine de timide et de faible, — contre ce grand homme qu'il serre sur sa poitrine en attendant de l'étouffer.

Un jour ou l'autre, les deux forces se heurteront et toutes deux le sentent, rien qu'à la façon dont elles s'enlacent.

Napoléon est rentré à Paris, triomphant et soucieux. Les longues réflexions de Finkenstein sont enfermées désormais au fond de sa conscience politique. Ses projets à longue échéance s'ouvriront comme des fleurs secrètes à la chaleur concentrée de sa méditation.

On les connaît. Ce sont ces affaires de difficulté inouïe, mises sur le tapis parmi les faits d'armes contrastés et les réalisations audacieuses qui s'étaient échelonnés de la bataille d'Iéna à la conclusion de la paix de Tilsitt. Leur simple énumération est un essoufflement pour l'histoire : Blocus continental, — Affaire d'Espagne, — Conflit avec le Pape, — Difficultés hollandaises, — Rupture et guerre avec l'Autriche, — Rapports avec l'Allemagne.

Nous n'avons pas à aborder maintenant ces problèmes. Du moins, est-il nécessaire de les avoir présents à l'esprit dans leur complexité infinie, au moment où l'attention se concentre sur le point principal : la création du grand Empire napoléonien et l'élargissement extraordinaire de la politique intérieure française devenue européenne.

V. — CHANGEMENTS AUTOUR DE NAPOLÉON. — LE NOUVEAU PERSONNEL IMPÉRIAL

Rappelons-le, d'abord : 1807 ne marque pas seulement une crise décisive dans la carrière et la destinée historique de

Napoléon ; cette crise atteint jusqu'à sa vie privée et ses entourages.

L'Empereur s'est jeté dans une entreprise politique qui ne cadre plus avec l'idée que l'on s'était faite, au début, de son utilité nationale. Maintenant qu'il travaille dans le colossal et qu'il dépasse la *mesure*, toujours si chère aux Français, les habiles pressentent sa chute, tandis que les dociles suivront le chef, tête baissée, partout où il les conduira.

L'aigle aux ailes éployées prend son essor au-dessus du groupe qui assistait à son départ, et ce groupe se disperse en quelque sorte de lui-même.

Dans les changements de personnel que le cours nouveau détermine, trois figures attirent d'abord l'attention : Joséphine, Fouché, Talleyrand.

Napoléon est renseigné, maintenant, par certaines de ses aventures extra-conjugales : il peut être père. Le problème du divorce, qui a longtemps troublé son esprit, son cœur, ses sens (1), est résolu pour lui. Aussitôt après Frieldland, l'Empereur décide qu'il lui faut de hautes attaches de famille et une situation reconnue allant de pair avec les dynasties européennes. Joséphine devient gênante : elle est sacrifiée.

Fouché devina la pensée secrète de l'Empereur : peut-être surprit-il quelque lettre, eut-il quelque révélation d'alcôve. Joséphine, bavarde et confiante, continuait à lui ouvrir son cœur (2). Quoi qu'il en soit, lui qui s'était montré, jusqu'à ce jour, attaché à une femme qui représentait, en somme, aux yeux de la génération, le passé révolutionnaire et consulaire de Bonaparte, commença, par ses moyens à lui, — bruits de police et insinuations incontrôlables, — la campagne du divorce, mais d'une manière si déclarée qu'une telle ingérence parut mécontenter l'Empereur lui-même : selon le mot de Pascal, à propos de Mazarin, ces grands hommes « ne veulent pas être devinés ». Par ordre de l'Empereur, la propagande des « bruits à l'oreille » cessa ; mais elle était lancée et tout le

(1) Son puissant esprit systématisait tout ! Il écrivait à Joseph, au sujet du divorce, le 27 novembre 1808 : « La considération la plus importante dans le Code Napoléon est celle du divorce ; elle en est le fondement. Vous ne devez y toucher d'aucune manière : c'est la loi de l'État. » J'ai étudié cette question du régime de la femme selon la loi napoléonienne, dans *Sur les Chemins de l'histoire*, t. II, p. 195.

(2) Masson, *Joséphine répudiée*. — Cf. Madelin, *Fouché*, II, 60.

monde était averti. Joséphine donne prise par son trouble même et par sa manière féminine de se défendre à coups de reproches et par des flots de larmes.

Au grand Empire en gestation il faut un héritier direct et de sang *impérial*. Toutes les combinaisons de succession collatérale ou d'adoption sont à l'eau. Les Bonaparte si embarrassants, les Beauharnais non moins, sont éliminés de l'hoirie. On les indemnisera autrement. Le système des royautés subordonnées et des apanages princiers ne peut-il pas invoquer la tradition capétienne, et même carlovingienne?

Tout cela s'agite dans les réflexions de l'Empereur. Autour de lui, on est aux écoutes. Ses colères deviennent farouches : on tremble.

Un homme ne tremble pas, c'est Fouché. Il a mis la main jusque dans les draps impériaux. Après Tilsitt, il croit, d'abord, qu'il s'agit d'une Romanof. Mais, bientôt, détrompé, il se retournera vers la solution autrichienne : ce qu'il cherche, c'est un pont vers la légitimité, une issue vers la sécurité. Le front d'airain s'incruste dans le grand dessein politique et militaire avec la pensée d'en tirer, d'abord, profit pour lui-même.

Fouché savait, mieux que personne, l'état d'épuisement en hommes et en argent où se trouvait la France. Tâtant le pouls du pays, il portait ses regards sur un parti qui, avec quelques vagues origines soit royalistes soit révolutionnaires, tenait son autorité naissante de la puissance nouvelle de la bourgeoisie, le *parti libéral*. Fouché se rendait compte que le véritable héritier du pouvoir, en dépit de la pompe et de la solennité qui accompagnait le baptême de la « IVe dynastie », serait, un jour, cette opinion moyenne, lasse des grandes aventures.

Au plein cœur de l'organisme napoléonien et au plus près du trône impérial, — « quatre ais recouverts de velours », — ce parti, vibrion d'avenir, se mettait à tourner : au Tribunat, d'abord, bientôt au Sénat lui-même, et dans le public quelques personnages plus usés que fatigués, comme La Fayette, Benjamin Constant, les entours de Mme de Staël, d'autres, des silencieux, les républicains, les anciens amis de Moreau, comme Fauriel, des hommes d'action comme les Malet, les Guillaume, se tâtaient les coudes en silence et se regardaient dans les yeux.

Napoléon étant encore loin de Paris, Fouché les prend par

la main, les conseille *tout naïvement* pour qu'ils rejoignent l'Empereur à Berlin et pour qu'ils lui adressent, au nom du Sénat et au nom du peuple implorant, les premières remontrances qu'ait eues à entendre le nouveau Louis XIV. « Une députation du Sénat était venue à Berlin supplier l'Empereur de faire la paix : point de doute que si Fouché, sénateur, très écouté au Luxembourg, n'était pas l'instigateur même de la démarche, il l'avait approuvée, ou, dans l'hypothèse la plus favorable, il l'avait laissée se produire. C'était mettre l'Empereur dans l'embarras, faire, de lui, Fouché, le champion de la paix, se tailler ainsi, aux dépens du souverain, une facile popularité. L'Empereur vit clair dans cette manœuvre. Son exaspération fut telle que, s'il faut en croire Savary, on crut le ministre à terre... » (1).

Démarche un peu hâtive. Mais Fouché n'hésitait pas à se camper dans son rôle de pacifiste. Il écrivait, en marge de ces bulletins de police destinés à l'Empereur, et cela dès septembre 1807, c'est-à-dire à l'aube du grand Empire : « que l'Empereur est plus ou moins béni de toutes les classes selon que son glaive est plus ou moins enfoncé dans le fourreau. »

Napoléon sent la pointe, mais il se contient encore. L'heure de la disgrâce n'est pas sonnée. D'ailleurs, Fouché lui-même, s'il la désire, n'est pas pressé. Plus que jamais, il se rend indispensable, non seulement dans la tractation de ses affaires policières et dans le maniement de l'opinion, mais jusque dans les grandes affaires nationales, comme celle de Flessingue, où son sang-froid pare à un péril imminent. Habile joueur, il inflige cet échec à l'Angleterre, tout en conseillant de faire la paix avec elle. Il a un pied dans tous les camps, au dedans et au dehors. Aussi, il brave celui qui se croit son maître et embarrasse d'un sourire froid le grand homme qui surveille ses dangereuses démarches, mais n'ose encore le renvoyer (2).

(1) Madelin, t. II, p. 35.

(2) En juin 1810, Napoléon s'expliquera lui-même, dans une lettre à Fouché, sur l'attitude qu'il avait prise, dès 1807, à l'égard de ce serviteur suspect : « Quoique je ne me défie pas de votre attachement et de votre fidélité, je suis, cependant, obligé à une surveillance perpétuelle qui me fatigue et à laquelle je ne puis pas être tenu. Cette surveillance est nécessitée par *nombre de choses que vous faites de votre chef*, sans savoir si elles cadrent avec ma volonté et *si elles ne contrarient pas ma politique générale.* » A Fouché, 3 juin 1810 ; *Corr.*, t. XX, p. 392.

Cependant, il est un homme avec qui les rapports sont devenus tout à fait impossibles, c'est Talleyrand. De ce côté, à partir de Tilsitt, tout est fini, fini.

Talleyrand écrit dans ses *Mémoires* : « Napoléon, en arrivant à Paris, créa, pour le maréchal Berthier, la place de vice-connétable et, pour moi, celle de vice-grand électeur. Ces places étaient des sinécures honorables et lucratives. Je quittai alors le ministère, *comme je le voulais.* » L'affirmation contenue dans ces derniers mots est exacte. Talleyrand, lui aussi, et plus fortement peut-être que Fouché, était décidé à s'en aller.

Si l'on a bien suivi le développement des relations entre l'Empereur et le ministre, on a senti que Talleyrand, plus ancien que Napoléon dans la politique, se considérait comme capable de lui rendre des points, du moins dans les affaires internationales. Son esprit, prodigieusement perspicace, voyait le grand homme voué à une chute certaine et il était bien décidé à ne pas se laisser écraser sous la ruine. Tant pis pour l'autre, s'il n'avait pas suivi les conseils qu'un ministre aussi averti lui avait prodigués.

Le dissentiment fondamental s'était produit, dès 1805, à propos de l'attitude à prendre à l'égard de l'Autriche. Talleyrand, prévoyant la victoire qui se réalisa à Austerlitz, avait adressé à l'Empereur le fameux mémoire traitant de l'avenir de la politique européenne et que l'on pourrait appeler « le mémoire de la modération ». Sans qu'on lui eût demandé son avis, il avait émis l'opinion qu'on usât de ménagement à l'égard de l'Autriche (comme Bismarck devait le faire un jour) et il s'était prononcé pour un système de rapprochement et même d'alliance France-Autriche, assurant à la première la ligne du Rhin et l'appui de l'Allemagne, le cas échéant, contre la Russie.

L'alliance autrichienne, c'était la tradition de Choiseul, telle qu'elle s'était conservée au ministère des Affaires étrangères : or, cette même politique du parti Choiseul qui avait travaillé à la Révolution, se donnait pour tâche, maintenant, de la clore, soit avec le vainqueur d'Austerlitz, soit sans lui, en tout cas, par un rapprochement avec l'Europe « légitime ».

Daté de vendémaire an XIV (17 octobre 1805), le mémoire, chef-d'œuvre de Talleyrand, aurait pu devenir le bréviaire de la politique française dans la première moitié du XIXe siècle. Il

reposait sur ce truisme diplomatique que l'Europe ne peut pas se passer de l'Autriche et que « si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ». A défaut de la substance totale du mémoire, rappelons, tout du moins, sa conclusion :

Je suppose, maintenant, écrivait le ministre des Affaires étrangères, qu'après le gain d'une grande bataille, V. M. dise à la maison d'Autriche : « J'ai tout fait pour conserver la paix ; vous seule vous avez voulu la guerre. Je vous en ai prédit les conséquences et, maintenant, vous les éprouvez ; j'ai vaincu à regret, mais j'ai vaincu ; je veux que ce soit pour l'utilité commune ; je veux extirper entre nous jusqu'au dernier germe de mésintelligence. Nos divisions ne peuvent naître que d'un voisinage trop rapproché. Vous et les princes de votre maison, renoncez à toutes vos possessions en Souabe. Renoncez à Lindau, à l'île de Mainau, d'où vous inquiétez la Suisse. Renoncez à l'État vénitien, à Trieste et au Tyrol. De mon côté, je séparerai, comme je l'ai promis, les couronnes de France et d'Italie. Le royaume d'Italie ne sera point agrandi. La République de Venise, à laquelle Trieste sera jointe, sera rétablie sous la présidence d'un magistrat de son choix. En exigeant de vous des sacrifices, je ne prétends point qu'ils restent sans compensations ; je veux même que les compensations les surpassent. Étendez-vous le long du Danube. Occupez la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie. J'interviendrai pour vous faire céder ces provinces par la Porte ottomane, et si les Russes vous attaquent, je serai votre allié. Dès aujourd'hui, l'alliance peut être conclue, je viens d'en poser les bases.

Dans ce mémoire, bourré de prophéties, la formule maîtresse était cette courte phrase adressée à l'Autriche : *Étendez-vous le long du Danube.* Si l'Autriche eût écouté ce conseil, elle eût dégagé l'Europe occidentale du poids de l'Allemagne et l'eût reporté tout entier sur la Russie.

Napoléon, vainqueur à Austerlitz, avait, comme on le sait, suivi une autre politique. Iéna l'avait conduit à Eylau, puis à Friedland, puis à Tilsitt. Et, comme conclusion, il ne fut plus question d'écarter la Russie des grandes affaires européennes : tout au contraire, on l'y attirait, on lui donnait, par la Finlande, ouverture sur les mers du Nord, tandis qu'on lui laissait occuper les pays balkaniques par lesquels Talleyrand eût voulu tenter l'Autriche. L'empire d'Occident se trouvait voué à une guerre perpétuelle avec l'Autriche et à un dissentiment constant avec l'Allemagne sans s'être assuré une sécurité durable

du côté de la Russie; nous ne parlons que pour mémoire de l'Angleterre.

Napoléon et Talleyrand se trouvaient donc en état de divergence absolue sur la question la plus grave de la politique générale européenne. Talleyrand savait de science certaine que Napoléon jouait une partie presque ingagnable. D'autre part, Napoléon avait besoin, chez ceux qui l'approchaient, de la confiance en son étoile : elle manquait à son principal ministre. Les deux hommes n'avaient qu'à se séparer.

Napoléon, qui sait ce que vaut l'implacable confident de toute sa carrière, n'ose l'abattre d'un seul coup. Il nomme Talleyrand vice-grand électeur, — le seul *vice* qui lui manquât, disait Fouché, — mais Talleyrand, délivré de tout engagement à l'égard d'un système qui n'avait été qu'un temps dans sa carrière politique, peut se dire dès lors, avec une entière sincérité dans une insigne mauvaise foi, ce qu'il écrivit plus tard : « Je quittai le ministère *comme je le voulais.* »

La même crise de 1807 et les modifications qu'elle apporte dans le tempérament de l'Empereur, et dans le régime impérial, amènent d'autres changements dans le haut personnel : c'est l'avènement de ceux que Chaptal qualifie d'un mot un peu rude, les *séides*. Napoléon veut des hommes bien à lui.

L'histoire est obligée de signaler, en ceci encore, ce qui distingue la politique impériale de la politique consulaire : car les tendances générales, tout en suivant la même ligne, deviennent plus impératives, plus précipitées.

Talleyrand est remplacé aux Affaires étrangères par Champagny, ministre de l'Intérieur, qui ne manque ni d'esprit, ni de savoir-faire, mais qui ne sait, de son métier nouveau, que ce qu'un homme versé dans les affaires peut en avoir appris par ouï-dire. Berthier a, pour successeur à la guerre, Clarke qui, depuis longtemps, est près de Napoléon, dans une position assez ambigüe, — plus docile que sûr. A l'Intérieur, un bon commis, Crétet, remplace Champagny; Portalis qui avait été, pour Napoléon, d'un secours si précieux aux Cultes, est remplacé par Bigot de Préameneu qui restera toute sa vie un conseiller d'État. Jaubert est à la Banque de France, et le général Hulin au gouvernement général de Paris. Tous braves gens, excellents serviteurs; mais, dans l'ensemble, de moindre envergure,

et, surtout, auprès du maître, de moindre autorité que les premiers rôles qui disparaissent.

C'est vers ce temps aussi que s'affirme, chez l'Empereur, ce parti pris d'accabler les hommes qui le servent, d'honneurs, de titres, de profits, d'argent. La création d'une noblesse nouvelle, glissée timidement dans le sénatus-consulte du 14 août 1806, se développe jusqu'à encadrer tout ce qui fait partie de l'organisation de l'Empire.

Tuer, chez un peuple politique, le désintéressement, c'est fausser son ressort moral, c'est altérer en lui le principe essentiel, l'honneur. Quelle autorité vaut, chez le serviteur de l'État, celle des mains nettes? Par les jalousies de classes renaissantes les rapports sociaux sont de nouveau ébranlés.

Cet ensemble de mesures n'en met pas moins, au service de la volonté impériale, le mécanisme le plus nerveux, le plus robuste, le plus efficace qu'ait connu l'histoire de France, si souvent relâchée. Une leçon de discipline, d'entrain, d'enthousiasme se propage jusqu'aux limites nouvelles de la France agrandie.

La tâche est formidable : un seul pays, une seule génération n'y suffiraient pas si tous ne donnaient à plein collier. Le cavalier qui, par son exemple, les enlève à perdre haleine, qui les récompense et les hausse, comme la destinée l'a haussé lui-même, galope à leur tête. Pour la première fois depuis l'Empire romain, non seulement les nationaux, mais les confédérés, les alliés et même les étrangers, tous sont entraînés dans un mouvement unique, par cette troupe admirablement nourrie, soignée, huilée, capable d'aborder, de sauter ou de renverser tous les obstacles.

VI. — CONCEPTION MILITAIRE DU GRAND EMPIRE FRANÇAIS : LA VICTOIRE SUR LE FRONT PRINCIPAL

La première application du programme napoléonien après Iéna « conquérir la mer par la puissance de terre », fut le décret du 21 novembre qui, publié sur le rapport de Talleyrand, proclamait le *blocus continental*.

Nul n'ignore le principe de cette machine à étouffer l'Angleterre ! Le décret reconnaissait ce qu'avait de contraire au droit des gens la mesure générale prise contre le peuple britan-

nique et la contrainte imposée, de ce fait, à tous les autres peuples. Mais il en rejetait la faute sur l'Angleterre elle-même :

Nous avons mis les Iles britanniques en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions qui répugnaient à notre cœur. Il nous a coûté de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations ; mais, nous avons été contraints, pour le bien de nos peuples et de nos alliés, à opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous.

L'adresse du Sénat à l'Empereur, répondant à son appel et lui accordant, dès le commencement de 1807, la conscription de cette année en avance de neuf mois sur le temps légal, faisait écho : « Que le gouvernement anglais, qui a appelé la barbarie, en éprouve les malheurs ! Qu'un mur d'airain le repousse loin du continent ! » Mais, dès lors, aussi, le même Sénat glissait, dans ses hyperboliques louanges, le conseil discret de renoncer aux expéditions de plus en plus aventurées et lointaines : « Sire, ce Sénat, dévoué comme le peuple à votre personne sacrée, glorieux de vous transmettre les sentiments de la nation, fait taire cette voix secrète qui *réclame la présence de Votre Majesté* (1). »

Il y a là une nuance qui distingue entre la France et « l'Empire ». Car, le premier et le plus puissant effet du blocus continental a été précisément de fonder un nouvel Empire, un Empire non prévu, et l'on dirait presque inconstitutionnel, si

(1) L'attitude des pouvoirs délibérants, à cette époque où l'on n'avait pas encore rompu tous les fils avec les principes de liberté, s'affirmait chaque fois que l'occasion s'en présentait. Le 5 mars 1806, à propos d'une demande de nouveaux impôts, Fontanes, président du Corps législatif, avait dit : « Quelle que soit, au dehors, la renommée de nos armes, le Corps législatif *craindrait presque de s'en féliciter*, si la prospérité intérieure n'en était la suite : notre premier vœu est pour le peuple, et nous devons lui souhaiter *le bonheur avant la gloire*. »

Le 4 mai, à propos de l'avènement de Joseph au trône de Naples, le même Fontanes, traduisant le sentiment de l'assemblée, donne ce nouvel avertissement : « J'aime à dire que l'amour et le bonheur des peuples... peuvent seuls expier les malheurs et les crimes de la guerre, et que, sans eux, la postérité ne confirmerait pas les éloges que les contemporains donnent aux vainqueurs. » (*Œuvres* de Fontanes, I, p. 21.) — C'est à la suite de ces observations, témoignant de la lassitude publique, que Napoléon procéda aux mesures de la conscription par simple sénatus-consulte.

une constitution quelconque eût existé alors, — l'Empire d'Occident, l'Empire *continental*.

D'autres résultats du blocus seront ceux qu'il suffit de rappeler : une sorte de coercition exercée sur toutes les puissances européennes, à commencer par la France, et une nécessité presque fatale de leur imposer à toutes un régime douanier militarisé se développant fatalement et automatiquement par l'annexion de l'Europe à l'Empire. Pas de milieu : il faut être *dans* le blocus ou *hors* du blocus, c'est-à-dire *dans* ou *contre* l'Empire.

Une espèce de boulimie croissante de territoires nouveaux s'en suivra et dominera jusqu'à la volonté du maître tandis que sa clairvoyance l'avertit parfois. Mais, comment et où s'arrêter ? La lutte est engagée ; il faut vaincre. Napoléon écrira à Talleyrand, en avril 1808, alors que le vice-grand-électeur se fait l'écho des plaintes du public au sujet des affaires d'Espagne, de Rome, etc. : « Il faut que mon système s'achève. Mon habitude n'est pas de rester en chemin. »

VII. — LE SYSTÈME CONTINENTAL DANS L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Les conséquences économiques du système ne sont pas, tant s'en faut, de moindre importance que les conséquences politiques. Et Napoléon ne les a pas davantage ignorées.

Le parti pris protectionniste de l'Empereur tient sans doute à ses origines corses et militaires : l'agriculture avant tout et, aussitôt après l'agriculture, l'industrie. Quant au commerce, il passe au troisième plan. Peu s'en faut qu'on ne le considère comme un parasite, un instrument d'exploitation, un moyen d'enrichissement suspect. Chaptal, l'homme qui a approché le plus près de la pensée impériale à ce sujet, écrit :

Napoléon n'estimait point les commerçants. Il disait que le commerce dessèche l'âme par une âpreté constante au gain, et il ajoutait que le commerçant n'a ni foi ni patrie... Sous le règne de Napoléon, aucune classe de la société n'a eu plus à souffrir que le commerce, qui ne prospère que dans la paix et sous des lois fixes et protectrices. Napoléon était loin de rapporter la haine que lui avait vouée le commerce aux raisons que nous venons de déduire. Il y a plus, il croyait sincèrement le servir par ces mesures vexatoires ; il croyait même l'éclairer, etc. (1).

(1) *Souvenirs*, p. 277.

Le point de vue suprême de Napoléon, à savoir de faire, de l'Empire continental, un tout économique se suffisant à lui-même, est exposé dans une lettre à Louis roi de Hollande, datée du 3 avril 1808. C'est toute une philosophie des relations entre les divers peuples européens : Napoléon, héritier indirect de la politique de Choiseul, s'y découvre dans sa grandeur et avec ses limites :

Ce n'est point au jour la journée que doivent travailler les princes: mon frère, c'est sur l'avenir qu'il faut jeter les yeux. Quel est, aujourd'hui, l'état de l'Europe? L'Angleterre d'un côté : elle possède, par elle-même, une domination à laquelle jusqu'à présent le monde entier a dû se soumettre. De l'autre, l'Empire français et les puissances continentales qui, avec toutes les forces de leur union, ne peuvent s'accommoder du genre de suprématie qu'exerce l'Angleterre. Ces puissances avaient aussi des colonies, un commerce maritime; elles possèdent en étendue de côtes bien plus que l'Angleterre... Je n'ai contre l'Angleterre ni prévention passionnée ni haine invincible. Les Anglais ont suivi contre moi un système de répulsion; j'ai adopté le système continental beaucoup moins, comme le supposent mes adversaires, par jalousie d'ambition que pour amener le cabinet anglais à en finir à notre égard. Que l'Angleterre soit riche et prospère, peu m'importe, pourvu que la France et ses alliés le soient comme elle... Considérez la position de vos États; vous remarquerez que le système vous est plus utile qu'à moi. La Hollande est une puissance maritime commerçante; elle a des ports magnifiques, des flottes, des matelots, des chefs habiles et des colonies qui ne coûtent rien à la métropole, ses habitants ont le génie du commerce comme les Anglais. N'a-t-elle pas tout cela à défendre aujourd'hui? La paix ne peut-elle pas la remettre en possession de son ancien état? Encore quelques années de patience et l'Angleterre voudra la paix autant que nous la voulons nous-mêmes (1).

Il est évident que Napoléon est loin de dédaigner l'argument économique : « Colonies, ports, commerce même ». Visant les Hollandais, il s'attache, comme il convient, aux considérations de travail et de profits; mais en les ramenant à sa pensée.

Dans un autre passage de la même lettre, Napoléon insiste sur l'avantage que le système protectionniste assure aux industries continentales. Et c'est là, assurément, le fort de cette machine énorme qui a pour point d'appui le continent tout

(1) *Correspondance*, XVI, 471.

entier. La création de l'industrie française, telle fut un des résultats les plus considérables du système napoléonien. L'Europe apprit à se suffire à soi-même.

Chaptal qui, par sa technicité et la confiance qu'il inspirait à l'Empereur, a contribué, plus que personne, à cet heureux emploi des forces nationales, dit encore :

On ne peut pas disconvenir que Napoléon n'ait rendu de grands services à l'industrie. C'est sous son règne qu'elle a atteint ce degré de prospérité où elle est aujourd'hui. C'est sous son règne qu'on s'est affranchi du tribut que nous avions payé jusque là à l'étranger. C'est sous son règne qu'on a vu, pour la première fois, tous nos produits industriels rivaliser sur tous les marchés de l'Europe, pour le prix et la qualité, avec ceux des nations les plus éclairées en ce genre... Alors les fabriques ont pu s'établir sans craindre la concurrence; elles ont été assurées du débit de leurs produits, quoique de qualité inférieure dans le principe. Peu à peu elles se sont perfectionnées, et enfin, elles sont arrivées, en très peu de temps, à faire aussi bien que les étrangers. Si Bonaparte eût écouté les plaintes du consommateur ou des préjugés publics, nos fabriques seraient encore dans l'état d'imperfection où il les a trouvées (p. 280).

Ici encore, les vues de Napoléon, parfois assez courtes, l'emportaient par l'ordre et la discipline. Il défendait énergiquement le travail national et le marché national, leur faisant rendre, par une heureuse répartition des forces, tout ce qu'on pouvait attendre d'un Empire déjà vaste par lui-même et continuellement élargi.

Cet élan puissant donné à l'industrie par l'intervention continuelle de l'État créa la classe ouvrière et explique la gratitude du peuple des villes envers l'homme qui, par une vue profonde de l'harmonie sociale, pensait toujours à lui. Napoléon disait à Chaptal : « Quand l'ouvrier manque de travail, il est à la merci de tous les intrigants. Je crains les insurrections fondées sur un manque de pain. Je craindrai moins une bataille contre deux cent mille hommes. »

On sait ce que doivent à l'Empereur les industries lyonnaises, en particulier, celle de la teinture, etc. (1); ce n'est pas

(1) 27 mai 1808, à Crétet : « J'ai reçu le compte que vous me rendez sur les teintures des étoffes de Lyon... Portez la plus grande attention sur les teintures de Lyon; vous savez que c'est une grande partie de nos richesses. Je voudrais établir une chaire de chimie à Lyon. » (*Corr.*, XVII, p. 214.)

le lieu d'y insister. Mais on ne saurait passer sous silence, comme une préface à l'histoire du XIXe siècle, ce qu'il fit pour l'industrie des étoffes et de la nouveauté, notamment du coton, de la laine, de la soie, auxquelles il donna un élan prodigieux.

Elles furent toutes l'objet de son application constante et de ses soins les plus minutieux. Il unit, dans sa pensée, le sort de ces industries à celui de son propre système : elles en sont les naturelles bénéficiaires et doivent, par leur succès, lui apporter une justification constante, une « propagande » durable. Aussi, nuls sacrifices ne lui coûtent pour les encourager, les soutenir, les développer. Il écrit à Cambacérès, dès le 4 janvier 1807 :

Mon intention est de disposer de 500 000 francs par mois pendant l'année 1807 pour faire travailler les manufactures. De quelle manière cette somme doit-elle être employée pour remplir mon but, et être moins onéreuse au trésor public? C'est ce que je désire que vous discutiez dans un conseil où vous appellerez les ministres, les présidents du Conseil d'État et les autres personnes que vous jugerez convenable d'y appeler...

Et, à Champagny, le 26 mars : « J'ai autorisé le ministre de l'Intérieur à faire faire des étoffes de Lyon. »

Ses commandes se multiplient. Partout, il donne l'exemple du luxe solide et de la dépense utile au travail national. Il impose à l'étranger les achats comme une clause de ses victoires et une affirmation de son autorité vigilante. Les Napoléonides seront les agents de son goût somptueux et rémunérateur.

Si l'industrie traverse des périodes difficiles, il est là pour l'aider, lui apporter le crédit, la sécurité de l'avenir. Il écrit à Cambacérès, le 26 mars 1807 : « J'ai voulu prêter sur gage, c'est-à-dire que, quand une manufacture ou une maison de commerce sera menacée d'une faillite, on lui prêtera de l'argent pour la moitié du prix des marchandises qui seront mises en réserve dans un coin de ses magasins. »

Chaptal nous a raconté les moyens employés par l'Empereur pour parer à l'une des crises de l'industrie lyonnaise : « Napoléon dépensa soixante-deux millions pour calmer cette crise; il prêta jusqu'à la somme de cinq millions à des fabricants, tels que Gros d'Avillers et Richard Lenoir. La crise se calma. » L'Empereur prêta 30 et 40 millions aux fabricants avec l'engagement de ne pas fermer leurs ateliers, et le même

Chaptal, qui n'est pas suspect de bienveillance, ajoute : « Une vérité qui sera contestée par des hommes prévenus, mais qui n'en est pas moins une vérité aux yeux des gens éclairés et libres de préjugés, c'est que, si la chute de Napoléon avait été retardée de deux ans, la France était à jamais affranchie du tribut qu'elle paye au nouveau monde pour ce qui regarde le sucre et l'indigo... Il n'apportait pas à l'industrie cet esprit de réglementation qui pèse parfois si lourdement sur l'administration de l'Empire. » Et Chaptal conclut : « Sous son règne, l'industrie a joui de la plus grande liberté; et c'est à cette liberté et aux prohibitions (en ce qui concernait les produits étrangers) qu'elle a dû son progrès et sa prospérité (1). »

Le système protectionniste qui est celui de l'Empereur le porte à donner un appui constant à l'agriculture. En cela, il est de la tradition de Sully et de Colbert, non de celle des physiocrates. Et pourtant, il se rencontre avec ceux-ci dans le soin qu'il apporte à mettre, dans toute province nouvelle, rattachée plus ou moins directement à l'Empire, la terre entre les mains des paysans. C'est par là, surtout, que son action révolutionnaire en Europe assure à la conquête française les sympathies les plus nombreuses et les plus durables. Partout il introduit le Code civil et fait la guerre aux *latifundia* (2).

Mais, là où il se sépare franchement de la doctrine physiocrate, c'est dans le système de surveillance et de réglementation stricte qu'il apporte au commerce des blés. En ce point, il est, avant tout, chef militaire, — romain et corse. Son idéal, il l'a dit un jour, serait que le soldat pût, comme le légionnaire, emporter sur ses épaules sa petite provision de blé qu'il moudrait lui-même au bivouac.

La solidarité nationale en matière de production et de répartition des céréales, est encore une de ses préoccupations dominantes. Chaptal dit qu'on eût essayé en vain de lui faire admettre que les prairies artificielles, indispensables à la production de la viande, pussent utilement remplacer, en certaines contrées, les emblavements en blé. Ce qu'il craignait avant tout, c'était une crise révolutionnaire provenant de la rareté du pain. En revanche, il croyait pouvoir en maintenir

(1) *Mes Souvenirs sur Napoléon*, p. 386-390.

(2) Voyez comme type de ces opérations populaires, la vente de 36 millions de biens nationaux dans la Roer, juillet 1805, *Corr.* t. XI, p. 15.

administrativement le prix au plus bas, sans admettre que cette exigence fût de nature à décourager le paysan.

Ses vues sont souvent fécondes. Ainsi quand il conseille l'établissement de moulins selon le système hollandais, quand il encourage la culture de la garance, celle de la betterave, quand il accorde des encouragements de toute sorte et même des prix à l'enseignement agricole.

Tout compte fait, concluant sur ce sujet qu'il connaissait admirablement, comme technicien et comme restaurateur du domaine de Chanteloup, Chaptal caractérise en ces termes le rôle de l'Empereur : « Son système, écrit-il, joint à celui des réquisitions et de la conscription, aurait dû faire abhorrer l'Empereur du paysan. Mais, on se trompe : ses plus chauds partisans étaient là, parce qu'il les rassurait sur le retour des dîmes, des droits féodaux, de la restitution des biens des émigrés et de l'oppression des Seigneurs. »

Napoléon reste, en somme, économiquement, l'homme de la Révolution. Il considère l'expansion territoriale et militaire comme un moyen de faire pénétrer partout ces principes qui l'ont porté sur le trône et qui consolident chaque jour sa dynastie. En Europe comme en France, il est le *parvenu*, l'homme des *nouvelles couches* et de l'*âge industriel*, tel que le définit Emerson. Son rôle, à ce point de vue, ne sera jamais effacé de l'histoire de la civilisation. Ouvrier de la destinée, il est, à sa façon et pour son but propre, un des créateurs du monde moderne en tant qu'il fait, de la transformation de l'Europe, une extension et comme une annexe de l'histoire intérieure française (1).

VIII. — L'EMPIRE SE SUFFIT A LUI-MÊME. — PARIS CAPITALE D'EMPIRE. — LES ROUTES ET LES VILLES

Serrons de plus près encore ce qui se passait dans l'esprit de Napoléon quand, non sans de grandes hésitations et par saccades souvent entrecoupées, il se mettait à réaliser de jour en jour la conception qu'il s'était faite du grand Empire.

Sa pensée initiale, « vaincre la mer par la terre », n'inclut nullement la pensée de renoncer à la mer. Tout au contraire ;

(1) L'action révolutionnaire de Napoléon en Europe fait l'objet d'une étude particulière.

Napoléon entend bien devenir, finalement, le maître des deux éléments. Il ne s'avouait peut-être pas tout à fait à lui-même et sûrement pas aux autres, ce qu'il espérait faire et jusqu'où il espérait pouvoir atteindre. Il avait une idée secrète. Le 9 juillet 1807, il écrivait à Joseph, à propos de l'occupation de Corfou : « Faites ce que je vous dis scrupuleusement, *puisque vous ne savez pas mes projets* (1). » Et, indiquant seulement d'un geste, on ne savait quel but final : « Corfou, écrivait-il, est une question tout à fait inconnue. Souvenez-vous de ce mot : « *Dans la situation actuelle de l'Europe, le plus grand malheur qui puisse m'arriver est la perte de Corfou.* »

Le projet adriatique était, nous le savons maintenant, le premier pas, à la fois vers la maîtrise de la Méditerranée, et vers la réalisation de sa grande pensée intime, la conquête de l'Orient. C'était comme un écho du cri que l'entendit proférer Méneval avant les négociations de Tilsitt : « Constantinople, Constantinople! Jamais! C'est l'Empire du monde (2). »

On a reporté le point de départ de ces ambitions lointaines à l'époque de Wagram; mais leur origine est bien antérieure. Un passage du message au Sénat du 19 novembre 1806, qui précède immédiatement le décret instituant le Blocus continental, les indique déjà, du moins à l'état embryonnaire :

Nous sommes prêts à faire la paix avec l'Angleterre, nous sommes prêts à la faire avec la Russie, avec la Prusse ; mais elle ne peut être conclue que sur des bases telles qu'elles ne permettent à qui que ce soit de s'arroger aucun droit de suprématie à notre égard; *qu'elle rende les colonies à leur métropole et qu'elle garantisse à notre commerce et à notre industrie la prospérité à laquelle ils doivent atteindre...* Nous sommes certains que nos peuples apprécieront la sagesse de nos motifs politiques, qu'ils jugeront avec nous qu'une paix partielle n'est qu'une trêve qui nous fait perdre tous nos avantages acquis pour donner lieu à une nouvelle guerre, et qu'enfin ce n'est que dans une paix générale que la France peut trouver le bonheur (3).

Cette idée grandiose qu'il se faisait d'un Empire universel pacifié par la prééminence française, Napoléon la roulait perpétuellement en lui-même; il la mettait constamment au

(1) *Corr.*, XIV, 70. — (2) Voyez l'exposé et la discussion dans Driault, *Tilsitt*, p. 177, note. — (3) *Corr.*, XIII, 553.

point, il l'élargissait sans cesse. Même après la terrible pause d'Eylau-Friedland, sa pensée s'acheminait toujours vers la conquête progressive, non seulement de l'Europe, mais d'autres régions encore et, en particulier, par Constantinople, de l'Orient, comme une suite logique du bloc et du blocus continental.

Il ne s'agissait plus seulement d'une surveillance des côtes maritimes stricte et généralisée, mais bien d'une confédération illimitée opposant partout la terre à la mer, d'un cercle planétaire entourant, sous un commandement unique, l'Empire britannique. De cette réalisation colossale le blocus continental n'était qu'une sorte d'esquisse et d'ébauche douanière. La conquête militaire s'ensuivrait nécessairement. On atteindrait ainsi à une sorte d'unité du monde, d'unité à la française. Unité disciplinée, sans fissure dans sa donnée rigide et militaire : tel était l'aboutissement du système, ou plutôt tel était le système.

La pyramide devait avoir au sommet un couronnement, une capitale luisant au loin comme une escarboucle, Paris.

Napoléon est le véritable créateur du Paris moderne, du Paris capitale, Paris, ville préférée, « ville chérie », comme il dit lui-même dans le sénatus-consulte qui annexe Rome. Car Rome, quoi qu'on ait dit, n'est qu'au second plan. Napoléon sait parfaitement que, sans Paris et sans la France, sa conception ne serait que fumée. Donc, Paris capitale de la France et capitale de l'Empire. Quel Versailles ou quel Fontainebleau, séjour sylvestre des rois, est comparable à ce chef-lieu du monde ?

Sur une feuille qu'il couvre de notes et de chiffres, en septembre 1807, c'est-à-dire au retour de Tilsitt, Napoléon écrit : « Pour les ducs, il faut trente maisons à Paris, qui s'élèvent avec le trône ; il faut leur donner 500 000 francs pour la maison et au moins 100 000 francs de rentes; pour les comtes, soixante maisons avec 200 000 francs et 50 000 francs de rentes au moins ; pour les barons, il en faut quatre cents au moins ayant 5 000 francs de rentes. »

Dans ce tumulte de mots jetés à la hâte, n'entend-on pas bourdonner la ruche des chefs de la conquête, cet état-major discipliné et gorgé d'où partiront l'ordre et l'exemple et où se retrouveront, au retour des grandes randonnées, la jouissance des biens de la terre et toutes les grandes passions satisfaites ?

Le livre de M. de Lanzac de Laborie dit tout ce que Napoléon a fait pour Paris, mais il indique aussi ce qu'il n'a que rêvé, ce qu'il n'a pu exécuter. Paris serait devenu la ville de marbre, l'Athènes et la Rome antiques, la Bagdad des *Mille et une nuits*, toutes à la fois réalisées : « Je veux voir de mon balcon le Louvre et les Tuileries réunis. » — Il faut une nouvelle salle de l'Opéra, « une salle sans colonnes, favorable à la la vue et à l'oreille, à peu près comme celle de Milan (1). » — « Le 14 octobre prochain, jour anniversaire des batailles d'Ulm et d'Iéna, on célébrera par une fête municipale l'arrivée des eaux du canal de l'Ourcq à Paris... » — « Le nouveau projet de l'Arc de triomphe de l'Étoile avec une seule porte de 42 pieds et ouvertures latérales d'une même dimension et dont la dépense est estimée à 4500000 francs est approuvé, à l'exception des ornements proposés. » — « Le projet par aperçu du palais des Arts sur l'emplacement des chantiers du quai Bonaparte sera présenté de nouveau lorsqu'il aura été plus mûrement examiné. » — « Il sera présenté incessamment des projets pour l'achèvement des hôpitaux de la Charité, de Saint-Louis et de Saint-Antoine, afin que l'on puisse démolir sans délai la portion de l'Hôtel-Dieu prise pour la prolongation des quais (2). » — « Il faut laisser à la place de la Concorde le nom qu'elle a : la Concorde, voilà ce qu'il faut à la France invincible (11 janvier 1807, à Champagny). — Il faut faire du faubourg Saint-Antoine une promenade à l'instar des Champs-Élysées ; il faut terminer la place du Châtelet, bâtir un Odéon, quatre arcs de triomphe sous les vocables Marengo, Austerlitz, Paix, Religion. » Le vainqueur s'acharne à faire, de la Madeleine, un monument de gloire.

A propos des chants de l'Opéra et des chœurs assez sots qu'on lui propose en son honneur, il écrit à Champagny, le 16 janvier 1807 : « En général, la meilleure manière de me louer est de faire des choses qui inspirent des sentiments héroïques à la nation, à la jeunesse, à l'armée. »

C'est encore à propos de Paris qu'il écrit : « Je veux ce qui convient et ce qui est bien, parce que mes vues sont supérieures (14 avril 1806). »

(1) *Corr.*, XVI, p. 406, 10 et 26 mars 1808. — (2) *Id.*, p. 445. — Cf. Cadet de Gassicourt, *l'Arc de Triomphe de l'Étoile*, dans la revue *Napoléon*, janvier-février 1925.

Supérieures en effet, et s'élargissant, de Paris comme centre, sur le reste du monde ou, du moins, jusqu'aux extrémités du continent.

De Paris s'élanceront, dans toutes les directions, les routes qui, comme des fibres nerveuses, animeront ce grand corps, les canaux qui, achevant et réunissant les rivières, seront les artères et les veines de la circulation continentale. Les légions se porteront jusqu'aux frontières et reviendront vers le centre, d'un pas égal et sans obstacle, affirmant partout la pleine et vigoureuse unité d'une seule et unique obéissance.

Une lettre, parmi des milliers d'autres, donnera l'idée de cette ambition de la circulation, de cette passion de l'aplanissement qui fut, peut-être, dans l'ordre civil, la plus belle manifestation du génie impérial. Le 11 mars 1808, au fort de son élaboration créatrice, il écrit à M. de Montalivet, directeur général des ponts et chaussées :

Vous me proposez d'établir une route qui irait de Tournus à Chambéry et qui aurait l'avantage d'abréger de trois journées d'étapes, c'est-à-dire de vingt-quatre lieues, la route de Paris au Mont-Cenis. Cet objet me paraît important sur tous les points de vue... Vous verrez que mon intention est de faire cette année, si cela est possible, la route de Chambéry au Mont-Cenis et la route de Metz à Mayence. Vous verrez que j'ai mis un fonds considérable pour la route de Bordeaux à Bayonne. Je croyais que vous aviez déjà entrepris la route de Wenloo à Wesel.

Je désire également que, cette année, si cela est possible, les ponts de Tours, de Roanne, de la Durance et de Kehl soient terminés. J'attends des projets pour les ponts de Bordeaux, de la Scrivia, du Pô à Turin et autres que j'ai ordonnés dans mon dernier voyage en Italie. Le pont du Furens doit être entrepris et avancé cette année.

J'ai décidé que, cette année, il serait dépensé un million pris sur les revenus des bois pour faire des canaux et des chemins qui amélioreront l'exploitation des forêts.

Je désirerais savoir si l'on ne pourrait pas faire un pont vis-à-vis des Invalides, etc.

On sait qu'il emploie les prisonniers et les *oisifs* à ces travaux qui porteront son nom à l'avenir. Il écrit à Dejean, de Berlin, le 12 novembre 1806 :

J'ai fait ici plus de 140 000 prisonniers. Il est probable que la moitié arrivera jusqu'en France : que faire de tant d'hommes ? Il ne

faut pas qu'ils me ruinent. Il faut les employer aux travaux pénibles et les mettre à la disposition des cultivateurs pour les faire travailler. Cela aura, d'ailleurs, l'avantage qu'il en restera beaucoup en France.

Il talonne sans cesse les Ponts et Chaussées, un jour à propos des routes, un jour à propos des canaux qui sont, peut-être, son plus constant souci.

J'ai beaucoup de canaux à faire, s'écrie-t-il le 14 novembre 1807 : celui de Dijon à Paris, celui du Rhin à la Saône et celui du Rhin à l'Escaut. Ces trois canaux peuvent être poussés aussi vivement que l'on voudra...

On voit, dans la suite de la lettre, qu'il avait conçu le projet de vendre les canaux déjà faits, comme le canal de Saint-Quentin et même le canal du Languedoc, à des compagnies d'exploitation, de manière à avoir de l'argent pour en faire d'autres.

Mais le voici nageant en plein dans son rêve des communications :

Peut-être cela nous conduira-t-il à ouvrir une caisse de travaux publics où les fonds spéciaux des routes, de la navigation, etc., seraient versés directement. Avec cette institution *nous changerons la face du territoire*. J'ai fait consister la gloire de mon règne à changer la face du territoire de mon empire. L'exécution de ces grands travaux est aussi nécessaire à l'intérêt de mes peuples qu'à ma propre satisfaction.

Et, son imagination s'exaltant, il fait un bond vers les grands établissements de charité et ajoute :

Il faut préparer tout de manière qu'au commencement de la belle saison, la France présente le spectacle d'un pays sans mendiants et où toute la population est en mouvement pour embellir et rendre productif notre immense territoire.

On se fatigue à le suivre. Les fonctionnaires les plus zélés sont sur les dents et vivent sous l'algarade. A Crétet, le 23 juin 1808 :

Pourquoi garder 1 200 prisonniers à Troyes, où il n'y a pas d'ouvrage, tandis qu'on pourrait les employer bien plus utilement aux travaux des canaux de l'Escaut, Napoléon et de Bourgogne. Les

travaux des Ponts et Chaussées sont menés bien lentement. Quand j'ai accordé des fonds extraordinaires si considérables, j'ai eu en vue, non seulement de faire des travaux, mais aussi d'occuper les bras oisifs de l'Empire. Nous voilà au milieu de la campagne et je vois avec peine qu'aucune des mesures que j'ai prescrites n'aura été exécutée. Je voulais dépenser trois millions cette année à chacun des trois canaux et l'on n'y aura pas dépensé 600 000 francs. J'ai accordé un million pour la route des Landes et l'on n'y travaille pas... (1).

Il faudrait accompagner sa vigilance jusque dans ces départements extérieurs, où son empreinte restera gravée à jamais; ce serait faire le tour de l'Europe. Le 24 septembre 1808, il écrit, de Kaiserlautern, à Crétet :

Je ne suis pas plus content ici que dans les autres départements des Ponts et Chaussées. J'ai trouvé que, dans la Sarre et la Moselle, on avait travaillé pour avancer la route; dans le département du Mont-Tonnerre, on n'a rien fait. Ici, comme ailleurs, on a commencé la campagne au mois d'août, les beaux mois d'été ont été perdus en inutiles paperasseries. *Cette route, la plus importante de France*, n'est point du tout avancée... Elle ne sera jamais finie si l'on marche comme cela (2).

Et, d'un bond, le voilà en Italie. Au prince Eugène, le 30 juin 1808 :

Je reçois votre rapport sur les affaires du royaume d'Italie. Comment est-il possible qu'on n'ait encore rien fait au canal de Pavie? Cela ne fait pas honneur à l'administration italienne. Ici je ne me couche pas sans m'être fait rendre compte de l'état et de la progression des travaux et l'on en fait d'immenses. Quoique tout soit organisé en France, rien ne va seul. Que voulez-vous que ce soit en Italie? Comment n'a-t-on rien fait au canal de Pô? Le projet du canal de Palmanova à la mer n'est pas encore fait. La digue de Mantoue n'a pas eu lieu. Il n'a encore été rien fait au chemin de Strà à Mestre. On m'apprend qu'il n'y a rien de fait au port de Venise, au port d'Ancône. Que diable fait-on donc en Italie (3)?

Même obsession, même trépidation, qu'il s'agisse des ports, des ponts, des aqueducs, des quais et des besoins infinis qui, à la suite du gâchis révolutionnaire, accablent les provinces et les villes sur toute la surface de l'Empire. Au

(1) *Corr.*, XVIII, p. 328. — (2) *Ibid.*, p. 527. — (3) *Ibid.*, XVII, p. 341.

moment où le régime ancien se transforme en régime moderne, partout la nécessité du travail impose l'urgence du travail et réclame les instruments du travail. Napoléon est, précisément, l'homme désigné par une sorte de prédestination, prêtant la poigne d'un terrassier inlassable au génie du chef militaire impatient du repos.

Il a conscience, plus que personne, de ce caractère qui lui appartient en propre. Écoutons-le parler de cette face nouvelle qu'il rêve pour l'Europe française dans l'Exposé de la situation de l'Empire de 1807 :

Treize mille quatre cents lieues de route à la charge du trésor public ont été, sur divers points, entretenues, réparées; les vingt-sept routes principales qui partent de la capitale, se dirigeant à toutes les frontières de l'Empire, ont été le théâtre principal de ces opérations. Les deux plus grands ouvrages exécutés depuis plusieurs siècles, les routes du Mont-Cenis et du Simplon, monuments de l'art dignes de ces monuments de la nature que l'art a vaincus, sont accomplis après six années. Parmi les routes d'un autre ordre, celle d'Espagne en Italie par le mont Genèvre se poursuit, et l'embranchement qui doit l'étendre au département de l'Isère offrira à une portion de la France un passage plus facile et plus rapide au travers des Alpes. L'Apennin, à son tour, devient le siège de travaux actifs qui lieront le Piémont à la Méditerranée et compléteront l'union de la Ligurie avec la France...

Ne reconnaît-on pas encore, en tout ceci, le militaire? Les routes, les franchissements de montagne, les remuements de terrain, comment en nier le caractère stratégique? Rien qu'à contempler ce système articulé jeté de Paris jusqu'aux rivages lointains, comment ne pas y reconnaître le grand but de victoire et de domination : « terre contre mer » ?

Ceci dit, il ne serait pas d'une entière exactitude historique d'admettre comme accomplies en fait toutes les entreprises conçues par cette étonnante imagination. Il commandait, mais, comme il le reconnaît lui-même, et pour mille raisons dont la principale est le manque d'argent, l'exécution ne suivait que lentement.

On dirait que tout le monde s'était habitué, plus ou moins, à cet hiatus entre le vouloir et le pouvoir. Un technicien autorisé, M. Jeffroy, porte ce jugement averti sur une des branches des travaux publics qui ont le plus intéressé l'Empereur, les canaux :

Le gouvernement du premier Empire, écrit-il, voulant reprendre les travaux de canalisation dont la Révolution avait empêché l'exécution, crut également trouver les ressources nécessaires par un procédé différent. Afin de donner une plus grande impulsion à la construction des voies nouvelles, il résolut de vendre un certain nombre de canaux appartenant à l'État : canal d'Orléans, canal du Loing, canal de Saint-Quentin (loi du 23 décembre 1809) canal du Midi, dans l'intention d'employer les produits de l'opération à terminer le canal Napoléon (canal du Rhône au Rhin). Mais, en fait, ces produits furent également détournés de leur destination et servirent à payer les dépenses occasionnées par les guerres; de 1802 à 1814, *200 kilomètres seulement de canaux furent exécutés.*

C'est peu. Cependant, en douze ans, il fut dépensé près d'un milliard en travaux publics, routes, canaux, ports et quais. Et partout, l'impulsion était donnée, les plans étaient étudiés et acceptés, les travaux amorcés ou suffisamment poussés; et, non seulement la France, mais toute l'Europe napoléonienne devait profiter à jamais de l'impulsion et, si l'on peut dire, du coup de fouet donné, à cette époque décisive, par la volonté sans pareille du grand initiateur.

Échelonnées sur ces voies larges et indéfiniment prolongées, se rangent, comme les satellites de la capitale, les « quarante-deux bonnes villes » de l'Empire. Ce sont les *emporia* continentaux chargés de ramasser les produits de l'activité des peuples et de les répandre d'une contrée à l'autre; ce sont les centres d'intelligence prêts à offrir leur concours discipliné à la grande mise en œuvre impériale; ce sont les lieux d'étapes où les légions campent et d'où les idées révolutionnaires s'élancent sur les peuples : ce sont les citadelles veillant sur les marches de l'Empire et préparant, à l'abri de leurs remparts, les expéditions de répression, ou de défense ou de conquête. Nous avons déjà dit l'importance de ces places frontières et des approvisionnements qu'y entassait la vigilance impériale. A Alexandrie, à Mayence, à Corfou, d'immenses magasins d'armes et de céréales étaient entretenus en bon état, on ne savait pour quel dessein pouvant surgir soudain d'un cerveau où fumaient toutes les possibilités.

Une histoire intérieure de l'Empire comporterait une vaste étude d'édilité et d'urbanisme exposant les progrès accomplis dans ces courtes dix années si remplies. L'alignement des rues

et la sécurité des trottoirs datent de cette époque. Une sorte de rectitude classique de proportions élégantes, quoique un peu lourdes, un goût robuste et grave où le plein-cintre domine, tout un art d'ingénieur, où l'autorité l'emporte sur la grâce, ont marqué la plupart de ces villes à l'empreinte de l'âge napoléonien.

N'étant pas encore entourées de leurs ceintures de faubourgs ouvriers, les villes n'avaient pas attiré à elles cette surcharge de populations laborieuses et misérables qui les engorgera dans le cours du siècle ; bien proportionnées, claires, respirant l'air des boulevards substitués aux vieilles murailles féodales, elles étaient, pour la plupart, toutes baignées de lumière, et leur belle histoire ornait d'une gloire antique, la gloire neuve de l'Empire d'Occident.

Sur la liste, les trois premières cités étaient Paris, Rome, Amsterdam.

Les chiffres suivants sont relevés dans un état daté du 21 décembre 1808, comme étant ceux de la population des principales d'entre elles :

Paris	547 700	Bruxelles	66 200
Marseille	96 400	Gand	55 100
Bordeaux	90 900	Gênes	80 000
Lyon	88 900	Genève	22 700
Rouen	87 000	Liége	50 000
Nantes	77 100	Turin	79 500
Lille	54 700	Parme	35 000
Alexandrie	30 000	Plaisance	30 000
Aix-la-Chapelle	24 400	Florence	80 000
Anvers	56 000	Livourne	45 000

Dans la plupart de ces villes, Napoléon avait établi un noyau administratif, souvent politique, relié étroitement au centre, transmettant les ordres et recueillant les moindres traces d'émotion ou de sensibilité locale. Pour administrer l'ancienne France et la France complétée, les préfets étaient choisis, en raison de leur docilité certes, mais aussi en raison de leur activité : beaucoup étaient d'anciens jacobins.

Quant aux villes de la France nouvelle, de la France d'influence, elles étaient restées pour la plupart des capitales ; elles avaient leurs rois comme Naples, Madrid, la Haye, Cassel ; leur vice-roi comme Milan ; elles avaient leurs ducs comme Parme, Plaisance, Florence ; de hauts commissaires spéciaux comme

Gênes; de hauts dignitaires comme Bénévent, Ponte-Corvo, Otrante, etc. Des liens de toute nature et de toute efficacité, puisqu'ils émanaient de la volonté souveraine, rattachaient ainsi chacun des nœuds du grand système au nœud central où la majesté de l'Imperator, surveillant tout, ordonnant tout, vibrait à tout.

IX. — VUE D'ENSEMBLE : L'EMPIRE DE RECRUTEMENT

Cet immense organisme est d'abord militaire, il est militaire dans son principe et dans sa forme. Cela ne veut pas dire que l'Empereur n'ait pas de multiples pensées de stabilisation et d'organisation « civiles ». Il répète souvent que c'est son but final. Mais c'est qu'il ne comptait guère avec les obstacles ni avec la brièveté de la vie.

Les mesures qu'il prendra après la naissance du roi de Rome prouvent que tout un monde nouveau et hiérarchisé se levait dans son cerveau au fur et à mesure qu'il avançait vers le but qui reculait devant lui.

Un fils lui est né : à ce fils il transmettra un monde unifié, apaisé, soulevé jusqu'à « l'idéal de civilisation ». Mais il ne s'agit nullement, comme on l'a dit, d'un nouvel « Empire romain ». Napoléon a, dans l'esprit, autre chose qu'une répétition du passé. Son génie original n'est pas de ceux qui copient; il crée. Il eût, certes, considéré comme une injure grave un rapprochement quelconque de la dynastie qu'il fondait avec la série bien mêlée des successeurs d'Auguste, et il ne se donne pas plus, comme modèle, Marc Aurèle que Dioclétien.

En octobre 1809, l'Institut ayant proposé de donner à l'Empereur, au sujet des inscriptions à placer sur l'Arc de triomphe, les titres d'Auguste et de Germanicus, il écrit : « On ne voit rien, dans les souvenirs des empereurs romains, que l'on puisse envier. Un des plus grands soins de l'Institut et des hommes de lettres doit *être de s'attacher à mettre une grande différence entre eux et les faits de notre histoire*... Le titre de l'Empereur est celui d'*Empereur des Français*. » Il ne veut donc aucunement ni le titre d'Auguste, ni celui de Germanicus, ni même celui de César (1).

(1) *Corr.*, XIX, p. 543.

Le nom de Charlemagne lui sourit davantage, mais comme symbole : simple évocation romantique.

Il n'entend pas non plus qu'on le traite de « soldat parvenu ». Il est lui-même ; sans modèle et sans précédent, envoyé providentiel, demi-Dieu en terre.

Le monde s'étant transformé par une révolution générale que son enthousiasme juvénile a adoptée, il est chargé de mener à bonne fin cette universelle transformation. Il entrevoit un monde meilleur créé par lui, ordonné par lui, un monde plus rationnel, — à la française. Sa qualité propre, c'est son aptitude au grand achèvement. La victoire indispensable, c'est son affaire, et c'est son secret.

Napoléon a plutôt, à proprement parler, une méthode qu'un système. Que tous se subordonnent pour assurer le succès et le monde sera heureux après : il s'en charge. C'est en tenant compte de ce prodigieux quotient personnel qu'on peut parvenir à débrouiller l'écheveau si compliqué de l'œuvre napoléonienne.

Grand chef de guerre, c'est comme tel qu'il peut remplir sa destinée : le Grand Empire c'est la Grande Armée. Celui-là suppose celle-ci. Voilà ce qui *agit* Napoléon aux diverses phases de son existence. Une conception si particulière de la haute politique est, en lui, antérieure à toutes les autres ; elle les dominera jusqu'à la fin.

Avant tout donc, la victoire et les moyens de vaincre ; il écrit à Fouché, le 15 décembre 1806, à la veille d'Eylau : « Je vois avec plaisir le mouvement que vous vous donnez pour diriger les esprits dans le sens de la conscription. Tenez la main à cela et répétez aux préfets que c'est par là que je jugerai de la bonté de leur administration (1). » En écrivant ces lignes, l'Empereur sait déjà que le recrutement limité à la France ne suffit plus, et le même jour, pour avoir des hommes, il soumet à la toise, non seulement la France entière, mais cette Europe qui, pourtant, ne lui appartient pas encore.

On n'en est pas, tant s'en faut, à l'entrevue de Bayonne ; or, l'Empereur, de la même plume qu'il a écrit à Fouché, écrit à Talleyrand « de proposer au roi d'Espagne de fournir à

(1) *Corr.*, XIV, 91.

l'Empereur un secours de 4 000 cavaliers et 10 000 fantassins avec 25 canons pour former un corps d'observation au Hanovre contre les Anglais. Le roi d'Espagne *n'aura que la solde à payer...* »; et, revenant une fois de plus sur son idée maîtresse, il ajoute : « Il faut renoncer à tenter des aventures sur mer, où nous sommes les plus faibles, pour suivre nos avantages sur terre. Si l'Espagne déploie la même énergie que je montre, nous viendrons à bout de nos projets. »

Ainsi, le monde entier est peu à peu entraîné dans l'exécution de plans que l'Empereur veut bien considérer comme étant communs à la France et à l'Europe.

Mais, le monde voit-il comme lui? c'est la question. Or, son imagination dévorante considère la chose comme jugée : il ne peut y avoir deux avis quand il s'agit d'entreprises si nécessaires et si raisonnables. En fait, l'Espagne a mis en branle, sur un mot, ses contingents qui viendront se battre dans les frimas du nord pour un intérêt lointain et vraiment indiscernable.

Qu'il s'agisse de l'Espagne, qu'il s'agisse des autres peuples entraînés dans le tourbillon, tous devront se soumettre à des exigences croissantes; et, s'ils résistent, ce sera la France finalement qui saura leur imposer de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices. Elle matera les peuples dont son chef a besoin pour mater le monde.

Voici, d'ailleurs, un aperçu donné par Napoléon lui-même de la force qu'il a su mobiliser pour répondre, dès 1807, aux nécessités du recrutement. Longtemps avant le projet de l'Empire continental, à la veille de Friedland, le 19 mars 1807, l'Empereur écrit : « J'ai levé deux fois 80 000 hommes depuis septembre, j'ai une armée immense en Italie, je suis même obligé de donner de l'argent en Pologne pour les 40000 hommes que j'y ai levés. Je viens d'appeler 80 000 autres hommes de la conscription de 1808. Ce sont là des dépenses immenses auxquelles je suis bien loin de suffire (car il y avait aussi la mobilisation et la conscription de l'argent). Vous ne réfléchissez donc pas que sans les efforts immenses que fait la France, la Hollande ne serait qu'une province anglaise, etc... (1) »

A la « nécessité » de ces immenses efforts, Louis avait

(1) *Corr.*, XIV, 477.

peut-être pensé; mais les Hollandais, assurément pas (1).

Après 1807, les besoins en hommes et en argent s'accroissent indéfiniment; l'Empire de la victoire, de la « victoire par la terre », s'étend fatalement, automatiquement (2). Nous aurons à suivre la politique intérieure française dans cette expansion continue. Le projet d'ensemble est présenté avec une concision frappante dans ces trois lignes dictées par Napoléon à l'adresse de son frère Joseph, roi de Naples : « Vous ferez connaître à mon ministre à Naples que je n'ai accordé au Roi le royaume de Naples qu'à trois conditions : l'inviolabilité de la constitution, la garantie de la dette publique et l'entretien de mon armée, et qu'il faut que ces trois conditions soient strictement remplies (3). »

Mais, avant de voir à l'œuvre l'ouvrier du destin, s'acharnant à sa tâche, rappelons l'un des principaux obstacles qu'il rencontre, la contradiction entre sa propre volonté et la volonté des peuples.

Napoléon veut des hommes, les peuples épuisés n'en veulent plus donner. L'antagonisme d'idées qu'il signale dans la lettre adressée au roi Louis s'affirme par une opposition d'abord timide, mais qui évolue rapidement vers le détachement et puis la haine : « Que l'Empereur fasse la guerre : nous entendons vivre en paix. Qu'il trouve où il voudra des hommes et de l'argent : ce n'est pas notre affaire de lui en procurer. »

Aucun raisonnement ne peut choquer davantage la conception impériale. Napoléon y a mis des formes d'abord. Il s'est plu à chercher, pour satisfaire les peuples, des adoucissements constitutionnels. Il leur laissait, en somme, une certaine forme ou ombre d'indépendance. Mais, s'ils refusent ce qu'on attend d'eux, *l'aide* et *l'ost*, comme on disait au moyen âge, c'est-à-dire la contribution et la conscription, que lui reste-t-il à faire,

(1) « Je vois dans les notes que vous m'avez envoyées, que les Hollandais espéraient que, dans le système de guerre, ils n'auraient qu'une armée peu nombreuse et que les légions françaises leur serviraient de boucliers. Voilà une plaisante idée : un État qui veut être indépendant et qui ne veut pas avoir d'armée ! Si les Hollandais ont vendu leurs colonies aux Anglais, s'ils sont sans conscription, sans énergie, de qui est-ce la faute si ce n'est la leur? » (*Corr.*, 25 avril 1807).

(2) 27 octobre 1810, à Eugène : « La conscription doit être calculée à raison de 3000 hommes par million d'habitants. » — Oct. 1810 : « La population des provinces illyriennes (Carniole, Goritz, Laybach, Istrie, Dalmatie) étant de 1 million 500000 âmes, elles doivent fournir 18000 hommes. — 12 novembre 1810, à Murat : « Mon budget de la guerre monte à 300 ou 400 millions. » — (3) *Corr.*, XVIII, p. 117.

sinon les rattacher à l'Empire? Son système, à partir du décret de blocus continental, le pousse infailliblement vers la politique des larges annexions.

Comme ils sont révélateurs, ces dialogues échangés, par correspondance, entre Napoléon et ses frères et beaux-frères Joseph, Louis, Murat, nommés rois par sa volonté! L'Empereur à Joseph : « Le premier devoir d'un prince français placé dans la ligne de l'hérédité du trône impérial, est envers ce trône. Tous les autres doivent se taire. Les premiers devoirs de tout Français, dans quelque circonstance que la destinée l'a placé, sont envers sa patrie. » Et Joseph de répondre : « Mes premiers devoirs sont pour l'Espagne... Si l'on veut que je gouverne l'Espagne pour le bien seulement de la France, on ne doit pas espérer cela de moi... J'ai des devoirs de conscience envers l'Espagne. »

Même dialogue entre Napoléon et Louis. L'Empereur dit, le 14 décembre, devant le Corps législatif : « La Hollande n'est réellement qu'une partie de la France : ce pays peut se définir en disant qu'il est l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut... Il est temps que tout rentre dans l'ordre naturel... » Louis a entendu ces paroles; il répond : « Aucune partie, aucune ville, aucun individu, ne peut cesser d'être hollandais ni être dégagé de ses obligations envers moi; quelque part que je sois, je suis toujours roi de Hollande; je ne puis cesser de l'être que par une abdication ou par une cession entière du pays, ce qui ne sera pas; même mort, il y a un roi de Hollande, etc. »

Même dialogue, enfin, entre Napoléon et Joachim roi de Naples. Pérignon, envoyé auprès de celui-ci, le 16 septembre 1811, emportait les instructions officielles suivantes : « Vous êtes autorisé à assurer Sa Majesté que l'Empereur ne veut point réunir Naples à la France... mais que l'Empereur ne peut oublier qu'il est empereur de Naples et qu'il en est le suzerain comme il l'est du royaume d'Italie; que c'est faute de reconnaître ces principes que les gouvernements de Rome ou de Hollande se sont perdus. » Ce à quoi Murat réplique : « Soldat, j'ai su et saurai toujours obéir quand je commanderai sous les ordres de l'Empereur; nul n'exécutera ses ordres avec plus de ponctualité; mais dans mes États, *je suis Roi*. Je dois être indépendant quand il s'agit de mes États. Je dois négocier avec

lui, et non recevoir sa loi, » etc... En deux mots, Murat « n'admettra jamais que son royaume soit une dépendance du Grand Empire ».

Les choses étant ainsi, le malentendu porte, partout, sur la conception impériale elle-même en ce qui concerne : 1° l'indépendance; 2° les contributions; 3° la conscription. Napoléon ne peut tolérer une résistance quelconque sur aucun de ces points, en particulier sur la conscription. Chef de guerre, ayant pour moyen la victoire définitive, il lui faut des soldats. Il s'agit, on le voit, non pas d'une théorie, d'une reconstitution historique, d'un empire « à la Romaine » : il s'agit d'être ou de ne pas être. Faute d'armée, tout s'écroule. Napoléon obéit à la loi de son génie et de sa destinée : son empire est un « Empire de recrutement ».

Si les Napoléonides veulent rester fidèles à leur thèse, il ne leur reste qu'à choisir entre deux issues : ou l'abdication ou la défection. Quant à Napoléon, sa solution est bien simple : l'annexion.

On voit par quelle force logique l'Empire napoléonien, l'Empire du continent, en vient à s'étendre indéfiniment, et à englober, de jour en jour, de nouveaux territoires et de nouvelles populations. C'est la suite fatale du grand dessein : « vaincre la mer par la terre ».

Un empire unifié, discipliné jusqu'à livrer, *volens nolens*, tout son sang et toutes ses ressources, voilà l'organisme indispensable, étant donné la nécessité où est l'Empereur « d'aller jusqu'au bout ». Cet empire sera, d'ailleurs, un grand rêve réalisé, l'Empire de la Révolution, l'empire de « l'Idéal de civilisation ».

Rien qu'en embrassant du regard la réunion des cent trente départements qui formèrent, un jour, l'*Europe-France*, selon le mot de Mme de Staël, — sans parler des pays d'influence, — on peut se rendre compte de la grandeur de l'œuvre que le génie avait conçue, qu'une volonté persévérante avait réalisée et que des événements inouïs ruinèrent en un instant.

GABRIEL HANOTAUX.

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT

IV[1]

DELHI : L'INDE ET LES ANGLAIS

ESPOIR ET DÉCEPTION DE L'INDE (1918-1925)

Le jour où j'arrivai à Delhi, les drapeaux en berne flottaient sur une ville en deuil : le général Rawlinson, commandant en chef de l'armée des Indes, était mort dans la nuit, à l'hôpital, des suites d'une opération. J'assistai le lendemain au service funèbre. Nulle pompe extérieure, en dehors du cortège militaire qui accompagnait l'affût de canon transformé en char mortuaire; la petite église de Saint-James n'avait d'autre décoration que les couronnes de fleurs fraîches déposées dans le chœur par des collègues et par des amis. Les officiers, qui remplissaient la moitié du temple, étaient en tenue de campagne, avec le brassard de crêpe; du côté des dames, une simple écharpe noire, une mantille sombre transformaient en vêtement de deuil la robe blanche qu'impose le climat. Le deuil n'était pas dans les habits, il était vraiment dans les cœurs.

Lorsque le corps de lord Rawlinson entra dans l'église, porté à bras par des soldats, le silence était si complet, le recueillement si absolu, qu'on entendit le bruit mal contenu des sanglots; des officiers pleuraient. La cérémonie se déroula dans l'ordre habituel : quelques psaumes, chantés pieusement par les camarades du défunt; une oraison funèbre, courte, émue et familière. L'évêque de Lahore, qui la prononçait, ne jugea point inutile,

Copyright by Maurice Pernot, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er et 15 juillet.

et encore moins déplacé, de rappeler, parmi tant de victoires, celle que le commandant de l'armée des Indes avait tout récemment remportée, à l'âge de soixante et un ans, dans un concours de polo. Enfin le *last post*, le dernier salut que l'armée anglaise adresse à ses soldats. Les trompettes sonnent l'adieu; puis trois salves de mousqueterie crépitent, chacune suivie d'un roulement des tambours voilés de crêpe; et, aussitôt après, éclate, joyeuse, la sonnerie du réveil.

La dernière fois que j'avais entendu cela, c'était pendant la guerre, à Saint-Paul de Londres, au service célébré en mémoire de lord Kitchener. Certes l'assemblée était plus brillante, le décor plus majestueux, et les trompettes résonnaient plus gravement sous les voûtes de l'immense cathédrale que dans le petit cimetière de Delhi. Et pourtant, des deux impressions que je garde, la plus profonde n'est pas celle de Londres. Par sa simplicité, par son recueillement, la cérémonie de Delhi évoque bien plutôt dans ma mémoire certains offices célébrés en terre de France, dans quelque pauvre église de village, pas bien loin des lignes allemandes. Oui, cela ressemblait aux messes funèbres dites pour nos soldats, « en campagne ». Le soir, au coucher du soleil, le cortège se reforma pour accompagner jusqu'à la gare du chemin de fer la dépouille du Commandant en chef.

J'avais été chargé par quelques amis français et anglais de porter des lettres à lord Rawlinson. Son officier d'ordonnance habitait *Vice-Regal Lodge* : c'est, tout au bout du *cantonment*, non pas un palais, non pas même une villa royale, mais un parc, où, sous des tentes blanches, d'ailleurs vastes et confortables, travaillent les collaborateurs immédiats de celui qui représente Sa Majesté l'Empereur des Indes : et cela s'appelle le « Camp du Vice-Roi ». Après cent cinquante ans d'occupation, les Anglais sont *campés* à Delhi, dans la vieille capitale indienne, redevenue depuis peu capitale de l'empire, comme en pays récemment conquis. Voilà ma première impression, que d'autres viendront bientôt compléter et corriger.

« *Adversus hostem æterna auctoritas !* » Anglais et Indiens continuaient-ils donc à vivre côte à côte en irréconciliables, en éternels ennemis? Ne les avions-nous pas vus sur nos champs de bataille, pendant la grande guerre, braver les mêmes dangers, courir ensemble à la même mort, pour la défense du même idéal? A l'appel de l'Angleterre l'Inde avait répondu en envoyant

combattre sur des terres lointaines, contre un ennemi inconnu, 985 000 de ses enfants, dont beaucoup n'étaient pas revenus. Un immense et fervent espoir avait alors traversé le continent indien. La guerre en Europe, en Asie la liberté. Les agitateurs de profession n'eurent pas loisir de spéculer longtemps sur les embarras de la puissance occupante : si grands qu'ils fussent, ils ne l'empêchèrent à aucun moment de maintenir partout son autorité. Mais les Indiens, en contribuant loyalement, de leur argent et de leur sang, à la défense de l'Empire britannique, crurent de bonne foi payer de ce prix leur indépendance. A des promesses vagues ils attachèrent le sens précis de leurs propres revendications. Les quatorze points de l'Évangile wilsonien vinrent encore raffermir leur foi. Une moitié de l'Europe, et la plus glorieuse, s'était levée pour défendre contre l'agression allemande la liberté des nations; l'Amérique proclamait à son tour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Inde ne douta plus que, pour elle aussi, l'heure de l'indépendance, si longtemps attendue, eût enfin sonné.

Après le grand espoir, la grande déception. Par deux fois, en novembre 1917 et en août 1918, le Congrès national indien avait demandé l'introduction immédiate du régime parlementaire. Une concession aussi brusque, une réforme aussi complète n'entraient pas dans les desseins de l'Angleterre. Devant le refus du gouvernement, l'agitation se fit menaçante. Pour la contenir, on crut devoir proroger les lois exceptionnelles et temporaires (*Defence of India Act*) qui n'avaient été édictées qu'en raison de la guerre et pour la durée des hostilités. Les *Bills Rowlatt* furent présentés au Conseil législatif de Delhi, qui en demanda le retrait, sans l'obtenir (février 1919).

La révolte éclata ; des émeutes se déclarèrent presque en même temps dans la capitale, à Bombay, à Lahore, à Amritsar. Un *meeting*, organisé dans cette dernière ville malgré la défense de l'autorité militaire, servit de prétexte à un massacre épouvantable : après le feu de mousqueterie ordonné par le général Dyer, dans le petit enclos où la foule était réunie sans armes, on releva 379 cadavres et près de 1 200 blessés. A cette nouvelle un mouvement d'indignation et de désespoir secoua l'Inde tout entière. C'est alors que parut au premier plan de la scène politique l'homme qui, durant cette terrible crise, devait incarner en lui l'âme de tout un peuple. Gandhi se met à la tête des

révoltés, pour les détourner d'une violence que sa conscience religieuse ne reconnaît point légitime. Aux foules soulevées, qu'aveugle la haine, que brûle la soif de vengeance, il prêche, non pas, comme on l'a dit, la résistance passive, encore moins la non-résistance, mais la *résistance non violente*, le *Satyâgraha*. Nul ne doit accepter le mal, nul ne doit s'y résigner. La violence, à tout prendre, est moins mauvaise que la lâcheté; mais ce qui vaut mieux que la violence, c'est la force d'âme et d'amour. « Par la force d'âme et d'amour, proclame Gandhi, nous assurerons le triomphe de la vérité. » A l'injustice de l'Anglais, aux crimes du « gouvernement satanique », l'Indien ne répondra point par l'émeute et le massacre, mais par la *non-coopération*, par le triple boycottage des écoles, des tribunaux et des assemblées; enfin, au besoin, par la *désobéissance civile* : refus de payer l'impôt, de se conformer aux lois, etc.

Pour contenir l'agitation des Hindous, le gouvernement britannique allait-il du moins pouvoir compter sur l'appui des musulmans? Tant qu'avait duré la guerre, ceux-ci étaient demeurés fidèles; ils s'étaient battus même contre le Turc, en Mésopotamie et en Palestine. La chute de l'Empire ottoman ne leur avait causé que peu d'émotion. Mais lorsqu'après les hostilités suspendues, ils virent les Alliés occuper Constantinople et y ramener les Grecs, destiner les terres les plus sacrées de l'Islam, non pas, comme ils l'avaient cru, aux Arabes musulmans, libérés du joug turc, mais au contrôle de nations occidentales et chrétiennes, eux aussi crièrent à la trahison et, oubliant les vieux griefs, firent cause commune avec les Hindous. Leur « désaffection » devint haine furieuse, quand l'imprudente politique de M. Lloyd George, après avoir poussé les Turcs au désespoir par les déraisonnables conditions du traité de Sèvres, lança les armées hellènes à la conquête de l'Anatolie. Les Anglais des Indes, conscients du danger, n'avaient pas manqué d'adresser à Londres des avis pressants, qui ne furent point entendus.

Le 24 décembre 1919, le Congrès national, réuni à Amritsar, proclamait l'Inde solidaire de la Perse, de l'Égypte et de la Turquie, et déclarait les Hindous d'accord avec les musulmans pour revendiquer l'indépendance du Califat. Mohammed Ali et Chaukat Ali unissaient leurs efforts à ceux de Gandhi pour combattre le gouvernement britannique et rendre à l'Inde sa liberté.

Cependant on commençait de comprendre à Londres qu'il

n'y avait plus de temps à perdre si l'on voulait prévenir la catastrophe. Deux ans s'étaient écoulés depuis que M. Montagu, secrétaire d'État pour l'Inde, avait consigné dans un rapport magistral les résultats d'une enquête menée sur place avec beaucoup d'attention et de conscience. Le vice-roi, lord Chelmsford, avait approuvé ses conclusions et les avait signées avec lui (juillet 1918). Tandis qu'en Angleterre on passait au crible les projets de réforme, la situation aux Indes devenait chaque jour plus menaçante : il fallait y remédier. Le remède fut administré par le cabinet Lloyd George sous la forme d'une constitution, promulguée le 23 décembre 1919, pour entrer en vigueur le 3 janvier 1921. Le gouvernement de l'Inde britannique (provinces assujetties) était confié, sous l'autorité du vice-roi, à deux assemblées : un *Conseil législatif* de 144 membres, dont 103 élus et 41 désignés par la Couronne, et un *Conseil d'État* comprenant 60 membres, 33 élus et 27 nommés par le vice-roi. Le droit de vote, subordonné à certaines conditions de cens, était accordé à un peu plus de 2 millions d'Indiens (1), sur un total de 250 millions. Pour les États « indépendants », on instituait à Delhi, auprès du vice-roi, une *Chambre des princes*, avec voix consultative.

La compétence des assemblées représentatives, pour les provinces britanniques, était limitée à un certain nombre de questions, dites *transférées*, les autres étant *réservées* à la décision du gouvernement. Mais le vote des lois de finances était nécessairement transféré à l'Assemblée : aucun nouvel impôt ne pourrait être établi sans son consentement. Dans la pensée de M. Montagu et de lord Chelmsford, ce système de *dyarchie*, qui tenait le milieu entre le régime des colonies et celui des *Dominions*, était essentiellement provisoire : il permettrait aux Indiens de faire l'apprentissage du régime parlementaire et les acheminerait progressivement vers une liberté plus complète. Cette intention est aussi nettement exprimée dans le message royal, que dans le discours par lequel le duc de Connaught, au nom du souverain, inaugura la session des nouveaux Conseils (février 1921). La réforme ainsi accomplie marquait, par rapport à l'ancien état de choses, un progrès très appréciable. Ce n'était pas encore ce *souaradj* (*self-government*) si ardemment

(1) Ce nombre, par la suite, devait être à peu près doublé.

souhaité par l'élite indienne; mais c'était du moins un moyen d'y parvenir. Octroyée deux ans plus tôt, la Constitution eût été accueillie avec joie et reconnaissance; au moment où elle fut promulguée, elle ne répondait déjà plus aux exigences d'une opinion exaspérée. Tandis que les éléments modérés penchaient pour l'essai loyal d'une réforme, dont le pays pouvait tirer certains avantages, les nationalistes, hindous et musulmans, dénoncèrent avec violence le « mensonge de la Constitution », boycottèrent les élections et refusèrent d'entrer dans les Conseils. A cette grève politique vinrent bientôt s'ajouter la grève scolaire et les grèves économiques : les enfants désertèrent l'école, les ouvriers l'usine. Les agitateurs ne prêchaient plus seulement la résistance à la loi britannique, mais encore la révolte contre la tyrannie de l'Occident, dont les idées, les inventions, les produits étaient représentés comme inutiles, néfastes et diaboliques.

L'orage grondait de toutes parts, lorsque lord Reading entra en charge (avril 1921) : il essaya de l'apaiser. Sur les instances du nouveau vice-roi, Gandhi condamna formellement le recours à la violence et amena les deux frères Ali, chefs du parti musulman, à désavouer avec lui les agissements des extrémistes. C'est ce qu'on appela la trêve de Simla. Les Anglais en profitèrent pour rétablir un peu d'ordre, et aussi pour diviser entre eux des adversaires qui ne s'étaient unis que pour les combattre. Musulmans et hindous, habilement travaillés, recommençaient à se défier les uns des autres; l'unité du bloc national était entamée. Un acte imprudent remit tout en question : croyant mettre fin, par un exemple, aux attaques dirigées contre le gouvernement, lord Reading fit arrêter et jeter en prison les deux frères Ali. Gandhi protesta contre cette violence; estimant que le vice-roi n'était pas demeuré fidèle à ses engagements, il rompit les siens et eut bientôt fait de regrouper hindous et musulmans pour une nouvelle bataille. Le comité du Congrès, puis le Congrès lui-même donnèrent pleins pouvoirs à Gandhi pour organiser la résistance aux lois anglaises et réaliser son programme de « non-coopération » (septembre-décembre 1921). La *désaffection* des Indiens devait se manifester avec éclat lors de la tournée officielle que le prince de Galles fit alors dans son futur empire : Bombay l'accueillit par une émeute; dans les autres villes qu'il traversa, le plus rapidement possible, il trouva des rues désertes et un peuple en deuil. A la fin de 1921,

on vit le Congrès national, la Ligue panmusulmane de l'Inde et le Comité du Califat voter simultanément des résolutions identiques : jamais l'union n'avait été plus complète entre les deux grandes communautés religieuses de l'Inde.

Il semble bien qu'à ce moment critique, les Anglais de Delhi aient vu plus clair que ceux de Londres. Par la politique antiturque où il s'obstinait, M. Lloyd George poussait à son comble l'exaspération des musulmans et resserrait chaque jour les liens qui les unissaient aux hindous ; à l'imprudente croisade de l'Europe, l'Asie, se sentant bravée et menacée, répondait par la guerre sainte. Une lettre très pressante de lord Reading au premier ministre n'eut d'autre résultat que de provoquer le renvoi du secrétaire d'État pour l'Inde, M. Montagu, qui avait cru devoir la rendre publique. Obéissant, peut-être à regret, aux instructions venues de Londres, le vice-roi donna l'ordre d'arrêter Gandhi. L'apôtre fut inculpé « d'avoir provoqué le peuple à la désaffection, de l'avoir excité à la haine et au mépris du gouvernement de Sa Majesté, légalement établi », et condamné, comme naguère l'avait été son maître, Tilak, à six ans d'emprisonnement (10 mars 1922).

Avant son arrestation, qu'il prévoyait, Gandhi avait instamment recommandé à ses fidèles d'éviter toute protestation bruyante, et à plus forte raison toute violence : il fut obéi. Mais, privé de ses grands chefs, Gandhi et les frères Ali, le mouvement nationaliste perdit de sa force et de son unité. A la « non-coopération », M. C.-R. Das voulut substituer une autre méthode, qu'on pourrait définir : la coopération aux fins d'obstruction. Tandis que certains groupements demeuraient fidèles au mot d'ordre de Gandhi, d'autres prenaient part aux élections de 1923, et envoyaient des représentants soit à l'Assemblée législative, soit aux Conseils provinciaux. Il y avait bien encore un programme commun : réforme de la Constitution, abolition de la *Dyarchie*, autonomie de l'Inde; mais de part et d'autre on préconisait, pour atteindre ces résultats, des moyens différents.

Le traité de Lausanne apaisa la colère et l'inquiétude des musulmans, à qui lord Reading put enfin donner l'assurance que la politique anglaise n'était point hostile à l'Islam. A la tête du gouvernement de Londres, M. Mac Donald avait remplacé M. Lloyd George, et les nationalistes indiens fondèrent sur le

cabinet travailliste des espoirs nouveaux, parfois si excessifs, que le vice-roi dut les mettre en garde contre l'imprudence de certaines prévisions. Au début de 1924, Gandhi fut remis en liberté. Quelques mesures, tendant à faire une plus large place à l'élément indien dans l'administration et dans l'armée, produisirent une impression assez heureuse. Une démarche de lord Reading en faveur des Indiens de Kenya gagna quelques sympathies au vice-roi. L'année 1925 s'ouvrait pour l'Inde dans un calme relatif.

LES POLITICIENS DU BENGALE

C'est à Calcutta que le problème politique indien, aperçu jusqu'alors sous une forme théorique et livresque, est devenu pour moi une réalité, confuse mais vivante. J'y arrivai au moment où l'on annonçait le prochain départ de lord Reading pour l'Angleterre, où l'appelait le gouvernement, et le choix fait par Londres de lord Lytton, gouverneur du Bengale, pour remplir pendant son absence les fonctions de vice-roi. Il paraît que, selon les règles, lord Lytton aurait dû être remplacé lui-même à Calcutta par le plus ancien membre du Conseil exécutif, sir Abdur Rahim, un Indien musulman. Néanmoins on avait confié cet intérim à un haut fonctionnaire anglais. D'où quelques colères. D'autre part, à la suite d'une série d'attentats, qu'on présumait être d'origine communiste, le gouvernement avait remis en vigueur au Bengale d'anciennes ordonnances, autorisant des procédés sommaires d'arrestation et de jugement. Le Conseil législatif, en signe de protestation, avait refusé de voter les crédits nécessaires au traitement des ministres.

— Alors, demandai-je ingénûment à lord Lytton, qui avait bien voulu m'accorder un entretien, j'arrive en pleine crise ?

— Non, répondit-il en souriant. L'atmosphère ici n'est jamais sans nuage ; mais il ne faut rien prendre au tragique. Vous apprendrez vous-même à faire le départ entre les intérêts réels qu'une question met en jeu, et les rumeurs que soulèvent autour d'elle, pour l'embrouiller et la grossir, des agitateurs de profession. Ceux-ci n'obéissent bien souvent qu'à des ressentiments d'ordre personnel : amour-propre blessé, ambition déçue. Pour le moment, j'en suis réduit, comme vous voyez, à gouverner sans ministres. J'ai averti le Conseil : si les crédits sont

refusés pour les départements de l'Hygiène et de l'Instruction publique, il n'y aura plus ni écoles pour les enfants, ni services de santé pour les infirmes et les malades; et si la population souffre, c'est à vous qu'elle s'en prendra. Ils ont appelé cela : « la menace du gouverneur ! » Malheureusement les passions politiques sont très vives au Bengale : les chefs luttent pour leur prestige, pour leurs intérêts; les autres obéissent, et finissent par considérer l'entêtement et l'indiscipline comme des vertus très méritoires...

— Ne faites-vous aucune différence entre les hindous et les musulmans?

— Si, d'abord les musulmans ont le sens de la démocratie. Et puis ils sont fiers, francs, généralement honnêtes. Mais cet élément, qui dans la société indienne, pourrait être le meilleur, voit sa valeur réduite par une extrême ignorance. Les enfants ne reçoivent d'autre instruction que celle de la mosquée. Au Bengale, les musulmans constituent la majorité : 55 à 60 pour 100. Eh bien ! il m'est impossible de leur attribuer, dans l'administration publique, le nombre de places qui devrait leur revenir : je ne trouve pas de candidats. La communauté musulmane a souvent protesté contre cette inégalité de traitement : mais à qui la faute?

C'est précisément sur cette question des fonctionnaires que roulait la conversation, lorsque j'entrai chez le Maulana Abdul-Kalam-Azad, qui avait réuni à mon intention quelques hommes politiques indiens. Le maître du logis, un des musulmans les plus influents de Calcutta, était assis au fond du salon; autour de lui, un groupe d'hommes en turban, parmi lesquels je reconnus le docteur Abdullah Surawardi, vice-président du Conseil législatif; dans un angle de la pièce, presque isolé, écoutait sans rien dire un personnage vêtu de blanc, le visage rasé, les yeux mi-clos sous des lunettes d'or : c'était M. C.-R. Das, chef du parti souaradjiste. J'étais à peine introduit qu'il se leva pour prendre congé : on me présenta, nous prîmes rendez-vous, après quoi M. Das se dirigea vers la sortie, avec une solennité qui me frappa. A l'exception d'un jeune musulman, qui le reconduisait jusqu'à la porte, tout le monde était resté assis.

Il s'était évidemment passé quelque chose que je devais ignorer. Avec l'aisance d'un grand seigneur, le maître de la maison renoua l'entretien en me demandant des nouvelles de

l'Égypte : le grand mouvement allait-il se déclencher? Je répondis que Zagloul m'avait paru bien vieux, et l'Égypte bien riche...

— Voilà ! fit-il en riant. L'Égypte est trop riche pour être libre, et l'Inde est trop pauvre. Et cependant tous les peuples de l'Orient aspirent à l'indépendance, et tous y parviendront, par des moyens différents. La Turquie vient de nous donner un magnifique exemple.

— Mais elle a marqué peu de respect pour vos institutions religieuses. L'anticléricalisme d'Angora n'a-t-il pas soulevé ici quelque critique?

— Dites quelque étonnement, corrigea Abdul Azad. Car si nous ne pouvons admettre en principe la suppression du califat, nous ne sommes pas autrement attachés à l'idée d'un calife souverain temporel : on peut même prétendre que la tradition de l'Islam y est opposée. Ce que nous admirons sans réserve en Turquie, c'est le triomphe du mouvement pour l'indépendance, et c'est le retour à la démocratie, forme idéale, vers laquelle tend toute société musulmane.

— Moustapha Kemal Pacha sait-il ce que pensent de lui et de son œuvre les musulmans de l'Inde?

— Oui, nous sommes en correspondance régulière avec lui, comme avec Ismet Pacha et avec les principaux hommes d'État de la Turquie...

— Et de toutes les parties du monde musulman?

— Vous le savez aussi bien que nous.

— Pour les musulmans de l'Inde, quelle est la question qui passe maintenant au premier plan, la question nationale, ou la question religieuse?

— La question nationale a certainement plus d'importance aux yeux des gens cultivés; mais les classes populaires ne s'intéressent encore qu'à la religion. La masse musulmane, aux Indes, est très ignorante : ceux qui lisent, ceux qui pensent sont le tout petit nombre. C'est un malheur. Nous avons des journaux bien faits, publiés soit en hindoustani, soit en urdu. Mais combien de musulmans sont capables de les lire et de les comprendre?

— De quel œil vos coreligionnaires ont-ils vu l'accord se faire entre les frères Ali et M. Gandhi?

— D'un œil très favorable, surtout dans les classes cultivées.

— Pourtant, malgré la bonne entente qui règne désormais

entre les chefs, hindous et musulmans n'ont pas renoncé à leurs vieilles querelles. Les journaux annoncent à chaque instant que, pour des motifs en apparence futiles, ils en sont venus aux mains...

— Les incidents dont vous parlez sont locaux, passagers et de peu d'importance. Il n'y a pas d'antagonisme, pas d'animosité profonde entre les musulmans et les hindous ; seulement quelques malentendus.

— Ces malentendus seraient-ils exploités au profit d'intérêts politiques étrangers?

— Je ne comprends pas bien votre question.

— ... On a beaucoup parlé en Europe d'une action de propagande communiste ou subversive, qu'exerceraient aux Indes des agents du bolchévisme russe.

— Vous connaissez la position prise par Moustapha Kemal Pacha en face du bolchévisme ; vous n'ignorez pas non plus les déclarations faites à ce sujet par M. Gandhi. Les musulmans de l'Inde sont parfaitement d'accord et avec leurs frères de Turquie, et avec le *leader* hindou. Nous réprouvons les principes et la pratique des doctrines bolchévistes. On a grand tort, en Europe, de croire à l'hostilité, au ressentiment de l'Asie, et d'imaginer que nous préparons je ne sais quelle ruée furieuse et vengeresse. Notre idéal est bien différent : nous aspirons à la liberté et à la paix ; nous rêvons d'un monde où l'Orient et l'Occident, au lieu de se combattre, uniraient leurs forces et leurs génies. Mais qui réalisera ce rapprochement et cette union? Les Anglais ont montré qu'ils en étaient incapables. Naguère encore, nous comptions sur la France, sur son esprit libéral, sur sa générosité. Les années qui se sont écoulées depuis la grande guerre ont vu s'évanouir en Orient de grandes espérances...

J'avais retrouvé dans cette maison musulmane, à défaut de propos flatteurs pour un Européen, cet accueil à la fois majestueux et familier, qu'en pays d'Islam le palais et la tente réservent également à l'hôte d'une heure ou d'une nuit. En entrant, quelques jours après, chez M. Das, j'eus au contraire l'impression d'être introduit dans l'officine d'un homme d'affaires et d'un parvenu. Longue attente dans un cabinet encombré de livres et de dossiers, allées et venues de serviteurs presque affairés ; tac-tac d'une machine à écrire. M. Das paraît : des yeux clignotants, des traits fatigués, et ces mêmes gestes guindés que

j'avais remarqués à notre première rencontre. Le chef du parti souaradjiste salue, s'assied en face de moi et attend mes questions.

Je voulais, avant tout, l'entendre exprimer un jugement précis sur la valeur des réformes et de la Constitution. La réponse de M. Das fut catégorique : « La Constitution ne vaut rien ; les réformes sont sans portée ; il n'y a rien à en faire.

— N'y aurait-il pas ici, comme en Égypte, deux opinions sur le sujet ? Tandis qu'un parti rejette purement et simplement la réforme Montagu-Chelmsford comme insuffisante, un autre n'est-il point d'avis de l'accepter comme un régime provisoire, que de nouvelles mesures viendront peut-être améliorer ?

— Au premier moment, en effet, explique M. Das, quelques-uns d'entre nous avaient cru pouvoir travailler utilement sur la base que nous offrait le gouvernement britannique. Mais ils n'ont pas tardé à reconnaître la vanité de leurs efforts. Même l'enquête instituée récemment sur ce sujet par la fraction modérée a abouti à des conclusions négatives.

— Alors, quelle est votre politique, en quoi consiste votre action ?

— C'est très simple. Nous prenons part aux élections, nous entrons dans les Conseils. Mais nous n'avons qu'un but, empêcher le gouvernement d'agir, soit par l'opposition, soit par l'obstruction. Cela ne nous empêche pas de poursuivre dans le pays une action positive, en soulevant partout l'opinion, et en organisant le mouvement nationaliste, chez les paysans et chez les ouvriers.

— Lorsqu'il s'agit de voter le budget, faites-vous une distinction entre les crédits affectés à l'armée, par exemple, et ceux qui concernent l'instruction publique et l'hygiène ?

— Non, nous refusons indistinctement tous les crédits.

— Pourquoi ?

— Parce que nous voulons démontrer à l'opinion publique mondiale l'insuffisance de la réforme, et mettre le gouvernement anglais dans la nécessité de recourir à la force.

— Mais n'est-ce pas là une politique stérile, toute négative ?

— Heu ! fait M. Das avec un sourire dédaigneux, positif, négatif, ce sont des mots. Quand vous faisiez la guerre, quelle politique était-ce ? positive, pour qui tuait, négative pour qui était tué...

— Enfin, si je voulais expliquer au public européen la politique actuelle de l'Inde, lui décrire vos méthodes d'action, les

moyens que vous mettez en œuvre pour conquérir votre indépendance, que devrais-je lui dire?

— Dites aux gens d'Europe qui s'intéressent à notre sort :

1° Les Indiens rejettent la Constitution de 1919 comme illusoire et stérile ;

2° Ils ne forment pas encore une nation, mais ils aspirent à en devenir une ;

3° Leurs chefs s'efforcent d'améliorer le sort des paysans et d'organiser cette classe agricole, qui est la base sociale de l'Inde ;

4° Si les Indiens n'obtiennent pas justice par d'autres moyens, ils refuseront de payer l'impôt.

— Musulmans et hindous sont-ils d'accord sur ce programme? pouvez-vous faire fond sur leur union?

— Nous traversons en ce moment une crise passagère. Nos rapports avec les musulmans ont été naguère excellents; ils le redeviendront.

— Le régime des castes, dans la communauté hindoue, n'est-il pas un grand obstacle à l'union?

— Il ne le serait point, si nous étions libres. Mais ici intervient le jeu des Anglais : ils jettent leur dévolu sur une caste humble et déshéritée, lui représentent qu'elle est opprimée par les autres et la prennent sous leur protection. Cela, jusqu'au jour où les autres s'inquiètent et réagissent aux dépens de ceux que les Anglais ont favorisés.

— Je croyais qu'au point de vue social, les Anglais avaient introduit aux Indes quelques réformes utiles ; que, par exemple, ils avaient tenté d'améliorer la condition des femmes...

— Quelle erreur! Le progrès dont vous parlez s'est réalisé, au contraire, du jour où les femmes, renonçant aux habitudes importées d'Angleterre, sont revenues aux traditions de leur pays. Notre effort, pour le moment, se borne à assurer aux jeunes filles une meilleure instruction; plus tard, nous chercherons à éveiller en elles le sentiment national et à faire leur éducation politique. L'année dernière, une femme a représenté le Bengale au Congrès national indien. Ce n'est pas du dehors que nous attendons le salut : nos germes de progrès sont en nous-mêmes, dans nos traditions, dans nos mœurs, dans les multiples ressources de notre génie d'Indiens et d'Asiatiques. L'Europe finira-t-elle par comprendre que le seul obstacle au progrès de l'Inde, à son développement politique,

social, moral ou intellectuel, c'est la domination britannique?

Quelques jours après cet entretien, M. Das prononçait à l'Assemblée législative du Bengale un discours très remarqué, concluant au refus des crédits demandés par le gouvernement pour le traitement des ministres. Il justifiait ce refus, en déclarant qu'au lieu de réparer à grands frais une maison mal construite et déjà branlante, mieux valait l'abattre et entreprendre résolument les fondations d'une nouvelle demeure, moderne, belle et solide. Les journaux anglais de l'Inde ironisèrent à l'envi sur la *beautiful mansion* de M. Das; mais la demande de crédits n'en fut pas moins rejetée.

Un peu plus tard, je reçus à Delhi une feuille de journal portant des marques au crayon bleu : elle contenait un nouveau manifeste du *leader* souaradjiste. Et voici la traduction du passage qu'on avait souligné : « Aux jeunes fils du Bengale, je dis : Combattez votre combat pour le *Souaradj*; mais combattez-le proprement. Ne souillez d'aucune tache le pur blason de notre cause. Combattez dur et sans trève, vous vaincrez. Aux Européens, je dis : Ne vous méprenez pas sur notre compte, mettez de côté vos soupçons injustes. Cessez de soutenir le gouvernement anglais dans son œuvre de répression, et de l'aider, — d'une manière inconsciente mais efficace, — à installer en permanence dans notre vie politique les méthodes de violence. »

Cette déclaration, qui évoquait si nettement un entretien récent, devait être le testament politique de M. C.-R. Das. Les Anglais se demandèrent ce qu'il avait voulu dire : puisqu'il déconseillait la violence, c'était donc qu'il penchait vers la coopération? On pouvait essayer de s'entendre avec lui. Il fut question d'un voyage à Londres. A Calcutta, on soupçonna même le chef du parti souaradjiste de s'être laissé fléchir par le gouvernement. Tandis que notes officieuses et démentis couraient entre l'Inde et l'Angleterre, M. Das ferma pour toujours ses petits yeux clignotants (1).

LA PROFESSION DE FOI DE MOHAMMED ALI

Les musulmans de Calcutta m'avaient averti que, sauf événement imprévu, je trouverais les deux frères Ali, l'un

(1) Juin 1925.

Mohammed, à Delhi, au bureau de son journal, l'autre Chaukat, à Bombay, dans la maison où siège le Comité du Califat. A vrai dire, je ne connais rien de plus mobile qu'un Indien. La route et le chemin de fer tiennent dans son existence une place incroyable. Vous rappelez-vous *Kim* et le *te-rain*? Je crois que Kipling est resté au-dessous de la vérité. Dans ce pays démesuré, tout le monde tourne en rond. Pendant quatre mois, j'ai couru sur les traces de M. Gandhi, sans parvenir à le joindre. Un jour, on me signale sa présence à Darjiling, au pied de l'Himalaya, où il devait faire une cure de repos. Je saute dans le train, je roule pendant vingt heures, j'arrive : il n'y était plus. J'appris à Bombay, au moment de m'embarquer, qu'il m'attendait à Ahmedabad...

Avec les deux *leaders* musulmans, ma chance fut meilleure. Une même maison, d'aspect très modeste, en pleine ville indigène, abrite les bureaux du journal *The Comrade*, hebdomadaire anglais, et ceux du quotidien urdu *Hamdard* : l'un et l'autre sont dirigés par Mohammed Ali. Dans la vaste salle où l'on m'introduit, un musulman fait sa prière. Les portraits du père et de l'aïeul du grand agitateur de l'Inde voisinent avec celui de lord Kitchener et une reproduction en couleur de la madone d'Hébert. Quelques étoffes brodées, des tapis. Une atmosphère lourde, un silence d'Islam, que rompt brusquement le bonjour cordial de Mohammed Ali. Les vêtements blancs, en tissu du pays (*Kaddar*), font ressortir la teinte brune de la peau; les pieds sont nus dans les sandales de cuir. Les cheveux noirs et luisants retombent jusqu'au bas du cou. Une barbe épaisse, et déjà grisonnante, encadre le visage, qu'éclairent, derrière les lunettes, deux yeux pleins de vie et de lumière. Imaginez un Albert Thomas de plus haute taille et d'air plus majestueux. Il parle, pour moi seul, comme pour une assemblée; sa voix puissante et bien timbrée secoue autour de nous la lourdeur de l'air. Le mouvement, la vie sont entrés ici avec lui : quel entraîneur de foules doit être cet homme!

Voilà qu'il évoque les malheurs de l'Islam.

— Trente ans après la mort du Prophète, nous avions déjà cessé d'être sages. Le califat, institution religieuse, devient dynastique, monarchique, conquérant; les intérêts spirituels sont méconnus, sacrifiés. Le châtiment ne se fait pas attendre : c'est la discorde et le partage. Il faut que l'Islam retourne à ses

origines, à son premier esprit, qui n'est pas un esprit de guerre et de conquête, mais un esprit de paix et de fraternité.

Et je pense : lui aussi ! Gandhi ramène ses hindous à trente siècles en arrière, les frères Ali font revenir l'Islam aux premières années de Mahomet : et l'Inde docile les écoute et les comprend. Cette prodigieuse régression lui semble toute simple. Étrange peuple, pour qui le temps ne compte pas... L'apôtre continue :

— L'Islam n'est pas seulement une religion : c'est une règle de vie, c'est un idéal que nous devons répandre dans le monde entier, non par la force, mais par l'exemple et la persuasion. Rien dans l'Islam qui soit contraire au progrès. Seulement il faut s'entendre sur ce terrible mot. L'Occident se glorifie de mille inventions : chemins de fer, télégraphe, avions, explosifs. Dans la maison de mon grand-père, des serviteurs agitaient la *panka :* j'ai, moi, un ventilateur électrique. Et après ? Nous est-il venu d'Occident une nouvelle vertu ? Au point de vue de l'âme, vous n'avez rien inventé.

« Le progrès occidental ? Écoutez. Au temps des Croisades, musulmans et chrétiens se sont battus pour des idées, pour une foi. Des deux côtés, en tuant les corps des infidèles, on croyait sauver leurs âmes. Aujourd'hui, l'Europe et l'Asie se déchirent pour du charbon, pour du pétrole, pour du coton. Cela vous semble-t-il plus beau ? Nous croyons, nous, que tous les hommes sont faits à l'image de Dieu, et que cette image est la même chez Adam et chez l'homme d'aujourd'hui, dans le sauvage et dans le civilisé. Le germe divin est en nous tous : notre devoir est de le développer. Le péché, c'est, pour le sauvage, de ne pas chercher à connaître la loi, et c'est, pour le civilisé, de l'oublier après qu'il l'a connue. La pensée profonde, la mission de l'Islam, c'est de réaliser et de répandre à travers le monde l'idéal que Dieu a mis en nous. Jésus disait : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Pourquoi ? Dieu réside en des sphères plus pures que la nôtre ; mais ce monde est aussi son royaume, et notre devoir est de le lui conquérir.

« La grande nécessité du moment, c'est l'union. Qu'elle soit assurée par un homme, par un comité, par une assemblée, peu nous importe. Nous ne craignons nullement que l'Assemblée d'Angora, qui s'est attribué la succession du Calife, subordonne les intérêts généraux de l'Islam à ses desseins particu-

liers. La Turquie nous gênerait bien davantage, si elle disait : Je vais de mon côté, allez du vôtre ! Quel était le vœu du Prophète ? que tous les musulmans, ou leurs représentants, se réunissent au moins une fois l'an pour s'entretenir des besoins de la communauté. Le pèlerinage de la Mecque ne fut pas institué à d'autre fin. Le jour où cet échange de vues pourrait se produire, dans les conditions souhaitées par le Prophète, l'Islam prendrait position. Oh ! pas une position agressive ; nous admettons tous les régimes, république ou monarchie, protectorat, mandat ou *commonwealth*... Tout, pourvu que l'Islam soit respecté et les droits de tous les musulmans reconnus.

« Nos chroniques rapportent qu'au temps des Abbassides, dans une province asiatique de l'empire byzantin, une femme musulmane fut maltraitée par un officier chrétien. Dans son indignation, elle s'écria : « O Calife, où es-tu ? » Un marchand arabe entendit ces paroles et courut les redire au Calife. Celui-ci monta à cheval, toute son armée derrière lui. Ils passèrent la frontière, et le Byzantin perdit deux provinces. Eh bien ! ce que nous voulons, c'est que si, en quelque lieu du monde, une injustice est commise au détriment d'un de nos frères, la communauté musulmane tout entière se lève, proteste, et obtienne réparation. Cette solidarité entre tous les mèmbres de la famille islamique, peut-être en sentons-nous le besoin plus vivement que les Turcs, nous qui vivons depuis cent cinquante ans sous le joug étranger.

« Il faut bien qu'enfin je vous parle de nous et de notre pays. Nous n'aspirons pas à une nouvelle conquête de l'Inde ; mais nous sentons, comme les hindous, le besoin, le devoir d'être indépendants. Nous ne lutterons pas pour la suprématie : que M. Gandhi soit nommé demain président de la République des Indes, un musulman viendra après lui. Nos querelles présentes ? parbleu ! Quand il faut vivre des miettes que le maître daigne laisser tomber de sa table, on se les dispute. N'exigez pas de gens affamés qu'ils aient de bonnes manières à table. Que l'Anglais s'en aille, que notre table soit à nous, tout entière, il n'y aura plus de querelle entre nous et les hindous.

— Vous venez de m'exposer, dis-je à Mohammed Ali, le point de vue des gens instruits. Mais les classes populaires ?

— Le peuple ? Mais il est meilleur que nous, plus généreux, plus pacifique. Pourquoi faut-il qu'à l'heure présente il soit un

instrument aveugle dans les mains des Anglais et dans celles de quelques chefs, plus pressés de satisfaire leur ambition que de délivrer leur pays? Nous en avons trop aux Indes, de ces beaux messieurs qui doivent tout à l'Europe, leurs habits, leurs automobiles, et le luxe de leurs demeures. Avec ces gens-là, nous ne serons jamais libres. Il faut que nous revenions aux mœurs de nos pères, qui sont encore aujourd'hui celles de nos frères les plus pauvres. — Et Mohammed Ali montrait l'étoffe rugueuse de sa robe. — Malheureusement, le malade préfère au médecin, qui lui impose un régime, le charlatan qui lui dit : mange et bois ce qui te plaît...

« Je me suis fait longtemps de grandes illusions sur les Anglais. Vous savez qu'ils nous jetèrent en prison, mon frère et moi, parce que nous avions dit aux musulmans qu'ils ne devaient pas se battre contre le Calife. C'était notre devoir : nous voulions bien soutenir les Alliés contre l'Allemagne, mais non pas l'Angleterre contre l'Islam. Quand je sortis de prison, j'étais assez malade. On m'offrit les moyens de passer en Afghanistan, je refusai. J'avais appris des Anglais bien des choses ; il me semblait qu'à leur tour les Anglais pouvaient apprendre certaines choses de nous. Aujourd'hui, j'ai compris qu'ils n'apprendraient jamais rien, que jamais ils ne changeraient envers nous de sentiment ni de méthode.

« Tel est le grand malheur de l'Inde. Il y a soixante ans, au temps de mon grand-père, notre peuple était fort : il aurait pu jeter les Anglais dehors. Mais il avait une certaine confiance en eux : il ne les connaissait pas. Aujourd'hui nous les connaissons, et nous sommes faibles.

Deux jours après cette visite, je déjeunais à *Vice-Regal Lodge*. Lord Reading, qui voulait bien m'offrir cette occasion de causer avec lui avant son départ pour l'Angleterre, avait réuni à sa table quelques hauts fonctionnaires et plusieurs officiers qui avaient combattu sur notre front. De communs souvenirs de guerre furent évoqués avec émotion. Comment l'entretien vint-il ensuite à tomber sur les musulmans, je n'en sais rien. Toujours est-il que le vice-roi ne me cacha point la sympathie qu'il avait pour eux.

— En arrivant ici, me dit-il, je les trouvai très excités contre une politique dont je n'étais pas responsable, celle du traité de Sèvres. Je m'employai personnellement à la corriger. La paix

de Lausanne fut assez bien accueillie par les musulmans de l'Inde, qui me surent gré de mes efforts. Néanmoins, je n'ai jamais rencontré Mohammed Ali...

— C'est en quoi, dis-je à lord Reading, je suis plus avancé que Votre Excellence ; car je l'ai vu avant-hier.

Le vice-roi sourit et reprit :

— J'ai dû mettre les deux frères en prison, et les y laisser deux ans. Ils avaient alors un grand prestige et une influence puissante dans le pays. Ah! pendant les dix-huit premiers mois de ma charge, la situation n'était pas commode. M. Gandhi était au faîte de sa gloire; l'entente était complète entre lui et les frères Ali. Ceux-ci avaient beau jeu. On s'attaque à l'Islam, disaient-ils, et au Califat qui est la force de l'Islam. La guerre est déclarée encore une fois entre le Croissant et la Croix. Contre la nouvelle croisade, unissons-nous. Le traité de Lausanne devait retirer à ce prétexte une partie de sa force.

— La défense du Califat, demandai-je, était-elle seulement un prétexte ?

— Je ne saurais vous le dire, répondit lord Reading. Il se peut, que, pour beaucoup de musulmans, ce fût une raison, et qu'ils crussent sincèrement aux intentions hostiles de l'Occident. Quoi qu'il en soit, ce sentiment semble aujourd'hui dissipé. Je crois que nous avons passé les plus mauvais jours. L'union entre musulmans et hindous n'est plus aussi confiante qu'elle était. On sait désormais que nous respectons l'Islam, et la communauté musulmane, qui est ici la minorité, n'ignore pas que, le jour où les Anglais quitteraient les Indes, elle aurait affaire à forte partie. Il me semble pourtant que les musulmans forment dans la société indienne l'élément le plus courageux et le plus capable de sacrifice. L'hindou parle, le musulman agit, combat, meurt, s'il le faut. Ni la police ne lui fait peur, ni l'artillerie. Dans les émeutes, on les a toujours trouvés au premier rang.

A ce moment, un brouhaha discret marqua la sortie des dames. D'autres invités s'approchèrent du vice-roi. Les flacons de vin de porto circulèrent, et je vis mon voisin, le général Jacob, qui commandait en chef par intérim, tirer de sa poche une petite pipe. « C'est seulement pour vous la montrer, me dit-il. Je ne l'ai jamais fumée et ne la fumerai jamais. Elle m'a été donnée par le général Joffre. »

L'ARMÉE DE L'INDE ET L'INDIANISATION

Les obsèques du général Rawlinson et le règlement de sa succession avaient amené et retenu pour quelque temps à Delhi les principaux officiers de l'armée de l'Inde. J'eus l'occasion de m'entretenir avec plusieurs d'entre eux. Tout en louant sans réserve l'œuvre accomplie par le grand chef disparu, ils avouaient que les difficultés auxquelles il avait dû faire face n'étaient pas encore écartées. Lorsqu'il vint prendre son commandement, en novembre 1920, lord Rawlinson trouva aux Indes une armée qui avait combattu pendant six ans, en Europe, en Palestine, en Mésopotamie, qui était lasse de se battre et qu'il fallait d'ailleurs, en partie, démobiliser. A la frontière, des troubles graves et constants; dans le Waziristan, l'état de guerre; à l'intérieur du pays, un mécontentement profond qui se traduisait à chaque instant par des mouvements séditieux. Nécessité, pour des raisons financières, de réduire notablement les effectifs ; pour des raisons politiques, d'y introduire plus largement l'élément indigène. Enfin la Constitution nouvellement promulguée allait restreindre les pouvoirs du commandant en chef et soumettre son initiative à un certain contrôle : depuis 1921, le chef de l'armée des Indes assume aussi les fonctions de ministre de la Guerre et doit proposer à l'examen de l'Assemblée législative un état préventif des dépenses militaires.

Le général Rawlinson alla d'abord au plus pressé : défendre et pacifier la frontière. Le désastre de Mésopotamie et une campagne malheureuse contre les Afghans (1919) avaient diminué le prestige de l'armée anglaise en Asie centrale et imposé à l'Inde des confins militaires peu avantageux. Désormais le territoire de l'Inde britannique et celui de l'Afghanistan étaient séparés par une double frontière : la « ligne Durand », qui marque la limite orientale du pays afghan, et la « frontière administrative », où s'arrêtait pratiquement l'autorité anglaise. Entre ces deux lignes, une zone indépendante, habitée par des tribus très guerrières, pouvait servir d'asile aux réfugiés des deux pays. On proclamait volontiers dans les états-majors qu'il fallait à tout prix et au plus tôt reprendre le terrain jusqu'à la ligne Durand. Lord Rawlinson avait horreur de l'aventure : il sut imposer une politique de frontière habile et modeste,

adaptée aux circonstances et mesurée aux moyens dont il disposait. Les Indiens avaient appris la guerre européenne, mais ils avaient oublié la guerre de montagne, la tactique et les ruses de l'embuscade. Et il fallait tenir tête à près de 500 000 montagnards, dont beaucoup ne le cèdent en rien, pour leurs qualités militaires, aux tribus marocaines du Rif. Tout en soumettant l'armée, — officiers et soldats, — à la rééducation nécessaire, le commandant en chef borna son ambition à pacifier progressivement les tribus du nord-ouest et à les tenir en respect.

L'« indianisation » de l'armée n'était qu'un des aspects du problème plus général que posa la Constitution. Les hommes politiques anglais, qui avaient jugé nécessaire d'octroyer à l'Inde une charte constitutionnelle et un régime représentatif, insistaient aussi pour qu'on attribuât aux Indiens une plus large part dans l'administration de leur pays. Quelle place ferait-on dans l'armée aux officiers indigènes? On a souvent observé que la naissance et le progrès du sentiment national aux Indes sont, à tout prendre, des résultats de la politique anglaise. Entre des peuples que séparaient la race, la langue et la religion, l'administration britannique a créé des liens réels et efficaces : une langue commune, qui est l'anglais, des intérêts communs, enfin une armée commune, qui pourrait devenir une armée nationale. Déjà au recrutement régional on a substitué un système plus large, qui rassemble dans un même corps, — jusqu'à la compagnie exclusivement, — des gens de Madras, du Bengale et du Pandjab, des hindous et des musulmans. Ce mélange a donné de bons résultats. Reste à savoir dans quelle mesure la réforme commencée peut s'étendre aux cadres.

Jusqu'en 1925, les corps de troupes, jusques et y compris le bataillon, étaient commandés par des officiers britanniques. Tout en reconnaissant aux indigènes les plus belles qualités militaires, bravoure, loyauté, discipline, les Anglais doutaient de leur aptitude à remplir des fonctions qui impliquent initiative, autorité et responsabilité. On résolut pourtant de tenter l'expérience. Deux écoles furent créées, l'une aux Indes, l'autre en Angleterre. Le jeune Indien entre à l'école préparatoire dès l'âge de onze ou douze ans ; il y reçoit une éducation militaire britannique. On l'envoie ensuite en Angleterre, où il suit un cours de deux années, passe des examens, est reconnu apte à devenir officier. A leur retour, ces élèves font, comme sous-

lieutenants, un stage de douze mois dans un corps anglais de l'Inde. C'est, dans toute sa carrière, la seule occasion qu'ait un officier indigène de commander à des Anglais.

Les officiers qui ont suivi cette filière tiennent leur commission du Roi ; les autres ne sont commissionnés que par le vice-roi ; leur grade, leur uniforme les assimilent aux officiers ; mais pratiquement ils n'exercent qu'un commandement de sous-officier. C'est contre cet ostracisme, contre cette limite imposée à ceux de leurs compatriotes qui n'avaient point passé par l'école anglaise, que l'Assemblée législative a protesté à Delhi dans sa session de 1925. Le gouvernement vient de lui donner une première satisfaction, en décrétant l'*indianisation* complète de huit unités de l'armée des Indes, dont deux régiments de cavalerie, deux d'infanterie et un bataillon du génie. Les officiers indiens y exercent effectivement le commandement qu'impliquent leur grade et leur ancienneté de service. Ces huit corps devront servir de noyau à la future « armée nationale ».

« Lord Rawlinson envisageait cette réforme sans enthousiasme, me confia le général S..., chef d'état-major de l'armée des Indes. Je crois même que si les milieux politiques indiens la désirent, les milieux militaires indigènes n'en sont point partisans. Vous savez que les castes parmi lesquelles notre armée recrute ses soldats, ne sont pas celles d'où sortent les politiciens. En général, nos hommes préfèrent, comme officiers, les Anglais aux Indiens : ils trouvent les premiers plus justes et plus impartiaux que les seconds. L'officier indigène a beau faire : il n'oubliera jamais qu'il est sikh, hindou ou musulman.

« Nous voyons, nous, Anglais, un autre inconvénient au système de l'indianisation. L'éducation spéciale et même le dépaysement temporaire ne suffisent pas pour arracher l'officier indigène aux habitudes de sa race, de son climat, de sa famille. Il y revient très vite, et tel sous-lieutenant indien, très brillant sujet au sortir de l'école, est déjà dépourvu à trente-cinq ans de toute valeur professionnelle. Enfin, le prestige de l'officier repose, à mon avis, plus encore que sur des connaissances techniques, sur un ensemble de qualités morales, sur une certaine trempe de caractère, qui ne s'acquièrent pas aisément. Depuis cinq ans, on nous envoie des officiers anglais promus pendant la guerre en raison de leur belle conduite, mais issus de milieux sociaux inférieurs : leur présence n'a pas toujours contribué

à rehausser un prestige, qui est encore plus indispensable ici qu'ailleurs.

— Est-ce que le mouvement souaradjiste fait de grands progrès dans les milieux militaires?

— Non! répondit le général S..., pour la raison que je vous ai déjà indiquée : les soldats ne se recrutent point dans les castes qui s'occupent de politique. Mais, sur ce point, le général F..., qui a fait presque toute sa carrière aux Indes, vous répondra mieux que moi.

— Il y a trente ans que je suis arrivé ici comme officier, me dit le général F.... Eh bien! l'état d'esprit qui règne aujourd'hui dans l'armée me semble le même qu'avant la guerre, le même qu'il y a trente ans.

— Cependant, insistai-je, le prestige de l'Européen n'est-il pas sorti de la guerre très diminué? Les Indiens qui sont venus combattre dans nos rangs n'ont-ils point rapporté chez eux certains souvenirs propres à entamer le respect, la considération que, de loin, ils avaient conçus pour nous?

La réponse du général F... fut catégorique.

— Non. C'est plutôt le contraire. Toutes les tribus guerrières de l'Inde, sikhs, gourkhas, pandjabis, ont admiré la vaillance de nos troupes, leur endurance, leur esprit de sacrifice; l'expérience de la guerre européenne leur a inspiré un plus grand respect pour nous. Ce qui nuit à notre prestige, c'est le manque de tenue morale, c'est l'insuffisance d'éducation qui se remarquent chez quelques officiers d'après-guerre. L'Indien est très sensible à certaines nuances...

Il y avait, dans la voix du vieux général, un singulier mélange de sévérité et de tristesse. Mieux encore que dans sa parole franche et réfléchie, on lisait dans son clair regard trente années de discipline librement acceptée, de devoir accompli, de sacrifice consenti simplement, pour l'honneur de la race, pour le bon renom de l'Angleterre. Ceux qui ne connaissent pas la vie des Indes avaient pu lui reprocher, à lui et à ses camarades, de pousser le respect d'eux-mêmes jusqu'au préjugé : ils n'admettaient pas d'Indiens à leur mess; tout en honorant l'uniforme dans l'officier indien, ils n'oubliaient pas la couleur de sa peau; leur confiance était mêlée de réserve, et leur camaraderie savait maintenir la distance. Mais combien étaient-ils d'Anglais, dans cet immense pays, pour garantir l'ordre à l'intérieur et la

paix aux frontières? Si leur prestige était atteint, que leur resterait-il? L'armée des Indes, aujourd'hui, c'est deux cent mille hommes, dont soixante-dix mille à peine sont Anglais, entre officiers et soldats, pour garder une frontière qui s'étend du Golfe Persique au Thibet et à la Chine, pour faire respecter la loi britannique par trois cents millions d'hommes, sur une étendue de presque cinq millions de kilomètres carrés.

Ce respect de lui-même, cette intransigeante dignité n'empêchaient nullement l'officier anglais d'être humain.

— Les politiciens font de nous des diables, continuait le général F.... Nos hommes ne sont pas de leur avis. Ils savent que nous sommes toujours prêts à leur venir en aide, à nous occuper d'eux et de leurs familles. Si nos officiers ne faisaient pas constamment la tournée des villages, il n'y aurait pour les indigènes aucune garantie de justice, ni dans les opérations de recrutement, ni dans le paiement des pensions. Le paysan indien a confiance en nous, et n'a confiance qu'en nous. Je connais un chef d'escadron qui, traversant un village, s'entendit appeler par un paysan, dans lequel il reconnut un de ses anciens sous-officiers. Cet homme avait une fille, que poursuivaient deux prétendants : l'officier anglais dut accepter le rôle d'arbitre, et désigner lui-même celui à qui la fille appartiendrait.

Le prestige de l'officier, du fonctionnaire, de l'Anglais quel qu'il soit, c'est la seule base sur laquelle repose tout l'empire des Indes. Si le général F... constatait avec regret une certaine diminution dans le prestige des officiers, que fallait-il penser de celui des fonctionnaires? Le recrutement de ce *Civil Service*, naguère une des gloires de la bureaucratie anglaise, devenait de jour en jour plus difficile. Cette année même, on avait dû, pour attirer les candidats, alléger le programme du concours et relever le taux des traitements. Mais n'allait-on pas, du même coup, abaisser le niveau moyen du corps des fonctionnaires? Enfin, à mesure que les Anglais exploitaient plus largement les ressources économiques de l'Inde et développaient son outillage, ils devaient y importer un plus grand nombre de leurs nationaux, faire appel à des classes sociales inférieures, et se montrer moins exigeants sur la qualité. On n'avait plus besoin seulement d'administrateurs, de magistrats et d'officiers; il fallait encore des entrepreneurs, des contre-maîtres, des chefs d'atelier; les chemins de fer, les usines, les exploitations

agricoles réclamaient des états-majors. Tous ces Anglais-là se montreraient-ils dignes du respect que l' « Anglais » d'autrefois avait su inspirer à l'indigène? On ne pouvait pas l'espérer. Ainsi l'entreprise grandiose que l'Angleterre poursuivait aux Indes, allait perdre en solidité ce qu'elle gagnerait en extension; plus la conquête s'affirmait fructueuse, et plus elle devenait difficile à garder.

Et pourtant, je n'ai pas rencontré aux Indes un seul Anglais qui ne s'indignât à la seule pensée d'un éventuel abandon. « Pourquoi nous restons, pourquoi nous resterons aux Indes? me disait un officier. D'abord, parce que nous y avons dépensé notre sang, notre argent, les vertus et les talents de notre race. Ensuite, parce que, si nous partions, ce serait le désordre, l'anarchie et la ruine. Un peuple immense, qui a fait tout de même quelque progrès, retomberait dans la plus barbare abjection. Nous resterons aux Indes pour nous, et pour les Indiens. »

L'INDE ANGLAISE ET LE BOLCHÉVISME

Parmi les officiers anglais que je rencontrai à Delhi, plusieurs avaient pour tâche de surveiller les efforts de la propagande russe et d'en arrêter les progrès. Partout où j'avais passé, et particulièrement à Madras et à Calcutta, j'avais essayé d'obtenir quelques précisions sur ce sujet : vainement. Musulmans et hindous niaient toute influence bolchévique, en s'appuyant sur des incomptabilités de doctrine; chez les fonctionnaires civils britanniques, j'avais trouvé une tendance, — qui ne leur est point singulière, — à mettre sur le compte de Moscou et de ses agents tous les troubles de l'Inde, et jusqu'à leurs plus vulgaires embarras. Si je me montrais sceptique, on me renvoyait au fameux procès de Cawnpore qui, à la vérité, avait mis en pleine lumière les relations des bolchéviks russes avec les terroristes indiens. J'étais curieux de connaître l'opinion des militaires.

— Nous ne sommes pas ici, me dit le colonel S..., pour philosopher, mais pour nous défendre. Les Russes, en Asie, ont toujours été nos ennemis, ils le sont encore. S'ils emploient aujourd'hui contre nous des armes nouvelles et plus dangereuses, leur but est resté le même, et nous ne leur permettrons pas de l'atteindre. Nous ne demandons qu'à vivre en paix avec

les Russes, mais nous nous méfions de leurs entreprises : c'est pourquoi nous voulons les tenir à bonne distance de la frontière indienne. Vous les verrez travailler en Afghanistan, au Boukhara et en Perse : cela ne nous concerne pas directement. A l'heure qu'il est, l'Afghanistan est tranquille, et notre seul désir est que l'Émir ait assez d'autorité pour maintenir l'ordre et la paix dans ses États. Ce n'est pas seulement notre intérêt, c'est l'intérêt du monde entier que notre Empire demeure solide, et assez puissant pour contenir en de certaines limites les mouvements asiatiques hostiles à la domination et à la civilisation occidentales.

« Or le gouvernement de Moscou, dans le combat qu'il nous livre, ne recule devant aucun moyen. Les consuls qu'il accrédite en Orient et en Extrême-Orient, de Bouchir jusqu'à Canton, sont presque tous des agents de propagande bolchévique. Les Russes font passer aux Indes du matériel de guerre et de l'argent. Dans les grands ports, à Calcutta, à Bombay, la surveillance est relativement facile et les cargaisons suspectes sont arrêtées au débarquement. Mais la frontière du nord et celle du nord-ouest sont impossibles à garder. Ce ne sont pas des Russes qui les franchissent, mais des gens d'Asie centrale, que Moscou emploie à ce service. Ils traversent l'Afghanistan avec les caravanes et pénètrent chez nous à peu près comme ils veulent. Parfois, pour faire passer de l'argent, des tracts, des instructions, on a recours à deux membres de la même famille, fixés l'un en deçà, l'autre au delà de la frontière, et entre lesquels des communications fréquentes n'attirent point l'attention. La propagande russe est bien organisée ; mais notre police est attentive et habile : je ne pense pas que le bolchévisme puisse avoir ici le dernier mot.

Je devais avoir l'occasion de recueillir sur le même sujet des informations plus détaillées en visitant le nord de l'Inde, à Lahore, à Kohat, à Pechawar. Autant qu'il m'a semblé, ce n'est pas sur le terrain politique et social que manœuvrent les agents bolchévistes dans ce pays, mais sur le terrain sentimental et intellectuel. Ils rappellent aux Indiens leurs antiques et glorieuses origines, évoquent le rôle magnifique joué par les hommes de leur race dans la religion, dans la poésie, dans la science universelles, opposent à l'Europe matérialiste, cruelle, dégénérée, l'Asie mystique, humaine, riche en trésors matériels

et moraux, et pourtant asservie. Ils s'appuient volontiers sur les affinités qui rapprochent l'âme russe de l'âme indienne, et sur la commune répugnance que leur inspirent à toutes deux certaines formes de la civilisation occidentale.

Ces affinités, très réelles, n'ont pas échappé à un observateur attentif comme le comte Keiserling, qui, en voyant prier les dévots sur la rive du Gange, songeait aux pèlerins en extase dans la Laure de Saint-Serge, et écrivait : « En beaucoup de points, l'âme russe bat à l'unisson avec l'âme antique de l'Inde : les deux peuples ont adopté la même attitude fondamentale en face de Dieu et de la nature (1). » A cette première raison de sympathie s'en ajoute une autre, que les propagandistes de Moscou ne manquent pas d'invoquer : l'Inde et la Russie sont toutes deux victimes du capitalisme occidental. Reportez-vous aux écrits de Trojanowski : *l'Orient et la Révolution*, *l'Inde aux Indiens* (2) ; à ceux plus récents de Michel Pavlovitch et de Vanin : *Russie soviétique et Angleterre capitaliste*, *Faits et impressions de l'Inde d'après-guerre* (3) ; et vous trouverez tous les arguments que développent aujourd'hui dans leurs discours les agitateurs indiens. Examinez enfin de plus près ces ouvrages russes, voyez comment les doctrines qu'ils exposent sont mises pratiquement en œuvre par les agents soviétiques dans les pays de l'Asie centrale, et vous découvrirez, sous les mobiles sentimentaux et philanthropiques, la plus habile, la plus méthodique des actions politiques et impérialistes. A travers les « exploiteurs et les bourreaux de l'Inde », ce sont les dominateurs de l'Asie, les rivaux séculaires de l'expansion russe, que Moscou poursuit et prétend chasser d'un domaine depuis si longtemps convoité.

Plusieurs fois j'ai demandé aux Indiens nationalistes qui voulaient bien m'aider à comprendre leurs pays : « Quelle différence faites-vous entre deux esclavages? En quoi le joug moscovite vous semblerait-il préférable au joug britannique? » Ils n'ont jamais su me répondre. Sans doute, comme tous les Orientaux, espèrent-ils vaguement se servir des uns pour chasser les autres, et triompher ensuite de tous les deux.

(1) Voyez Keiserling, *das Reisetagebuch eines Philosophen*, Journal de voyage d'un philosophe.

(2) Moscou, 1918.

(3) Moscou, 1922.

« IMPERIAL DELHI »

A quel sentiment, ou à quel calcul ont obéi les Anglais, lorsqu'à la fin de 1911 ils ont transporté la capitale de l'Inde de Calcutta à Delhi ? Les raisons de ce changement, de loin, peuvent sembler obscures ; sur place, elles éclatent aux yeux et à l'esprit. Calcutta était, est resté le siège principal d'une Compagnie de marchands. La ville et le port apparaissent comme une création banale du génie commercial humain. Nul caractère, nulle marque distinctive. Ce n'est ni Marseille, ni Hambourg, ni Anvers, ni Rotterdam. C'est une image composite qui rapproche, sans les fondre ni même les harmoniser, les éléments les plus disparates. Tantôt on se croit en Europe, tantôt en Chine ou aux États-Unis.

Delhi, au contraire, porte bien la marque de l'Inde. Un paysage aride, en dépit de quelques beaux jardins. Une rivière de plomb fondu, coulant entre deux berges de sable gris. A la limite de l'horizon, de grandes ruines éparses attestent l'âge et la gloire d'un lieu célèbre. Vu du petit jardin d'Édouard VII, l'ensemble composé par le Fort, le vieux palais du Grand Mogol, la magnifique mosquée *Djama-Masjid* et l'immense place nue qui s'étend entre les deux édifices, évoque avec puissance toute une histoire royale. Partout et à tous les instants du jour, sauf aux heures du marché et de la prière, c'est le calme et le silence majestueux d'une résidence. On retrouve à Delhi, sous un autre ciel, et avec une conception très différente de l'art et de la beauté, la solitaire grandeur de Versailles. C'est ici, et pas ailleurs, c'est entre le Pandjab et la vallée du Gange, c'est dans l'ancienne résidence des Grands Mogols que devaient s'établir, pour dominer et gouverner cet immense continent, les nouveaux maîtres de l'Inde.

Mais si l'on sort de la ville pour errer dans la plaine, si l'on visite, l'une après l'autre, les places où s'élevèrent successivement les six vieilles Delhi, l'image d'une résidence royale s'évanouit devant une autre vision démesurée et gigantesque. Quinze kilomètres de ruines, en long et en large ! Des enceintes crénelées et des minarets, des palais et des forteresses, des mosquées et des tombeaux. De toutes ces constructions se dégage une même idée de force et de grandeur, de somptuosité magni-

fique et de jalouse défense. Sur ce champ de ruines qui fut si souvent un champ de bataille, s'est maintes fois joué et décidé le sort de l'Inde. Ici les princes rajpoutes tentèrent d'arrêter les hordes victorieuses des sultans de Ghor; ici se heurtèrent, en d'héroïques combats, les dynasties rivales, fondant et détruisant des villes, créant et démembrant des empires; ici Tughluk, ici Firoz établirent leur puissance sur des forteresses dont les créneaux et les tours dominent encore la plaine, mais qui ne devaient pas arrêter longtemps la ruée furieuse de Tamerlan. et de ses Mongols. Généraux victorieux trahissant leurs souverains, esclaves perfides détrônant leurs maîtres pour fonder eux-mêmes une lignée de rois, fastes guerriers, intrigues de palais et romans d'amour; l'histoire criminelle, l'idylle et l'épopée; et dominant tout cela, le choc formidable de deux mondes : l'Inde chevaleresque, défendant son honneur et ses dieux, ses châteaux et ses temples, et l'Islam rude et destructeur, qui, après avoir vaincu, pillé et dévasté, devait s'affiner à son tour et illustrer ses triomphes par une merveilleuse éclosion de chefs-d'œuvre : les mosquées, les palais, les jardins. Depuis la fondation d'Indabara, que Ptolémée fait remonter à près de deux cents ans avant le Christ, jusqu'aux dernières convulsions de la Grande Mutinerie, vingt siècles d'histoire ont inscrit leur trace dans cette plaine, où le soleil et la poussière enveloppent les grandes ruines dans une gloire de pourpre et d'or. S'il existe au monde un lieu vraiment « impérial », c'est la plaine de Delhi.

Voici Firozabad, ses jolies portes en ogive, et, sur un piédestal à trois étages, la colonne rouge d'Asoka, au flanc de laquelle on lit encore les noms, gravés par leur contemporain, d'Antiochus, roi de Syrie, d'Antigone Gonatas, roi de Macédoine, et de Ptolémée Philadelphe, roi d'Égypte. Un peu plus loin, se dressent les tours en demi-lune de Purana Kila, citadelle maîtresse de la ville bâtie par Humayun, fils de Baber. Trois hautes portes, que décorent des faïences, donnent accès dans l'enceinte fortifiée, au milieu de laquelle une jolie mosquée de grès rouge et de marbre élève sa coupole. Plus loin encore, le tombeau d'Humayun, grand comme une ville. Sur une première terrasse s'ouvrent les cellules qui contiennent les tombes anonymes des membres de la famille impériale. A l'étage supérieur, le mausolée du souverain ; nul ornement, nul étalage de richesse : une simple dalle musulmane dort à l'abri de la coupole gigan-

tesque. De la haute futaie qui entoure le monument et masque le mur d'enceinte, émergent le dôme du tombeau où repose le barbier d'Humayun, et la coupole bleue du mausolée de Fahm Khan. Autour de ces morts, le silence majestueux et la beauté vivante d'un grand parc.

Des tombeaux moins illustres bordent la route qui mène à *Dargah Nizam-ud-din*, adorable fouillis de mosquées et de chapelles funéraires, où reposent côte à côte des princes, des poètes et des saints. Portes enguirlandées, fines balustrades, baldaquins aux sveltes colonnes entremêlent leurs lignes exquises parmi les verdures et les buissons de fleurs. Debout, sur le mur de marbre, un plongeur nu n'attend que mon geste pour se précipiter dans la vasque profonde que deux jolies fontaines remplissent en murmurant. L'ombre de quelques beaux platanes encadre ce tableau.

La route tourne sous les arbres, traverse des ruines, puis un village, et court à la rencontre d'une montagne de grès rouge : c'est *Tughlukabad*, la ville forte, bâtie par le guerrier qui crut sa conquête éternelle et dont la dynastie ne dura qu'un siècle. En face de sa ville, son tombeau, que défend une ceinture de créneaux et de tours, et dont les murs rouges, massifs, trapus et nus, semblent comme écrasés sous le poids d'une coupole de marbre blanc. Sous la coupole, trois dalles recouvrent les restes du conquérant, de sa femme et de son héritier.

Et voici *Lalkot*, l'ancêtre, la plus vieille des vieilles Delhi, que fondèrent les princes rajpoutes, et que leurs successeurs embellirent et ruinèrent tour à tour.

Toute la ville est dominée par un gigantesque cône cannelé, dont une série de balcons en couronne coupent régulièrement les arêtes : c'est le *Kubt Minar*, le minaret de la victoire, érigé par Kubt-ud-din et restauré par le chah Firoz. Des versets du Coran, tracés en caractères énormes, s'enroulent autour du fût haut de 72 mètres, où le marbre alterne avec le grès. A l'ombre du minaret géant, une mosquée du goût le plus pur épanouit ses portiques et ses coupoles. Aucune matière ne sembla trop noble, aucun ornement trop parfait, pour construire et pour décorer la *Kuwat-ul-Islam* (Force de l'Islam). Dans la cour, en face de l'entrée principale, se dresse la *Colonne de fer*, faite d'une seule pièce de métal : l'inscription sanscrite qu'on y voit gravée célèbre la victoire d'un prince Chandra ; une autre inscription,

plus récente, porte le nom d'Anang Pal et la date de 1052. Des portiques admirablement décorés, des tombes royales, des tours et des minarets s'éparpillent, environnés de bosquets et de jardins. L'administration britannique veille avec un soin minutieux sur ces vestiges du passé et les entoure d'un cadre parfois un peu moderne, mais toujours net, et souvent somptueux.

En revenant vers la ville d'aujourd'hui, on aperçoit soudain dans la plaine un amas confus de bâtiments et de terrasses. On s'approche, et l'on reconnaît, non plus des ruines, mais des constructions encore inachevées, bordant des avenues plantées de mâts et de piquets. Pas un filet d'eau, pas un brin de verdure : du marbre blanc dans de la poussière. C'est *Raisina*, où, l'année prochaine, le gouvernement britannique transportera tous ses services, depuis l'habitation et les bureaux du Vice-Roi, jusqu'aux sièges du Conseil d'État, de l'Assemblée législative et de la Chambre des princes. Déjà sortent de terre d'immenses *buildings*, qui seront demain des ministères, des palais ou des casernes. Blanc partout ! Et ce blanc hurle sous la lumière crue, au milieu de cette plaine aride et nue. Le plan sans doute est grandiose et digne de la capitale d'un empire. Mais l'architecture, les matériaux ! Comment les créateurs de la ville nouvelle n'ont-ils pas prévu et redouté le contraste de cette laideur officielle avec la beauté, l'élégance, la fantaisie des vieilles villes qui l'environnent? Raisina est déjà deux fois baptisée : les Anglais sérieux la nomment : *Imperial Delhi*; mais les jeunes *civilians*, quand ils en parlent, disent : *the white Elephant* (l'éléphant blanc), et le mot peint assez bien la chose.

Et les Indiens, qu'en disent-ils? Ils regardent, silencieux et mornes, s'élever dans la plaine solennelle, où leurs aïeux ont semé tant de gloire et tant de beauté, ce nouveau témoin de leur plus récente histoire. Je ne puis oublier le geste d'un vieux musulman, qui monté avec moi sur la plus haute terrasse du Fort, indiquait nonchalamment du bout de sa canne la direction de l' « Imperial Delhi ». Il laissa retomber son bras, ferma les yeux comme pour se recueillir, et dit : « Nul n'échappe à son destin. Sept est sacré, huit est fatal. Il est écrit dans nos livres : celui qui bâtira la huitième Delhi perdra l'Empire. »

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

POÈMES VOTIFS

II [1]

SAINT-SERVAIS

Je suis un fils des monts adopté par la mer,

Tes chèvres m'ont d'abord versé leur lait amer,
O rude terre aïeule, altière Cornouaille !...
Il est, dans ton giron cher aux dieux d'autrefois,
Il est un bourg de schiste bleu, coiffé de paille,
Qui garde un air secret de village gaulois,
Oublié, presque intact, parmi l'horreur des bois :
La forêt primitive autour de lui tressaille
Et, dans son orbe vert, longtemps impénétré,
Le couve, en le voilant, comme un nombril sacré.

***

C'en était un, naguère, alors que sa montagne,
— Pôle aimanté des quatre évêchés bas-bretons, —
Précipitait vers lui, les jours de grands pardons,
Toute une impétueuse et multiple Bretagne
Qui, s'arrachant le saint pour conquérir ses dons,
En guise d'ex-voto brandissait des bâtons.
Car saint Servais, maître incontesté des nuages
D'où pleuvaient, à son gré, sur les écobuages
Les promesses de vie ou les arrêts de mort,
Passait pour exiger ces farouches hommages
Et pour favoriser qui frappait le plus fort.

1) Voyez la *Revue* du 1er août.

On frappait, — et les coups ne portaient point à vide :
Trégor, Vannes, Léon, Cornouaille d'aval,
C'était à qui terrasserait le clan rival;
Et que de fois, le soir, ma mère, âme intrépide,
Dut étancher le sang jailli d'un front livide,
Dans l'école changée en dortoir d'hôpital!

Le saint était souvent le premier mis à mal...

***

Lieu des sommets, sans doute, aux temps d'avant l'histoire,
Les siècles, sous des noms divers, l'ont révéré;
Puis, le nôtre est venu qui, dans son oratoire,
Par ordre épiscopal à jamais l'a claustré,
Comme on fait d'un dément ou d'un pestiféré.
Un peu d'encre a suffi pour obscurcir sa gloire.
Interdits, ses pardons d'héroïque mémoire;
Aboli, son prestige; égaillés, ses dévots...
Les uns s'en sont allés vers des cultes nouveaux,
Les autres, tête basse, ont serré dans l'armoire
Le muet compagnon de route, à bout plombé.
Sur le vallon déchu le silence est tombé.
Demeuré seul avec ses ouailles prochaines,
Sabotiers, charbonniers, boisiers coupeurs de chênes,
Servais le druidique, au lieu des pèlerins
Assiégeant de leurs cris son porche, par centaines,
N'entend plus, pour tout bruit, qu'un grondement de trains
Qui jusqu'à lui s'égare en rumeurs incertaines,
Quand de l'Armor côtier soufflent les vents marins.

***

L'école a vu, sur elle aussi, fondre l'épreuve :
Déjà, dans mon enfance, elle n'était plus neuve;
Vieille à présent, et surannée, il a fallu
Construire au goût du jour le monument voulu,
Et ses écoliers sont partis, la laissant veuve.
Ailleurs, elle aurait pu connaître un pire sort;
Ici, dans ce canton perdu, qu'on dit sauvage,
Chacun a pris à cœur d'adoucir son veuvage ;
Les notables du bourg l'ont, d'un touchant accord,

Érigée en palais des archives publiques,
Si bien qu'ayant l'honneur d'abriter des reliques
Ses pierres ne mourront que de leur belle mort.

Solitaire, elle dresse, au chevet de l'église,
Le même front ridé que l'âge solennise,
Devant la même place en pente où court le chant
Du même ruisseau brun, lamé de vif argent.
Pauvre chère maison si triste, — ô deuil des choses...
Entre sa cour sans jeux et son jardin sans roses,
C'est sous son toit, de lichen roux damasquiné,
Par un matin de jeune avril, que je suis né,
Dans la saison où les landiers sont d'or et d'ambre...
Sur mes avrils défunts je marche vers décembre,
Mais, grâce soit rendue aux gens de Saint-Servais
Qui, pour l'amour de moi, l'entretiennent exprès,
Dès que je me rassieds au clan dont je fus membre,
Elle me rit encor d'un visage tout frais,
La chambre aux murs d'un blanc monacal, l'humble chambre
Où mes yeux, en s'ouvrant, mirèrent les forêts...

* * *

Forêts de Porthuault, ô mes forêts natales,
Qui secouez aux vents, de hauteurs en hauteurs,
Vos somptueuses chevelures végétales,
Et m'avez, tout enfant, roulé dans leurs senteurs,
Si les miens m'ont dit vrai, je voletais à peine
Lorsqu'entraîné par leur exode vers la plaine
J'abandonnai mon nid silvestre, un soir d'hiver,
Et, victime déjà promise à la Sirène,
Descendis avec eux aux pays de la mer.

L'ombre engloutit pour moi vos cimes maternelles...
Depuis, fils de l'Argoat émigré dans l'Armor,
J'ai suivi sur les flots les mâts des caravelles,
Sous des cieux inconnus promené mon essor,
Et, sans cesse affamé de rencontres nouvelles,
Aux bourrasques du large, hélas! rompu mes ailes.
Mais, sur l'enchantement que vous m'avez versé,
La mer, toute la mer a vainement passé :

Ses lourds ressacs n'ont pas noyé vos grands murmures
Et mon cœur reste empli des frissons de ramures
Qui, là-haut, dans mes premiers songes, m'ont bercé.
De quelque enivrement que m'ait grisé ma course,
Chez vous seules, ô forêts saintes, j'ai ma source :
Pour y avoir jadis bu le fier élixir
Qu'avec vos sucs puissants la nature élabore,
Je l'entends qui égoutte en moi son pleur sonore,
Pur chrême baptismal impossible à ternir.

***

Et voici qu'à ses bords j'ai voulu revenir;
Voici que j'ai voulu, pèlerin nostalgique,
Sur la margelle verte où dort son eau magique
Agenouiller mon rêve une dernière fois.
Le couchant de mes jours peut désormais les clore :
J'ai salué les monts d'où surgit mon aurore
Et, dans l'ancien écho faisant sonner ma voix,
Remercié le ciel pour ce que je vous dois,

Pères de mon enfance, Esprits divins des bois.

COIFFE TRÉGORROISE

Sur un front lisse et pur finement épinglée,
Tu m'évoques ma mère, ô coiffe du Trégor,
Et, dans ta conque frêle avec art ciselée,
C'est toute la chanson de mon passé qui dort.

Comme tu palpitais, pudique, à la veillée,
Sur quelque nuque mince aux chastes frisons d'or!
De ton charme, longtemps, j'eus l'âme ensorcelée
Et, d'y songer ce soir, mon cœur tressaille encor.

Coiffe de mon pays, aucun ruban profane
Jamais n'a déparé ta grâce diaphane :
Ton élégance est toute en ta simplicité.

Les filles du Trégor t'ont faite à leur image :
Aussi frais que ton lin sans tache est leur visage,
Aussi vierge de tout mensonge leur beauté.

A JOACHIM DU BELLAY

Au pays de Trégor, dans la maison des miens,
Dans la vieille maison quatre fois séculaire,
Vit la dévotion candide aux jours anciens,
Et la vanneuse y vanne encor le blé dans l'aire;

Et, vannant, elle chante aux vents aériens,
Vannant la balle blonde, elle chante à voix claire
Quelque *sône* d'amour que des Terre-Neuviens,
Par un soir nostalgique, ont faite en mer polaire.

Entre ses poings tendus le crible ensoleillé
S'agite : en gouttes d'or pleuvent les grains de blé,
Et la poussière ondule aux souffles atlantiques...

Et, sous le ciel breton, j'évoque tes yeux fins,
O toi qui le premier, fis aux bords angevins
Sonner le grain nouveau dans les cribles antiques.

CEUX DE LA « VIENNE »

«... Je signe en finissant : Votre fils qui vous aime...
Post-scriptum : J'oubliais de vous faire savoir
Qu'on appareille pour Toulon aujourd'hui même :
Nous quittons Rochefort par le jusant du soir. »

***

Ainsi ceux de la *Vienne* écrivaient à leurs mères.
Et, sous les chaumes noirs, hérissés par l'hiver,
Les vieilles de Bretagne, aux pater ordinaires,
Pour les fils embarqués ajoutaient un pater.

Et les vieux ricanaient en se gaussant des vieilles :
« C'est comme d'ici là, Toulon et Rochefort;
Il n'y a pas plus loin qu'entre vos deux oreilles;
Le temps de hisser l'ancre, amène! on est au port. »

Sans compter que Toulon... Oh! les beaux ciels de soie
Qui frémissent, légers, sur des eaux de velours!...
Et l'œil des vieux, soudain, s'éclairait d'une joie
A des ressouvenirs de furtives amours.

Ah! pour ça non, la mère! ils ne sont pas à plaindre,
Ceux qui voguent là-bas vers le grand pays bleu,
Dans du soleil, alors que nous restons à geindre
Mélancoliquement serrés au coin du feu.

Et d'entendre les vieux plaisanter de la sorte,
Les vieilles souriaient, n'osant plus avoir peur,
Malgré ce vent de chien qui jappait à la porte,
Avec des hurlements à vous glacer le cœur.

* * *

Il s'écoula des nuits, beaucoup de nuits pareilles,
Il s'écoula des jours, de longs jours anxieux...
« Les fils n'écrivent plus », insinuaient les vieilles.
« C'est qu'ils s'amusent trop! » grondaient tout bas les vieux.

Or, certain soir, un bruit courut de chaume en chaume :
Des navires avaient entrevu, disait-on,
A des lueurs d'éclairs, le tragique fantôme
D'un vapeur inconnu, rasé comme un ponton.

Qui le montait? Des morts ou des vivants? Mystère.
On l'avait rencontré partout et nulle part,
Qui roulait, qui tanguait, multiple et solitaire,
Sur des routes sans but poussé par le hasard.

D'aucuns s'étaient offerts pour aider sa détresse :
Il n'avait point pris garde aux signaux de secours.
Ivre d'une sublime et formidable ivresse,
Il allait Dieu sait où, roulant, tanguant toujours...

* * *

Où vous alliez, hélas! ô marins de la *Vienne*,
On ne le sut que trop, lorsqu'il était trop tard!
Vous partiez pour Toulon, disait la lettre ancienne :
Non! vous appareilliez pour l'éternel départ.

Toulon vous guette en vain du haut de ses terrasses ;
En vain, durant des jours et des jours angoissants,
Vos frères ont battu les flots, cherchant vos traces :
La *Vienne* et ses marins sont à jamais absents.

Ils ne reviendront plus vers les chaumières grises
Dont leurs portraits sous verre ornent les vaisseliers...
Pleurez, mères, pleurez, femmes, pleurez, promises :
Les yeux de ces portraits sont des yeux de noyés.

Et vous à qui la mer fut bonne camarade,
Ne dites plus Toulon si près de Rochefort,
O vieux, puisqu'il y a de l'une à l'autre rade
L'infini de l'adieu, l'infini de la mort.

La mort, et quelle mort ! Le trépas anonyme,
Un cri d'horreur suivi d'un grand silence fier,
Puis, la descente solennelle dans l'abîme,
Puis, plus rien que du vent, plus rien que de la mer.

A VILLIERS DE L'ISLE-ADAM

Toi qui craignais l'hommage à l'égal d'une offense
Et t'estimais plus grand d'être plus délaissé,
Je t'offre pour encens le souvenir d'enfance
Qui s'élève vers toi du fond de mon passé.

Petit Breton barbare, affamé de connaître,
Et que déjà hantait la chimère, ô Villiers,
J'étudiais alors à l'école d'un prêtre
Que l'on disait issu d'un sang de chevaliers.

J'apprenais sous sa loi du latin de cantique,
Aux pages d'un missel illustré d'un blason...
Et cela se passait dans un vieux bourg celtique,
Durant les soirs venteux de l'arrière-saison.

***

Or, un soir que ronflait le suroît de novembre,
Comme nous latinions ainsi, les pieds au feu,
La bonne Anna, poussant la porte de la chambre,
Dit : « Monsieur le recteur, voici votre neveu. »

Et, comme un goéland dont le vol en détresse
S'abat sur la clarté d'un phare, dans la nuit,
Quelqu'un d'impétueux s'engouffra dans la pièce,
Comme s'il eût traîné tout l'orage après lui.

Ce pétrel voyageur, cet oiseau de tempête
Qui, soudain, parmi nous tombait du ciel grondant,
C'était, — oui, c'était toi, vertigineux poète,
Auguste-Mathias Villiers de l'Isle-Adam.

C'était toi, ruisselant, glacé, couvert de fange,
Mais le regard si fier et si prestigieux
Qu'on eût cru voir entrer je ne sais quel archange,
Messager de la foudre, avec l'éclair aux yeux.

***

« Va, me dit le recteur, la leçon est finie. »
Non : elle commençait, car, l'ineffable émoi
Qui nous étreint le cœur au contact du génie,
Tu venais, ô Villiers, de le répandre en moi.

Pour la première fois, je sentis dans mon être
Frémir et s'exalter quelque chose de grand ;
Et c'est là le tribut que je t'apporte, ô maître :
Un frisson d'infini dans une âme d'enfant.

LES SABOTIERS

Vous qui plus que la faim redoutez l'esclavage,
Nomades sabotiers à nul joug asservis,
Vous restez, parmi nous, le dernier clan sauvage
En qui les vieux Gaëls reconnaîtraient leurs fils.

Car vous êtes les seuls qui mainteniez encore
Dans la plaine latine un vierge arpent gaulois ;
D'autres battent la mer inconstante et sonore,
Vous, vous gardez au cœur le fauve amour des bois.

Vous plantez votre hutte à l'ombre de leurs cimes,
Et savez, dans leurs bruits les plus mystérieux,
Discerner les accents des oracles sublimes
Qu'aux chênes de jadis ont murmurés les dieux.

***

Né, comme vous, au sein d'une silve bretonne,
Dès que vous y campiez, j'exultais, rien qu'à voir,

Sur l'auguste splendeur des frondaisons d'automne,
Vos feux improvisés fumer dans l'or du soir.

Plus tard, admis à faire avec vous la veillée
Devant l'âtre où séchaient les sabots odorants,
J'aurais voulu cueillir, sous vos toits de feuillée,
Les trésors enfouis dans vos âmes d'errants;

Mais vos anciens, suçant leur courte pipe noire,
Sans desserrer les dents me laissaient discourir;
Et j'avais beau heurter à la porte d'ivoire,
Le livre intérieur refusait de s'ouvrir.

Seuls, les arbres, dehors, chuchotaient, lourds d'histoire.

***

Sabotiers, sabotiers,
Est-il vrai que vous sortiez
Des preux de Brocéliande,
Couchés sous des églantiers
Dans un sommeil de légende?

— Ne questionne pas... Le monde est vieux, très vieux :
Tout homme est à lui-même un pays de mystère,
Et ce que nous savons de nos lointains aïeux,
C'est qu'ils sont quelque part où nous irons, — en terre.

Sabotiers, sabotiers,
Est-il vrai que vous chantiez,
Dans la nuit, quand nul n'écoute,
L'hymne des dieux forestiers,
Où leur âme frémit toute?

— Ne questionne pas... Le monde est grand, très grand.
L'homme est un voyageur qui passe et qui repasse;
Ce qu'apprend aujourd'hui demain le désapprend,
Ce que le temps épargne est tué par l'espace.

Sabotiers, sabotiers,
Est-il vrai que vous partiez
Pour la suprême aventure,
Des sabots neufs à vos pieds
Et la hache à la ceinture?

— Nos anciens te diront : la mort n'est qu'un trépas;
Mourir c'est émigrer vers un plus riche ombrage...
Mais qui part sans outils pour l'œuvre de là-bas,
Au lieu des bois rêvés n'étreint que leur mirage.
Dans la Forêt Promise il ne pénètre pas.

***

Derniers prêtres de l'arbre, instruits dans ses arcanes,
Puissiez-vous, en effet, sur la terre des Manes
Retrouver, plus intact qu'au pays des vivants,
Le temple originel, formidable aux profanes,
Où l'antique nature abrite ses fervents!

Ici, vous le savez, la montagne natale
Déjà met à l'encan vos gîtes d'autrefois :
L'Argoat, hier encore ignoré du vandale,
L'Argoat livre aux tondeurs sa toison végétale
Et pleure sa fierté qu'on fauche avec ses bois.

La Bretagne n'est plus l'altière solitude,
Asile de tendresse et de mansuétude
Pour les cœurs inquiets et les fronts indomptés...
Sabotiers, sauvez-vous, voici la multitude!
Pan, le grand Pan se meurt et vos jours sont comptés.

C'en est fini des ciels d'octobre où vos fumées
Déroulaient sur l'émail du soir leur geste bleu;
Fini du frôlement sibyllin des ramées,
La nuit, quand nous veillions sous vos huttes fermées,
Autour des sabots blancs que vous doriez au feu.

On ne vous verra plus passer, en peaux de biques,
Semblables aux Sylvains d'un plus jeune univers...
Du moins, qu'un peu de vous survive dans ces vers,
Et toi, mène le deuil de tes arbres épiques,
Niobé des forêts, Viviane aux yeux verts.

Nous n'irons plus aux bois... Adieu les temps celtiques.

INVOCATIO VENTIS

Souffles joyeux, souffles amers
Du vent qui passe
Et fait aux conques de l'espace
Retentir le galop des mers,

Allez, allez, vastes haleines,
Puissants remous,
La lyre du monde c'est vous,
Toute la lyre, amours et haines.

Bousculez les ciels indolents,
Battez les ondes ;
Si la nue et l'eau sont fécondes,
C'est que vous labourez leurs flancs ;

Et si, dans l'âme des poètes,
Sonnent les vers,
C'est qu'en eux frémit l'univers
Au rythme exalté des tempêtes.

Sans vous, point d'élan hasardeux
Vers les étoiles ;
Les cœurs s'endorment dans les toiles
Que le calme tisse autour d'eux ;

Mais vous passez : la toile crève
Et, dans l'azur,
S'évade d'un vol libre et sûr,
Hors des lois du monde, le rêve.

LA SULAMITE (1)

Des orges de Moab aux neiges de l'Hermon
Les hérauts ont crié la fin de Salomon...

***

Sur un lit de santal, où myrrhes et cinnames
Brûlent, le roi défunt gît, veillé par ses femmes

(1) Cette pièce, restée inachevée, est la dernière qu'ait écrite A. Le Braz. Il y travaillait quand la mort est venue le surprendre.

Dont les corps prosternés, issus de tous les sangs,
Jonchent la salle immense, au nombre de sept cents.
Filles de Mizraïm, minces, frêles et graves;
Filles de Tyr et de Sidon, naguère esclaves
En quelque bouge obscur des villes de la mer;
Grecques de l'Archipel, Bédouines du désert,
D'autres, d'autres encore, on ne sait d'où venues,
Elles sont toutes là, celles qu'il a connues,
Sauf une, la première élue, ô Salomon,
Qui, dans les champs où tu l'aimas, vieillit sans nom,
Seule avec les troupeaux qu'elle paît aux collines...
Elles sont toutes là, reines et concubines,
Tantôt mêlant leur plainte aiguë aux sanglots sourds
Qu'en sons intermittents exhalent les tambours,
Tantôt, d'une secrète épouvante glacées,
Sentant un noir mystère envahir leurs pensées
Pour avoir contemplé, dans l'horreur du trépas,
Le maître formidable évadé de leurs bras.

Mort, il paraît encor plus terrible : son ombre
Sur le mur éclairé palpite, ardente et sombre,
Aux vacillants reflets des torchères en feu.
C'est plus qu'un homme et plus qu'un roi : c'est presque un dieu.

***

« Avant de t'enfoncer dans la nuit sans aurore,
Permets, ô Salomon, que notre voix t'implore
Et, d'un dernier écho, tristement modulé,
T'accompagne à travers le morne défilé
Qui, des bords du Cédron, plonge au pays des Manes.
Comme aux lieux où, le soir, campent les caravanes
On voit, l'aube d'après, sur des foyers éteints,
Un peu de cendre agoniser, — tels nos destins :
Nous sommes ces foyers, nous sommes cette cendre.
Au penchant de l'abîme où chacun doit descendre,
Nous t'appelons en vain, Lumière d'Israël.
Hier, nous respirions ton souffle essentiel;
Tu marchais devant nous, ô colonne éclatante;
En ton cœur vaste et fort nous avions notre tente;

Et voici : l'Éternel a parlé, tu n'es plus.
Les temps de ton passage humain sont révolus;
Déjà grince au dehors l'essieu des chars funèbres.
Que le sein du schéol t'accueille en ses ténèbres
Et te soit doux, à toi qui pars, comblé de jours,
Ayant de ton amour nourri sept cents amours,
Grand parmi les plus grands, sage entre les plus sages! »

Ainsi chantait le chœur des pleureuses à gages...

*
* *

Les femmes, évoquant l'étreinte du vieux roi,
Protestaient : « Tu n'as eu qu'un amour — et c'est moi. »
Et plus qu'une guettait un signe pour réponse.
Mais rien n'attendrissait le dur profil de bronze
Dont la barbe, figée en nappe d'argent fin,
S'étalait sans un pli dans une paix sans fin.

On n'entendait frémir que l'aile du silence.
Quand, du seuil de la salle où les porteurs de lance
Somnolaient, appuyés sur leurs armes, on vit
Une Juive s'orienter droit vers le lit.
Elle arrivait de loin, de très loin : la poussière
Souillait ses vêtements de futaine grossière,
Par des ciseaux naïfs taillés à pans si longs
Qu'ils traînaient sur le sol derrière ses talons.
Mais leur rusticité n'altérait point la grâce
Du rythme intérieur hérité de sa race
Avec le sang de ses aïeux patriarcaux,
Bergers dans la montagne et pêcheurs sur les eaux.
Sa démarche, rebelle encore au poids de l'âge,
Glissait, harmonieuse et souple, un peu sauvage,
Et ses yeux, ses yeux bruns ressemblaient à ces puits
Où se mire, au désert, l'immense deuil des nuits.

Les autres murmuraient : « Que nous veut cette impie? »
Elle, avançant toujours et s'étant accroupie
En sa mante de veuve au chevet du roi mort,
Dit : « Ne réveillez pas mon aimé qui s'endort. »
. . . . . .

A. Le Braz.

AU CANADA

AVEC LES ÉVÊQUES DE FRANCE

Montréal, samedi 26 juin 1926.

Hier, à Chicago (1), nous étions des hôtes, accueillis avec une amabilité cordiale, bruyante et somptueuse. Ici, nous sommes des parents, reçus en famille. La bienvenue est moins éclatante, elle est plus affectueuse ; moins de lustre et plus de bonhomie. Les Américains cherchaient visiblement à nous plaire, et d'ailleurs ils y réussissaient ; les Canadiens se plaisent à nous voir, à nous entendre, à nous acclamer.

Pourquoi sommes-nous ici, dans cette ville de Montréal ? Pour accomplir un pèlerinage nécessaire et désiré. Désiré par nous, désiré par nos frères du Canada. La délégation des évêques de France au congrès de Chicago, tenait à visiter la Nouvelle-France avant de reprendre la mer ; et les Canadiens l'attendaient avec une confiance assurée. Tous sont venus, sauf un. Les cardinaux de Paris et de Rennes, et les archevêques de Rouen et d'Alger, et les évêques de Montpellier et du Mans, et Mgr Chaptal, auxiliaire du cardinal Dubois, tous sont accourus au double appel de leur propre cœur et de cette voix attirante du « pays de Québec », évoquée par l'auteur de *Maria Chapdelaine*. Mgr Heylen, évêque de Namur, a voulu se joindre au cortège. Seul, manque au rendez-vous Mgr Landrieux, évêque de Dijon, forcé de repartir. Et c'est peut-être, de tous, celui qui désirait le plus ardemment ce voyage ; car il connaît déjà la France d'Amérique. Or, un Français, quand il a fait un premier séjour

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

au Canada, se sent pressé d'y revenir ; il en éprouve une sorte de nostalgie.

J'en parle par expérience. Il y a huit ans, je passai tout un hiver aux bords du Saint-Laurent, figé par les glaces, entre deux plaines blanches. Je ressens une joie presque enfantine à le revoir aujourd'hui, roulant dans ses flots dorés des paillettes de soleil, entre un double horizon de prairies, de moissons et de feuillages, piqués de clochers d'argent. Mais, sous la verdure ou la neige, les cœurs chauds sont toujours au même degré. J'y reviens donc pour goûter cette douceur, et aussi pour me complaire aux deux joies réciproques des Canadiens recevant l'Église de France et des délégués de l'épiscopat français pénétrant l'âme canadienne.

« Abord » du train, c'est encore le congrès de Chicago, qui alimenta les conversations. Les évêques sont pleinement satisfaits de l'accueil qu'ils ont trouvé près du cardinal Mundelein et de la foule catholique ; ils sont émerveillés et profondément heureux du triomphe obtenu par le Christ. Le cardinal Charost redit et commente une parole qu'il a entendue, d'un citoyen des États-Unis : « Un roi n'a jamais connu chez nous de réceptions pareilles ni de tels jours de gloire. » Et je retrouve ici l'écho des appels adressés par Mgr Mundelein à ses diocésains : « Nous allons recevoir, à Chicago, le roi des cieux. »

De l'archevêque de Rennes, une autre réflexion, rapprochée de confidences d'un Américain, me permet d'établir une première synthèse du Congrès eucharistique ou, du moins, de le situer dans l'histoire de la grande démocratie. Le cardinal évoque le passé, mon interlocuteur entrevoit l'avenir.

— Une telle manifestation, fait remarquer Mgr Charost, n'est pas l'œuvre d'un jour, ni même d'une année. Si formidable et si minutieuse qu'en ait été la préparation immédiate, elle ne pouvait suffire à procurer un pareil succès. Nous avons vu le fruit d'un siècle d'efforts et d'une vie religieuse profonde.

Et l'Américain :

— C'est peut-être l'avenir de notre nation qui bouillonnait dans cette grandiose assemblée. Un peuple fort, ainsi que le rappelait le président Coolidge, a besoin d'une armature morale. Or, de plus en plus, et sans méconnaître les efforts spirituels ni l'esprit religieux de nos frères séparés, le bloc homogène, compact et vivant des vingt millions de catholiques apparaît

comme la principale force intérieure des États-Unis. Car les protestants s'émiettent en confessions multiples et, au dernier recensement, cinquante millions d'Américains, ce chiffre m'épouvante, ont déclaré n'appartenir à aucune religion. La puissance qui vient de s'affirmer à Chicago, et d'y puiser un surcroît de vigueur et de rayonnement, sera peut-être, un jour, notre salut social. Qui sait ? Le salut d'autres peuples encore. Les États-Unis sont en train de devenir un peuple missionnaire.

Cependant, nous avons franchi la frontière et le train stoppe à Toronto. Surprise des voyages ! La première étape et la première bienvenue, dans ce pèlerinage au Canada français, nous saisissent dans la métropole anglaise. Il est vrai que c'est la France encore que nous y retrouvons, notre langue et notre passé. Non seulement nos évêques y sont salués par un homme de notre race, M. Lambert Dusseau, mais Mgr Mac Neil, archevêque du diocèse, en un pur français, tient à rappeler que, là aussi, comme à Chicago, comme partout en ce pays, les fondateurs de la cité furent nos explorateurs et nos apôtres. Et, naguère encore, insiste le prélat, l'archevêque de Toronto se nommait Mgr de Charbonnel et venait de France...

Mais les heures ont passé, le jour décline et, dans la lumière apaisée du soir, apparaît Montréal, étendue au pied de sa montagne verte et ceinturée de son grand fleuve. Et, après l'évocation de la patrie lointaine, en surgit tout à coup la vivante image : une ville qui aspire vers les cieux par des dizaines de dômes, de flèches et de clochers. Voilà ce qui manque aux États-Unis et, nous le découvrons soudain, ce qui manquait à nos yeux.

— Vous vous rencontrez, me disait tout à l'heure un de nos hôtes, avec notre éminent historien, Victor Morin. Il a pu, dans un beau travail à la gloire de notre cité, la définir : *la Ville aux clochers dans la verdure*. Savez-vous que, pour une population d'un million d'âmes, Montréal ne possède pas moins de cinq cents églises ou chapelles, dont les trois quarts catholiques ? Et, dans cette atmosphère religieuse, elle voit étonnamment progresser sa puissance matérielle.

Dimanche, 27 juin.

Tourbillon de cérémonies, de visites et de manifestations, qui rappelle les jours de Chicago. Quatre tableaux s'en détachent, affirmant l'idée dans la couleur.

Ce matin, la solennité de Saint-Louis de France. Une belle église harmonieuse, large et claire. Au milieu d'un cortège qui rassemble autour de l'épiscopat français le gouvernement, l'armée, le Parlement, le barreau, l'Université, la magistrature; à travers une multitude à la fois souriante, enthousiaste et recueillie, marche avec lenteur un prêtre, en ornements sacerdotaux, qui porte un reliquaire d'or, dont le soleil enflamme les pierreries. C'est, en mémoire de cette visite, le cadeau de la France au Canada.

— D'accord avec votre *Comité catholique des amitiés françaises à l'étranger*, que préside avec tant d'autorité Mgr Baudrillart, m'explique en ce moment le commandeur Émile Vaillancourt, le cardinal Dubois a bien voulu détacher, du trésor de Notre-Dame, une relique de saint Louis, pour l'offrir à la paroisse montréalaise, érigée sous le vocable de ce roi français. Nous trouvons dans ce geste un double symbole : il rappelle d'abord nos communes origines, car saint Louis nous appartient comme à vous; il noue ensuite, entre nos deux peuples, un lien de plus, amical et sacré.

Je passe sur la cérémonie religieuse, ainsi que sur les discours : ému et frémissant de Mgr Bélanger, curé de la paroisse; paternel et pénétrant du cardinal Dubois, qui ouvre son cœur tout large aux Canadiens; superbe et profond, de Mgr Gauthier, archevêque-administrateur de Montréal (1), qui exalte la France, mère du Canada. Je viens tout de suite au deuxième *fait* de la journée.

C'est au banquet qui suivit la solennité, l'allocution de M. Dandurand.

Le sénateur Dandurand, ministre d'État dans le gouvernement fédéral, premier délégué de son pays à la Société des nations et, naguère, à ce titre, président de l'Assemblée de Genève, attaché passionnément à la France où il compte un grand nombre d'amis, n'est pas seulement un brillant et vigoureux orateur; on doit reconnaître en lui l'un des hommes politiques les plus représentatifs et les plus autorisés du Canada. Or, entre le gouverneur de la province et le maire de la cité,

(1) Depuis quatre ans, l'archevêque titulaire du diocèse, Mgr Bruchesi, est, pour ainsi dire, enclottré dans ses appartements par une longue et cruelle maladie, dont on ne voit pas même le terme. Il n'a pu recevoir la délégation ; mais, de loin, le cardinal Dubois a salué, avec une vive émotion, ce grand ami de la France.

c'était à lui qu'incombait la mission de saluer les évêques de France au nom de l'autorité civile. Et que fut son toast? Un panégyrique ardent et convaincu du clergé canadien. « Ce clergé, proclama le ministre, avec force et avec feu, ce clergé, formé à la grande école sacerdotale du XVIIe siècle, il fut, au lendemain de la conquête anglaise, le sauveur et le mainteneur de notre peuple et de notre race; il en fut, dans la suite, et le père et le chef, et le maître d'école; à lui, nous devons ce que nous sommes et l'espoir de ce que nous serons. — Et vous serez quelque chose de grand, dans l'avenir, intervint le cardinal Charost, puisque vous restez ainsi fidèle à la mémoire du passé. »

Sur quoi, de leurs voix mâles et sonores, accentué d'un arrière-goût normand, nos hôtes attaquèrent tour à tour l'hymne à la France et l'hymne au Canada. « Mais ils me font pleurer, me disait mon voisin, le chanoine Delabas. — Et vous n'êtes pas le seul ! »

De trois à huit heures, promenade à travers la ville. Un film accéléré. J'y recueille une troisième vision symbolique. On nous a conduits dans la plus jeune des institutions religieuses, issues de cette fécondité spirituelle en constante floraison : le séminaire des Missions étrangères, imité de notre établissement de la rue du Bac.

Hier encore contrée d'apostolat, le Canada devient pays apostolique. Des congrégations de France, venues ici pour exercer leur ministère, y trouvent des recrues pour évangéliser les nations païennes. Des sociétés nouvelles, d'hommes et de femmes, y forment des pionniers pour la conquête des peuples lointains : les sœurs de l'Immaculée Conception, nées d'hier à Montréal, ont déjà des couvents en Chine et aux Philippines. Mais c'est le monde équatorial qui semble exercer le plus vif attrait sur ces habitants des neiges : il s'est trouvé, chez les Pères Blancs, près de cent Canadiens, dont un évêque, et quatre-vingts Canadiennes ont revêtu le froc des Sœurs Blanches. Notre vieux sang missionnaire, après avoir engraissé le sol de la Nouvelle France, en rejaillit, maintenant, jusque sur l'Afrique.

Et ces souvenirs de la France d'autrefois, c'est dans un coin de la France moderne que, ce soir, ils s'évoquent à notre pensée; car nous dînons en territoire national, au consulat français. M. le baron de Vitrolles, en l'honneur de nos évêques, a voulu renouveler l'hommage officiel de ses collègues de New-

York et de Chicago. Il l'a même accentué d'un geste heureux. M. J. O. Marchand, architecte de Montréal, vient de recevoir le ruban rouge ; à la prière du Consul, c'est le cardinal Dubois, cravaté de ses insignes de commandeur, qui, au nom du gouvernement français, décore le nouveau chevalier.

— Voilà, pour nous, me dit un Canadien, la vraie figure de la France.

Mardi, 29 juin.

« Le pays qui nous accueille, aime à répéter le cardinal Dubois, ce n'est point la Nouvelle-France, c'est une province de la vieille France, oubliée trop longtemps de la mère-patrie, que nous retrouvons dans la lumière des traditions antiques, à la fois conservées et rajeunies. »

Cette juste image s'affirme, à chaque instant, sous nos yeux.

Hier matin, Mgr Grente a célébré la messe à l'Hôtel-Dieu, desservi par des religieuses originaires du Mans. C'est un des plus beaux établissements hospitaliers du Canada; or, il n'est que l'épanouissement de l'humble infirmerie créée, en 1642, par Jeanne Mance, la courageuse et sainte petite Française qui, seule femme au milieu des colons et des soldats, ne craignit pas de suivre Maisonneuve au delà des Océans. Quelques heures après, nous visitions le vaste édifice de la congrégation Notre-Dame, où plusieurs centaines de novices s'apprêtent à renforcer les quatre mille sœurs de cet Institut, dont les États-Unis, comme le Canada, recherchent l'enseignement; et toute cette grande famille religieuse est sortie de la petite école ouverte, en 1658, par Marguerite Bourgeoys, dans le village-forteresse encore investi par les tribus indiennes.

— Votre admirable Goyau, me dit un de nos guides, a bien raison d'affirmer que les origines du Canada furent une épopée mystique. Il devrait bien venir ici, puiser la matière et l'inspiration d'un nouveau chant du poème. Il serait si bien reçu !

Le poème, en effet, se prolonge, et je viens de voir un héros de la Légende dorée. Dans une chambre de l'Hôtel-Dieu, les filles de Jeanne Mance entourent de soins tendres et pieux la vieillesse débile et souffreteuse du frère André. On m'assure que cet homme frêle et timide, au visage émacié, souriant et lumineux, lit dans les âmes et dans l'avenir et qu'il fait des miracles. En tout cas, j'ai vu son miracle de pierres. Car ce

frère André, qui, durant près d'un demi-siècle, a exercé tout simplement les fonctions de portier dans un collège, est en train d'édifier, sur le versant nord du Mont Royal, en l'honneur de saint Joseph, une des plus majestueuses et des plus vastes églises du Canada : la crypte seule, achevée récemmeet, n'a pas coûté moins de cinq cent mille dollars. C'est que, du fond de sa porterie, le petit frère a déclenché, dans toute la province de Québec, et par delà les grands lacs, et jusqu'aux États-Unis, un extraordinaire mouvement de dévotion. De tous côtés, on accourt en pèlerinage à ce sanctuaire, d'ailleurs admirablement situé. Il domine un océan de verdure, dont le lointain rivage est figuré par la chaîne des Laurentides et d'où émergent vingt et un clochers. J'ai voulu connaître les noms de ces villages, on a commencé l'appel. Voici Sainte-Anne de Bellevue, la Présentation, Sainte-Geneviève; plus loin, Saint-Martin, Saint-Eustache, Saint-Joseph du Lac (au bord du lac Saint-Louis, cette plaine argentée sur le velours vert); là-bas, Sainte-Dorothée, Sainte-Thérèse de Bienville, Saint-Augustin, Saint-Janvier, Saint-Jérôme; dans cette direction, vous apercevez Saint-Vincent de Paul, Saint-François de Sales.

— Mais ce n'est pas une énumération géographique, ai-je interrompu, c'est une litanie.

— Mon Dieu, oui, quelque chose comme cela. Le Canada, c'est une collection de paroisses, et qui se souviennent de leur origine. Beaucoup de nos gens prononcent le nom de leur village comme une invocation.

Dans la même journée, nous avons vu les deux puissances de la ville : les Sulpiciens et la municipalité.

Les Sulpiciens furent longtemps nommés les seigneurs de Montréal; ils y règnent encore par l'intelligence et la générosité de leurs bienfaits. Dans leur vieux séminaire, bâti en 1685, ils ont reçu les délégués de l'Église de France et leur supérieur, M. Labelle, a souligné fortement la séculaire et fidèle union des deux clergés. Le cardinal Dubois et le cardinal Charost, tour à tour, ont fait l'éloge de la famille sulpicienne. Et l'archevêque de Rennes y a mis l'accent qui n'a pas laissé de produire une certaine sensation : de son autorité de cardinal, il a voulu féliciter, tout particulièrement, les fils de Monsieur Ollier, de garder un esprit exactement contraire au modernisme.

Le soir, la réception municipale était encore encadrée de

visions françaises. Dans la grande salle de l'Hôtel de ville, qu'un incendie força de reconstruire, il y a peu de temps, nous étions environnés de colonnes en marbre des Pyrénées, qui reflétaient la flamme des lustres de Lyon et des torchères de Paris. C'est là qu'au milieu de deux à trois mille privilégiés, dont une foule immense illuminée par des lampes de feu devait sans doute envier le bonheur, nos cardinaux et nos évêques ont été chaleureusement accueillis par le maire, M. Médéric Martin, drapé d'un manteau de cour, que ses robustes épaules démocratiques portent avec une majestueuse aisance. Et ce furent les mêmes effusions, dont la répétition, qui serait fatigante à la lecture, ne lasse, à l'audition, ni les oreilles, ni les cœurs.

Et le cortège épiscopal s'en retourna, dans la nuit baignée de lumière, escorté des mêmes acclamations familières, sonores, joyeuses, tandis qu'à la cime du Mont-Royal, étincelait la croix de cent pieds, qui, tous les soirs, au-dessus de la ville et de la campagne, évoque la croix de bois plantée par Maisonneuve.

Les Trois-Rivières, mercredi, 30 juin.

En « descendant » de Montréal à Québec, il faut faire escale à Trois-Rivières. Nos évêques y seront dimanche, à l'heure où je voguerai déjà vers l'Europe. Aussi, les devançant, tandis qu'ils circulent à travers la province, je viens d'y passer quelques heures.

Cette petite ville, en train de s'élargir en grande cité, malgré ses deux voisines, est riche à la fois des souvenirs de la vieille France et des espérances du jeune Canada. De 15000 âmes en 1910, sa population s'élève actuellement à 33000.

— N'oubliez pas, me rappelait un aimable et patriote abbé trifluvien, que vous êtes ici dans la deuxième fondation française au pays de Saint-Laurent. Quelques années après Québec et huit ans avant Montréal, les Trois-Rivières, par les mains du seigneur de La Violette, inscrivaient leur nom sur la carte de la Nouvelle-France. Il nous faudra revenir en 1634, aux solennités du tri-centenaire. Et notre origine catholique et française est plus lointaine encore. C'est en 1615, en effet, que le Récollet Denis célébra la première messe en ce lieu, dont Jacques Cartier, dès 1635, avait pris possession, au nom de la France et de l'Église, en y plantant la croix fleurdelysée.

L'emplacement, d'ailleurs, était bien choisi. La ville est

campée sur les bords du grand fleuve, entre la triple embouchure de la rivière Saint-Maurice, qui lui donna son nom. Position conquérante et commerciale, aux yeux de nos ancêtres, elle offre aux contemporains de nouveaux avantages. La houille blanche bouillonne à flots par les trois bouches du large affluent; et les fabriques de pulpe et de coton jaillissent des prairies, sur ses rives. « Mais grâce à quels capitaux, demandai-je? — Ah! vous touchez le problème inquiétant. Les Canadiens français ne sont pas encore assez riches pour exploiter leurs forces naturelles. Et ce sont les fortunes anglo-américaines qui s'en emparent. »

Ce « problème inquiétant », j'en ai vérifié plus d'une fois l'existence et l'acuité. Les Canadiens ne l'ignorent pas non plus, ni ne le méconnaissent. Il y a huit jours, M. Arthur Sauvé, chef de l'opposition dans la province de Québec, en soulignait l'urgence. A des compatriotes il lançait ce cri d'alarme ou ce cri d'appel : « On vous a dit souvent, et avec raison : Conquérez le sol! Il faut ajouter à présent : Conquérez l'industrie. »

Mais les Canadiens gardent confiance. Ils sentent en eux la force morale et spirituelle, religieuse, qui, selon les circonstances et les besoins, peut toujours enfanter la force économique, alors que celle-ci, faute de celle-là, tombe ou dégénère.

« Nous espérons en lui, » me déclarait mon guide, en me montrant le Sacré Cœur, érigé sur la place publique, en roi de la cité. Et, quelques minutes après : « Nous comptons sur Elle, » ajoutait-il en désignant Notre Dame du Rosaire, invoquée depuis plus de deux siècles, au pèlerinage du Cap de la Madeleine, en face du Saint-Laurent.

La population des Trois-Rivières, au surplus, ne se borne pas à prier; elle travaille et combat. Et à la Française! De même qu'en apercevant de loin le dessin de Montréal, j'avais reconnu des traits de chez nous, de même en distinguant de près certaines œuvres trifluviennes, j'ai senti quelque chose de notre âme et de notre vie. J'ai salué avec plaisir un brave petit journal d'opinion, qui dépend et maintient l'esprit catholique et national et qui, me reposant des volumineux papiers américains, m'a très exactement rappelé nos militants organes de province. J'ai retrouvé, dans les corporations catholiques ouvrières, armatrice et sauvegarde du peuple canadien contre les invasions ou les infiltrations étrangères, une très res-

semblante image de nos syndicats de travailleurs chrétiens.

Et voici encore d'autres figures de la France, où s'affirme la vocation missionnaire de notre pays, qui la remplit quand il le veut et même quand il ne le veut pas. Parmi les congrégations de femmes, qui exercent ici le double ministère de l'enseignement et de la charité, deux surtout m'ont fait un délicieux accueil : les Ursulines, envoyées en éclaireuses, dès 1697, par la France de Louis XIV et les Filles de Jésus, de petites sœurs bretonnes arrivées ici en proscrites, il y a vingt ans. Mgr Cloutice se félicite aujourd'hui de leur avoir ouvert largement son diocèse, où leur patriotisme irréductible et touchant sait faire aimer, des jeunes canadiennes, à travers l'ostracisme antireligieux qu'elles évoquent, le dévouement français qu'elles représentent.

Et toute cette vie spirituelle, intense, épanouie, vigoureuse s'apprête à chanter, dimanche prochain, l'hymne de gratitude en l'honneur du cher et grand pays dont elle a reçu le trésor.

Québec, vendredi, 2 juillet.

La bienvenue souhaitée par Québec, hier soir, à la délégation épiscopale, a dépassé l'enthousiasme et le triomphe; elle a été joyeuse et tendre. La vieille cité française a offert à ses hôtes l'hommage le plus significatif chez ceux qui le présentent et le plus doux pour ceux qui le reçoivent : le témoignage radieux et familier du bonheur qu'elle éprouvait de les accueillir.

Dès le matin, l'*Action catholique*, le grand quotidien de propagande actuellement dirigé par le docteur Dorion, — un médecin qui s'est fait journaliste afin de batailler pour l'Église romaine et l'âme française, — et la *Semaine religieuse* avaient traduit les sentiments du peuple. « Évêque de France, attestait le cordial et vibrant rédacteur de l'organe diocésain, M. l'abbé Huot, après le titre d'évêque de Rome et celui de cardinal, c'est le plus glorieux qui puisse être donné à un homme. » Et, dans les éminents visiteurs attendus, il saluait, tout ensemble, et les gardiens du « trésor de la pensée chrétienne », et les « boucliers du génie français ». Mais n'oublions pas de souligner aussi qu'il leur faisait honneur et mérite, en même temps, d'avoir, « contre les assauts du laïcisme dévastateur », élevé « le rempart de leurs dénonciations apostoliques ».

Tout le jour, en compagnie de Québecquois qui m'ouvraient

des cœurs fraternels et qui m'admettaient dans l'intimité de leurs maisons lumineuses de fleurs et d'enfants, j'ai visité les rues avenantes et familières de vieille province française qui grimpent en serpentant sur le promontoire, autour de la citadelle, et les avenues bordées de riants cottages, ombragées sous les ormeaux, les chênes et les érables. J'ai prié dans la basilique, aux murs éblouissants d'une blancheur nouvelle, après l'incendie qui la dévora en 1922; sous la direction de son aimable et généreux curé, Mgr Laflamme, il a suffi de trois ans pour la ressusciter, toute pareille au monument ancien, brillante image de l'esprit canadien qui revêt d'une jeunesse épanouie des traditions antiques. Et partout, j'ai senti les battements du cœur français de Québec, accélérés par l'attente des évêques du vieux pays.

Ils ont débarqué, dans la douceur apaisée du soir, au pied de la terrasse historique, en face de la côte de Levis illuminée de la gloire du couchant. Au-dessus du port et de son vieux quartier, la longue balustrade était crénelée de têtes impatiemment tendues vers le fleuve. Sur le quai, le service d'honneur était assuré par les zouaves pontificaux. Les zouaves pontificaux? Mais oui! Sur des torses encore droits et des jambes encore alertes, j'ai reconnu la courte veste et la culotte bouffante, que je croyais reléguées dans l'histoire. Mais le Canada, c'est de l'histoire vivante; il n'y faut jamais être étonné d'y découvrir un passé rajeuni. M. l'abbé Huot, aumônier de ce régiment imprévu, m'en a conté l'origine et défini le symbole.

— En 1868, un contingent de 550 Canadiens français s'embarqua pour Rome, au service de Pie IX. A leur passage à Paris, Louis Veuillot les qualifia de croisés de la Nouvelle-France et Victor de Laprade improvisa une ode en leur honneur. Quelques années plus tard, ils revenaient au pays, sous les plis du drapeau pontifical. Or, ce drapeau, nous n'avons pas voulu qu'il vieillît dans un musée. Notre filial et militant amour du Pape a rêvé de lui maintenir une garde éternelle. De nouveaux zouaves, autour de cette relique, ont peu à peu remplacé les anciens, que la mort égrenait. C'est un bataillon d'élite, dont les soldats sont triés avec soin. Une sorte de confrérie très agissante où les âmes et les corps s'exercent également. Voyez d'ailleurs avec quelle crânerie et quelle discipline ils manœuvrent, armés des vieux chassepots que leur a donnés le gouvernement français! Quelques-uns encore, au surplus, sont des zouaves authen-

tiques, et particulièrement leur chef, le colonel Rouleau. Voulez-vous lui serrer la main?

— Certes, et de grand cœur!

Et je m'approchai, non sans émotion, de ce vieillard, maigre et noueux, cambré sous son uniforme antique.

— Colonel, entre les zouaves de Québec et le neveu de Louis Veuillot, permettez-moi de vous rappeler qu'il existe un touchant souvenir. A Rome, en 1870, vos camarades organisaient en l'honneur de mon oncle, une charmante et martiale réception dont l'*Univers* enregistra le récit.

Le vieux soldat m'écoutait en souriant. Quand j'eus fini :

— Je le sais bien, me répondit-il avec une joyeuse fierté; j'y étais!

Mais voici que le vapeur *Hugh Allan* accoste au débarcadère. Il arrive de Montréal, après avoir descendu le fleuve entre deux rives ensoleillées, dont la verdure en fleur encadrait des populations en fête. Dans un instant, les éminents pèlerins me répéteront que, depuis trois jours, ils vivent un rêve enchanté. A Joliette et à Valleyfield, où ils furent accueillis par l'alerte et charmant vieillard qu'est Mgr Forbes et par le docte et puissant prélat qu'est Mgr Rouleau (1), de même qu'à travers les paroisses rurales, à peine entrevues en courant, c'est la même effusion continue de respect, d'affection, d'allégresse. Et ici, nouveau chant du poème! Réception familière et sans prétentieux apparat, mais tout aimable et chaude. Une cordiale bienvenue de Mgr Langlois, vicaire capitulaire, et du maire M. Martin; des sonneries de fanfares alternant avec les acclamations; des troupes d'enfants, joyeusement pressées autour du cardinal Dubois, qui leur distribue des médailles de saint Louis; la montée, par les vieilles rues, jusqu'à l'archevêché, dans une envolée de vivats et de sourires, et puis, la dislocation du cortège, un peu las. Les deux cardinaux de France ont trouvé le mot de la fin, ou plutôt le geste : après avoir passé en revue la compagnie des zouaves, ils ont, l'un après l'autre, embrassé sur les deux joues le colonel Rouleau. Ce fut une explosion de bravos rieurs et attendris.

(1) Promu, quelques jours plus tard, au siège métropolitain de Québec, qui a perdu, en moins d'un an, deux archevêques : le vénérable et pieux cardinal Bégin, puis l'apostolique et si dévoué Mgr Roy, terrassé par une maladie cruelle en pleine maturité.

Samedi, 3 juillet.

Comme à Montréal, il faut choisir. Entre les multiples tableaux qui risqueraient d'encomber ce journal et de raccrocher indéfiniment les mêmes épithètes aux mêmes impressions, prenons trois images. Hier, le pèlerinage à Sainte-Anne de Beaupré, suivi d'un dîner officiel; aujourd'hui, la manifestation populaire encadrant la réception civique.

La file des autos pavoisées roule à grande allure sur la route blanche, au flanc des coteaux harmonieux, quadrillés de prairies et de bois, de moissons d'or et de villages clairs, qui relient l'aimable chaîne des Laurentides au majestueux Saint-Laurent. De la cité primatiale au vieux sanctuaire, le cortège épiscopal ne doit s'arrêter qu'une seule fois à l'église de l'Ange-Gardien. « La vieille église de l'Ange-Gardien, me dit mon compagnon de voyage, elle fut construite en 1676, et, chose rare, elle n'a jamais passé au feu. » Le jeune abbé québecquois me donne ce renseignement avec un respect nuancé d'affection; car les « vieilles » églises, du « temps des Français », sont ici l'objet d'un culte émouvant, qui vénère et chérit, dans ces édifices, et leur antiquité canadienne et leur origine française. Donc, les pèlerins traverseront les autres paroisses à toute vitesse. Et cependant, elle se sont toutes parées pour leur faire honneur et pour leur sourire; elles se sont parées de feuillage et de drapeaux; elles se sont parées de foules en habits de fête; elles se sont parées de bouquets d'enfants. Ah! ces enfants, qui roulent au penchant des gazons, qui pendent en grappes aux balcons fleuris, qui jaillissent des portes et des fenêtres, quelle joie pour les yeux, mais aussi quelle richesse, quelle gloire et quelle espérance pour les peuples! Nos évêques les bénissent, agenouillés sur le passage de ces visiteurs à peine entrevus, avec une admiration estompée de mélancolie.

La plupart des maisons s'érigent, au bord de la route, avec une grâce coquette; on n'aperçoit guère de différences entre les demeures des « habitants » et les villas d'été des bourgeois de Québec. « Et, parmi ces cottages, il s'en trouve aussi, me fait observer mon guide, qui appartiennent à des ouvriers. Une ligne de chars, — auxquels votre anglomanie donne le nom de tramways, — leur permet de résider aux champs tout en travaillant à la ville. »

Le chemin devient rue; la rue s'allonge entre des hôtels et des magasins de piété; nous voici à Sainte-Anne. Nos évêques y sont reçus par les Pères rédemptoristes, dans une chapelle en bois, qui fait songer au premier oratoire élevé en 1658, aux bords du Saint-Laurent, par des Bretons qui avaient emporté le souvenir d'Auray. Comme la cathédrale de Québec, la basilique de Beaupré « passa au feu », il y a quatre ans, et l'on est en train de la rebâtir sur une échelle grandiose...

Changement de décor. Après l'émouvant pèlerinage, allongé d'une ravissante excursion sous les fûtaies du Petit-Cap, où le Séminaire a sa maison de campagne au-dessus du fleuve élargi comme un bras de mer, nous sommes, dans la salle à manger du Château-Frontenac, les hôtes du gouvernement de Québec. Un mot, d'abord, sur le menu. Je ne veux point parler des plats, bien que ce soit cuisine de France et que les pamplemousses arrosés de Haut-Sauternes et les saumons du Saguenay veloutés de Bourgogne ne soient point à dédaigner. Mais le menu le plus digne de mémoire est ce livret gracieux où la liste des mets s'enveloppe de citations historiques, encore plus savoureuses. Empruntés aux grands Canadiens, d'Église et d'État, morts ou vivants, du cardinal Bégin à l'archevêque Mathieu, du ministre Laurier au sénateur Chapais, celui-ci présent à cette table, où sa noble figure est tout un rayonnement, ces paroles éloquentes chantent à l'unisson la reconnaissante et glorieuse amitié du Canada pour la France. Et elles aboutissent au vers de Crémazie : « Albion notre foi, la France notre cœur. »

Un humoriste, auprès de moi, me murmure une parodie presque impertinente et, paraît-il, assez connue, de ce fier alexandrin : « La France est notre mère, Albion notre belle-mère. » Cependant, la « belle-mère » est l'objet d'un loyalisme irréprochable. Et, à l'heure des toasts, le gouverneur de la province, au milieu de l'assistance grave, silencieuse et debout, porte la santé traditionnelle : « Messieurs, au roi ! »

Les toasts! Ils ont répété, d'ailleurs, avec un renouveau de charme et d'énergie, ce que nous avions entendu. Mais j'aime à souligner ce trait symptomatique. Après le ministre David, secrétaire du cabinet provincial, le chef de l'opposition, M. Sauvé, qui avait sa place officielle à la table d'honneur du banquet gouvernemental, a reçu la parole, pour exprimer les mêmes sentiments que son adversaire politique. « Voyons, demandai-je

à mon voison, le juge Rivard, un des plus purs et des plus charmants écrivains de ce pays, l'un des promoteurs et l'un des maîtres du *Parler français*, dites-moi donc quelle est la différence essentielle entre les grands partis, conservateurs et libéraux, qui s'affrontent au Canada. — Mon fils, me répondit-il, éludant ma curiosité, est conservateur et mon gendre est libéral. Ils sont tous deux militants et convaincus. Pour le surplus ils s'aiment comme deux frères et, sur toutes les questions fondamentales, ils ont les mêmes idées ou plutôt la même foi. » Et mon humoriste, alors, d'insinuer tout bas : « Je crois que la différence essentielle entre les deux partis, c'est que l'un est au pouvoir et l'autre dans l'opposition. » Je réalisai soudain ce qu'est la véritable union sacrée : non pas une alliance accidentelle qui suspend les querelles de partis; mais une entente permanente et profonde qui les empêche de déchirer l'âme nationale.

Et c'est encore la véritable union sacrée que j'ai vu surgir, aux accents de Mgr Camille Roy, quand l'apostolique et distingué recteur de l'Université Laval, une des plus hautes et des plus fines intelligences du diocèse de Québec, a confirmé les déclarations des deux hommes politiques, « pour bien marquer, a-t-il dit, comment, en cette province, le gouvernement et le clergé veulent joindre leurs pensées, leurs sentiments et leur action, quand il s'agit du bien public, et pour manifester leur fidélité commune aux traditions religieuse et française ».

Avec un grand bonheur d'expression, le cardinal Dubois s'est, pour ainsi dire, emparé de cette union du peuple canadien pour en faire une des pièces de l'union franco-canadienne...

Telles sont les convictions de l'élite. Et tels aussi les sentiments du peuple. Je l'ai pu voir une dernière fois, tout à l'heure, au cours de la manifestation publique, où, dans le cadre harmonieux et grandiose, et mémorable aussi, dessiné par l'hôtel de ville et par la cathédrale, au pied de la statue d'Hébert, le premier colon qui épousa la terre canadienne, à l'ombre du premier couvent des Ursulines érigé par cette Marie de l'Incarnation dont le mysticisme illumina l'âme des compagnons d'Hébert, le maire de Québec a reçu officiellement les évêques de France. Officiellement; mais surtout, comme toujours en cette grande maison de famille, affectueusement. Les paroles échangées, les acclamations furent éloquentes et significatives.

— Vous devez être satisfait, disais-je au commandeur Bédard,

président de la Société des artisans Canadiens-français, — puissante association d'entr'aide et de charité qui prit à sa charge et à ses frais cette randonnée triomphale, — vous devez être satisfait. Mais avouez que vous avez eu, pour collaboratrice, en ce poème vivant, toute l'âme canadienne.

Sur le Saint-Laurent, dimanche, 4 juillet.

Nous avons levé l'ancre à deux heures du matin. Le soleil est au zémith. Et tout le jour encore, avec une partie de la nuit, nous descendrons le « fleuve géant ». La côte Nord n'est déjà plus qu'une ligne vaporeuse à l'extrême horizon, tandis que nous longeons la côte sud, aux ondulations mollement allongées sous un ciel lumineux. Nous avons dépassé la Rivière du Loup; nous sommes en face des Trois Pistoles : bientôt, nous approcherons pour la dernière fois du rivage, à la Pointe-aux-Pères. Entre ces bourgades aux vieux noms d'histoire ou de légende, un passager canadien m'énumère tous les saints du calendrier pour désigner les petites paroisses assoupies dans la verdure. Heureuses paroisses, me dit-il, où chacun cultive son domaine au milieu d'une gerbe d'enfants; paroisses toutes françaises, d'ailleurs, où l'on ne veut pas même apprendre l'anglais, nécessaire aux commerçants; et paroisses fidèles à la foi des ancêtres où tous les habitants font leurs Pâques...

Il n'en est pas de même dans les villes, intervient un touriste étranger qui n'a fait que traverser, j'allais dire que survoler le Canada. Québec par exemple, où j'ai rencontré surtout des Américains, m'a fait l'impression d'une ville d'eaux.

— Vous avez logé, sans doute, au Château-Frontenac?

— Evidemment.

— Et vous avez parcouru la ville en auto-car?

— Oui, dans tous les sens, et pendant deux jours.

— C'est bien cela! Vous connaissez Québec comme les étrangers qui s'imaginent avoir découvert Paris quand ils ont fait le tour des boulevards et exploré les cabarets de Montmartre. Il nous vient, en effet, beaucoup d'Américains, attirés par nos paysages... et par le bouquet des vieux vins de France. Mais qui les a rencontrés dans un hôtel cosmopolite ou dans une tournée d'agence Cook, n'a rien vu de Québec. Le vrai, le seul Québec, il faut le chercher dans nos paroisses et nos chapelles, qui, sans cesse et partout multipliées, demeurent encore au-

dessous des besoins spirituels et moraux de la population ; dans nos collèges et dans nos couvents qui, sous le contrôle de l'autorité religieuse et des familles, enseignent l'amour de l'Église et de la patrie ; dans nos foyers surtout, que n'ont empoisonnés ni le divorce, ni la débauche, ni la restriction volontaire.

— Vous parlez de l'enseignement ? N'êtes-vous pas singulièrement en retard ? Où sont vos grandes écoles industrielles et scientifiques, indispensables à la vie moderne ?

— Patience ! Nous en avons déjà quelques-unes, et nous en aurons d'autres. Et nous perfectionnerons celles qui existent. Aux étapes que nous avons su franchir en un siècle, on peut mesurer la vitesse de notre marche et donc augurer de nos progrès futurs. Il y a cent cinquante ans, quand la France nous abandonna, nous n'avions plus d'écoles ni d'instituteurs. Sans notre clergé, nous eussions péri. Nous fêtons seulement le premier centenaire de nos écoles classiques. Et, aujourd'hui, nous possédons deux grandes Universités qui, chaque année, améliorent et complètent leur outillage. Nos relations plus permanentes et plus intimes avec la France enrichiront encore notre patrimoine intellectuel.

— Oui, la France ! Vous en parlez toujours avec effusion ; mais l'aimez-vous avec une sincérité profonde, intégrale ?

— Ah ! l'étrange question ! Comme Chapais, quand il définit notre attachement à l'âme française, je vous répondrai : « Ce que nous aimons en elle, c'est elle-même. » Et c'est cela que certains Français comprennent mal, ou ne veulent pas comprendre. Il y a des choses en France que nous n'aimons pas, précisément parce que nous sommes Français. Ce sont les choses où nous ne reconnaissons plus l'âme de la France. La vieille mère-patrie nous a laissé en partant une effigie sacrée, que nous nous efforçons de maintenir et de perpétuer en nous. Et nous la cherchons d'instinct, cette vieille et noble image, au front des hommes, au coin des œuvres qui nous viennent de là-bas. Quand nous ne la retrouvons plus, ou qu'elle nous apparaît salie et défigurée, comment voulez-vous que nous n'éprouvions pas un sentiment d'hésitation, voire de recul et de défiance ?

« Ah ! si nous recevions plus souvent des ambassades comme celle que nous venons d'acclamer !...

FRANÇOIS VEUILLOT.

LE ROMAN
D'AURORE DUDEVANT
ET D'AURÉLIEN DE SÈZE

V. — *ÉPILOGUE* [1]

A l'émouvante confession d'Aurore Casimir Dudevant répondit par une entière confiance témoignée à la franchise de sa compagne et à la noblesse des sentiments d'Aurélien. Toutefois, il mit quelque temps à autoriser le voyage de Bordeaux, que reculèrent encore diverses circonstances. Finalement, M. et Mme Casimir Dudevant arrivent à Bordeaux pour le carnaval de 1826, et ils y séjournent jusqu'au début d'avril (sauf pendant quinze jours, qu'ils passèrent à Guillery, appelés auprès du baron Dudevant mourant). Après être revenus à Bordeaux, ils en repartent au début d'avril pour se rendre à Nohant. De la volumineuse correspondance d'Aurore et d'Aurélien, nous nous bornons ici à publier quelques extraits qui donneront la note et le ton des rapports désormais établis entre le ménage Dudevant et son irréprochable ami.

Aurore à Zoé Leroy

Nohant, 9 avril 1826.

Je suis arrivée, il y a quelques jours, ma bonne amie, après mille accidents et cependant sans aucun malheur. Je veux, avant de vous raconter les *aventures* de mon voyage, vous dire

Copyright by Mme Lauth-Sand, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril, 1er et 15 mai, 1er juin.

combien j'ai été contrariée de ne point vous aller embrasser une dernière fois avant mon départ. Aurélien vous aura fait mes adieux et exprimé mes regrets. Notre voyage fut fort heureux jusqu'à Limoges, malgré quelques frayeurs que j'eus, pendant la nuit, d'un cheval qui voulait casser la voiture. Mais après, ce fut bien pis. J'eus la fantaisie de voir la Marche et de passer par la montagne pour revenir ici. Les chemins, pour être aussi extraordinaires que ceux des Pyrénées, y sont plus dangereux et plus difficiles. Il y a des montées d'une lieue de long et jamais de parapet; les ravins sont moins profonds que *nos* précipices; la Creuse, quoique belle et rapide, est moins bruyante et moins redoutable que le Gave. Cependant, il ne serait pas gracieux d'y verser, et on n'aime guère plus à rouler de cinquante pieds de haut que de cent. Les postillons n'étaient pas très habiles, et, s'ils n'allaient pas comme le vent, ils tombaient comme grêle. Un cheval a rendu le dernier soupir dans nos bras. Un autre s'est mis à cheval sur le brancard et a failli nous mettre en pièces. Casimir perdait la tête d'impatience, et moi je tirais le cheval par la bride. Cela faisait un fort beau tableau.

Enfin, à force de suer et de trembler, nous avons gagné notre gîte sains et saufs, et fort aises de ne pas repartir le lendemain pour de nouveaux *périls*. Je suis contente cependant d'avoir vu ces montagnes qui nous avoisinent, que nous apercevons de chez nous et que je n'avais jamais parcourues. Ce sont des jeux d'enfants en comparaison de celles de Cauterets. Elles ne donnent même pas l'idée des premiers mamelons de Bagnères. Elles ont un aspect fort différent, moins sauvage et cependant plus triste. Rien n'étonne comme aux Pyrénées, et ces collines arrondies, ces eaux plus calmes et ces pâles bouleaux sont plus mélancoliques que les crêtes aiguës, les torrents furieux et les sombres pins. Ce mouvement, ce désordre d'une nature bouleversée affligent moins la vue que le silence et le calme d'une terre abandonnée.

Il y a un plaisir réel à se retrouver sous son toit, au milieu de ses gens, de ses animaux et de ses meubles. Rien de tout cela n'est indifférent, surtout quand on y vient volontairement chercher la solitude et le repos. Ce pays me rappelle toute ma vie. Chaque arbre, chaque pierre me retrace un chapitre de mon histoire. Vous comprenez, mon amie, que je respire avec satis-

faction l'air qu'il me fallait, et vous comprenez cela sans doute de ma parfaite amitié et du regret que j'éprouve d'être si loin de vous. Je suis trop lasse pour vous écrire longuement. Je travaille comme un forçat du matin au soir à me mettre aux affaires de ma maison et de mon village. J'ai voulu vous écrire cet adieu que je n'avais pu vous dire, et vous répéter que je vous aime.

Mes amitiés à tous les vôtres.

Aurélien à Aurore

Bordeaux, 16 avril.

Je vous envoie, madame et chère amie, *tout ce que je vous ai promis*, c'est-à-dire *deux caleçons*. Je pensais que vous ne me laissiez un aussi grand carton que parce que Mlle Fanny était chargée de renouveler toute votre garde-robe et je n'ai pu m'empêcher de rire en voyant l'espèce de trousseau qu'elle a envoyé chez moi. La pécore avait imaginé de faire faire une caisse ; quant au béret, je vous engage à ne pas trop vous impatienter : la laine est encore à Bagnères, peut-être même est-elle sur le dos des moutons ; mais dès qu'ils seront tondus, qu'elle aura été lavée, séchée, cardée, teinte, etc., etc., on se mettra à l'œuvre. Vous voyez que dans quelques jours... Vous rappelez-vous le mot de ce duc dont les pages n'avaient pas une chemise qui ne fût trouée ? Son homme d'affaires le lui faisait observer et lui dit qu'il fallait absolument en acheter de neuves ; il était avare et peu en argent : il se tourna vers l'homme d'affaires et lui dit : « Écrivez à mon intendant et donnez-lui l'ordre de semer du chanvre. » Les pages qui assistaient à la conversation ne purent s'empêcher de rire en se regardant les uns les autres. « Les petits coquins, reprit le duc, ils sont bien contents *à présent qu'ils ont des chemises*. »... Je vous vois d'ici toute fière de votre bonnet.

Je voudrais bien savoir comment vous avez fait votre voyage. Assez froidement, je suppose : nous avons eu pendant deux jours de la pluie et du vent. Le ciel semblait, comme dans toutes les grandes catastrophes, prendre part aux douleurs des hommes. La voix gémissante du vent venait se mêler à nos regrets, le soleil voilait son front et les larmes de la nature (ce sont les nuages dont je veux parler) se confondaient avec celles

de vos affligés amis. Tout, jusqu'aux éléments, prenait un langage... etc., etc. (Cette phrase est tirée d'un de nos auteurs les plus *classiques* du romantisme et a été lue avec applaudissements à la dernière séance de la Société religieuse et monarchique des bonnes lettres, dont il est avantageusement parlé dans un ouvrage que j'ai lu avec un vif intérêt, il y a quelques soirs chez vous, et dont les auteurs, quoique jeunes encore, me paraissent annoncer autant de génie et d'imagination, que de science et de goût. Je leur prédis un succès assuré.)

Avec quel plaisir, n'avez-vous pas dû vous retrouver chez vous, au milieu des vôtres, après neuf ou dix mois de courses continuelles ! Quand, dans ma jeunesse, je voyageais en pays étranger et qu'au bout de l'an je revoyais la tour d'Eyran et les pigeons qui l'habitent, j'éprouvais un véritable sentiment de bonheur : pas un arbre, pas un brin d'herbe ne me paraissaient indifférents : j'aurais embrassé le vacher et la gardeuse d'oie, n'étaient qu'ils ont toujours la figure un peu sale... Je suis bien certain qu'en arrivant, vous n'avez pas manqué de courir un peu partout et de humer votre air avec délices. Vous êtes bien heureuse, Aurore, d'être à la campagne dans ce moment-ci, où tout est si joli, si vert, si frais ; cette jeunesse de verdure épanouit le cœur : on est content seulement de vivre, quand on voit cette vie universelle, on respire à l'aise un air embaumé.

Voilà bien des bêtises, ma chère amie, je crois que si je vous en administrais souvent d'aussi fortes doses, elles contrebalanceraient tout le bien que pourraient faire d'ailleurs et printemps et cheval. — Ainsi donc, adieu et croyez à mon amitié.

AURÉLIEN.

Je vous envoie un bâton de sucre de pomme pour que vous ne vous permettiez pas de toucher aux pralines de Maurice qui vous sont interdites.

Mille choses à Casimir et le fouet à votre fils, s'il pleure.

Aurore à Zoé

Nohant, 26 juin 1826.

Je commençais à me plaindre hautement de votre silence, mon amie, et toutes les craintes que vous aviez conçues en voyant le mien, j'étais au moment de les avoir aussi. C'est mal exprimer, peut-être, l'espèce de chagrin qu'une correspon-

dance si peu suivie me faisait éprouver, car je ne crois pas qu'on puisse s'oublier en si peu de temps, mais je regardais l'avenir et l'avenir est si long !

Parlons de vous, Zoé, de votre inconcevable bizarrerie comme vous l'appelez. Si vos rossignols de La Brède n'ont pas le don de vous captiver, c'est qu'ils ne savent pas chanter, car je ne connais pas de peine que ceux de Nohant ne sachent endormir, pas d'impatience qu'ils ne calment, du moins tant que dure leur brillante roulade. Je crois qu'il est impossible de n'être pas absorbée tout entière en les écoutant. Malheureusement, les rossignols ne songent qu'à leurs nids, et les soins du ménage ont fait cesser l'amour et les chansons. Je ne vous enverrai donc pas, comme je me l'étais promis, une paire de ces jolis chanteurs ; je leur aurais vanté les bosquets de La Brède, la charmille, le jardin... Mais le rossignol ne chante plus pour sa compagne, il ne chantera plus pour personne.

Vraiment, ma chère, il est un temps dans l'année où je suis toute animal. Ces mois de mai et de juin exercent sur moi une influence dont je ne saurais me défendre comme tous les gens qui souffrent de l'hiver ; la chaleur, ce que les médecins appellent l'*insolation*, me fait revivre. Aussi, je me couche au soleil, comme les chiens : il me semble sentir la vie avec ses rayons. Je ne suis plus la même personne; tout le reste de l'année je suis occupée de ce qui m'intéresse, mais quand mon temps de vacances arrive, je ne suis plus occupée de rien. Je deviens oiseau, ou chien, ou chèvre, je ne sais, mais je pense encore moins qu'eux. Quand je m'assieds le soir au clair de lune, j'écoute ces petites grenouilles qui n'ont qu'une note dans la voix, mais qui ont chacune un ton différent et qui se rassemblent la nuit au coin d'un pré pour chanter un air à la lune, entre elles toutes. Je resterais là, je crois, autant qu'elles. Je m'amuse à noter leur musique et à imaginer quelques paroles dans notre langue, qui puissent rendre ce qu'elles disent, car, certainement, elles disent quelque chose, et peut-être que si on pouvait le traduire, il n'y aurait pas d'ordre ou de cantique qui en approchât. Vous direz que je suis folle avec mes grenouilles : je viens de vous dire que j'étais imbécile tous les ans à une certaine époque. Mais n'est-ce pas une grâce d'état ? N'est-ce pas heureux de se débarrasser ainsi de la condition humaine, comme ces fées qui se dépouillent de leur

nature à de certains temps et qui devenaient serpents ou chauves-souris! Tenez, Zoé, ne riez pas, vous voudriez être peut-être à ma place. Il est si nécessaire de reprendre haleine dans le cours de la vie et de se reposer d'avoir un cœur!

Adieu, bonne amie, embrassez vos sœurs pour moi et croyez en moi. Donnez-moi bien des détails sur la cérémonie de votre rosière, cela m'amusera beaucoup. Ma Fairy est bien portante et toujours gentille. Elle est un peu folle. Je ne l'ai pas encore montée. Colette en mourra, je crois, de dépit. Elle en est jalouse à la rage. J'ai deux vaches qui sont aussi dans le nombre de mes favorites, Reine et Pâquerette. Donnez-moi un nom pour une petite génisse que j'aime aussi. Mon mari vous baise les mains.

Aurélien à Aurore

Le 6 juillet.

C'est bien mal vous remercier de votre aimable lettre, ma chère amie, que d'y répondre quinze jours après, mais voilà la fin de l'année, de celle du moins que comptent les tribunaux et qui finit au mois de septembre, et le travail augmente en proportion du peu de temps qui reste pour le finir. Je vous écris entre *deux réquisitoires* et ma lettre s'en ressentira. N'allez pas croire que je sois encore *piqué*, que je *boude* encore, comme vous dites : il faut que vous connaissiez aussi peu les hommes que moi les ruses de votre sexe, pour avoir cru qu'ils ne déguisaient jamais leurs pensées. Vous me parliez de mon bavardage dans une lettre grande comme la main, et je voulais que vous m'écrivissiez plus au long. Si vous prenez l'habitude du petit papier malgré les provisions que je vous envoie, je suis perdu... J'ai donc imaginé de *grogner*, et bien m'en a pris, puisque ma mauvaise humeur apparente m'a valu les aimables récits de votre dernière lettre.

Pendant que vous vous livriez aux plaisirs bruyants de la chasse, j'en allais chercher de plus tranquilles et de plus doux : pendant que vous *égorgiez l'innocence*, j'allais voir couronner la vertu. Lequel vaut mieux? Le lendemain de la Saint-Jean, fête patronale de La Brède, on célèbre la fête de la Rosière ou, comme on l'appelle dans le langage du pays, la Coronade. Vous devinez à ce mot l'objet de la cérémonie. Un vieillard, M. Latapie, qui, dans sa première jeunesse, a été secrétaire de Montesquieu

et a écrit sous sa dictée les *Lettres persanes* et *l'Esprit des lois*, a pensé qu'il devait à son ancien maître d'éterniser la mémoire de sa bienfaisance, laissant à ses ouvrages le soin d'éterniser son génie. Il a donc institué la fête de la Coronade au nom et comme disciple de l'ancien seigneur du lieu, si connu par sa charitable bonté envers tous ses vassaux; tous les ans, le 25, qui est, je crois, le jour de sa naissance ou quelque chose d'approchant

Parmi les filles du canton
On choisit la plus innocente ;
Le *curé* proclame son nom :
Vous jugez comme elle est contente !

Le choix se fait par les autorités du lieu réunies aux vieilles et vénérables matrones, et jusqu'à présent on a toujours rendu justice aux mérites de celles qu'elles avaient désignée. Le jour de la fête arrivé, les jeunes filles de la commune vêtues de blanc vont la chercher chez elle : la dame châtelaine la guide, le fils de Montesquieu l'accompagne, ses compagnes l'entourent et la garde nationale l'escorte précédée d'une musique champêtre. Cette espèce de marche pastorale où tant d'honneurs sont rendus à une jeune paysanne simple et modeste a quelque chose de touchant. Elle est ainsi conduite jusqu'à l'église : on célèbre une grand messe à la fin de laquelle elle reçoit des mains du curé une couronne composée de fleurs des champs que ses compagnes placent sur sa tête; on lui remet en outre une bourse contenant une somme provenant des revenus d'une prairie achetée par M. Latapie et qu'on a appelée *Lou Prat de la Coronade*. Il est situé sur le revers de ce joli vallon au fond duquel est le bourg de La Brède. Je ne vous parlerai pas des discours prononcés à cette occasion par le curé et le maire dont l'éloquence serait difficile à imiter. La jeune fille va placer dans les mains du plus ancien laboureur de la commune un rameau de vigne et quelques gerbes de blé que celui-ci garde soigneusement et le cortège, se retirant de l'église dans le même ordre qu'il y est entré, conduit la Coronade dans une maison du bourg : quand elle est entrée, les jeunes gens font une salve générale de tous les fusils du pays et les parents et amis de la jeune fille entrent après elle à ce signal et vont la complimenter sur son bonheur et sur l'honneur qu'elle fait rejaillir sur sa famille.

Tout cela est fort simple comme vous voyez, mais ce spectacle plaît. J'y conduisis ma mère et ma sœur, depuis si longtemps sevrées l'une et l'autre d'émotions douces et qui en furent enchantées, surtout ma mère que j'avais placée très près de la Coronade à cause de sa mauvaise vue et qui ne se lassait pas de regarder l'air modeste et la contenance timide quoique convenable de cette jeune paysanne qui, pour la première fois, se trouvait l'objet de tant de regards et de tant d'hommages et qui versait de douces larmes en entendant répéter son éloge autour d'elle. La pauvre fille en répandit bientôt de plus amères lorsque le curé, dans un discours à sa louange, rappela les pertes qu'elle avait faites. Cet hiver, dans quelques semaines, elle a vu périr son père, sa mère et une sœur qu'elle adorait et les soins qu'elle leur a prodigués, le courage qu'elle a montré dans une si cruelle épreuve et avec lequel elle a supporté son affliction ont, je crois, contribué au choix qu'on a fait d'elle. Au reste, on la désigne hautement comme la plus vertueuse des filles du pays et ses compagnes ont applaudi à sa nomination.

Ce jour devait être pour moi un jour agréable, car en revenant à Eyrau, je trouvai sous ma serviette, en me mettant à table, la lettre que vous m'aviez écrite, et je vous ai dit déjà tout le plaisir qu'elle m'a fait...

Ce que je paierais six sous volontiers, ce sont mes bretelles : les autres sont usées et *j'attends après les vôtres*, comme on dit à Bordeaux. Ne me laissez plus dans un état qui vous *ferait honte* si vous pouviez me voir. Doivent-elles être belles, puisqu'elles se font attendre depuis si longtemps !

Adieu, ma chère amie. Faites mes amitiés à Casimir et veuillez croire à mon amitié.

AURÉLIEN.

J'ai expédié votre chocolat, il y a quelques jours : n'oubliez pas de le faire réclamer.

Bordeaux, le 20 juillet.

Je voulais attendre, pour vous répondre et pour vous remercier, ma chère amie, le retour de Casimir de Nérac, puisqu'il nous l'avait annoncé comme très prochain, mais les jours se suivent et il n'arrive pas. J'ai pensé que peut-être ayant terminé ses affaires ici, il a pris le plus court chemin pour aller vous

retrouver et je charge notre messager ordinaire, c'est-à-dire la poste, de la lettre que je comptais lui remettre en mains *propres*, comme il me le disait de l'aimable petit paquet dont vous l'aviez chargé pour moi.

Je suis d'autant plus pressé de vous écrire que je veux pour l'avenir du moins, et vous pouvez en prendre *acte*, que je veux pour l'avenir ne plus encourir vos reproches. Je sais bien que vous ne m'en faites pas, que vous me dites, au contraire, très expressément : « Voilà, *sans reproches*, deux lettres que je vous envoie sans entendre parler de vous », mais enfin, ma bonne amie, chacun lit comme il peut et comme il sait : nous autres surtout, gens subtils, sommes habitués à faire des commentaires à perte de vue sur les mots en apparence les plus simples; nous comprenons quelquefois tout le contraire de ce qu'on dit, et j'ai lu, moi, ou cru lire, dans cette demi-ligne, quatre bonnes pages où vous me grondiez fort... me suis-je trompé ? Laissez-moi donc me disculper et vous dire, — me disculper, ai-je dit? non, je n'ose pas, — quand vous me grondez, je le mérite... Laissez-moi vous dire seulement que de toutes les suppositions que vous avez faites, ou pu faire, pour interpréter mon silence, je doute qu'il y en ait une de bonne : laissez-moi vous dire surtout que dorénavant vous n'aurez plus aucun sujet de plainte *légitime*. Vous m'avez traité un peu durement dans votre esprit, avouez-le : mais comme vous êtes bonne et indulgente, un repentir vrai, et pour parler en théologien un *ferme propos* de ne plus vous offenser, vous adoucirait, j'en suis sûre. Ainsi donc, je confesse mes torts, je courbe la tête... *Maman Aulo* (1), *je ne le ferai plus, pardonnez-moi !*

Si vous trouviez ces excuses trop enjouées pour être sincères, je vous préviens très humblement de remarquer combien il est désagréable de ne pas se voir quand on se parle : on ne peut pas rire sur le papier, ce qui a beaucoup d'inconvénients. Mais que je rie ou que je ne rie pas, que je plaisante ou non, ce qu'il y a de sûr c'est que la plaisanterie n'est que dans le mot et que quant à la chose elle est bien réelle. Je suis fâché de ne vous avoir pas écrit, d'abord parce que je ne vous ai pas écrit, et ensuite parce que vous l'avez remarqué, je ne dirai plus avec colère, mais avec peine.

(1) Petit nom que donnait Maurice à sa mère, ne pouvant prononcer encore son nom : *Aurore*.

A présent que cette affaire est réglée, — car voilà comment je suis, moi : quand j'ai dit mon avis, il me semble qu'on ne peut plus en avoir d'autre, et je crois que tout est dit ; — à présent donc que cette affaire est réglée (sauf votre approbation ultérieure), que je vous remercie de vos cadeaux. La bourse a fait merveille, on l'a trouvée délicieuse, et elle l'est en effet. Elle est en même temps simple, élégante et riche. Je ne sais pas comment j'accouple tous ces mots. Mais je sais encore moins comment vous avez fait pour accoupler ces choses et c'est là ce qui m'a frappé. Maintenant, je m'en vais tâcher de mettre un peu d'ordre dans mes affaires pour lui faire honneur et la remplir de pièces d'or, car il ne doit pas y entrer d'argent. Il ne ferait pas assez ressortir l'acier. Vous devriez bien, ma chère amie, me prêcher l'ordre et l'économie, comme vous vous proposez de prêcher la *patience* à vos enfants. Ah ! gare ! pardon, pardon, Aurore ! Ces maudites habitudes ! Ça tient comme de vieux chênes. Vous allez appeler cela un sarcasme, y trouver peut-être de l'*amertume*, et je vous jure qu'il n'y en a pas en moi la plus petite parcelle, non, pas la plus petite... Mais laissez-moi dire des bêtises sans vous fâcher : sinon adieu la correspondance ; je ne saurais écrire deux lignes sans en dire...

La lettre commencée sur ce ton de badinage qu'affectionne Aurélien de Sèze, s'achève par un morceau qui met en lumière un autre aspect de son esprit, la gravité à laquelle revient volontiers le jeune magistrat. La question de l'éducation, dont Aurore est très préoccupée, tient une grande place dans ces lettres. Une mère doit-elle parler de politique à son fils ? On ne lira pas sans intérêt la consultation que donne sur ce sujet Aurélien, et dont aura tout le temps de profiter Maurice — qui va sur ses trois ans...

Quand Maurice sera grand, on se chargera de lui donner une idée du gouvernement de son pays ; on tâchera de lui en faire sentir les avantages et les vices : jusque-là tout est inutile.

Non seulement vous ne lui parlerez pas politique et vous ne lui permettrez pas d'y penser avant vingt ans au moins, mais vous ne permettrez pas qu'on parle jamais devant lui des souvenirs et des attachements que vous et les vôtres pouvez conserver. — Je vous le répète, ne vous fâchez pas, ne me jugez pas avant que je ne me sois tout à fait expliqué. Je ferai comme vous, tâchant de deviner et de résoudre vos objections. La plus forte

sera l'ingratitude. J'y viendrai en son lieu. Laissez-moi seulement développer mon idée.

Votre enfant est né il y a deux ans : avant vingt-cinq ans, sa conduite politique sera nulle. Alors seulement il songera à prendre une carrière, s'il en prend jamais : alors, seulement, il sera quelque chose dans l'État. Si même je compte de cette époque pour parler de conduite *politique*, c'est que je regarde le choix d'une carrière, l'adoption de fonctions publiques quelconques, comme l'adoption, en même temps, d'un parti ; vous ne pouvez en rien consentir à être le délégué du souverain si vous avez contre lui et son mode de gouvernement des préventions et des antipathies.

Maintenant si vous reconnaissez ce point, qu'est Maurice ? Comme enfant, c'est le fils d'un militaire qui conserve des souvenirs d'un autre règne, d'une femme dont les premières affections se tournent aussi de ce côté ; mais comme homme ce sera un Français qui sera né et qui vivra sous une dynastie qui n'est pas la vôtre, mais qui sera la sienne forcément ou de gré. N'oubliez pas que vous aimez votre enfant pour lui-même (on l'oublie trop facilement en *pratique* et l'on suit en l'élevant ses propres goûts plus que le véritable intérêt de l'élève). Ne lui rendez pas ses devoirs pénibles ou odieux : n'en faites pas un rebelle de cœur, car c'est le rendre nul ou l'exposer à des dangers. Son avantage évident, et c'est à quoi je vous engage à réfléchir avant d'adopter ou de rejeter ma méthode, son avantage évident comme homme et comme citoyen sera d'entrer dans la vie avec une tête, un cœur libre des préjugés d'un parti quelconque, même de ceux qui domineront alors qu'il commencera sa carrière, à plus forte raison d'un parti qui n'existera plus parce que l'attachement aux choses passées doit finir avec ceux qui les ont vues. S'il est libre de cœur et d'esprit sur ce point, si d'ailleurs son jugement est sain et droit, il sera temps et il sera utile de lui faire connaître la situation et le mouvement politique de son pays : il saura bien deviner ce qui est bon et ce qui est mauvais ; il jugera sans passion, ses idées seront donc bonnes et avantageuses. Vous sentez bien que plus on parle politique à un enfant, ou devant un enfant, plus il faut de temps ensuite pour qu'il comprenne véritablement ce que c'est. Comme toutes ces idées sont évidemment au-dessus d'une tête de quinze ans, elles y font une confusion qu'il est ensuite dif-

ficile de détruire. Premier motif pour n'en rien dire jamais.

D'ailleurs, si, quoiqu'il ne comprenne pas ce qu'on dit, il entend auprès de lui dire qu'il faut être telle ou telle chose ou de tel ou tel parti, vous enchaînez sa volonté, et vous établissez peut-être dans sa tête le principe d'une lutte fâcheuse entre les habitudes d'enfance et les idées nouvelles : il ne sait ce qu'il doit penser, il n'ose même plus choisir : il n'adoptera jamais une ligne franche, il sera ce qu'on lui a dit, ce qu'il fallait être; il en aura pris l'engagement de bonne heure, il n'osera pas renier une seule idée parce que ce sera celle de son parti : le voilà parti sans boussole. On lui dirait : tu abandonnes ton parti, donc tu es un lâche ; reproche qui lui fera tout oser. Ce sera donc un homme de parti, et malheur à lui! Second motif pour ne pas l'engager avant le temps et sans que sa volonté raisonnée y soit pour rien. Si, au contraire, il pèse [*ici plusieurs mots illisibles*] après avoir étudié, refléchi, il saura ce qu'il doit être, jusqu'où il faut aller, il se tracera une ligne de conduite et de *sentiment*, car il sera d'autant plus attaché à ses idées qu'elles lui seront propres; il ne s'inquiétera plus alors de celles de différents partis ; il les blâmera ou les approuvera, suivant qu'elles lui paraîtront vicieuses ou justes. Ses devoirs étant positifs, en harmonie avec ses principes, il ne s'en écartera jamais; il ne sera pour personne mais pour son pays.

Oh! que de malheurs évités si tous les hommes étaient ainsi! Que de malheureux, entraînés dans une route qu'ils avaient choisie sans la connaître bien, sans un guide sûr qui les aurait avertis que là était un précipice, y sont tombés, faute d'un plan fixe de voyage! Nos infortunés Girondins si pleins de talent, la plupart si honnêtes, si bons, quelques-uns si vertueux, partirent pour Paris avec des idées nobles, mais qui n'étaient pas mûries, et ces idées qu'altérèrent la fougue de la jeunesse, l'entraînement de l'exemple, les perdirent. Ils se joignirent en arrivant à des hommes qu'ils crurent leurs frères, qui disaient penser comme eux et qui les poussèrent à voter la mort du Juste : bientôt après, leurs têtes suivirent celle de leur victime. Leurs amis les faisaient tomber... Le meilleur, le plus éloquent de tous, l'immortel Vergniaud, l'homme le plus doux et le plus indolent, deux mois avant son départ passait les vacances à Eyran avec ma mère, chez elle, et lui disait, ignorant sa prochaine destinée, son élévation et sa chute si rapide, qu'il ne

concevait pas qu'on pût se mêler d'affaires publiques et échanger le doux repos, le délicieux *farniente* pour une vie agitée; elle était obligée de l'*enfermer* pour lui faire travailler ses causes ; il lui montrait un écu, le seul qu'il eût et lui disait : J'ai six francs, pourquoi voulez-vous que je travaille? Tel était Vergniaud. Mais il aimait la liberté, on lui dit que ceux qui l'aimaient allaient la défendre, il partit : il la défendit en effet, mais sans mesure, car il n'avait jamais peut-être réfléchi à ce qu'il fallait vouloir; il devint bientôt le plus fougueux interprète des passions du temps, il leur prêta son admirable talent. Mais quand, effrayé de son ouvrage, il voulut jeter un regard en arrière, ce regard lui coûta la vie...

Adieu, ma chère amie, donnez-moi de vos nouvelles, et de celles des vôtres. Embrassez Maurice et croyez à mon dévouement.

AURÉLIEN.

15 mai 1828.

Vous avez peut-être appris dans votre retraite que ma famille vient de faire une perte qui nous est à tous bien sensible et qui a plongé mon père dans une vive affliction : celui de ses frères avec lequel il avait eu de tous temps les liaisons les plus intimes, celui qui a jeté quelque éclat sur son nom, vient de mourir à Paris (1). C'était un homme de bien, je vous prie de le regretter au moins sous ce rapport. Sa mort et la douleur de mon père ont contribué comme mes travaux ordinaires qui ces temps-ci vont *crescendo*, à retarder encore ma réponse; mais il est un terme à tout, même au silence, et je serais coupable si je le gardais plus longtemps.

Il me semble même, ma chère Aurore, que c'est pour moi un devoir de ne pas laisser passer quelques articles de votre lettre sans en causer un moment avec vous. Vous m'apprenez qu'au milieu de vos longues insomnies votre esprit travaille et dissèque vos sensations, ne laisse pas même pures et intactes celles de bonheur ou de plaisir qui peuvent vous être échues dans la journée, et vient ainsi en empoisonner la source. Je voudrais sincèrement, ma chère amie, non pas discuter avec

(1) L'illustre avocat, qui fut le défenseur de Louis XVI. Il mourut, en 1828, premier président de la Cour de cassation. Aurélien était son neveu, et non son fils, comme l'ont imprimé presque tous les biographes de George Sand.

vous les résultats de vos soucieuses recherches, comme vous dites si bien, mais vous prémunir contre le danger qu'elles peuvent offrir. Quant aux haillons de lumière que vous en retirez quelquefois, je vous l'avoue, la nuit la plus obscure me paraît pour vous préférable, pourvu que vous consentiez à ne pas fixer vos regards sur cette obscurité jusqu'à ce que vous aperceviez ces millions d'étincelles trompeuses que l'œil fatigué finit par découvrir quand on en est là, quand on s'obstine à percer ce voile, à marcher dans ce labyrinthe sans le fil de Thésée qui ne vous manque pas.

Pour se lancer dans la philosophie, et c'est bien véritablement de la philosophie que vous faites, il faut partir de bases fixes et invariables, acquises soit par une force d'esprit analytique et réfléchi que ni vous ni moi ne possédons probablement, soit par l'étude approfondie des maîtres en cet art. Ce serait déjà un long travail que d'arriver à ces bases : peu les ont posées, et les veilles de toute une vie ne suffiraient pas pour y construire. Voltaire, qu'on range, je ne sais pourquoi, au nombre des philosophes, n'a jamais, véritablement et de bonne foi, creusé une idée et ne sut que plaisanter sur tout : maintes plaisanteries n'étaient qu'impuissance, et si au lieu d'être caustique et méchant (car son style seulement est gai, le fond de ses plaisanteries ne l'est jamais), si, dis-je, au lieu d'être caustique, il eût eu votre esprit bon et rêveur, le même vague, la même certitude l'eût entouré, je doute même qu'il eût obtenu vos bribes, vos flammèches volantes... Ne faites donc pas comme lui ; ne vous laissez pas aller à cet esprit de frivole recherche qui ne peut offrir de but utile, parce qu'il ne part pas de données positives, de résultats acquis, pour arriver à d'autres résultats, parce qu'il voltige sur divers objets qui ne peuvent se traiter et s'approfondir chacun à part. Tout se lie, tout s'enchaîne dans la nature morale comme dans la nature physique, et que diriez-vous d'un homme qui, sans connaître ni mathématiques, ni histoire naturelle, voudrait creuser tous les phénomènes de l'élasticité, par exemple, et s'en rendre un compte exact? Il comprendrait peut-être assez bien les premières explications qu'on lui en donnerait, mais en pénétrant davantage, tant d'autres idées qu'il n'a pas et qu'il faudrait avoir viendraient s'y mêler, qu'il se perdrait lui aussi dans ce dédale, sans fil secourable qui le délivrât.

Je vous le répète, ma chère amie, ce sont des sujets de dis-

sertation trop élevés pour que je puisse les traiter dignement; mais voilà quelques idées dont je voudrais que vous fissiez votre profit. Abandonnez ces pensées qui deviennent frivoles quand on ne peut les traiter avec la profondeur qu'elles méritent. Laissons aux sages des siècles le soin de nous expliquer notre nature, de creuser l'homme, d'étudier et de comprendre, s'ils le peuvent, ce mystérieux mélange qui nous fait vivre, penser et sentir : et pour nous, n'étudions que nos devoirs, sans nous demander qui nous les imposa, sans chercher surtout à savoir pourquoi telle chose est devoir, pourquoi telle autre est l'opposé.

Vous me demandez, ma chère amie, si j'ai des idées arrêtées sur tout : je croirais presque inutile de répondre à cette question maintenant, si je ne tenais à renverser ce piédestal sur lequel vous paraissez vouloir me placer... Vous avez en vous un type de la raison, de la sagesse, vous façonnez dans votre imagination un être selon ce type, et quand vous l'avez fait, quand vous l'avez *fait vous-même*, vous dites : c'est un tel. — Non, non, je n'ai pas d'idées arrêtées et raisonnées sur tout. Et oserai-je vous l'avouer? Faut-il briser l'idole d'un seul coup? Je n'ai, je le dis à ma honte, d'idées arrêtées sur rien, personne n'a moins réfléchi que moi : c'est à peine si je sais ce que c'est. Les trois quarts de ma vie se sont écoulés sans penser à rien. Depuis que je vous connais seulement, soit en causant avec vous, soit surtout en vous écrivant, j'ai traité quelques sujets : mais comment? En y songeant au moment même; en prenant la plume, en ouvrant la bouche, je sais à peine quelles lignes ou quelles paroles vont en échapper. Suis-je votre homme maintenant? Que vous en semble? Faites-moi donc des excuses pour m'avoir forcé à ces humiliants aveux...

AURÉLIEN.

***

Aurélien se trouvait à Nohant, au moment de la naissance de Solange. Cet événement ne semble d'ailleurs avoir altéré ni l'affection des deux amis, ni la joie du court séjour d'Aurélien, il lui écrit dès son retour.

La correspondance présente ici une lacune. George Sand nous apprend dans l'*Histoire de ma vie* qu'elle alla à Bordeaux avec son mari et ses deux enfants au printemps de 1829. Nous ne retrouvons pas la trace de ce voyage dans les lettres;

mais elle fit un séjour à Périgueux à la fin de cette même année, chez ses amis Mollier, originaires du Berry, et de là, elle alla peut-être à Bordeaux, où elle se rendit une troisième fois en mai 1830.

Il semble que Zoé fut le but de ce voyage : Aurore venait de Paris avec Maurice. Aurélien vint de sa campagne d'Eyran à Bordeaux, un dimanche, et les trois amis firent une promenade sur la Garonne.

C'est en revoyant Aurélien à Bordeaux, à ce moment-là, qu'Aurore écrivit à son mari qu'elle l'avait trouvé « bien changé, bien vieilli et bien triste ».

Au tome IV de l'*Histoire de ma vie*, George Sand nous révèle quelle place tenait dans son existence « l'être absent » qui était son point fixe et auquel elle rapportait toutes ses pensées. Il lui apparaissait, dit-elle, « quelques jours, quelques heures parfois dans le courant d'une année ». Cependant, il est difficile de retrouver la trace de ces apparitions en dehors de celles que nous citons plus haut et du passage d'Aurélien à Nohant, indiqué par Aurore dans une lettre à Caron (1).

Nous retrouvons le nom d'Aurélien dans une lettre d'Aurore à Casimir, de juillet 1830. Elle lui apprend qu'Aurélien vient de lui écrire qu'il donne sa démission de magistrat.

C'est donc en 1830 que s'accomplit la cessation de la correspondance ou des courtes entrevues. Peut-on appeler cette cessation une rupture ?

Différents historiens et critiques ont émis des hypothèses sur la fin du roman des deux amis. Les uns ont cru que la naissance de Solange avait influé sur l'amour platonique d'Aurélien. La correspondance échangée à partir de ce moment ne porte aucune trace d'un refroidissement : il ne semble pas que les sentiments des deux amis se soient modifiés. D'autres ont prétendu que le royaliste de naissance et la femme dont les idées républicaines s'affirmaient, ne pouvaient point poursuivre une aussi parfaite entente. Il faut avoir sous les yeux toute la correspondance pour voir que dès le début les divergences d'opinions et de tendances sont profondément accusées entre Aurore et Aurélien, mais qu'elles n'entament ni leur amour, ni leur amitié, ni leur entente.

(1) *Correspondant*, I, p. 26. 1er octobre 1829.

Dès les premières lettres (1825) nous avons vu s'élever entre eux des discussions amicales sur J.-J. Rousseau, mais Aurore constate dans une lettre à Zoé « qu'elle peut fort bien vivre en paix avec les zélés partisans du despotisme et frayer avec eux, quoi qu'en puissent penser ses amis de la Loire et de Waterloo ». Aurélien n'est pas fanatique; il est, en fait de religion, tolérant et presque indifférent; et s'il démissionne après juillet 1830, ce n'est pas contraint par l'hostilité du nouveau régime, mais simplement par point d'honneur et par respect pour la monarchie.

Les raisons qui séparent Aurore et Aurélien, il faut donc les chercher ailleurs, dans les causes les plus logiques et les plus humaines.

Aurélien attristé par sa solitude ne cessa pas d'éprouver une grande affection pour Aurore, mais il se lassa du vide de son existence journalière. A quarante ans, la maturité le laissait devant le roman de sa jeunesse désemparé, respectueux et attendri.

Aurore, tout entière à ses devoirs maternels et aux prises avec les difficultés d'un ménage mal assorti, commençait à sentir l'impossibilité de persister dans un tel chemin où sa patience et ses renoncements n'avaient amené qu'une recrudescence de maladresses et de défauts grossiers chez Casimir; une grande tristesse devait donc s'élever entre ces deux amants qui avaient renoncé l'un et l'autre par honneur et par abnégation. Aurore sentait qu'elle ne pouvait lier éternellement l'homme qui devait rester l'ami; mais en lui rendant sa liberté, elle perdit la force qu'elle avait eue jusque là pour lutter contre elle-même et contre les difficultés de la vie. L' « Invisible » dont elle avait fait le troisième terme de son existence (*Dieu*, *lui* et *moi*) lui étant ravi par la liberté qu'elle lui rendait tacitement, elle perdait moralement son soutien.

Elle avoue qu'elle ne se trouva plus la force de vivre de la vie habituelle, et après des « songeries mélancoliques » à Nohant en automne 1830, elle prit un parti énergique et arrangea, d'accord avec son mari, une séparation de fait qui lui rendait sa liberté.

Au début de l'année 1831, elle arrivait à Paris pour y vivre une nouvelle existence qui serait consacrée aux travaux et aux aspirations artistiques qui devinrent sa carrière. En 1833, Aurélien épousa Mlle de Villeminot dont il eut neuf enfants. La vie, après l'honneur, séparait Aurore et Aurélien.

A la fin de 1833, Aurore, ayant appris le mariage d'Aurélien, lui écrivait une lettre à laquelle il répondit par celle-ci :

Aurélien à Aurore

1er décembre 1833.

Il y a bien longtemps, mon cher George, que je voulais vous annoncer l'événement que le hasard vous a appris. Je ne sais quelle foule de sentiments opposés m'a arrêté chaque fois que j'ai pris la plume pour le faire. Il serait long et plus qu'inutile de vous dire quel enchaînement de malheurs m'a conduit à ce point de ma vie où tout mon passé, quel qu'il ait été, s'est brisé violemment et à jamais. Ces malheurs d'ailleurs sont de ceux qui ne se racontent point, mais qui se sentent seulement. Celui qui fut Aurélien vous remercie bien vivement et du fond du cœur des vœux que vous formez pour lui, car il sait qu'ils sont sincères. Oh ! que je désire aussi que votre bonheur soit la récompense du souhait que vous faites pour le mien : mais nous savons l'un et l'autre ce que c'est que ce mot.

J'ai été sur le point de céder à votre demande et de vous renvoyer les papiers que vous me demandez. Je comprends que je n'avais nul droit de les retenir. Je ne crois pas non plus qu'ils vous appartiennent plus qu'à moi et j'ai craint un moment que si vous les parcouriez, quelque réminiscence vous en échappât plus tard dans quelque composition. Je les ai brûlés et n'ai conservé que ce conte que vous m'envoyâtes un jour. Je vous demande instamment la permission de le garder.

Adieu donc, George, vous me parlez d'un long voyage que vous comptez entreprendre bientôt. Allez-vous chercher dans un autre monde des aspirations que notre vieille Europe n'offre pas, ou votre santé vous conduit-elle en Italie ? J'aurais été bien heureux si vous m'aviez dit un mot de plus sur ce point.

Adieu. Mon cœur s'éteindra plein de votre souvenir.

AURÉLIEN.

Trois ans après, en 1836, Aurore plaidait en séparation contre son mari. Zoé Leroy, avec laquelle l'échange de lettres avait cessé au moment où Aurore avait pour ainsi dire fait une coupure dans sa vie, lui écrivit spontanément une lettre affectueuse à laquelle Aurore répondit par la lettre suivante.

Aurore à Zoé

Fin mai 1836.

Ce fut un jour de bonheur véritable que celui où je reçus votre lettre, ma bonne et chère amie, et cependant je n'ai pu me décider à y répondre tout de suite. Il y a dans le seul nom de la ville que vous habitez un effet électrique, tout un passé qui se réveille, toute ma vie qui recommence et les émotions ne me sont pas bonnes. Il s'est passé tant de choses depuis, et pourtant l'ancienne blessure se rouvre encore souvent : je crois qu'il faut vivre avec, comme le *grognard* avec les cicatrices rapportées de ses campagnes. Bordeaux est mon Passage de la Bérésina. Au reste, mon amie, je ne sais pourquoi je m'effraie tant de mes souvenirs. La première impression en est vive et quelquefois à tel point qu'au sein d'une vie qui ne tient plus à l'ancienne par aucun fil visible, je sens tout à coup les sueurs me couler du front, comme Hamlet à l'aspect du spectre de son père. Mais je m'abandonne à ma mémoire : quand je redescends le fleuve tout doucement, je le trouve si pur et si beau, que pour rien au monde je ne voudrais en effacer l'image. Quand je serai tout à fait vieille, je viendrai à en parler tranquillement et à ne plus me cacher à moi-même ma prédilection pour cette époque de ma vie...

Si vous voulez vous procurer *le National* du 19 ou du 20 mai 1836, je crois, ou *le Droit* du 18, vous verrez, si vous en êtes curieuse, des détails assez fidèles sur cette affaire (1) dans laquelle M. Dudevant s'est conduit si mal que j'ai été désolée par cela même de ma victoire. Je ne voulais que conquérir mon indépendance, assurer ma vie, préserver mes enfants, et non déshonorer leur père. Qui eût pu prévoir que l'amour d'un revenu qui ne lui appartenait pas, mais dont il avait pris l'habitude de jouir, le pousserait à de telles fautes ? Enfin, le mal est fait et si j'en ai du regret, je ne puis en avoir de remords. Après deux victoires complètes, j'attends à La Châtre, chez mes amis, l'issue d'un appel dont mon adversaire me menace, et qui ne peut qu'empirer sa position morale et pécuniaire. Je lui ai fait renouveler les offres les plus avantageuses, malgré les horribles vengeances qu'il avait essayées contre moi. Il est fou

(1) Le procès en séparation.

de haine et d'aveuglement. Il faut donc que j'attende avec patience la fin de cette horrible guerre.

Mes enfants sont à Paris, l'un au collège, l'autre en pension. Je vais les voir fort souvent : il me tarde bien de les posséder tout à fait. Vous pouvez imaginer, mon amie, tout ce que j'ai pu souffrir d'une telle position. Heureusement l'avenir est assez beau devant moi, et je me berce de l'idée que vous consentiriez à vous y associer fraternellement, sans faux orgueil, sans crainte aucune. Vos sœurs n'ont pas besoin de vous; elles sont d'âge à n'avoir plus besoin de votre protection, et vous ne pouvez, en les quittant, aggraver leur sort. Si vous avez sauvé quelques débris de fortune, le sacrifice de votre part de revenu peut adoucir leur existence, au contraire, et avec moi, vous partagerez mon aisance, mon repos, ma liberté. Vous commanderez à ma maison et à moi-même. Ce sera le plus grand service à me rendre, car vous savez qu'il y a chez moi éclipse totale de volonté applicable à la vie extérieure et qu'une bonne et sage volonté s'emparant de la mienne serait un bienfait du ciel. Mon pays vous semblerait peut-être un peu monotone, ma vie est restée dans les habitudes d'une simplicité patriarcale ; mais, si vous n'êtes pas changée, ce calme profond vous plairait. Puis avant tout vous pourriez essayer à plusieurs reprises de moi et des miens. Si j'ose vous offrir ma destinée, telle qu'elle sera dans peu de mois, c'est qu'avec le souvenir si plein et si vivant que j'ai de vous, j'ai la conviction qu'il conviendrait à la pureté de vos goûts et à l'élévation de votre âme. Pensez-y un peu, je vous en supplie, et ne m'ôtez pas ce doux espoir sans avoir fait quelque tentative pour le réaliser.

Dans tout cela je ne vous ai rien dit en réponse à vos questions affectueuses, sur l'état présent de mon être moral. Il est calme et plus heureux que je ne le croyais susceptible de jamais devenir avec tous les éléments de souffrance qui sont en moi. Mais je crois qu'en me jetant dans une vie orageuse, en me faisant malheureuse sans aucun ménagement, sans aucune tendresse pour moi-même, j'ai pris le seul parti convenable. J'ai usé cet excès de vie, qui me tuait, et le croiriez-vous, je suis plus forte, plus jeune, plus sereine que je ne l'étais à vingt ans. Ce n'est pas que je sois belle, au moins ! Tant s'en faut. Mais j'ai une santé de fer, je supporte des veilles, des voyages, des fatigues, des privations inouïes. J'ai pris pour mon métier,

après de grandes tiédeurs, et même de grands dégoûts, un amour consciencieux qui me porte à refaire tout ce que je n'ai pas fait encore. Je me couche à sept heures du matin. Je dors jusqu'à midi ou une heure. Je vis avec mes enfants ou mes amis jusqu'au soir, et à dix heures je me remets à l'ouvrage jusqu'au lendemain. Cette vie, je la mène partout, où que je sois, à Paris, à Nohant, à Venise, en Suisse, sur les grands chemins et j'ai ainsi écrasé tout à fait le dragon; les passions ne jouent plus aucune espèce de rôle dans ma vie, et quoi que fassent sur moi les contes les plus absurdes, au milieu d'une vie de solitude dévorante, comme au milieu d'une vie de mouvement et de vertige, je suis aujourd'hui une nonne dans toute l'acception du mot. Ce qui m'a sauvée de tout c'est qu'en étant très faible avec les autres, j'ai toujours été très forte avec moi-même. J'ai fait les plus grandes folies avec la conviction qu'il le fallait, avec la volonté de les faire. Depuis Bordeaux, je n'ai pas connu *l'entraînement*. Je n'ai donc jamais lieu de revenir sur le passé et de me demander pourquoi j'ai voulu telle ou telle chose. Le *moi* répond fièrement : *parce que j'ai voulu*, et tout est dit.

Vous vous souvenez de mes enfants? C'est là mon bonheur et ma passion aujourd'hui. Vous n'avez pas d'idée combien je suis une heureuse mère. Maurice est un ange de grâce, de bonté, de tendresse. C'est mon ami, c'est mon amant. Son intelligence n'est pas extraordinaire sous le rapport des études, mais il a de grandes dispositions pour les arts. Ma fille est d'une beauté majestueuse et son caractère est celui d'une impératrice absolue. Elle est fort dédaigneuse de l'espèce humaine en général et passionnée pour les rares objets de son affection. C'est une haute intelligence : à sept ans, elle ne fait pas une faute d'orthographe, et cependant, conformément à mon système, son éducation a commencé fort tard. Elle parle anglais très bien. Elle joue du piano et improvise, et tout cela avec un grand sang-froid très comique. Elle est très supérieure à son frère mais bien moins aimable.

***

Au cours du procès en séparation dont il est question dans la lettre précédente, Aurélien ne se contenta pas de prendre ardemment parti pour George Sand ; il l'autorisa à faire usage du

Journal, à lui adressé et dont on sait qu'en effet des fragments furent lus en justice.

Aurélien à Aurore

2 juin 1836.

La bonne Zoé m'envoie toute effarée une lettre de vous, mon cher George, et elle y joint ce petit billet. A Dieu ne plaise que je pense comme elle : vous avez été odieusement, outrageusement attaquée, votre premier devoir n'est-il pas de vous défendre? Je voudrais, du plus profond de mon cœur, vous y aider plus puissamment que je le fais, — mais ce que je peux, comment ne le voudrais-je pas? Oui, je vous autorise formellement à faire l'usage que vous jugerez utile de tout ce que vous avez de moi. Il ne s'agit pas de la paix de mon ménage, mais de votre repos, de vous et de vos enfants. Prenez tout ce qui vous conviendra. Au reste, je ne peux même pas vous sacrifier la paix de mon ménage. Les bruits du dehors n'y parviennent pas, et ce malheureux procès n'y peut avoir aucun retentissement.

Lorsque vous me redemandâtes vos lettres, je ne me crus pas le droit de les garder ; mais ce qui n'était pas *lettres*, je ne m'en défis pas. C'est à ce titre que j'ai encore entre autres choses le Journal que je vous envoie. Ne me reprochez pas d'avoir triché avec vous, si cela peut vous être utile. Qu'on le lise et qu'on vous accuse encore! Oh! mon Dieu, ceci sera-t-il lu en justice? Mais, *je vous autorise* : qu'on le lise, qu'on l'imprime, j'y consens.

Après que vous vous serez servie de ce Journal comme votre propriété, car il est à vous puisque vous me l'avez redemandé un jour, voudrez-vous me le renvoyer et me permettre de le garder de nouveau ? Vous m'écrivîtes un jour que le temps où vous l'aviez écrit avait été un des plus heureux de votre vie... Voulez-vous me le laisser? Je vous en serai plus reconnaissant que vous ne pouvez le comprendre. Il me reste bien peu de choses! Je n'ai guère que lui, quelques lignes au crayon sur un carnet violet et des pages où il n'est question que de vous. Vous avez un jour désiré garder des volumes dépareillés de Shakspeare. Vous ne serez pas fâchée, n'est-ce pas? que je veuille aussi garder quelques pages dépareillées qui me restent.

Mais qu'il en soit selon votre volonté, car elles sont à vous. Encore une prière... Si entre mes lettres et ce Journal on peut choisir, que mes lettres soient lues aux quatre coins du globe, plutôt qu'une ligne du Journal à un seul ami. Mais si la lecture du Journal est le moins du monde nécessaire, si elle est tant soit peu utile à votre défense, ne pensez pas même à ma prière. Ce serait la mal comprendre que de ne la pas oublier complètement dans ce cas.

Adieu ! Que le ciel vous bénisse et vous protège et puissiez-vous obtenir justice et repos ! Adieu encore.

AURÉLIEN.

Voici la dernière lettre d'Aurélien :

Aurélien à Aurore

Fin de 1836.

J'ai peut-être commis une grande faute ce soir, j'ai ouvert une lettre qui ne m'était pas adressée : je l'ai lue avant de l'avoir remise, avant de savoir si je pouvais la lire : mais il me semble toujours que cette écriture est pour moi. Soyez bénie, mille fois bénie pour l'avoir écrit : vous me gardez une éternelle affection !... Je le savais bien, j'en étais sûr au fond de mon cœur, mais j'avais besoin de le voir écrit pour l'oser dire. — Oui, soyez bénie mille fois, vous et ceux que vous aimez maintenant !

Mon Dieu, que vous m'avez fait de bien en me disant que vous me gardiez une éternelle affection ! Oh ! je suis certain que cela est vrai.

Adieu ! Adieu !

AURÉLIEN.

Ces lettres expriment avec une éloquente simplicité la fidèle tendresse, le regret et l'amour permanent, qui de part et d'autre restaient enfermés dans le cœur de chacun. C'est l'honneur des deux amants que leur liaison sans reproche et sans remords s'achève sur cette note de sérénité.

AURORE SAND.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis quinze jours, il y a, en France, quelque chose de changé : la constitution d'un ministère d'union nationale, présidé par M. Poincaré, a ramené la confiance. La petite troupe éplorée qui menait le deuil du défunt cartel a croisé en route l'imposant cortège de tous les bons Français ramenant au bercail le franc égaré. La majorité ministérielle, comme le franc, est en hausse et le compte est vite fait des journaux d'extrême-gauche et d'extrême-droite qui s'obstinent à bouder le succès et à prédire des catastrophes. Durant les premiers jours, ce fut, parmi les mécontents, un concert d'inquiétudes : la France, en faisant bon accueil au retour de M. Poincaré, se préparait des déceptions, car M. Poincaré n'avait ni programme, ni vues d'ensemble, il se contenterait de mesures empiriques et l'on s'apercevrait, après une brève éclaircie, que l'horizon était plus noir que jamais. Le président du Conseil cependant parlait peu, mais travaillait et agissait avec une fermeté et un esprit de suite qui ne se démentaient pas et dont les résultats ne tardaient pas à se manifester avec éclat. Il fallut bien reconnaître que le ministère avait un programme, puisqu'on en voyait successivement se réaliser les divers articles, et qu'il savait où il allait, puisque ses actes se suivaient selon un ordre logique et se coordonnaient en vue d'une fin. A chaque pas en avant se découvraient des perspectives nouvelles et l'on sentait partout l'impulsion d'une volonté sûre d'elle-même, consciente de sa force et résolue à s'imposer avec l'approbation générale du pays.

Ce programme, nous ne saurions mieux faire que d'en emprunter l'analyse au président du Conseil lui-même, qui, à la Chambre et au Sénat, l'a lumineusement exposé. Il distingue trois objets principaux et trois étapes dans le redressement de la situation financière. Il s'agit d'abord de parachever l'équilibre du budget et « de sou-

lager une trésorerie qui étouffe », donc, création de nouvelles recettes. En second lieu sera constituée la première dotation d'une caisse de gestion et d'amortissement des bons de la Défense. Enfin, « le gouvernement a pensé qu'il y avait également urgence à prendre certaines mesures pour rappeler en France les capitaux évadés ». « En finances, a dit le président du Conseil, je me tiens obstinément à la méthode cartésienne : je vais du simple au composé. Avant de stabiliser le franc à une valeur déterminée, avant de fixer cette valeur et même de l'envisager dans mon esprit, je crois bon de ne pas laisser tomber le franc dans le fossé. Avant de reconstruire la maison, je cherche à m'assurer de la solidité des fondations. » Il s'est trouvé à l'étranger, et même en France, des gens qui prenaient aisément leur parti de la dévaluation du franc et qui parlaient de stabiliser en pleine baisse... ; la livre continuait à monter ; on courait vainement après le franc pour l'arrêter et le stabiliser. Et dans cette course, sur certains marchés exotiques, et même sur certains marchés français, tout n'était pas perdu pour tout le monde. » Des crises politiques et des inflations successives ont accentué la baisse du franc, « mais le franc est descendu à un degré fort inférieur à sa valeur réelle. Les billets de la Banque ont pour gage, comme avait raison de le rappeler M. François-Marsal, un chiffre d'encaisse et de portefeuille qui rend injustifiés et même absurdes les cours actuellement pratiqués. » Ainsi la stabilisation reste, comme dans le plan des experts, le point d'arrivée, mais avant de stabiliser il faut commencer par redresser. Suivons dans l'ordre chronologique, qui se confond avec l'ordre logique, les opérations successives de M. Poincaré.

C'est d'abord l'établissement d'un équilibre budgétaire rigoureux et capable d'assurer des excédents qui seront d'autant plus larges que la déroute des changes ne viendra plus grever le budget par des augmentations imprévues des traitements et des soldes. Il faut donc demander au contribuable un nouvel effort. L'essentiel, pour cette fois, est d'aller vite ; il sera temps, dans quelques mois, à l'occasion du prochain budget, de reviser, d'ajuster les taxes qui paraîtraient trop lourdes, pourvu que des ressources équivalentes soient trouvées. Le montant total, dans les projets tels que M. Poincaré les a déposés le 27 juillet sur le bureau de la Chambre, était de 9 milliards 192 millions sur lesquels les impôts indirects ou de consommation devaient fournir 5 milliards 559 millions, tandis que deux milliards seraient demandés aux cédules de l'impôt sur le revenu

majorées de 50 pour 100 et un milliard et demi aux taxes sur les successions et mutations. Ainsi serait assuré un excédent d'environ 3 milliards permettant de commencer l'amortissement de la dette publique.

A son premier contact avec la Chambre, le 27 juillet, le ministère obtenait 358 voix contre 131, pour l'ajournement des interpellations. La minorité était constituée par 28 communistes, 96 socialistes et quelques isolés. Les radicaux-socialistes s'émiettaient; deux pelotons, l'un constitué par l'extrême-gauche du parti, l'autre où dominaient les amis de M. Caillaux, formant ensemble un effectif d'une cinquantaine de députés, s'abstenaient, tandis que les autres s'affirmaient hommes de gouvernement en votant pour le ministère. Par 418 voix contre 31, M. Poincaré obtenait que la procédure dite d'extrême urgence, récemment introduite dans le règlement, serait appliquée à la discussion des projets financiers. A la Commission des finances une résistance parut s'organiser; certaines dispositions ne furent votées que par 10 voix contre 10, mais l'ensemble, augmenté de 200 millions en faveur des petits retraités, fut finalement adopté par 19 voix contre 12 et 1 abstention.

Le 31, la discussion commence à la Chambre. Une majorité de 350 voix contre 200 se forme pour adopter plusieurs mesures destinées à hâter l'aboutissement des projets financiers : suspension, à titre exceptionnel, du droit d'amendement; la commission seule pourra proposer des modifications au texte du gouvernement, etc. Ainsi le formalisme parlementaire se plie à des nécessités de salut public, sans que d'ailleurs soient supprimés les droits nécessaires de l'opposition qui garde toute liberté de défendre des contre-projets, mais non toute licence de faire de l'obstruction. Le 1er août, la discussion commence et se termine à la Chambre. Le discours du président du Conseil, précis, limpide, élevé, porte la lumière de l'intérêt national sur tous les points du débat; M. Poincaré a retrouvé, pour cet exposé financier, la maîtrise d'un Thiers ou d'un Léon Say. Un esprit nouveau, celui de l'intergroupe du salut public, organisé par M. Morinaud, anime les esprits, stimule les bonnes volontés. Le projet fiscal est la première, mais aussi la plus ingrate partie du programme du gouvernement; le député qui a le courage de le voter sait qu'il s'expose aux reproches de ses électeurs et, lors des prochaines élections, aux calomnies d'adversaires sans scrupules. Aussi ne serons-nous trop sévères ni pour le gouvernement qui a laissé passer l'augmentation de l'indemnité parlementaire, ni pour

les députés qui l'ont votée; on doit regretter cependant que nos représentants se soient donné l'air de s'attribuer une récompense pour le vote de nécessité nationale qu'ils émettaient.

Le projet voté comporte, nous l'avons dit, plus de 9 milliards d'impôts nouveaux, dont 1 milliard est obtenu par un remaniement de l'impôt sur les successions; ces droits, sur les grosses fortunes, atteignaient des taux véritablement spoliatoires; ils sont adoucis tandis que sont aggravés ceux sur les fortunes moyennes et petites qui étaient relativement beaucoup moins chargées. De même, l'impôt général sur le revenu subit, dans son taux maximum, un abattement de 50 pour 100. C'est, pour le moment, l'essentiel. Le souci qui a dominé le gouvernement et la majorité, c'est d'abord d'assurer des recettes certaines, c'est ensuite de favoriser le rapatriement des devises évadées ou restées hors de France : il faut les rassurer et surtout créer une situation économique et financière telle qu'elles aient intérêt à rentrer. C'est pourquoi le même jour où il obtenait le vote des impôts nouveaux, M. Poincaré faisait élever de 6 à 7 et demi pour 100 le taux de l'escompte, tandis qu'il accroissait de 5 à 6 l'intérêt des bons de la Défense à court terme (un an et au-dessous). Une politique d'argent cher est la préface et la condition nécessaire de toute revalorisation du franc qui, elle-même, doit précéder une stabilisation de la monnaie; cette politique doit avoir pour effet d'inciter les commerçants, industriels, banquiers, à rapatrier leurs devises restées à l'étranger; en même temps, un avantage leur est offert par le relèvement de l'intérêt des bons. En même temps, la cherté de l'argent doit contribuer à enrayer la hausse des prix.

Voilà donc enfin que se dessine, en France, une politique de la trésorerie et de contrôle du crédit. Une intelligence ordonnatrice a sérié les difficultés : la première est de ramener en France les capitaux émigrés et d'attirer les capitaux étrangers; si ce résultat n'est pas atteint, ni la revalorisation, ni la stabilisation de la monnaie ne peuvent être obtenues. D'ailleurs, aucune partie du programme gouvernemental ne sera réalisée sans les autres; elles se tiennent comme les diverses pièces d'une machine bien agencée; le président du Conseil a posé la question de confiance sur l'ensemble comme sur chacune des parties et s'est opposé à toute mutilation de son projet par des amendements.

Le Sénat, le 2 août, après avoir applaudi son rapporteur général, M. Chéron, et un excellent discours de M. François-Marsal, ratifiait le vote de la Chambre à une écrasante majorité (250 voix contre 13 et

50 abstentions). Ainsi se trouvaient réalisées la première et la seconde partie du programme de M. Poincaré ; l'équilibre du budget était assuré avec un très large excédent; les mesures législatives et administratives étaient prises pour inciter les capitaux à rentrer. La restriction des crédits entraîne la liquidation des stocks; le commerce et l'industrie ont intérêt à se débarrasser des devises étrangères qu'ils détiennent. Alors, par le jeu normal des lois de la finance et de l'économie, sans intervention sur le marché, les changes se détendent. La livre, qui avait dépassé 240 francs au moment de la formation du ministère Herriot, est revenue, le 9 août, vers 165. M. Poincaré a écarté de son programme la mobilisation de l'encaisse-or de la Banque de France, qu'il considère comme le palladium intangible de la stabilité financière, et, au moins provisoirement, le recours à des emprunts à l'étranger; son action pour la revalorisation partielle du franc n'a rien d'artificiel ni de spéculatif, elle est le résultat de mesures opportunes, secrètement préparées, énergiquement réalisées, appuyées par la confiance générale.

Sans désemparer, M. Poincaré a présenté aux Chambres et fait voter, dans une atmosphère déjà apaisée et rassérénée, une nouvelle tranche de son programme. C'est d'abord une loi portant création d'une Caisse d'amortissement et de gestion des bons de la Défense nationale; elle est autonome, gérée par un conseil d'administration composé de représentants du Parlement, des grands corps de l'État, des chambres de commerce, de l'industrie, du ministère des Finances, etc. La caisse prendra en charge les 49 milliards de bons de la Défense et de bons du Trésor à court terme; elle en assurera les arrérages qui absorbent 3 milliards par an. Elle sera alimentée par le produit de la taxe complémentaire exceptionnelle sur la première mutation de propriété à titre onéreux (800 millions par an), par le produit des impôts successoraux remaniés dans l'esprit que nous avons indiqué (2 milliards 700 millions) ; les intéressés auront la faculté d'acquitter ces droits en bons de la Défense, ou en titres de rente sur l'État; enfin, par le produit du monopole des tabacs (environ 2 milliards). La caisse ayant à payer aux porteurs de bons 3 milliards, disposera donc de 2 milliards et demi qui seront affectés à l'amortissement. La vente des tabacs reste un monopole, dont la gestion n'est plus directement assurée par l'État, mais par la Caisse d'amortissement par l'intermédiaire d'un conseil d'administration indépendant. Ce conseil aura le droit d'émettre des obligations que les porteurs de bons auront la faculté d'échanger contre leurs titres. La Chambre des députés et le

Sénat ont successivement voté, sans sérieuse opposition, ce projet capital; la caisse autonome d'amortissement est désormais une réalité. Mais M. Poincaré a voulu conférer à cette nouvelle institution un caractère d'intangibilité et de pérennité, en introduisant dans les lois constitutionnelles une disposition spéciale qui consacre le principe et l'existence d'une caisse d'amortissement dotée de ressources particulières et d'une administration indépendante. Les Chambres, à l'heure où nous écrivons, sont réunies à Versailles en Assemblée nationale, et il semble que le texte proposé par le gouvernement sera voté sans difficulté à l'exclusion de toute autre modification des lois constitutionnelles (10 août).

Une autre loi adoptée par les deux Chambres autorise la Banque de France à acheter des devises étrangères et de l'or; en contre-partie de ces valeurs-or, la Banque est autorisée à émettre des billets. Tous les six mois une revision aura lieu, afin que la garantie des billets émis soit toujours exactement représentée par les devises en caisse. Ainsi la Banque a la faculté, en profitant des occasions favorables, de reconstituer un stock de devises, une masse de manœuvre, dont elle pourra se servir pour agir sur le cours des changes et diminuer l'amplitude des oscillations de la monnaie. C'est donc un premier pas dans la voie de la stabilisation, car la stabilisation ne saurait se décréter arbitrairement; elle doit s'accomplir comme une opération organique et être le résultat d'une période assez longue de stabilisation de fait; elle ne peut être décidée qu'au moment où l'équilibre des forces morales, économiques et financières du pays est réalisé. Inflation, n'a-t-on pas manqué de dire, puisque la quantité des billets émis est augmentée; mais ce qui constitue une inflation dangereuse c'est l'augmentation de la quantité des billets sans accroissement équivalent de l'encaisse-or de la Banque de France.

Telles sont les premières et décisives mesures que le ministère d'union nationale présidé par M. Poincaré a prises; elles ont déjà produit les plus heureux effets; elles révèlent la sûreté de la méthode et la continuité de l'action, conditions premières du succès. Il est merveilleux que les Chambres, ou plutôt la Chambre, la Chambre du 11 mai, la Chambre du cartel, qui a refusé à tous les nombreux ministres des finances qu'elle a successivement renversés, les lois fiscales jugées par eux nécessaires, ou les pouvoirs pour les faire appliquer, se prête avec une docilité sans précédent à toutes les volontés de M. Poincaré. Au sentiment d'un péril national arrivé au dernier degré d'urgence, s'ajoute la conscience de la faillite décisive de la

politique socialisante en matière fiscale : l'ascendant d'une méthode de haute raison appliquée avec un patriotisme désintéressé et approuvée par les représentants de tous les grands partis constitutionnels siégeant dans le cabinet, a fait le reste. Ne croyons pas d'ailleurs que les passions démagogiques aient désarmé ; la manœuvre des radicaux-socialistes, qui ont lié leur fortune à celle de M. Blum, et celle des mécontents qui cherchent à se grouper autour de M. Caillaux, apparaît dès maintenant. L'un des premiers, et des plus néfastes, qui signe Pierre du Clain parce qu'un département traversé par cette rivière l'a envoyé au Sénat, nous avertit que l'union nationale, à laquelle d'ailleurs il ne participe pas, « ne représente qu'un expédient devant permettre de franchir un passage difficile ». Aux électeurs qui n'auraient pas la sagesse de comprendre que des charges nouvelles peuvent seules détourner le fléau de la faillite, on ira répétant que ces impôts nouveaux il a fallu aller chercher M. Poincaré et le bloc national pour les faire voter, que les socialistes et le cartel auraient « fait payer les riches » et « pris l'argent où il est », formules redoutables par leur simplicité et leur fausseté même. On peut tout attendre de la mauvaise foi des partis qui, déjà en 1924, ont travesti le rôle de M. Poincaré et de sa majorité. Il est de stricte honnêteté que les députés et sénateurs qui ont le courage de faire passer le salut du pays avant leurs préférences personnelles ne soient pas victimes de leur désintéressement patriotique. Pour éclairer les masses, l'action du gouvernement est nécessaire ; nous comptons que le républicain résolu qui occupe le ministère de l'intérieur et qui a fait ses preuves de patriotisme courageux et d'élévation d'esprit, ne faillira pas à ce devoir de justice.

Il est réjouissant de constater la déconvenue des journaux étrangers dont la chute du franc satisfaisait les antipathies ; mais il est pénible de relater que la palme appartient à la presse libérale anglaise : par là se révèle une fois de plus la conjonction germano-britannique sous les auspices de la haute banque. Pour la *Westminster Gazette*, M. Poincaré prépare une nouvelle expédition de la Ruhr ; le *Daily News* voit en lui un futur Mussolini. Mais, comme à l'ordinaire, le *Manchester Guardian* obtient le premier prix. Le 31, il lui paraît « douloureusement évident que M. Poincaré n'a pas de plan ; il comptait seulement sur le pouvoir magique de son nom et sur de nouveaux impôts... puis la livre a recommencé à monter pour sa déconfiture complète... » Le 4 août il déclare que les impôts nouveaux « n'ont absolument rien à voir avec la reprise du franc »

et il conclut en affirmant que le but de M. Poincaré « est simplement d'acquérir du prestige pour diriger de façon autoritaire la politique étrangère de la France ». Nous n'aurons pas la cruauté d'insister, nous ne signalerions même pas ces accès de rage francophobe s'il n'était utile de savoir où sont nos amis et où... les autres. Il est juste de constater que la presse allemande a fait, à l'égard du ministère Poincaré, un effort d'impartialité. Il convient enfin de noter avec satisfaction qu'en Belgique et en Italie l'opinion se rend compte de l'utilité d'établir, de concert avec la France, un front commun de défense monétaire.

Les finances françaises sont maintenant remises dans le droit chemin, mais il s'en faut qu'elles en aient parcouru toutes les étapes, que tout péril soit conjuré et tout obstacle écarté. La revalorisation et la stabilisation du franc entraîneront nécessairement une crise industrielle, crise salutaire et curative en fin de compte, mais qui n'en sera pas moins pénible à traverser et que l'État, qui la prévoit, doit, dans toute la mesure du possible, atténuer. « Le complément direct », — comme dit très justement M. C. J. Gignoux dans *la Journée industrielle*, — de l'œuvre commencée par M. Poincaré, c'est une politique de l'exportation qui assure à l'industrie française des débouchés. Le ministre du commerce, M. Bokanowski, en qui M. Poincaré possède un collaborateur particulièrement actif et avisé, indique, dans un récent discours à l'Office national du commerce extérieur, la bonne marche à suivre. A ce point de vue, la signature d'un accord commercial provisoire avec le Reich allemand est de bon augure; mais tout notre tarif de douanes est à refondre et c'est seulement quand ce gros travail sera achevé que notre diplomatie commerciale sera armée pour des négociations définitives. Une politique générale de la production et des échanges, ce n'est rien moins que cela qu'il est urgent de remettre au point et de moderniser. Il serait vain de revaloriser et de stabiliser le franc si la balance des comptes devait devenir constamment défavorable; plus encore qu'à la stabilité de sa monnaie la prospérité d'un pays se mesure à sa production, aux bénéfices qu'elle apporte, au travail qu'elle alimente, à la paix sociale qu'elle engendre. L'Angleterre, avec sa livre si péniblement ramenée au pair de l'or, avec ses centaines de milliers de chomeurs, avec la terrible grève minière qui la ruine, apparaît en plus dangereuse posture que la France qui, avec ses colonies, peut suffire à presque tous ses besoins et qui ne requiert, pour se redresser victorieusement comme à la Marne, qu'un chef obéi et un gouvernement national.

Mais ses redressements déconcertent les prophètes de malheur qui périodiquement annoncent sa ruine parce qu'ils la souhaitent et qui prennent soin de faire tout ce qu'ils peuvent afin que leurs pronostics ne soient pas démentis. Quelques citations nous ont, tout à l'heure, édifiés sur certaines « amitiés ». Par le moyen des dettes interalliées et grâce à la crise des monnaies, la finance internationale prépare une véritable mainmise des gouvernements anglo-saxons sur l'économique et la politique des pays qui sont, du fait de la guerre, leurs débiteurs. M. Octave Homberg, dans le livre où il vient de réunir d'excellentes pages dont les meilleures ont paru ici-même, nous a montré *le Financier dans la cité*; nous espérons qu'il nous révélera le rôle du financier dans les relations internationales. Derrière le problème des dettes interalliées, voilà le péril qui apparaît, et nous avons dit ici que tout le problème consiste à discerner si, pour parer au danger, il est plus expédient de ratifier ou de ne pas ratifier les accords de Washington et de Londres. C'est en face de ce problème qu'est arrivé le gouvernement; il entend n'apporter à le résoudre aucune précipitation et vraisemblablement le Parlement sera envoyé en vacances avant d'être appelé à trancher la difficulté; pour le moment, les commissions des finances des deux Chambres sont saisies et sans doute la diplomatie française ne reste-t-elle pas inactive. La presse anglaise avait entamé, nous l'avons dit, une polémique très vive avec celle des États-Unis au sujet des dettes, et même le chancelier de l'Échiquier avait engagé une controverse avec le secrétaire américain du Trésor. Un changement de ton s'était produit dans la presse américaine, si bien que le président Coolidge, pour calmer les appréhensions du Sénat, avait cru nécessaire de redire qu'il ne pouvait être question ni d'amender les accords souscrits, ni de consentir aucun emprunt avant que ces accords fussent ratifiés. Il n'en reste pas moins que M. Churchill a réussi à poser à nouveau devant l'opinion mondiale le double problème de l'origine des dettes de guerre et des conséquences de l'intransigeance américaine.

Mais les polémiques rétrospectives enveniment les malentendus plutôt qu'elles ne les résolvent. Le *Times* du 27 juillet, dans un article très remarqué, y met fin ; il démontre que la politique qui a été suivie par M. Baldwin et qui avait le double objet de ramener la livre au pair du dollar et surtout d'établir, entre les deux grandes branches de la famille anglo-saxonne, « une identité profonde de fortune, de caractère et de rôle dans la reconstruction actuelle du

monde » était la plus avantageuse et la plus digne. Au moment où de nouvelles menaces pèsent sur l'Europe, la solidarité entre l'action de l'Angleterre et celle des États-Unis est plus que jamais nécessaire. M. Baldwin attache, on le conçoit, une très grande importance à démontrer qu'il a eu raison de conclure, avec le gouvernement des États-Unis, malgré les répugnances de M. Bonar Law, l'accord qui consolide la dette de guerre britannique ; en outre, au moment où le conflit minier fait subir à l'Angleterre des pertes formidables et inquiète la Cité pour la stabilité de la livre, le gouvernement et les banques peuvent avoir besoin de recourir à des crédits américains : ainsi s'explique sans doute l'intervention du *Times*. Mais lord Rothermere, dans le *Daily Mail* du 8 août, rouvre le débat et le place sur son vrai terrain ; il regrette que son journal se soit laissé entraîner à la mauvaise plaisanterie de prétendre que les initiales U. S. signifient non pas « *Uncle Sam* » mais « *Uncle Shylock* », mais il affirme que toute la question des dettes aurait dû être réglée simultanément pour tous les alliés de la grande guerre : « Dans un avenir très prochain, conclut-il, tous les accords sur les dettes devront être soumis à une revision intégrale. L'initiative en sera prise par les États-Unis et la Grande-Bretagne qui verront bientôt qu'ils n'auront qu'à gagner à cette revision. Actuellement les accords sur les dettes interalliées ne servent qu'à une chose : ils sapent dans ses fondements mêmes tout le commerce international. » Et voici que la polémique rebondit par l'entrée en lice de M. Clemenceau qui, le 9 août, communique à la presse l'éloquente et forte lettre ouverte qu'il adresse au président Coolidge ; le vieil homme d'État met sans hésiter le doigt sur la plaie : « C'est le secret de la comédie qu'il ne s'agit ici que d'échéances fictives pour aboutir à l'emprunt, avec de bonnes hypothèques sur nos biens territoriaux, comme en Turquie. Cela, nous ne l'accepterons jamais. La France n'est pas à vendre, même à ses amis. Nous l'avons reçue indépendante ; indépendante nous la laisserons. »

La position de M. Poincaré à l'égard du problème des dettes est très simple. Tandis que le plan des experts faisait de l'obtention de crédits étrangers la condition d'une stabilisation du franc, il a résolu et déjà réussi à redresser la monnaie française sans recourir à un emprunt en Angleterre ou aux États-Unis. Lorsqu'il sera démontré que les finances françaises peuvent être remises à flot et le franc revalorisé, dans une certaine mesure, sans le concours de crédits extérieurs, les offres de prêts viendront spontanément à nous, car

les capitaux américains ont plus besoin de s'employer que nous n'avons besoin de les utiliser et c'est en France qu'ils trouveraient actuellement les conditions de placement les plus avantageuses. M. Poincaré n'est donc pas dans l'obligation urgente et inéluctable de faire ratifier à tout prix par les Chambres les accords de Washington et de Londres ; il peut se donner le temps d'ouvrir de nouvelles négociations ; et s'il demande au Parlement la ratification, il peut, sans motifier le texte de la convention, préciser dans quel esprit il l'interprète et quelles réserves s'imposent, car si la France signe, c'est avec la volonté de tenir ses engagements.

M. Lewandowski a montré, dans le lumineux article qu'il a publié ici il y a quinze jours, que la France, avant de recourir à des crédits extérieurs, avait tous droits d'obtenir la mobilisation des obligations allemandes des chemins de fer et de l'industrie qui constituent un actif-or et auxquelles le plan Dawes apporte toutes les garanties de la meilleure valeur internationale. Le placement des obligations allemandes de réparations, auquel la France pourrait largement participer, offrirait aux capitaux évadés un moyen pour rentrer dans notre économie nationale. C'est ainsi que les choses se sont passées pour les capitaux allemands qui, au temps de la dépréciation du mark, restaient en Amérique, en Angleterre, en Hollande ; depuis l'adoption du plan Dawes, on estime que l'Allemagne a emprunté à l'étranger 904 millions de dollars, dont plus de la moitié aux États-Unis ; bien plus que des capitaux anglais ou américains, ce sont des capitaux allemands émigrés qui ont, sous cette forme, repris le chemin de l'Allemagne. L'agent américain des paiements a jusqu'à présent refusé l'autorisation de placer ces obligations sur les marchés étrangers sous prétexte qu'ils ne sont pas en état de les absorber, mais il n'a élevé aucune protestation contre les émissions d'États allemands, de villes ou d'industries pour des montants beaucoup plus élevés. C'est une attitude qui ne saurait se prolonger sans porter à la France le plus grave préjudice ; avant de ratifier les accords sur les dettes, il serait à souhaiter que le gouvernement français pût en obtenir l'assurance. Alors que la France s'impose un formidable effort de redressement et se dispose à faire honneur à tous ses engagments, c'est bien le moins qu'elle obtienne de ses anciens alliés un traitement aussi favorable que l'ancien ennemi commun.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-QUATRIÈME VOLUME

JUILLET — AOUT

Livraison du 1er juillet

Pages

MÉMOIRES. — II. *LE MARIAGE*, par LA REINE HORTENSE 5

NOS GRANDES ÉCOLES. — V. L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, par M. ÉMILE MÂLE, de l'Institut 38

MONSEIGNEUR AUGOUARD. — I. *SUR LES ROUTES DU CONGO* (1878-1890), par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française. 54

LILI, dernière partie, par LADISLAS RÉYMONT. 86

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT. — II. *LES DESTINÉES DE L'ÉGYPTE*, par M. MAURICE PERNOT 108

VICTOR HUGO ET LA *TRISTESSE D'OLYMPIO*. — I, par M. MAURICE LEVAILLANT. 135

PAGES DE GLOIRE AU MAROC. — II, par Mme H. CELARIÉ 156

LES LIVRES DE FRÉDÉRIC MASSON A L'HÔTEL THIERS, par M. ALFRED RÉBELLIAU, de l'Institut. 178

LE SOUVENIR DE MARIE TAGLIONI, DANSEUSE, par M. GILBERT DE VOISINS . . . 196

POUR UN NOUVEAU STATUT DES CONGRÉGATIONS, par M. H. TOUSSAINT 209

RÉCEPTION DE M. ALBERT BESNARD A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. HENRY BIDOU. 226

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 juillet

MÉMOIRES. — III. *LA COURONNE DE HOLLANDE*, par LA REINE HORTENSE . . . 241

DON JUAN DÉPITÉ OU LE RIVAL IMPRÉVU. — *Comédie en trois tableaux*, par M. PAUL RENAUDIN. 270

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT. — III. *DE CEYLAN A GOLCONDE*, par M. MAURICE PERNOT 298

VICTOR HUGO ET LA *TRISTESSE D'OLYMPIO*. — II, par M. MAURICE LEVAILLANT. 335

MONSEIGNEUR AUGOUARD. — II. *L'ÉVÊQUE DES ANTHROPOPHAGES* (1896-1921), par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française. 355

L'ENLÈVEMENT A LA BELLE ÉTOILE. *HISTOIRE DE M. DE SAINT-GÉRAN*. — IV, par Mme MARIE-LOUISE PAILLERON. 391

Pages.
Poésies, par M. Tristan DERÈME . . . . . [illegible]
Le redressement économique de l'Allemagne, par M. Louis DE LAUNAY, de l'Académie des sciences . . . . . [illegible]
Littératures étrangères. — *Un roman de M. Guglielmo Ferrero*, par M. Louis GILLET . . . . . [illegible]
Revue musicale. — *Orphée a l'Opéra*, par M. Camille BELLAIGUE . . . . [illegible]
Revue littéraire. — *M. François Mauriac*, par M. René DOUMIC, de l'Académie française . . . . . [illegible]
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . [illegible]

Livraison du 1er août

Mémoires. — IV. *L'empereur et la cour impériale*, par la reine HORTENSE. [illegible]
Poèmes votifs. — I, par A. le BRAZ . . . . . [illegible]
L'attitude des États-Unis, par M. Firmin ROZ . . . . . [illegible]
La Flèche d'or, première partie, par J. CONRAD . . . . . [illegible]
Sur les pas de saint François d'Assise. — I. *Assise*, par M. Louis GILLET. [illegible]
Angora et le mandat français en Syrie (*Janvier-Mars* 1926), par M. Georges IMANN . . . . . [illegible]
L'enlèvement a la belle étoile. *Histoire de M. de Saint-Géran*. — V, par Mme Marie-Louise PAILLERON . . . . . [illegible]
Dans le plan des experts. — *Les obligations allemandes*, par M. Maurice LEWANDOWSKI . . . . . [illegible]
Le Prince de Ligne, par M. Abel BONNARD . . . . . [illegible]
Au congrès de Chicago. — *Notes d'un témoin*, par M. François VEUILLOT . [illegible]
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . [illegible]

Livraison du 15 août

Veillée d'armes a Londres (*22 Juin-4 Août 1914*), par M. F. CHARLES-ROUX. [illegible]
Sur les pas de saint François d'Assise. — II. *D'Assise a Vézelay*, par M. Louis GILLET . . . . . [illegible]
La Flèche d'or, deuxième partie, par J. CONRAD . . . . . [illegible]
Les Fouilles en Tripolitaine, par M. René CAGNAT, de l'Institut. . . . . [illegible]
Grandes années napoléoniennes : L'Empire de recrutement, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française . . . . . [illegible]
L'inquiétude de l'Orient. — IV. *Délhi : L'Inde et les Anglais*, par M. Maurice PERNOT . . . . . [illegible]
Poèmes votifs. — II, par A. le BRAZ . . . . . [illegible]
Au Canada avec les évêques de France, par M. François VEUILLOT. . . . . [illegible]
Le roman d'Aurore Dudevant et d'Aurélien de Sèze. — V. *Épilogue*, par Mme Aurore SAND . . . . . [illegible]
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . [illegible]

Paris, 1926. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — [illegible]

Page.
. 4[illegible]
de
. 4[illegible]
par
. 4[illegible]
. 4[illegible]
ca-
. . 4[illegible]
. . 4[illegible]

SE. 4[illegible]
. . 5[illegible]
. . 5[illegible]
. . 5[illegible]
ET. 5[illegible]
GES
. . 6[illegible]
par
. . 6[illegible]
ICE
. . 6[illegible]
. . 6[illegible]
T . 6[illegible]
. . 7[illegible]

UX. 7[illegible]
par
. . 7[illegible]
. . 7[illegible]
. . 8[illegible]
RIEL
. . [illegible]
IAU-
. . [illegible]
. . [illegible]
. . [illegible]
par
. . [illegible]
. . [illegible]